

CORRESPONDANCE
DIPLOMATIQUE
DE
JOSEPH DE MAISTRE

PARIS. — IMPRIMERIE A. WITTERSHEIM
rue Montmorency, 8.

CORRESPONDANCE
DIPLOMATIQUE
DE
JOSEPH DE MAISTRE

1811-1817

RECUEILLIE ET PUBLIÉE

PAR

ALBERT BLANC

TOME PREMIER



PARIS

MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS

RUE VIVIENNE, 2 BIS

—

1860

INTRODUCTION

Il y a deux ans qu'une partie de la correspondance diplomatique de Joseph de Maistre a été publiée[1], dans des circonstances où l'Italie, à la veille des événements les plus décisifs, voyait l'Europe peu attentive et peu préparée à ce qui allait se passer. En France surtout, l'état véritable de la question italienne était mal connu. L'on ne savait pas bien comment la politique du Piémont se liait au passé de la maison de Savoie et

[1] Mémoires politiques et correspondance diplomatique de Joseph de Maistre, avec explications et commentaires historiques, par Albert Blanc, docteur en droit de l'Université de Turin. Paris, 1858. 2e édition corrigée, 1859. — On peut consulter, sur les rapports antérieurs de la cour de Turin avec celle de Pétersbourg, le remarquable ouvrage intitulé : *Révélations diplomatiques sur les relations de la Sardaigne avec l'Autriche et la Russie*, par M. le comte Greppi. Paris, 1859.

à l'avenir de l'Italie; à voir la monarchie sarde appliquée surtout aux réformes constitutionnelles, il semblait que la présence d'une liberté paisible dans ce royaume fortuné ne fût pour le reste de la péninsule qu'une promesse à longue échéance. En réalité, le principal effort de cette politique était cependant dirigé sur l'extérieur; l'alliance française, recommandée depuis la Restauration par les meilleurs conseillers des rois de Sardaigne, était conclue; les plans dont l'exécution avait commencé en Crimée et au Congrès de Paris continuaient de se dérouler; et quant aux peuples italiens, dont ces plans préparaient la délivrance, les explosions regrettables d'un désespoir trop motivé avaient à plusieurs reprises montré à l'Europe combien il était périlleux de prolonger leurs douleurs. C'est à ce moment qu'il me parut opportun d'appeler l'attention sur les curieux écrits d'un diplomate piémontais, plus connu jusqu'alors comme philosophe que comme homme d'Etat, afin de réfuter, par le témoignage du plus grand écrivain catholique de notre siècle, ceux qui combattaient, au nom de la religion et de l'histoire, la politique d'un roi cher à la nation italienne, ami de la liberté et de la justice.

Pendant la Révolution et l'Empire français, le roi de Sardaigne avait été représenté auprès

d'Alexandre I[er] par un homme de génie, qui avait tracé le plan d'une politique nouvelle pour la maison de Savoie. Ce plan visait à constituer l'indépendance de l'Italie. Négligés alors, reçus même par la cour avec une froideur désapprobatrice, les conseils du ministre piémontais avaient été presque oubliés depuis; on les avait vus dans la suite, il est vrai, rappelés en quelques pages par un historien éloquent[1]; quelques-uns de mes compatriotes, ayant connu le comte de Maistre à Turin après son retour de Saint-Pétersbourg, gardaient aussi le souvenir de certaines idées hardies qu'il avançait dans la conversation et qu'il ne mettait point dans ses livres; mais en général, les lecteurs des *Soirées* et du *Pape* n'en connaissaient l'auteur qu'à demi : ils l'avaient jugé sur cette grandiose et inexorable apologie de l'autorité que contiennent ses ouvrages, et ils ignoraient qu'il eût tenu aux princes un langage sévère et généreux en faveur de la liberté des peuples. Or ce philosophe était un politique; ce catholique était un Italien; il a vu les destinées de la maison de Savoie, il a souhaité la chute de la domination autrichienne, il a été, dans ce siècle, l'un

[1] M. Farini.— Storia d'Italia dall' anno 1814 sino a' nostri giorni.

des premiers défenseurs de notre indépendance. C'est ce que je me proposai d'établir lorsque je publiai les sept premières années de sa correspondance diplomatique. Au moment où l'Italie allait réunir ses forces pour des luttes nouvelles, ce n'était pas seulement susciter à mon pays un rude auxiliaire, c'était encore rendre à la mémoire de Joseph de Maistre un hommage digne de lui que de l'appeler à servir une fois de plus la cause à laquelle toute sa vie politique avait été consacrée.

Ainsi fut publiée, avec des explications historiques qui parurent nécessaires, une partie des dépêches et des mémoires écrits par M. de Maistre de 1803 à 1810. Un jour peut-être cette première publication sera-t-elle complétée de manière à faire corps avec celle-ci. Aujourd'hui, c'est sa correspondance diplomatique pendant les sept dernières années de sa mission, de 1811 à 1817, qu'il m'est donné de faire connaître; je la livre sans réserve à l'interprétation de chacun, au nom de cette même liberté de discussion que M. de Maistre a combattue officiellement, mais dont lui-même ne s'est pas toujours refusé les bénéfices. Dans les lettres et les mémoires que contiennent ces deux volumes, des partis bien divers pourront trouver de quoi appuyer leurs théories; on y rencontre, en effet, les

traces des influences opposées de deux mondes, l'ancien et le nouveau, que visite d'un pôle à l'autre ce vaste esprit, dédaigneux de tout ce qui n'est pas extrême; on y surprend quelques variations, quelques contradictions peut-être; mais ce qu'on ne peut s'empêcher d'y voir, c'est, dans la lutte même que soutient cet homme du moyen âge contre la pensée moderne dont il se sent envahi, l'un des triomphes les plus singuliers qu'ait remportés la révolution française. Déjà, dans ses lettres antérieures à 1814, on l'a vu, en dépit de sa résistance aux doctrines contemporaines, de son attachement à la tradition, entraîné, subjugué, conquis par le génie des temps nouveaux; tout a été dit sur ce sujet, et la démonstration est complète; une expérience pourtant reste à faire : c'est d'examiner les jugements qu'il porte sur le déclin de l'Empire et sur la Restauration. Il n'est rien de plus significatif que de le voir, par exemple, après avoir maudit 1793, prendre en pitié 1815, et annoncer que le nouvel ordre européen, fondé sur l'humiliation de la France et l'immolation de l'Italie, ne saurait être durable.

On me dispensera de revenir sur les aperçus que j'ai proposés touchant M. de Maistre. Je n'ai pas non plus à parler ici de l'accueil fait à ce livre par la critique; en ce genre d'obligations,

la reconnaissance qui se publie ressemble trop à la vanité; d'ailleurs, se résoudre, comme j'ai dû le faire, à mêler mes pages à celles d'un tel écrivain, c'était renoncer à toute prétention personnelle, et m'offrir seulement comme un objet de faciles revanches aux ressentiments qu'exciteraient les audaces de M. de Maistre. Je dois dire pourtant que j'ai attaché un prix particulier aux approbations de quelques personnes qui savaient déjà, soit par des témoignages du monde où le ministre de Sardaigne avait vécu, soit par une étude approfondie de ses autres ouvrages, que Joseph de Maistre n'était point tel en réalité que l'imaginait une certaine école qui s'en était fait un petit fétiche sans l'avoir jamais compris. Je me tairais sur ce point si je tenais à réserver à cette publication tout l'honneur de ce qu'un critique du *Journal des Débats* appelait « la plus prodigieuse révélation que l'étude psychologique de ces derniers temps ait eu à enregistrer dans ses annales; » mais ayant visé à être vrai plutôt qu'à être original, je suis heureux de constater que d'autres avaient déjà vu M. de Maistre sous les traits que j'ai essayé de retracer d'après ses lettres. Je viens de parler des impressions qu'il a laissées à Turin : la société russe a gardé de lui des souvenirs tout semblables. Il suffira de noter ici que madame Swetchine, son illustre

amie, disait, longtemps avant que cette correspondance diplomatique eût vu le jour : « On ne connaît pas M. de Maistre ; ce n'était ni le fanatique ni l'absolutiste qu'on pense. » D'autres initiés étaient arrivés par des voies différentes à surprendre le secret de cette âme agitée, qui, dans ses combats contre son propre penchant, reculait jusqu'à Grégoire VII pour échapper à l'attraction révolutionnaire ; dans les trois livres où Joseph de Maistre expose le plan du gouvernement des rois, du gouvernement des papes et du gouvernement de Dieu, ils avaient démêlé des contrastes frappants entre son orthodoxie rationaliste et son instinct, son tempérament de novateur[1]. Je n'insiste pas sur ce grave sujet ; la critique, dans ces derniers temps, a grandement modifié ses jugements sur Joseph de Maistre ; puissent les documents nouveaux que je lui soumets l'aider à mettre pleinement en lumière le caractère de cet étrange penseur, dont l'œuvre tient une place si considérable dans la polémique de notre époque.

Un hommage doit être rendu ici aux personnes à qui revient, en réalité, le mérite de cette pu-

[1] Voir particulièrement un article de M. Binaut sur Joseph de Maistre, dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1er décembre 1858.

blication. Entreprise avec l'adhésion de M. le comte de Cavour, elle a été favorisée par M. le commandeur Castelli, directeur général des Archives générales du royaume de Sardaigne, et aidée par les soins de M. le chevalier Combetti, directeur chef de division à ces mêmes archives. Si, comme il me semble, elle intéresse la philosophie et la littérature contemporaines, si, de plus, elle aide à comprendre les origines des mémorables événements qui s'accomplissent aujourd'hui dans notre patrie, l'honneur en appartient aux dispositions libérales avec lesquelles on seconde, à Turin, ces sortes de recherches, et qui ont été louées bien des fois par des plumes de plus d'autorité que n'en a celle qui leur rend ici un témoignage reconnaissant.

A. B.

I.

CORRESPONDANCE
DIPLOMATIQUE
DE
JOSEPH DE MAISTRE
1811 — 1817

1/13 février 1811.

Monsieur le chevalier,

Il n'est question ici, comme au jour du jugement, que de *guerres* et de *bruits de guerres*. Je contemple avec anxiété les scènes qui se préparent.

Mon frère Xavier a été blessé grièvement à Alkaleik, en Géorgie. Dans une lettre qu'il a dictée le 19 décembre V. S., il me charge de vous témoigner combien il regrette que son bras droit, percé de part en part, ne lui permette pas de vous prier directement de mettre ses très-humbles remercîments aux pieds de Sa Majesté pour la manière pleine de bonté dont elle a accueilli sa demande. Trente-deux jours après le coup, l'inflammation n'avait pas diminué, et les chirurgiens n'é-

taient pas d'accord. L'un disait que le périoste avait été attaqué; l'autre voulait que ce fût un tendon. Tous s'accordaient pour une opération qui me tient fort en souci jusqu'à ce que j'en sache le résultat. Malgré mon envie de le revoir, je souhaite qu'il demeure là jusqu'à ce qu'il puisse changer de grade. Les étrangers ont ici un grand désavantage, à cause de nos grades militaires infiniment plus retardés que ceux des Russes; or comme on n'est plus avancé que pour raison de service, j'aime autant qu'il serve là, puisqu'il y est, car c'est de grades que les étrangers ont principalement besoin. M. le chevalier Rayberti vient d'être fait conseiller d'État. C'est tout ce qu'il désirait. Sur les autres sujets de Sa Majesté je n'ai rien à vous apprendre. Tous sont à la place que je vous ai fait connaître, chacun pour ce qui le concerne. Le plus heureux de tous est M. le chevalier Gioannetti, qui est attaché aux personnes de Messeigneurs les jeunes grands-ducs.

Tous les yeux sont ouverts dans ce moment sur les deux empires. J'ai eu l'honneur de détailler amplement à Sa Majesté, par une autre voie, les différentes causes de refroidissement. L'état des esprits est ici à cet égard extrêmement singulier. Les Russes tiennent infiniment de l'impétuosité française, d'où il suit que les opinions extrêmes sont assez à leur usage. Ils sont donc divisés en deux classes ou deux partis; l'un est tout à fait découragé et croit la Russie absolument hors d'état de résister à la France; l'autre parle de la guerre avec cette dernière puissance comme d'un objet qui ne doit pas inspirer la plus légère alarme. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'on prend

les plus grandes et les plus sages mesures; mais, à cette époque, sur quoi peut-on compter? On ne voit que des miracles. Si l'Empereur a le bonheur de mettre la main sur quelque guerrier digne de ce nom et qui ne soit pas gêné, celui-ci aura de quoi non-seulement sauver l'empire, mais de quoi faire repentir l'assaillant de son entreprise. Si le pouvoir flotte et se divise, tout ira comme ailleurs. C'est tout ce qu'on peut dire : j'ai l'honneur de vous répéter que, dans la situation des choses, je ne puis dire ce que je ferai dans telle ou telle circonstance. J'ai servi et je servirai le roi de mon mieux jusqu'à la fin : tout ce que je lui demande pour le prix de mon zèle, c'est de vouloir bien m'oublier ici. Je suis fait au climat, au peuple qui a ses défauts comme tous les hommes, mais qui est bon, facile et sensé, sans compter la valeur dont je ne parle pas. D'ailleurs je suis cloué par la reconnaissance. Le temps des nouvelles entreprises est passé pour moi; je suis arrivé ici avec une peur mortelle de ne pas réussir, je m'en suis tiré *così così;* mais il ne faut pas répéter ce saut périlleux.

J'oubliais de vous dire, monsieur le chevalier, que, dans la note d'avis sur la nomination de M. le comte de Mocenigo, il est dit que Sa Majesté Impériale *désirant donner à Sa Majesté Sarde un nouveau témoignage de ses sentiments pour elle et celui du prix qu'elle attache à les constater, vient de nommer,* etc. La forme, comme vous voyez, est aussi agréable que le fond. M. Struve accompagne M. de Mocenigo en qualité de conseiller de légation. Je ne l'ai point encore vu au moment où je vous écris, mais on me le donne pour un personnage

non-seulement né en Allemagne (ce qui est bien permis à tout le monde), mais de plus tout à fait allemand. Il ne sait, à ce qu'on m'ajoute, pas un mot d'italien. Il mourra d'ennui dans un pays où l'on ne parle pas français. Il mène aussi madame son épouse. En tout il me paraît, d'après ce qu'on m'a dit, qu'il n'est point fait du tout pour cette mission. Au reste, tant pis pour lui. Quant à nous, tout cela est nul. Le prince Koslowski mande à M. de Mocenigo qu'il ne peut lui offrir qu'une seule maison du prix de 400 ducats. Celui-ci s'est récrié avec raison sur ce loyer. Je l'avais trompé sur ce point, de façon qu'il m'avait fait écrire à M. le chevalier Ganières : *Prenez la meilleure;* à présent il veut voir par lui-même. J'ai récrit sur-le-champ, mais qui sait si je serai à temps? Peut-être que les prix ont changé depuis moi. Ce qu'il y a de sûr, c'est que je croyais que le loyer d'une maison n'excéderait pas 200 ducats. Les appointements de M. le comte de Mocenigo sont de 4,000 et il en a 2,000 pour son voyage.

Je ne voudrais pas tout à fait vous répondre sur ma tête que cette légation ait la pleine approbation du chancelier et que tout se soit fait de son avis. Son système très-visible ne le porte nullement à rien faire de ce qui peut déplaire à la France. L'opinion publique est fortement prononcée contre lui sous ce rapport; mais quoique je sois le principal intéressé dans cette affaire, je ne lui veux aucun mal pour son *gallicisme.* Qui peut douter que le comte de Romanzof ne soit bon Russe et bon sujet de l'Empereur? Qui peut soupçonner seulement qu'il ait envie d'avilir ou d'enchaîner son maître

ou sa nation? Son système d'adhésion à la France et de complaisance sans bornes n'est donc fondé que sur la croyance antérieure *que la Russie n'est pas en état de résister et qu'elle doit plier*. Voilà comme je l'entends. Dès lors ce n'est plus qu'une erreur de tête pour laquelle il ne faut pas se brouiller; mais qui sait si c'est une erreur? Hélas! le temps seul le dira. Qu'y avait-il de plus chaud, de plus animé, de plus persuadé que les Autrichiens avant la dernière campagne? Vous avez vu l'issue. Je ne sais donc que vous dire, excepté seulement qu'il y a lieu de craindre légitimement que tout ce qu'il y a de courage et de timidité dans le maître et dans le ministère venant à s'amalgamer, il en résulte un sentiment mixte tout à fait disproportionné aux circonstances, de manière que la Russie perde tout à la fois son honneur et sa sûreté. Encore une fois, nous verrons; mais il est vrai cependant que le chancelier joue une terrible carte dans l'opinion. Ces temps sont bien tristes, monsieur le chevalier; les passions se mêlent à tous les débats politiques; chaque différence d'opinion produit des jugements outrageux et par conséquent des haines; c'est une chose étrange qu'à l'époque où les hommes se sont donné le plus de torts, ils ne veuillent s'en pardonner aucun, et, ce qui est pire encore, qu'ils veuillent regarder comme des erreurs monstrueuses et pour ainsi dire comme des forfaits des opinions qui ne peuvent être jugées que par les événements futurs.

Si la guerre se déclare, je ne crois pas que le chancelier puisse tenir en place. Mais je me tromperais fort si

Napoléon se croit prêt en ce moment. Il a des affaires sérieuses sur les bras, et probablement il voudra en finir de quelque manière avec l'Espagne avant d'entreprendre quelque chose d'aussi grand que l'abaissement de la Russie. Si je ne me trompe encore, il aura été un peu surpris du beau mouvement de cet empire. Il ne croyait pas la nation en état de se montrer comme elle vient de le faire. Je ne crois pas aux 300,000 hommes; mais autant qu'on peut être sûr de ces sortes de choses, je le suis que l'Empereur a 200,000 hommes sur sa frontière et 50,000 environ en seconde ligne. Les forces ne manquent donc point; tout le danger est moral; mais comme j'ai traité ce sujet à fond dans une dépêche qui parviendra à Sa Majesté, je m'abstiens d'y revenir.

Dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier (12-13 janvier N. S.) le grand théâtre de Saint-Pétersbourg a brûlé. Un personnage très-sensé disait, à ce propos, qu'il y aurait un moyen bien simple de rebâtir ce théâtre sans qu'il en coûtât rien à l'État; ce serait, disait-il, de congédier les acteurs et danseurs français et de bâtir avec leurs appointements. Rien n'est plus vrai. L'entretien du théâtre est une chose dont on n'a aucune idée ailleurs. Sa Majesté entretiendrait certainement tout son état militaire et mettrait son île à l'abri de toute insulte avec la somme que l'État paye ici à ce tas d'histrions et de femmes perdues. — Personne n'a péri.

Je vous ai parlé dans le temps de la mission du prince K... à Paris pour féliciter sur le grand mariage. L'Empereur lui donna 50,000 roubles *avec bonification* pour son voyage, et lui dit, avec sa bonté ordi-

naire, que s'il dépensait davantage on ferait un nouveau compte à son retour. Le prince lui a remis ce nouveau compte qui est de deux millions *de roubles*, avec l'assurance modeste qu'il en était encore pour 150,000 roubles. Tout ceci m'est assuré d'une manière très certaine, et je le vérifierai encore. Après cela, que ces messieurs viennent se plaindre que *l'Empereur est méfiant*. Certes il est payé pour l'être. La foi est comme la feue république française : *une et indivisible*. Un même principe moral dirige toutes les actions, et qui s'est fait soupçonner sur un point doit être soupçonné sur tous les autres ; mais je me réfère encore à la dissertation dont je parlais tout à l'heure ; je ne veux pas commencer une autre feuille.

J'ai l'honneur d'être avec ma haute considération, monsieur le chevalier, votre très-humble et très-obéissant serviteur,

Cte de M.

---

24 mai/5 juin 1811.

Sire,

Dans ma dernière dépêche du 26 avril, ou peut-être dans la précédente à M. le chevalier de Rossi, j'ai présenté comme une chose probable peut-être, et au moins très-possible, que Napoléon ne crût pas prudent de tirer l'épée dans ce moment : c'est ce qui est arrivé. Au moment où personne ne doutait plus de la

guerre et où la mèche s'approchait du canon, tout s'est calmé en un clin d'œil, et l'on s'est remis à s'embrasser. J'ai eu l'honneur de détailler à Votre Majesté toutes les grimaces faites à Paris au sujet de la note, qui cependant était une pièce assez faible. J'ai pris la liberté de la trouver même un peu indigne du grand souverain qui la donnait. Pas la moindre hauteur; à peine de la dignité; pas la moindre demande de restitution, ni la moindre menace en cas de refus, seulement une protestation vague des droits éventuels de la famille impériale à la succession d'Oldenbourg; en sorte que Sa Majesté Impériale a l'air de parler pour elle plutôt que pour le prince dépossédé, et la pièce finit par la protestation la plus solennelle du désir constant qui anime l'Empereur de vivre en parfaite amitié avec celui des Français. Il y a déjà longtemps que ce cabinet a cessé de bien écrire (Votre Majesté n'a pas oublié la note de M. Novosiltzof); il me semble cependant qu'avec 500,000 hommes il serait aisé d'avoir un beau style.

Le 7/19 mai Caulincourt est parti. Il a pleuré, dit-on, chez la princesse Wesemski, et il a pleuré chez la belle Maria-Antonia; du moins celle-ci l'a assuré. Charmant pleureur! Je crois en effet qu'il est parti avec chagrin. La guerre qui était sur le point d'éclater devait lui rendre ce séjour pénible, à moins qu'il ne fût un monstre, ce que je ne crois pas. La bonne harmonie qui s'est rétablie subitement aura rendu pour lui le départ beaucoup plus amer. Qui sait d'ailleurs ce qui est dans ce cœur, ce qu'il pense de son maître et ce qu'il craint de lui? Ce que je puis avoir l'honneur d'assurer à Votre

Majesté, c'est qu'une fois il a dit à une femme, après avoir reçu une certaine dépêche : « Il y a des moments où un honnête homme voudrait être mort. » Il dépensait ici 1,200,000 francs. Il était le premier et constamment caressé à la cour, etc. Tout cela valait mieux sans doute que d'aller tenir le cheval de Napoléon, ou peut-être mourir d'une balle catalane.

L'Empereur lui a fait remettre une plaque en brillants de l'ordre de Saint-André, de la plus grande beauté. Ensuite il lui a remis lui-même une superbe boîte en lui disant : « Je voudrais que vous eussiez un portrait ressemblant de moi : ceci est le présent d'un ami. » On évalue ces deux objets à 90,000 roubles ; mais partout on exagère, *et même ici*. Je crois qu'on se trompera peu en se tenant à 50,000. Son successeur, Lauriston, est un homme tout différent ; il n'a ni le même ton ni le même caractère, et sûrement il n'aura point le même empire sur le souverain. Il a débuté par une grande faute ; car se trouvant à la parade et l'Empereur lui faisant remarquer je ne sais quelle passe de la contre-danse militaire, Lauriston répondit : « Ce sont des bagatelles auxquelles nous ne faisons nulle attention en France. » On m'assure qu'à la parade qui suivit, Sa Majesté Impériale ne lui adressa pas la parole.

J'aurai l'honneur, de peur de l'oublier, de dire ici à Votre Majesté que le ministre des guerres ayant parlé au docteur Wheley, Anglais, chirurgien de confiance de l'Empereur, de l'énorme quantité de malades accumulés dans les hôpitaux militaires, à raison de la fatigue excessive et de la mauvaise nourriture qui tient à l'impossi-

bilité où se trouvent les soldats de gagner quelque chose pour avoir de la viande, le chirurgien a fait un rapport à l'Empereur, qui a valu trois jours par semaine aux soldats (mais aux fantassins seulement). C'est un objet pour le soldat de plus de quatre roubles par semaine.

J'ai eu souvent occasion d'observer à Votre Majesté qu'il n'y avait malheureusement plus de force extérieure capable de faire la loi à Napoléon; mais je n'ai pas moins constamment ajouté que l'intérieur même de la France ne nous laisserait jamais sans espérance. Je trouve que, dans ce moment, le contre-coup de la guerre d'Espagne l'expose prodigieusement. Il s'est brouillé avec tous ses généraux. Veut-il faire commander ses armées par ses conseillers d'État? Je songe souvent à combien peu de chose tient cette puissance formidable qui fait trembler l'Europe! L'autre jour, dans un très-petit comité, un ministre étranger, sujet de Napoléon, nous dit en propres termes : « Il n'y a plus d'autre remède que de le faire enfermer comme fou. » Il n'y a rien là d'impossible, sire; mais ce mot d'enfermer est une pure illusion; on ne met jamais la main sur un tel personnage que pour le tuer au plus tard le lendemain. Enfin, sire, quoique ses prodigieux succès fassent nécessairement entrer des doutes dans tous les esprits, cependant il faut s'en tenir aux principes qui défendent de regarder cet homme comme un souverain chef d'une race : mais combien de souverains légitimes et puissants auront peut-être envié sa puissance dans leur cœur! C'est tout comme s'ils avaient envié la force physique des porte-faix. Celle de Napoléon n'est

point du tout royale, elle est révolutionnaire; et voilà pourquoi, sire, les princes qui, par état et par nature, sont étrangers à cette force ne doivent pas se compromettre personnellement avec elle; mais c'est une gloire pour eux au lieu d'une humiliation, et les plus ignorants des hommes sont ceux qui prennent pour un mal l'inconvénient du bien.

Au reste, sire, si les princes qui ont les forces nécessaires en main ne veulent pas se laisser instruire sur la manière de les employer dans ce cas extraordinaire, la Providence se passera d'eux, parce que toute force désordonnée se mine elle-même; et déjà il me semble qu'on peut apercevoir quelques symptômes de la prostration de forces qui suit la fièvre.

Les Espagnols se couvrent de gloire; mais il me semble qu'en décrétant la constitution de l'Angleterre ils n'ont pas fait preuve d'une grande sagesse. Cette constitution ne peut être transplantée. Il faut sans doute l'admirer, mais la laisser où elle est. Les peuples du continent de l'Europe n'ont pas d'autre intérêt que celui du maintien de la monarchie européenne ou chrétienne (c'est la même chose) telle qu'elle existait depuis longtemps. A travers toutes les folies des hommes dans l'ordre politique, Votre Majesté verra toujours surnager un principe divin. Une monarchie où le souverain se repose de l'exercice du droit de juger, qui lui appartient, sur des magistrats qu'il choisit et établit comme il veut, et où les sujets de leur côté déclarent le souverain inviolable dans tous les cas, nous paraît une chose toute simple parce que nous l'avons toujours vue; mais ce

n'est pas moins une merveille qui ne s'est jamais vue et ne se verra jamais hors du christianisme, et nous n'avons pas d'autre intérêt que de la voir conserver ou plutôt rétablir, car nos extravagances ont presque tué la religion politique avec l'autre.

Je supplie Votre Majesté de vouloir bien examiner les pays où les souverains exercent le droit de dire : *Prenez ce champ, pendez cet homme;* elle verra toujours à côté le droit de porter la main sur eux; et ce qu'il y a d'étonnant, c'est que la Providence n'y a point établi ou laissé naître la maxime sacrée tournée chez nous en préjugé saint et en instinct, que toute attaque de ce genre est punie non-seulement par l'infamie personnelle, mais par celle de toute la famille. Ici, par exemple, le principe chrétien n'a pu pénétrer la pâte asiatique parce qu'il y est faible et défiguré; aussi nous voyons tous les acteurs du 2 mars 1802 en possession de tous leurs droits civils; quelques-uns même approchent de l'Empereur, ce qui est bien étrange ; mais tout ce qui doit exister, existe.

En louant donc de toutes mes forces tous les efforts dirigés à la suppression des abus, je m'opposerais aussi de toutes mes force à toute altération du principe de notre monarchie (quand même j'en serais le maître), et je crains que les Espagnols ne donnent dans quelques exagérations. Si jamais ils sont débarrassés de la crainte extérieure, Votre Majesté verra quelles scènes ils donneront au monde : les excès intolérables du prince de la Paix et leur funeste origine ont mis dans tous ces cœurs espagnols un enthousiasme de réforme qui ne ressemble

pas du tout aux folies françaises. Je leur souhaite de tout mon cœur sagesse et bonheur, ce qui est au fond la même chose.

Votre Majesté trouvera dans le paquet ci-joint à peu près la banqueroute, puisque le rouble ne vaut plus que douze ou treize sous. Le subside est totalement dévoré ou peu s'en faut. J'en suis désolé. J'ai l'honneur de répéter à Votre Majesté l'offre de me retirer et l'instante prière qu'elle veuille bien ne rien faire pour moi par pure bonté, ne voulant jamais lui être à charge un seul instant. Je suis d'ailleurs constamment chagrin de n'avoir pas su plaire à Votre Majesté, mais j'espère que de son côté elle aura daigné envisager ma position sous le vrai point de vue; c'est tout ce que je désire.

J'ai vu un moment, sire, et même d'assez près, une assez belle destinée. Ce mouvement a coïncidé avec celui qui annonçait la guerre, et l'un et l'autre se sont arrêtés ensemble. Qui sait ce qui peut arriver encore, et que n'aurais-je pas donné pour une conversation avec Votre Majesté? Il ne s'agissait au reste, comme elle peut bien l'imaginer, de rien qui ne pût s'accorder strictement avec mes fonctions.

Le duc de Richelieu, qui peut passer pour le véritable fondateur d'Odessa, dont il est l'idole, avait demandé la clôture du port de cette ville, dans l'espoir d'affamer Constantinople; il en était résulté un contrecoup épouvantable pour le commerce; il est venu ici et il a demandé la révocation de cet ordre en disant à l'Empereur que c'était lui, duc de Richelieu, qui avait tort dans cette affaire, qu'il n'avait jamais commis une plus

grande faute et qu'il voudrait que sa main se fût desséchée lorsqu'il écrivit pour déterminer le gouvernement à une mesure aussi funeste. Il le dit lui-même à qui veut l'entendre. L'Empereur a rouvert le port par un simple rescrit (Votre Majesté est priée d'observer ceci), mais non par un ukase.

Je suis avec un très-profond respect, sire, de Votre Majesté, le très-humble, très-obéissant et très-fidèle serviteur et sujet,

MAISTRE.

---

26 mai/7 juin.

Au moment où je fermais mon paquet, j'apprends que Sa Majesté Impériale, en galopant sur le pavé après la parade, a été renversée par son cheval, qui s'est abattu, et s'est blessée grièvement à la tête. On l'a emportée. Peut-être que je serai encore à temps d'apprendre à Votre Majesté si la chose est sérieuse. J'espère le contraire.

Nous recevons aussi dans ce moment la nouvelle de la convocation du concile de Paris, avec la lettre menaçante de Napoléon, qui a cassé la glace et menace ouvertement de déposer le Pape. Voilà un autre ordre de choses, et qui sait ce que nous verrons? Il me paraît impossible que d'un côté ou d'un autre il ne s'élève pas quelque opposition, quelque protestation sublime. Quoi qu'il en soit, Votre Majesté assiste avec nous à l'une des

plus grandes expériences qui puissent avoir lieu sur ce sujet. Jamais aucun souverain n'a mis la main sur un pape quelconque (avec ou sans raison, c'est ce que je n'examine point) et n'a pu se vanter ensuite d'un règne long et heureux. Henri V a souffert tout ce qu'un homme et un prince peuvent souffrir. Son fils dénaturé mourut de la peste à quarante-quatre ans, après un règne fort agité ; Frédéric Ier mourut à trente-huit ans dans le Cydnus ; Frédéric II fut emprisonné par son fils, après s'être vu déposé ; Philippe-le-Bel mourut d'une chute de cheval à quarante-sept ans. Ma plume se refuse aux exemples moins anciens. *Cela ne prouve rien,* dira-t-on ; à la bonne heure : tout ce que je demande, c'est qu'il en arrive autant à un autre, *quand même cela ne prouverait rien ;* et c'est ce que nous verrons.

En attendant, Votre Majesté voit combien nous sommes malades. Tous les principes sont attaqués à la fois, et qu'elle daigne m'en croire : les bons sont bons, mais personne n'est converti.

— L'Empereur a deux doigts cassés et plusieurs écorchures au visage.

— Tout se réduit à un doigt démis et à quelques contusions ou écorchures à la jambe. Votre Majesté ne sera pas surprise de ces variations ; — j'écris à mesure que les messagers arrivent. — Comme Sa Majesté était sur le quai, on l'a *conduite,* à ce que disent les bulletins, et *portée,* à ce que dit le public, dans un bateau qui l'a transportée à la porte du palais. L'Empereur n'a pas voulu se faire saigner, et le premier ordre qu'il a donné a été, lorsqu'il a été relevé, de commander le même régi-

ment pour le surlendemain. Il n'est pas fort à cheval, et tous les chevaux qu'il monte sont antérieurement gâtés pour lui convenir. Avec ces chevaux il galope sur le pavé. L'étonnante rapidité avec laquelle il vole en voiture (car l'on ne peut dire autrement) est encore un sujet habituel de crainte. Tout le monde doit trembler pour quelque catastrophe qui doit arriver tôt ou tard.

Le prince ..., *petit-fils d'un grand-père,* si Votre Majesté veut excuser le lazzi très-connu, vient de se noyer à l'endroit même où son illustre père remporta une victoire signalée. C'est une triste et frappante singularité. Le maréchal lui avait laissé son nom et vingt mille paysans; il laisse une femme scandaleuse, quatre enfants, dont deux mâles, d'une santé équivoque, et *zéro* de biens. Voilà ce que peut le désordre.

Le nouveau maréchal comte de Stedding nous quitte irrévocablement au mois de juin. Il emporte les regrets universels et surtout les miens. Je perds un véritable ami et une excellente maison fort agréable. Il est ce qu'on appelle *finet* en style familier, et quand il faut jouer un rôle il est de la première force. Ce n'en est pas moins un homme extrêmement distingué.

Il paraît que les deux grands moteurs du changement politique ont été le chancelier et le comte Arraktcheff. Tous les deux ont persuadé l'Empereur que, malgré toutes ses forces matérielles, il n'était pas en état de faire la guerre. Ils ont eu peu de peine à le convaincre, vu le préjugé qu'il a (si c'est un préjugé) qu'il n'a point de général.

Je me mets de nouveau aux pieds de Votre Majesté.

20 août/1er septembre 1811.

Sire,

Les deux transports anglais dont j'ai eu l'honneur de parler ailleurs à Votre Majesté étaient convoyés par un cutter de guerre. Tout de suite Lauriston a fait ses plaintes, et le chancelier a répondu qu'il était fort étonné de l'*insolence* de ces Anglais qui avaient osé, etc., et les vaisseaux ont été congédiés. On se perd en raisonnements sur cette affaire; mais personne ne pourra croire vraisemblablement que ces vaisseaux soient arrivés ainsi, à tout hasard. Il est bien plus probable que, dans ce moment que j'ai eu l'honneur de décrire à Votre Majesté et dont l'influence s'étendit jusqu'à moi, il aura été dit quelque mot aux Anglais dont ceux-ci auront sur-le-champ profité. Votre Majesté, au reste, croira probablement qu'en congédiant simplement ces vaisseaux, on aura déplu à la fois et à la France et à l'Angleterre.

L'affaire de Rustuck, malgré le *Te Deum*, est une défaite, puisqu'il a fallu reculer et laisser couper les communications avec la Servie. Cette guerre coûte à la Russie au moins 50,000 hommes et 28 généraux, dont trois seulement ont péri par le feu; l'air de ces contrées est pestilentiel pour les Russes. On recommence à dire que la paix se fera, mais elle est bien difficile à faire. Celle de Perse dépend de celle-là, à ce qui semble. Le cabinet s'était aheurté à ne vouloir pas démordre des provinces de Nouristan et d'Erivan; mais l'Empereur ayant honoré le marquis Paulucci d'un blanc signé,

ou, pour mieux dire, de pouvoirs illimités, il s'en servira pour conclure la paix sur le pied du *statu quo*. Ce n'est pas que le chancelier ne lui ait dit de ne rien faire sans consulter ici, et qu'il ne le lui ait promis ; mais il a promis à d'autres ministres d'un autre parti de faire tout le contraire, et c'est ce qu'il fera.

Au lieu d'une pension de 5,500 roubles qu'avait le marquis Paulucci, Sa Majesté impériale lui en a donné une de 1,000 ducats en or, et il y a joint un présent de 20,000 roubles pour l'établissement. Toute l'armée crie aux nues. On croyait que Paulucci était piémontais ; j'ai rectifié l'opinion à cet égard d'une manière qui puisse le rendre utile aux sujets de Votre Majesté, sans qu'il puisse jamais leur nuire.

L'Empereur accorde aux RR. PP. Jésuites, en indemnisation du bel établissement de Dunebourg, une rente de 30,000 roubles pendant dix ans. Les missions de Sibérie et des gouvernements de Crimée et d'Odessa leur ont été aussi confiées. Le chef, à Odessa, sera le père d'Ervelange-Witry, ci-devant commandeur de l'ordre de Malte, avec qui je suis parfaitement lié depuis le temps où il était ici trésorier de l'ordre, et qui, depuis, s'est fait Jésuite. Il a été placé avec beaucoup de bon sens par le général à côté du duc de Richelieu. En tout cela, il y a un grand et remarquable changement d'opinion qui a une cause comme tout le reste.

Il serait inutile de dire à Votre Majesté que la France attise de toutes ses forces la guerre avec la Turquie et la Perse.

Je continue d'être fort bien avec M. de Saint-Julien.

Je sais qu'il travaille beaucoup avec le chancelier, et même que celui-ci a un suppléteur caché qui entretient le ministre autrichien sans frapper les yeux. Il est visible que les deux puissances comprennent leur position; mais sans le caractère, sire, qu'importe tout le reste? Lorsque dans le moment décisif le terrible homme s'avancera ou volera sur Vienne, n'y trouvera-t-il pas le même prince qui lui a cédé sa fille?

La comtesse Sophie P. est sur le point d'arriver ici, de retour du voyage qu'elle a fait dans sa terre ou dans sa ville de Tulein, où un incendie lui a enlevé pour quelques années 6,000 ducats de rente. L'Empereur achète Tulein, qui est une propriété de prince, et il paye la comtesse en terres d'un autre genre. J'espère qu'elle ne sera pas dupée.

Le comte de Saint-Julien est enchanté du retour de la comtesse. Il n'a pas laissé que de prêter un peu le flanc au ridicule par sa passion chevaleresque et affichée pour la belle Sophie. Il est un âge où il ne faut être fou qu'en dedans. Quant à moi, sire, je suis fort bien dans cette société où j'ai les grandes entrées; mais je sais bien que je ne suis pas assez puissant pour avoir le droit d'être ridicule. Je me conduis en conséquence.

La princesse..., dame de beaucoup d'esprit et qui possède une tête qui a extrêmement promené sa maîtresse, a voulu absolument avoir le portrait du ministre de Votre Majesté. Il s'est beaucoup et longtemps défendu et de très-bonne foi; mais elle a si fort persévéré qu'il a fallu consentir ou être décidément impoli. Je n'ai cependant donné qu'un simple crayon, mais qui a supérieurement

réussi pour l'exécution et pour la ressemblance. M. le comte de Saint-Julien, qui était beaucoup de cette société, a dû aussi livrer le pendant, et nous sommes partis ainsi l'un et l'autre pour Moscou ; mais je crois que nous sommes sur le point d'arriver de nouveau avec la dame. Ce sont là des succès diplomatiques du premier ordre.

L'amiral Tchitchagoff a perdu sa femme à Paris. Il a demandé et obtenu de l'Empereur la permission de rapporter son corps en Russie. Il est en route, désespéré, et si fort converti par ce qu'il a vu, qu'il est devenu furieux contre la France. Je le lui avais prédit mot à mot. On est fort curieux de savoir ce qu'il deviendra.

Je suis avec un très-profond respect, etc.

---

28 août/9 septembre 1811.

Sire,

Étant l'autre jour chez le chancelier de l'empire, il me fit part d'une notice qui lui était venue de Sardaigne par la voie du prince Koslowski, savoir, que Votre Majesté avait été avertie, je ne sais par qui, que dans les conférences d'Erfurt ou de Tilsit Sa Majesté impériale s'était accordée avec Napoléon sur le projet de placer Votre Majesté en Afrique. Le chancelier m'affirma très-expressément que l'Empereur l'avait chargé de m'assurer qu'une telle idée ne s'était jamais présentée à son esprit. Il m'en parla même comme d'une extravagance, et me dit que sans l'ordre exprès de sa Majesté Impériale

il n'aurait pas daigné m'en parler. Comme il m'avait assuré qu'il n'avait jamais été question de ce projet dans les susdites conférences, je crus devoir lui répliquer à cet égard « que je le croyais parfaitement puisqu'il me faisait l'honneur de m'en assurer, mais que je me tenais néanmoins parfaitement sûr qu'il avait été question du roi de Sardaigne dans les conférences; que le contraire même n'était pas possible, mais que j'étais persuadé que Sa Majesté Impériale n'avait pris à cet égard que des engagements purement négatifs, *en promettant de ne plus s'en mêler*, sentant au reste parfaitement que c'est là tout ce que pouvait faire un tel prince dans les circonstances où il se trouvait. »

J'ai toujours suivi dans ces sortes d'explications le système invariable de ne jamais montrer l'ombre du ressentiment, mais de laisser sortir pour ainsi dire par tous mes pores la compassion que m'inspirait l'état d'impuissance où se trouvait réduite une aussi grande puissance. C'est la meilleure manière, et je crois même la seule. Il est vrai que cette compassion doit être extrêmement respectueuse et avoir l'air de se montrer par force; mais à mon âge, sire, j'aurais tort si je ne savais pas parler.

Je puis avoir l'honneur d'assurer Votre Majesté que j'ai vu toutes les apparences de la sincérité dans ce que me dit le chancelier à ce sujet. Mais comme j'ignore absolument tout ce qui a pu donner ces nouvelles craintes à Votre Majesté, je ne puis sortir des généralités; si elle a besoin de plus grands détails sur ce point, j'espère que le zèle et l'attachement du prince Koslowski

seront toujours à ses ordres, en attendant le ministre.

Avant-hier l'amiral T. est arrivé, et tout de suite il m'a fait avertir. Je suis couru, il s'est jeté dans mes bras tout désolé. Le corps de sa femme était dans une chambre à côté de lui. Que ne m'a-t-il pas dit, et sur le sujet de son désespoir incurable, et sur le pays dont il vient! Je lui avais prédit mot à mot tous les sentiments qu'il rapporte de Paris : il dit sans détour qu'il est bien converti et qu'il n'a rien vu là que de très-mauvais. Il m'a fait voir en très-grande confidence la lettre autographe que l'Empereur lui a écrite en réponse à celle que l'amiral lui avait écrite en arrivant. A mon grand étonnement l'adresse seule était en russe, mais la lettre était française. Quelle lettre, sire! l'ami le plus tendre et le plus délicat ne pourrait écrire autrement. Quelle philosophie! quelle impassibilité il faut que ce prince possède pour n'avoir jamais été aliéné par les discours terribles que l'amiral s'est permis mille fois contre le gouvernement, et même par nombre de traits personnels qui certainement lui sont revenus, et pour ne juger son ministre que sur ses talents et sa fidélité! En rendant cette lettre à l'amiral, je lui ai dit : « Mon cher, il faut mourir pour le prince qui l'a écrite. — Oh! m'a-t-il dit, vous savez si je lui suis attaché. D'ailleurs j'ai sur ce point les dernières volontés de ma femme. Elle m'a *ordonné* en mourant de revenir sans délai et de ne plus penser qu'à servir l'Empereur et ma patrie. Vous savez, m'a-t-il ajouté, qu'en critiquant quelquefois *le prince* j'ai toujours chéri *l'homme.* » Je lui ai nié la possibilité de cette dissection, lui soutenant qu'il fallait aimer le prince tout entier au

lieu d'en faire une anatomie évidemment mortelle. Dans ce moment il n'était pas disputeur. Aujourd'hui il voit l'Empereur ; je suis persuadé qu'il sera tout ce qu'il voudra être, mais je ne sais point encore s'il voudra être ministre. Je lui conseillerai de faire encadrer entre deux cristaux la lettre de l'Empereur et de lui demander la permission d'en faire un fidéi-commis.

La nouvelle organisation ayant passé au conseil et étant sur le point de paraître, le bon sens de l'Empereur s'est de nouveau effrayé, et l'on m'assure dans ce moment que l'affaire est de nouveau renvoyée au premier jour de l'an. Ayant épuisé ce sujet dans mes précédentes dépêches, je ne puis que m'y rapporter. J'espère que d'ici au 1er janvier Sa Majesté impériale aura été dans le cas d'entendre ou de lire bien des choses sur la manie moderne des Constitutions.

Je suis avec un très-profond respect...

10/22 septembre 1811.

P.-S. à M. le chevalier. — C'est au grand courant de la plume, monsieur le chevalier, que j'ai l'honneur de vous accuser la réception de votre nº du 10 mai, car il m'est arrivé presque au moment du départ d'un courrier. Je vous prie d'abord de remercier Sa Majesté de la liberté qu'elle me donne pour une course. Ce n'est que pour me mettre en règle, car dans ce moment j'y pense peu. La plus dure économie est ma seule loi. Le temps

s'envole ; l'horizon s'obscurcit toujours davantage ; il faut penser aux enfants et aux événements. — Rien n'a changé dans ma situation, bizarre assemblage de chagrins cuisants et de jouissances flatteuses. Je ne sais comment je suis encore présentable. Cependant *ça va*, ce qui vaut mieux que *ça ira*.

J'ai eu l'honneur de conter à Sa Majesté la moitié de l'histoire d'un fameux portrait. En le donnant (il l'a bien fallu) j'ai écrit derrière ce quatrain :

Lorsque étant vieux et sot il valait moins que rien,
On lui demanda sa figure ;
Et qui ? dame importante et qui s'y connaît bien ;
D'honneur, c'est presque une aventure.

Cette inscription a plu infiniment à la princesse, et tout le monde s'en est beaucoup amusé. Vous remarquerez que la dame est en effet une grande connaissance. Le comte de Saint-Julien ayant été mis en regard, je me trouve fort bien placé. On me fête beaucoup, on me voit souvent, je dîne quand je puis. Voilà ma vie qui ne ressemble à rien. Quelquefois il me semble que je ne fais rien ; d'autres fois je ne comprends pas où j'ai pris le temps de faire ceci ou cela.

Rien n'égale, monsieur le chevalier, l'estime et le respectueux attachement avec lequel je suis de tout mon cœur votre

MAISTRE.

10/22 septembre 1811.

Sire,

Malgré le cri général contre la guerre de Turquie, la paix ne se fait point, et je crois même que la Russie commence à faire une figure assez désagréable du côté de la Servie. M. Italinsky, chargé des négociations, est un homme timide ; il avait de grands pouvoirs par écrit, et de plus grands encore donnés de bouche ; mais il en a balancé et consulté au lieu de couper le nœud ; la France a profité de cette suspension pour agir, et comme Votre Majesté l'a vu, elle a réussi ; je ne prévois point encore la fin de cette guerre également immorale et impolitique. Napoléon disait il y a quelque temps au prince Kurakin : *L'empereur Alexandre ne m'aime plus.* Le prince ne manqua pas de s'abîmer en désaveux officiels. *Bon! bon!* reprit l'autre, *vous n'êtes pas dans le secret.* Singulier compliment à un ambassadeur extraordinaire. Depuis ils ont eu une conversation publique et beaucoup plus sérieuse qui a fait grand bruit. Napoléon, entre autres choses remarquables, a dit *que les choses ne peuvent pas demeurer sur le pied où elles sont*, etc.

On m'a assuré que si la guerre éclate (et comment pourrait-elle ne pas éclater?) ce sera Beningsen qui commandera sous les ordres de Sa Majesté impériale ; il me semble qu'il serait difficile de faire plus mal : en premier lieu, quoique la politique exclue malheureusement dans plusieurs occasions une certaine délicatesse, il ne s'ensuit pas cependant qu'il faille mettre tout à fait la morale sous les pieds, au point de montrer à l'Europe l'Em-

pereur à côté de l'assassin en chef de son père. D'ailleurs il se trouverait là déplacé doublement, et parce qu'il y serait, et parce qu'il y amènerait son frère qui perdrait tout. Dans les guerres ordinaires, sire, il serait à souhaiter que chaque armée fût commandée par un souverain ; mais cela est si rare, ou était devenu si rare, qu'on pourrait bien regarder la chose comme impossible. Quelques inconvénients, au reste, qui pussent résulter de la présence des souverains dans ces terribles scènes, quelque rupture d'équilibre qu'elle opérât d'un côté ou d'un autre, en bien ou en mal, suivant les hommes ou les circonstances, jamais il ne pouvait en résulter définitivement des suites bien funestes, *et tout finissait par des boîtes*, comme le disait plaisamment ici un ministre étranger. Cette plaisanterie raisonnable fait même beaucoup d'honneur à l'ancien état de choses, et bien plus qu'on ne le croirait au premier coup d'œil ; mais dans ce moment de désolation et de renversement, j'avoue à Votre Majesté que je verrai toujours avec chagrin les souverains à l'armée. L'ordre n'entend rien au désordre, et ces guerres de sauvages ne doivent se faire que par les *casse-cous* de chaque pays, si Votre Majesté veut bien me passer cette expression familière. Si donc elle voit de nouveau l'alliance éternellement hétérogène d'un camp et d'une cour, elle peut malheureusement s'attendre à des événements malheureux. Il y a d'ailleurs dans ce pays tant de signes moraux de dissolution que j'en tremble de tous mes membres. Qu'y a-t-il de plus alarmant, sire, que de voir l'élan révolutionnaire passer du peuple au souverain même ? Il balance

cependant encore sur les sénats; mais les conjurés l'emporteront à la fin; ses idées sont inconcevables. Lorsqu'on lui présenta le type de la nouvelle monnaie qui portait son effigie, il le rejeta en disant : *Cette monnaie n'est pas à moi, elle est à mon peuple.* Un homme du peuple parlant contre l'autorité du souverain me ferait bien moins peur que ce mot. J'ai lu un papier très-secret et très-important *sur le rôle que les juifs jouent dans la révolution actuelle et sur leur alliance avec les illuminés pour la destruction capitale du Pape et de la maison de Bourbon.* C'est une pièce excessivement curieuse, mais dont je n'ai plus le temps d'entretenir Votre Majesté en détail. Le tourbillon est plus fort que tous les hommes ensemble, mais pas davantage. Je souhaite ardemment qu'au milieu de cette effroyable tempête Votre Majesté jouisse de toutes les consolations qu'elle peut attendre.

Je suis avec le plus profond respect, sire, etc.

---

31 octobre/12 novembre 1811.

Sire,

Nous venons de recevoir des nouvelles qui amuseront peu Napoléon. J'ai eu l'honneur d'instruire Votre Majesté des opérations équivoques du général Kutusoff sur le Danube; il avait abandonné Rustuck (autrement Russig) et il avait repassé le Danube. Le vizir ayant son quartier principal à Rustuck avait établi une com-

munication avec l'autre rive où il avait établi un corps dont il n'est pas facile d'évaluer le nombre, mais qu'on peut estimer de 12 à 15,000 hommes. Là il essayait de percer l'armée russe établie sous Giorgevo, pour pénétrer et s'étendre dans la Valachie. Le premier jour du mois dernier le général Kutusoff détacha le général Markoff avec un corps de 8,000 hommes qui vint passer le Danube huit werstes au-dessous de Rustuck; lorsque deux ou trois régiments eurent passé, il s'éleva une tempête qui arrêta l'opération, de manière que ces corps, coupés du reste, furent obligés de passer la nuit dans les roseaux, couchés à plat ventre. Votre Majesté voit que si les Turcs savaient faire la guerre, ces régiments eussent été perdus et toute l'opération manquée; mais les Russes ne furent point aperçus. Le lendemain 2/14, tout le reste passa. Le général Markoff vint attaquer le camp des Turcs, s'en empara, s'établit à la même place, et tourna contre les Turcs de l'autre rive leurs propres batteries. Ceux-ci se trouvaient de cette manière dans la position la plus cruelle, ayant les Russes en front et le Danube à dos. Pour comble de malheur leur flottille fut détruite. Le vizir, qui s'était embarqué à la hâte dans l'affaire du 2, en a bien acheté une autre pour 72,000 ducats d'un pacha voisin, mais les Russes la détruisirent encore; de sorte qu'après avoir mangé les chevaux, il a fallu se rendre. Si les Turcs avaient pu rassembler sur la gauche du fleuve des forces même médiocres, M. Markoff aurait été fort en l'air, ayant surtout la garnison de Rustuck sur les épaules; mais ils n'ont rien pu faire pour

leur salut; le vizir seul s'est échappé. Le général Kutusoff a laissé les armes aux Turcs, et il leur envoie de douze en douze heures du pain pour vivre ou pour ne pas mourir, en attendant que la paix dont on traite soit signée. M. Bibikoff, neveu du général, ayant été démonté et fait prisonnier le 2 dans l'attaque faite par le général Markoff, le vizir, avant de s'embarquer, le renvoya à son oncle, ce qui montre déjà un peu plus de civilisation, ou peut-être une forte envie de ne pas choquer.

Le général Sass, ayant sous ses ordres le général comte de Woronzoff (jeune militaire qui donne beaucoup d'espérance), était sous Widdin faisant front au pacha Ismaïl-bey, qui s'est laissé surprendre et envelopper par une manœuvre à peu près semblable à l'autre; c'est-à-dire que le général russe a passé le Danube, a tourné les Turcs, et les a mis entre le fleuve et lui. Enfin, sire, ils ont été obligés de mettre bas les armes; les Russes qui se souciaient peu de les nourrir les ont accompagnés jusqu'à des postes fort éloignés de toute citadelle, et de là chacun s'en est allé chez soi, manœuvre que les Turcs entendent à merveille, comme Votre Majesté voit. Il faudrait pouvoir lui dire le nombre de ces troupes, mais au moment où j'écris la cour n'a point encore publié de relation; d'ailleurs on ment beaucoup sur ce sujet. Pour moi, je serais tenté de croire que les deux corps turcs s'élevaient à 30,000 hommes. Nous n'avions sur le tout, dans ce moment, d'autre texte que l'annonce suivante du grand maître des cérémonies :

Dimanche, 10 novembre.

« Le grand maître, etc., fait savoir, etc., que le 29 de » ce mois, etc., il sera chanté un *Te Deum* en actions » de grâces de l'entière défaite d'une partie de l'armée » du grand vizir sur la rive droite du Danube, de la » prise de toute son artillerie et de tout son camp, de » la prise des forteresses de Silistrie et de Tourtoukay » emportées de vive force » (ces forteresses n'étaient plus rien) « et de la victoire emportée sur le corps de » troupes turques près de Widdin, commandé par » Ismaïl-bey. »

L'Empereur pouvant aujourd'hui se rendre facile avec honneur, parce qu'il est vainqueur, je crois qu'il fera peu de difficultés. La Moldavie sera morcelée; l'indépendance des Serviens sera sanctionnée peu ou beaucoup. L'empire turc perd toujours, son temps a passé et il s'en aperçoit lui-même. Je puis avoir l'honneur de donner pour très-certain à Votre Majesté que le grand vizir, s'entretenant avec M. Fonton, interprète russe que je connais beaucoup, lui a dit en propres termes : *Mais M. le comte de Romanzoff a-t-il donc perdu l'esprit? est-il possible qu'il veuille nous faire couper la gorge mutuellement pour amuser notre ennemi qui veut nous dévorer tous les deux?* Les Turcs ne demandent pas mieux que de faire la paix, et même que d'être bons amis et alliés des Russes contre l'ennemi du genre humain.

Quand même j'aurais dans ce moment de plus grands détails militaires, je balancerais à les transmettre à

Votre Majesté, en songeant qu'ils ne lui arriveraient peut-être que l'année prochaine.

J'ai eu l'honneur de lui faire passer d'amples détails sur la politique intérieure ou *organisatrice* du pays. Il est fâcheux, sire, qu'il faille écrire de pareilles lettres : la politique (du moins celle-là) est comme la religion : il n'y a rien de mieux que de croire sans argumenter; mais lorsque les *hérétiques* attaquent les dogmes, il devient nécessaire de leur prouver qu'on a autant d'esprit qu'eux. Il paraît au reste que les observations qui sont arrivées à Sa Majesté impériale de plus d'un côté l'ont arrêtée, car rien n'a paru. S'il y a un spectacle tristement plaisant, c'est celui des hommes sensés d'un pays soutenant la prérogative de la couronne contre le souverain qui en est fatigué. Au surplus, sire, on s'arrêtera quelque temps, mais toujours il penchera vers les idées modernes en fait de gouvernement. J'ai peine à croire qu'il se dispense de quelque innovation. Désirons qu'elle ne soit pas fatale !

---

31 octobre/12 novembre 1811.

Sire,

Le 28 septembre/8 octobre, M. le comte de Saint-Julien a donné son premier dîner d'étiquette au corps diplomatique. Précédemment j'avais vu dans le monde ses billets d'invitation et je n'en avais point reçu, je crus de-

voir m'expliquer avec lui; j'allai le voir. Après les conversations indifférentes, je lui dis : *Permettez-moi, monsieur le comte, de m'ouvrir à vous franchement,* etc. Il m'arrêta et me dit : « Vous avez raison, et voici la réponse à ce que vous allez me dire. » En même temps il tira d'un tas de papiers une liste contenant les noms de tous les grands de l'Empire à qui il donnait à dîner quatre jours après, et il me dit qu'il m'invitait, ainsi que le chevalier Bezerra, à ce second dîner, ne pouvant nous inviter au premier avec l'ambassadeur de France. Je lui dis que cependant les ministres des puissances en guerre se trouvaient toujours ensemble sans difficulté dans les maisons tierces, et que le chancelier même nous invitait ensemble; à quoi le comte de Saint-Julien répliqua que la chose était bien différente. « Mais, lui dis-je encore, monsieur le comte, sur ce pied-là, il se trouve que mon maître est ennemi du vôtre : en vérité, je n'en savais rien. — *Sans doute,* me dit-il, *il l'est, comme allié de l'Angleterre.* Je lui dis ensuite que puisque l'envoyé de Portugal n'était pas plus invité que moi, ceci devenait une pure affaire diplomatique où le point d'honneur n'entrait pour rien; « mais le vôtre, dis-je, monsieur le comte, y est fort intéressé, car on ne manquera pas de dire dans le public qu'il faut être bien serf de la France pour agir ainsi. — Oh ! me dit-il, on ne dira pas cela. — Ah ! je vous demande pardon, mon cher comte, on le dira très-fort. » La conversation se termina ainsi, non-seulement sans la moindre aigeur, mais tout à fait sur le ton amical. Le duc m'apprit bientôt que le comte de Saint-Julien l'avait consulté sur ce cas de conscience, mais

que lui, duc de S. C., avait refusé de lui donner un conseil sur le fond de la chose, se bornant à lui conseiller, s'il prenait le parti de ne pas nous inviter au premier dîner, de nous faire porter les billets d'invitation pour le second dîner avant que le premier eût lieu, et c'est ce qui a été fait. M. le chevalier Bezerra n'est pas venu à ce second dîner, en s'excusant cependant pour cause d'incommodité, et il a pris ce parti sans m'en faire part, quoique je l'eusse averti de ce qui s'était passé entre M. le comte de Saint-Julien et moi; en quoi il a été très-blâmé, et il est venu chez moi pour s'excuser. En pensant comme il convient, je l'ai traité fort poliment. Du reste, sire, quand il m'aurait fait part de sa détermination, je ne me serais pas moins rendu au désir de M. le comte de Saint-Julien, comme j'y ai été de mon chef. Il a dit à M. le duc qu'il n'avait aucune instruction de la cour sur ce cas; ainsi il s'est décidé par des instructions générales.

Je suis, etc.

---

31 octobre/12 novembre 1811.

Sire,

Le 27 septembre/9 octobre la cour de Catherine II a pris fin par la mort du comte Alexandre Strogonoff, grand chambellan, cordon bleu, président de l'assemblée des beaux arts, etc., etc., mort à l'âge de soixante dix-sept ans après une courte maladie. Il laisse à

peu près 600,000 roubles de rente et 3 millions de dettes, des tableaux, des médailles, des curiosités de toute espèce, un mobilier inappréciable. Outre les invitations extraordinaires, il avait chaque dimanche quarante ou cinquante personnes à table. Catherine II disait au comte de Falkenstein, en lui présentant le comte Strogonoff : *Monsieur le comte, je vous présente le comte de Strogonoff, qui fait depuis quarante ans tout ce qu'il peut pour se ruiner sans pouvoir y réussir.* A la fin cependant il commençait à réussir, et il laisse beaucoup d'embarras à son fils unique, d'abord sénateur, puis adjoint du ministre de l'intérieur, puis capitaine de cosaques, puis colonel des grenadiers du corps, puis aide de camp général de Sa Majesté Impériale, et tout cela avant trente-six ans. Je supplie très-humblement Votre Majesté de se représenter un président ou un avocat général se montrant tout à coup à elle en uniforme de hussard, le sabre au poing ; ici personne n'est surpris de ce spectacle, et si l'Église était de bonne compagnie ils se feraient évêques pour se distraire.

J'étais reçu de la manière la plus aimable chez le comte Strogonoff. Depuis que je suis ici, sire, jamais il ne me vit entrer chez lui sans une exclamation d'amitié : *Ah! mon cher ami!* et il m'embrassait de tout son cœur. Catherine, qui le connaissait, l'avait admis dans sa société la plus intime ; mais elle savait bien qu'il y a loin d'un homme aimable et même d'un homme aimé à un homme d'État : jamais elle ne lui permit de mettre le pied dans les affaires. Vers le milieu du siècle dernier il avait vécu longtemps à Paris où il avait fait une

grande figure ; il y vécut beaucoup dans la société des philosophes dont il faisait de fort bons contes. Sa femme, séparée de lui depuis longtemps, vivait et vit encore sans le moindre voile avec un autre homme à qui elle a donné des enfants ; et lui, de son côté, menait la vie la plus libre.

Il était grand protecteur des arts et des jeunes gens qui s'y consacraient, mais avec un grand fanatisme russe pour les talents nationaux, du moins fanatisme extérieur; car, dans le fond, je crois qu'il savait fort bien à quoi s'en tenir. Son tic, sa passion, l'objet principal de ses pensées habituelles était l'église cathédrale de Notre-Dame de Casan, qu'on élevait ici à grands frais depuis dix ans, au lieu d'une bicoque bâtie par Pierre Ier et dont tout village un peu huppé du Piémont aurait eu honte. L'Empereur actuel est le Salomon de ce temple, mais le David fut Paul Ier. Lorsqu'on lui demanda son goût et ses ordres, il répondit, à ce qu'on m'a assuré : *Je veux un peu de Saint-Pierre et un peu de Sainte-Marie-Majeure de Rome.* Il serait difficile d'avoir plus de goût. On lui présenta je ne sais combien de plans, et même il en signa un que je connais ; mais l'intrigue s'en mêla : le comte de Strogonoff se mit en avant avec un jeune architecte nommé Varanikin, qui était attaché à sa personne et qui passe publiquement pour être son fils. Il écarta, je ne sais comment, tous les plans étrangers, et Varanikin fut chargé de l'ouvrage sous la direction de son protecteur, quoiqu'il n'eût jamais bâti une maison. Quel homme, et même quel fou, oserait parmi nous débuter

par une basilique? Ici encore cela n'étonne point : le Russe entreprend tout et ne s'embarrasse de rien. Le plan ayant été arrêté, et l'exécution commencée, Alexandre, par respect pour la mémoire de son père, n'a voulu entendre à aucune objection, et l'ouvrage a été achevé. Le comte de Strogonoff y mettait un *impegno* inouï : il appelait cet ouvrage *mon église*, et en effet elle était bien à lui. Un jour qu'il avait l'honneur d'avoir l'Empereur à table chez lui, il lui dit dans un moment d'enthousiasme : « Enfin, sire, nous n'avons plus besoin de talents étrangers; nous les possédons tous. » L'Empereur répondit : *Cela étant, donnez-moi du vin de Madère,* et il présenta son verre. Ce prince se moque le plus sincèrement de toutes ces sottises nationales, et c'est peut-être un mal qu'il ne soit pas assez Russe.

L'église, au reste, est un assemblage de solécismes contre l'architecture, et d'ailleurs elle est de beaucoup trop petite pour une capitale telle que Saint-Pétersbourg; mais elle frappe par la beauté des matériaux qui n'ont rien d'égal et par quelques détails qui font honneur au talent russe.

Le jour que le pauvre comte de Strogonoff attendait depuis dix ans arriva enfin le 15/27 du mois de septembre dernier ; une pompeuse dédicace rassembla un monde infini; la cour y vint : le comte de Strogonoff présenta les clefs à l'Empereur, qui lui remit le diplôme de *conseiller privé actuel de la première classe.* C'est le plus haut grade dans le civil, égal à celui des maréchaux, et très-rare; ordinairement, le chancelier seul

en est revêtu. Alors il y en eut trois : le comte de Romanzoff, le prince Alexis Kurakin, à Paris, et le comte de Strogonoff; mais ce dernier devait peu durer. Trois ou quatre jours après la cérémonie, une colique d'entrailles vint se joindre à une hernie qui le tourmentait habituellement, et d'abord on craignit pour sa vie. Il n'avait point de chambre à coucher dans son vaste hôtel, ni même de lit fixe; il couchait à la manière des anciens Russes, sur un divan ou sur un petit lit de camp qu'il faisait dresser ici où là, suivant sa fantaisie. De la chambre où il s'était d'abord couché dans sa dernière maladie, il se fit transporter dans une chaise à roulettes jusque dans sa galerie de tableaux, attenante à sa bibliothèque : c'est une pièce immense magnifiquement décorée, et où il recevait habituellement; en arrivant, il alla visiter un tableau qu'un de ses jeunes gens copiait, et il en dit son avis. La conversation était toujours la même. Il se faisait lire diverses choses, un jour entre autres le Voyage d'Anacharsis. Le 26 octobre/8 novembre il pria le gouverneur de son fils, qui est Français, et un de ses amis nommé Moravieff de lui chanter quelque chose : ils s'approchèrent d'un clavecin et chantèrent une romance à deux voix; ils ne furent pas peu surpris de s'entendre applaudir par le malade, qui battait des mains comme en pleine santé. Peu de moments après il appela M. Moravieff et lui serra la main en lui disant : *Ne' giorni tuoi felici ricordati di me*. Puis il dit à son secrétaire de confiance : *Ne me quittez pas, car demain est un grand jour pour moi et il faut que vous soyez toujours prêt pour envoyer cher-*

cher les prêtres au moment où je vous le dirai. De grand matin, le 27, il les envoya chercher : ils arrivèrent; il se mit sur son séant et lut lui-même toutes les prières des mourants, il reçut les sacrements, il fit appeler son fils et sa belle-fille, les bénit, les embrassa tendrement et les congédia expressément, voulant être dès ce moment tout à lui-même. A une heure après midi il passa tranquillement. Cette mort a paru superbe, et peu s'en faut qu'on n'ait canonisé le saint homme. Madame de Narischkin, sa nièce, femme du grand maître des cérémonies, me disait avec un sang-froid admirable : *Ah! quelle mort, Monsieur le comte! On peut bien dire qu'il est mort comme il a vécu.* Votre Majesté remarquera qu'à son âge il entretenait encore une petite fille allemande que tout le monde connaît. Voilà encore, sire, comment sont faits les Russes : ils croient que le geste d'un pope efface les péchés comme le savon efface les souillures matérielles, par une opération purement mécanique, qu'en tout cela le *linge sale* est purement passif et qu'il suffit de laisser faire : il n'y a de viril chez le Russe que la baïonnette, tout le reste est enfant.

Les funérailles du comte de Strogonoff ont coûté 50,000 roubles ; il est demeuré exposé pendant six jours dans une chapelle ardente qu'on avait dressée au milieu de son grand salon à manger, où il m'avait dit tant de folies ; presque tous les jours je me suis rendu à l'office qu'on célébrait soir et matin devant le corps. Je devais cette attention à la manière dont je suis traité dans cette maison.

La coutume est, dans ce pays, que le jour des funérailles on se rende chez le mort et on l'accompagne jusqu'au lieu de la sépulture ; on suit généralement en voiture ; la grande politesse est de suivre à pied et chapeau bas, mais les parents seuls et les amis particuliers s'imposent cette corvée. Les plus proches parents et les fils, s'il y en a, sont à la tête de ce triste cortége. De l'hôtel Strogonoff au couvent de Newsky, où sont les sépultures de la noblesse, il y a trois ou quatre werstes ; c'est une promenade d'une heure et demie au pas de procession, le long de la grande perspective de Newsky. Quoique le temps fût assez mauvais, il y avait certainement plus de cinquante personnes à pied : j'étais du nombre et je ne pouvais pas m'en dispenser, car lorsque je me présentai, le soir de la mort, chez la princesse Gallitzin-Waldemar, belle-mère du fils chez qui il s'était retiré avec sa femme, croyant laisser seulement là mon billet d'étiquette, je fus reçu à mon grand étonnement, et le comte Grégoire Orloff, qui était chargé de toutes les cérémonies comme proche parent, me dit que j'étais excepté à la porte, *n'étant point considéré comme étranger ;* ce qui est une grande déclaration russe, sire, car malgré l'hospitalité dont Votre Majesté entend parler (et qui est réellement grande) le Russe a cependant toujours une certaine crainte de l'étranger, et dans toutes les occasions où il est extrêmement gai ou extrêmement triste il ne le reçoit plus.

Contre la coutume générale, le service funèbre ne s'est point fait dans l'église de Newsky, mais dans celle de Casan. Le comte l'avait demandé et l'Empereur (qui

est le pape) y a consenti ; la nouvelle église étant sur le chemin de l'autre, le convoi n'a point été détourné. Pendant le service, le mort est exposé à découvert et dans ses plus beaux habits sur une estrade élevée de plusieurs gradins. Quatre piliers portent au-dessus un magnifique poêle en velours cramoisi chargé d'ornements en or ; car l'Église grecque n'emploie point la couleur lugubre dans les funérailles, et je me chargerais volontiers de justifier cette coutume. Après le service et avant que le corps soit couvert pour être emporté à la sépulture, les parents, à commencer par les plus proches, et ensuite les amis montent à l'estrade et vont baiser la main ou la poitrine du mort : ceci s'appelle *prendre congé*, et c'est une cérémonie extrêmement touchante ; après quoi on couvre le cercueil, et tout est dit. J'ai donc été avec un très-petit nombre de personnes *prendre congé* du pauvre comte. Je ne crois pas que semblable chose soit jamais arrivée à un ministre étranger ; le comte Litta a rendu le même devoir au mort, mais il est Russe, mari d'une Russe et grand-maître de la cour : c'est bien différent. Ma règle, sur ce point, sire, est de ne jamais précéder l'opinion, mais de la suivre toujours.

Je ne crois pas que jamais les obsèques d'un particulier aient été honorées par une telle foule ; toute l'immense perspective de Newsky était couverte de monde, et quelques personnes m'ont dit qu'il y en avait moins aux funérailles de Catherine II. Il était bon, populaire, et il faisait une grande dépense. En lui finit ce qu'on appelle la *vieille cour* et l'antique représentation russe.

Son nom cependant n'appartient point aux anciennes souches, et il ne soutiendrait pas nos preuves ordinaires; mais dans ce pays deux mots font tout : *terres* et *grades;* ajoutons de grandes alliances et l'usage magnifique d'une fortune immense ; il n'y manquait rien.

L'Empereur et l'Impératrice régnante sont venus, pendant l'exposition, saluer le corps et assister aux prières, mais non pas ensemble. L'Empereur n'est venu qu'au moment même où le convoi allait partir ; l'Impératrice avait précédé de deux ou trois jours. Cette simple visite n'a rien d'extraordinaire ici ; mais si je ne me trompe beaucoup, la famille espérait que l'Empereur accompagnerait le cercueil jusqu'à l'église de Cazan, en quoi elle s'est trompée. On peut avoir plus d'un avis sur ce point ; mais, pour moi, je crois que l'Empereur a refusé cet honneur à un homme qui n'était *que* grand seigneur. Ses idées, qui me sont parfaitement connues, et ce qu'il a fait dans d'autres occasions ne me laissent presque aucun doute à cet égard.

On a débité depuis qu'au moment où le cercueil descendait l'escalier de l'hôtel Strogonoff, on avait vu une poule blanche qui s'était jetée sur le lit funèbre, et que cette poule était l'âme du comte : qu'elle avait reparu ensuite au cimetière de Newsky, mais que tout à coup elle s'était changée en un grand et magnifique papillon qui avait même voltigé beaucoup autour de ma tête, au point que j'avais été obligé de le chasser. On m'a demandé dans le monde si cela était vrai, en riant, comme Votre Majesté l'imagine assez, mais peut-être en croyant un peu, car il y a encore beaucoup de superstition dans

ce pays. J'ai répondu que j'étais sûr de n'avoir point vu de poule, mais qu'à l'égard des papillons, je n'affirmais rien, à cause de l'extrême facilité de prendre une chose pour l'autre au milieu de tant de dames.

Ces détails appartenant aux mœurs et coutumes du pays où Votre Majesté m'a envoyé, et un peu aussi à la considération qu'on m'y accorde, je ne les ai pas cru au-dessous de Votre Majesté, puisque j'ai l'honneur de l'y représenter.

En parlant il y a quelque temps avec un personnage du conseil qui voit très-particulièrement Sa Majesté impériale, je lui dis sur ce pays des choses qui le frappèrent; il me pria de les écrire et de les lui donner. J'ai écrit un mémoire assez considérable dans lequel j'envisage la Russie sous le triple rapport de la religion, de la science et de la liberté; mais je ne l'ai point encore communiqué. Pendant que je l'écrivais on a mis sur le tapis une question bien intéressante pour la Russie: l'existence des Jésuites est ici, comme ailleurs, un objet d'horreur pour les illuminés; un fameux révolutionnaire français a déclaré que la révolution française n'était pas possible tant que cet ordre subsisterait, et rien en effet n'était plus vrai. Une des bizarreries les plus singulières de l'univers ayant porté et continué cet ordre ici, les *renverseurs* n'ont pas manqué de l'attaquer. D'abord ils ont employé l'arme qui a réussi ailleurs: ils les ont présentés comme dangereux pour le gouvernement. L'Empereur était d'abord assez imbu de ces idées; mais certains hommes d'État lui ayant soutenu que la souveraineté au contraire n'avait pas dans ce moment d'armes

plus fortes pour se défendre, il s'est défait de ses premières idées, ou du moins elles ont perdu presque toute leur force. Alors les illuminés s'y sont pris autrement, mais d'une manière très-adroite : ils ont tenté de soumettre les écoles des Jésuites à la direction des universités ; ils suivent cette idée avec une constance imperturbable. L'Empereur se trouvait gêné par le texte de ses lois (à ce qu'il croyait du moins) qui donnent la suprématie de l'enseignement aux nouvelles universités ; il disait donc au ministre de l'enseignement public : *Protégez-les* (les Jésuites), mais il n'osait pas décider la question ; de manière que les universités, profitant de ce silence, revenaient toujours à la charge, et leurs députés se présentaient constamment pour visiter les écoles, influer sur l'enseignement, changer les livres, etc., etc. Après une longue lutte, les Jésuites ont demandé qu'on leur donnât aussi à eux ou qu'on leur rendît une de ces universités telles qu'ils en avaient jadis en Pologne. Cette demande était agitée depuis longtemps lorsqu'enfin l'Empereur l'a renvoyée au comité des ministres. Dans ce moment j'ai dit à ce personnage dont j'avais l'honneur de parler à Votre Majesté : *Voulez-vous que je détache du grand mémoire que j'écris quelques idées qui se rapportent à la question présente?* Il accepta avec grand plaisir; bientôt je les lui communiquai, et, peu de jours après il me demanda la permission de les communiquer à son tour à l'Empereur. Je lui fis les objections convenables sur ce qu'il ne me convenait pas de me mêler des affaires du pays, etc. Mais il répondit à tout en me disant qu'il en faisait son

affaire personnelle. En effet, il en a parlé à Sa Majesté Impériale, qui a voulu lire le mémoire. Alors le ministre a dit : « Sire, il n'a travaillé que pour moi et à ma prière ; il ne voudrait pas avoir l'air de se mêler de ce qui ne le concerne pas. — *Il ne doit pas craindre*, a dit l'Empereur ; *je sais qu'il pense bien et que d'ailleurs il nous est attaché* » (jamais *moi*, toujours *nous*). De cette façon, sire, j'opterai dans le comité des ministres. Si j'avais des secrétaires, je n'aurais pas manqué d'envoyer à Votre Majesté les copies de différents ouvrages que j'ai été dans le cas de faire ici ; mais ce double travail passe de bien loin mes forces. Pour tenir au monde et aux affaires, je ne crois pas que je dorme quatre heures sur les vingt-quatre. Tantôt il me semble que je fais beaucoup et tantôt il me semble que je ne fais rien. J'ai des moments bien agréables, puisque rien ne l'est davantage que la bienveillance universelle ; mais j'en ai de si amers qu'il me semble quelquefois que mon cœur va se fendre.

Il est des instants où il me semble qu'il fallait absolument que je vinsse ici ; ensuite je me réfute moi-même, et il me semble que je suis bien convaincu ; mais il arrive de nouvelles choses et la première idée revient. Quand je songe à l'inconcevable destinée qui m'a envoyé ici, peut-être contre l'inclination de Votre Majesté (qui sait, sire?) mais certainement contre la mienne ; quand je me rappelle l'épouvantable état où je me suis trouvé ici, sans aucune expérience des grandes villes et du caractère national, sans une lettre de recommandation, au sein du dénuement le plus désespérant, montré

à deux cent mille regards comme un être *jeté* et même *exposé*, mon sang se glace encore après dix ans; mais quand je songe que je me suis tiré de cet abîme d'embarras et d'humiliations sans m'avilir, et même sans manquer le moins du monde à Votre Majesté, il me semble voir quelque chose de miraculeux dans mon sort. Aujourd'hui encore je n'y comprends rien; j'avance sans savoir comment; je n'ai qu'à me louer de tout le monde, et j'espère de mon côté que personne ne se plaint de moi.

En défendant ici les Jésuites, je ne sais point du tout ce que Votre Majesté en pense; mais précisément parce que je n'en sais rien, il me semble que rien ne m'empêche de soutenir en conscience et très-loin de chez elle les amis et les instituteurs de ma jeunesse. Je ne manquerai pas de faire connaître l'événement à Votre Majesté; la question se traite en ce moment.

Je suis avec le plus profond respect, sire, etc.

28 janvier/9 février 1812.

Sire,

Le collége des Jésuites de Polock vient d'être érigé en académie avec tous les priviléges des universités de l'empire, dans une indépendance absolue de ces dernières; c'est une assez belle victoire remportée sur le mauvais principe, car je ne connais pas d'institution plus monarchique et plus forte que celle des Jésuites. La conservation de cet ordre célèbre à Saint-Pétersbourg, à Londres

et à Baltimore, dans l'Amérique protestante, est un singulier phénomène; il me rappelle la lettre de Frédéric II à Voltaire, du 18 novembre 1777 (œuvres de Voltaire, in-8°, tom. 89, p. 248) : *Ganganelli me laisse mes chers Jésuites : j'en conserverai la précieuse graine pour en fournir à ceux qui voudront cultiver chez eux une plante si rare.* A la fin, cependant, Paris lui arracha la permission de laisser publier la bulle accordée à la même influence. Je doute cependant que l'Empereur ait agi en cela sans avoir à surmonter quelques répugnances de jeunesse et d'éducation, mais il est très-capable d'agir par raison contre ses inclinations. Il l'est même de surmonter une répugnance personnelle, et c'est un très-beau côté de ce caractère.

Il paraît, sire, que nous touchons à une rupture. Les préparatifs sont immenses. Sa Majesté Impériale paye en ce moment 900,000 hommes, et près de 600,000 sont en activité. C'est trop pour les forces de l'empire; mais comment se tirer de là? Louis XIV avait déjà mis toutes les nations dans un état exagéré; Napoléon a porté le mal au comble en faisant battre les nations au lieu des armées. Qui ne ferait pas comme les autres serait victime. Que faire, sire? Il faudrait des économies cruelles; mais par où commencer? C'est encore un autre problème bien difficile. Ces états forcés ne finissent guère que par des révolutions qui en sont la suite.

Les fonds extraordinaires disponibles pour le service de l'année 1812, ou, en d'autres termes, *le déficit* me paraît excéder 100 millions de roubles. Il faudrait donc de nouveaux impôts, puisqu'on a promis de ne plus faire

de billets. Mais cette promesse, comme tant d'autres, dépend en dernier ressort de Sa Majesté la nécessité. Il y a eu beaucoup de débats dans le conseil au sujet de ces impôts. L'amiral, avec qui je suis fort lié et dont j'ai eu l'honneur de parler souvent à Votre Majesté, passe pour avoir fait de grandes difficultés contre les nouveaux impôts. Je lui ai dit franchement que, si l'on avait dit vrai, il serait sorti de son rôle, vu qu'ayant l'honneur d'être attaché à la personne de l'Empereur d'une manière si honorable, il devait ne jamais discuter en public, et réserver ses bons avis pour le tête-à-tête. Il a regardé son feu sans me répondre, et c'est ce qu'il devait faire; mais je crois bien que cela veut dire : *Vous avez raison.* J'en reviens toujours, sire, à mon fatal *que faire?*

Je ne me répandrai point en prophéties inutiles sur la guerre qui se prépare, j'ai assez eu l'honneur de répéter à Votre Majesté les raisons qui m'épouvantent, et je ne les ai pas toutes dites. Ce qui se passe en Espagne prouve bien la vérité de ce que j'ai tant répété dans mes dépêches : *Que les excès des hommes ne se corrigent que par des excès contraires, et qu'il n'y a rien qui puisse tirer un gouvernement légitime et régulier agissant par les règles ordinaires, qui puisse, dis-je, le tirer du tourbillon révolutionnaire et le sauver par lui-même.*

Il n'est pas possible d'imaginer seulement que Sa Majesté Catholique aurait pu livrer soixante-cinq combats et perdre chez elle dix batailles rangées sans perdre courage. Il y a plus de deux ans qu'elle au-

rait signé une alliance avec la France et épousé une *princesse française*. Les têtes exaltées qui agissent aujourd'hui en Espagne et qui ne pensent non plus à rétablir la monarchie telle qu'elle était qu'à se faire Turcs (chose que j'ai eu l'honneur aussi d'annoncer à Votre Majesté dès l'origine), donnent dans des excès qui sont cependant *bons*, comme le sublimé corrosif est *bon* pour chasser un autre venin terrible. La guerre participe à cette loi générale. Il faut, pour réussir, qu'elle se fasse dans ce moment d'une manière révolutionnaire ; j'entends, sire, jusqu'à un certain point, et autant qu'il le faut pour jouer à égalité. Tant qu'il y aura d'ailleurs un certain nom dans l'armée, ou tant qu'il influencera l'armée russe, aucun observateur ne pourra présager des succès à Sa Majesté Impériale. Mais à cela il n'y a pas de remède. Sa Majesté étant instruite de tout cela, je n'ajoute rien. Il y a deux chances pour nous : 1° que les Français, las de cette effusion de sang interminable, se défassent du guerrier pour se défaire de la guerre ; 2° que la perte d'une bataille tue le charme qui fait sa force.

Mais ces présomptions sont très-faibles tant qu'on ne fera la guerre qu'à la France au lieu de la faire à Napoléon personnellement.

Tous les yeux sont tournés sur l'Autriche ; tout le monde dit : que fera-t-elle ? S'il fallait absolument répondre, je dirais *ce qu'elle ne croit pas*. Votre Majesté s'impatientera peut-être de ces présages sinistres qui ne m'ont jamais abandonné. Je finis donc en l'assurant que si le grand Napoléon doit établir une dynastie légi-

time et durable, je renonce de tout mon cœur à ma qualité d'être raisonnable. Mais je ne vois encore aucun signe de changement heureux.

Je supplie Votre Majesté d'agréer le très-profond respect, etc.

P.-S. — Les lettres parties de la secrétairerie d'État de Votre Majesté le 20 juillet 1810 me sont arrivées il y a trois jours. Cela est désespérant.

1812, 2/14 février.

Sire,

Mon N° précédent pouvant absolument être lu ici, je n'y ai inséré que ce que j'aurais voulu faire lire : je prends la liberté d'ajouter ici quelques mots. Votre Majesté a sans doute reçu le mémoire que j'ai eu l'honneur de lui adresser et qui roulait sur le projet d'une académie ou université catholique à Polock. L'Empereur se l'étant fait lire mot à mot, l'approuva, et quelque temps après, il s'approcha de moi à la cour et me dit : *Vous m'avez fait lire quelque chose qui m'a fait beaucoup de plaisir*. Précédemment il avait dit au ministre : *Dites-lui qu'il écrive le reste* (ce qui est annoncé dans le mémoire). Je l'ai fait, sire, et c'est un ouvrage considérable, intitulé *Quatre chapitres sur la Russie :* 1° la liberté ; 2° la science ; 3° la religion ; 4° l'illuminisme. Deux de ces chapitres ont été copiés par un

prêtre de toute confiance, et les deux autres l'ont été par le ministre lui-même (le prince Alexandre Gallitzin); ils ne sont point encore réunis. Si je pouvais disposer d'un copiste, je me ferais un devoir bien précieux d'en présenter une copie à Votre Majesté, mais l'ouvrage passe mes forces, et d'ailleurs comment trouverais-je une occasion? En attendant, ma position ici n'est pas commune; je suis fort accueilli par le maître, quoique d'une manière très-cachée. La France ne me fait point de mal, et peut-être ne m'en veut point. Je ne vois cependant ni elle ni les siens. D'un autre côté, l'Empereur connaissant et ayant même lu ma déclaration *que tant que la maison de Savoie serait nommée en Europe* (ce qui, je l'espère, sire, aura toujours lieu) *et qu'elle jugerait à propos de se servir de moi, jamais je n'aurais à demander à l'Empereur que sa précieuse estime et la permission de mourir chez lui,* il ne saurait même avoir l'idée de quelque projet ambitieux de ma part; ainsi de ce côté je suis fort tranquille.

Votre Majesté a sans doute reçu dans le temps les lettres où j'ai eu l'honneur de l'informer de cette somme d'environ 400 louis qui lui fut restituée en Savoie. Comme on croyait toucher à la guerre, je fis venir ici cet argent, et Votre Majesté aura sans doute compris pourquoi j'attendais une lettre d'elle avant de l'envoyer à Rome. La lettre de M. le chevalier de Rossi, du 20 juillet 1810, arrivée seulement il y a quelques jours, ne me laissant aucun doute, j'expédierai la somme par le premier envoi, qui aura lieu dans deux mois. Votre

Majesté m'a refusé la satisfaction de me faire savoir si elle a approuvé la liberté que j'avais prise de détacher 500 francs de cette somme pour l'église catholique de Genève suivant la demande contenue dans la lettre du curé, que j'eus aussi l'honneur de transmettre dans le temps à Votre Majesté. Je dois donc croire que j'ai mal fait ; c'est ce qui m'arrive toujours, et je ne cesserai de déplorer très-inutilement cette malédiction.

On parle publiquement dans ce moment d'une déclaration hostile de la Suède contre la France. M. le comte de Front la fera probablement connaître avant moi à Votre Majesté. Le *Prince royal* peut faire beaucoup de mal à la France. La paix avec la Turquie semble s'éloigner toujours; on n'y comprend rien. Il paraît (malgré le secret le plus profond) que la Servie forme la grande difficulté. Mais c'est Napoléon qui attise le feu et anime l'orgueil ottoman. Cette guerre immorale coûte cher à la Russie, et l'opinion universelle la réprouve. Je ne crois pas que tout espoir de paix soit encore perdu. Il me semble avoir eu l'honneur de dire plus d'une fois à Votre Majesté que depuis la bataille de Marengo jusqu'à celle de Friedland on n'a cessé de dire *c'est fini* ; cependant ce n'est jamais fini, et si dans ce moment la Russie, l'Angleterre, la Suède, la Turquie et la Prusse se réunissaient, elles donneraient encore beaucoup à faire à Napoléon, d'autant qu'une seule bataille bien perdue pourrait le perdre. Il est vrai qu'on ne met à cela aucune véritable science ; mais lorsque Votre Majesté est mécontente de certains cabinets, elle doit penser qu'une

révolution serait impossible si chacun faisait ce qu'il doit pour l'empêcher ; ce serait le oui et le non. Ce qui s'opère en ce moment dans l'univers exige d'ailleurs beaucoup de temps, mais il faut toujours se tenir aux principes et attendre le moment de la sagesse qui sera celui du changement. Mon désir ardent serait que de quelque manière Votre Majesté trouvât une position, même temporaire, plus digne d'elle. Si la guerre commence, elle pourra aisément prévoir comment elle finira, en voyant sur quels principes on l'aura commencée, quels hommes seront employés, et surtout de quelle manière on aura concentré le pouvoir militaire.

Je fais les vœux les plus ardents pour que les événements soient tels que nous les désirons, et je mets de nouveau aux pieds de Votre Majesté l'hommage du très-profond respect avec lequel je suis, etc.

3/15 février 1812.

P. S. Il ne paraît pas, sire, qu'on puisse douter de la guerre. Je n'ai pas lu la déclaration de la Suède, mais un ami vient de me la réciter d'après un ministre qui la tenait du chancelier même. Elle porte en propres termes *l'intimation à l'empereur de France d'évacuer la Poméranie dans un espace de temps assez court, à défaut de quoi le roi de Suède fermera tous ses ports aux Français, confisquera toutes les propriétés françaises et déclarera nulles toutes les dettes contractées par la Suède envers les villes et pays possédés par Napoléon.* Votre Majesté admirera ici l'incroyable bizar-

rerie des événements : un roi légitime perd son trône pour s'être obstiné à soutenir, contre toutes les règles de la prudence, une guerre contre la France, et son successeur (quel successeur!) la déclare lui-même. Mais il a la Russie pour lui, et la Suède est une île lorsque la Russie est pour elle. Si l'homme appelé à cette place en Suède d'une manière aussi inconcevable passe jamais sur le continent pour y combattre son ancien maître, celui-ci n'aura pas de plus grand et de plus dangereux ennemi. Je ne sais, sire, ce que fera cet homme, mais je sais bien qu'il a ce qu'il faut pour faire beaucoup, car il faut cependant une assez forte dose de mérite pour avoir conquis l'opinion comme il l'a fait en Suède. S'il venait à faire une bonne trouée de sergent, les souverains pourraient s'y jeter et passer, comme dans les mains du brodeur une aiguille de fer fait passer un fil d'or qui demeure en place, tandis que le chétif instrument devient inutile. Je souhaite que la comparaison soit exacte jusqu'au bout, car il ne peut pas être bon et il n'est nullement probable que ce personnage commence une race royale en Suède.

Le Danemark risque beaucoup, car il me paraît difficile que la Norwége ne soit pas conquise pour remplacer la Finlande.

Cette cruelle suspension avec la Turquie ne serait-elle point le résultat de nouvelles combinaisons? Qui sait ce que la Russie et l'Angleterre ont pu lui proposer et lui offrir? Je l'aurais imaginé; d'autres à plus forte raison ont pu le voir. Voici encore un moment bien solennel,

Je mets de nouveau mon très-profond respect aux pieds de Votre Majesté.

5/17 février 1812.

Sire,

Je viens de lire la fameuse déclaration faite seulement à M. de Cabre, chargé d'affaires de France à Stockolm, par le ministre des affaires étrangères, le 1[er] de ce mois N. S. L'ayant fait appeler chez lui, ce ministre lui a dit que si l'occupation de la Poméranie n'était qu'un malentendu, il serait sur-le-champ expliqué et réparé ; mais que si elle était hostile (ce qui a été formellement reconnu et déclaré par la France) « elle donnerait à la » Suède des avantages qu'elle n'avait pas osé espérer : » 1° les engagements onéreux qu'elle avait contractés » envers la France cessaient dès ce moment ; 2° le com- » merce de la Suède regagnait son ancienne étendue ; » 3° les dettes de la couronne de Suède, toutes contrac- » tées avec les sujets de l'empire français *actuel*, se » trouvaient éteintes ; 4° la flotte anglaise n'empêcherait » plus nos bâtiments armés de faire justice des pirates » sous pavillon français; 5° les offres avantageuses faites » à la Suède et rejetées hautement par la loyauté du roi » ne manqueront pas d'être acceptées. » — La Suède, ajouta le ministre, attendait avec tranquillité d'être tirée de l'incertitude où elle se trouvait *et qui l'inquiétait d'autant moins qu'elle ne pouvait durer que*

peu de jours. M. de Cabre, interrogé s'il avait des instructions, ayant répondu négativement, Votre Majesté voit que la rupture est presque déclarée. Tout ceci a été remis au baron de Nicolaï, chargé d'affaires de Sa Majesté à Stockholm, et tout de suite le comte de Lowenhielm, aide de camp général et chambellan du Roi, a été dépêché ici avec des lettres du Roi et du Prince royal pour Sa Majesté Impériale. On voit clairement que les deux cours agissent de concert, et c'est encore une de ces choses, sire, qui font presque repentir d'avoir pensé, et qui en dégoûtent pour l'avenir.

L'inconcevable étoile de Napoléon a voulu que dans ce moment précis où l'opinion a tant besoin de secours la nouvelle du désastre de Valence arrive à point nommé pour hausser ses actions. J'en ai été étourdi, mais non découragé. L'esprit qui exalte cette nation la soutiendra encore, j'ose l'espérer, surtout si elle apprend que la guerre s'est rallumée dans le Nord, ce qui paraît inévitable. Les exagérations qu'on a pu reprocher aux Espagnols, loin d'être un mal, sont un bien au moins relatif, et quoique l'esprit révolutionnaire les domine jusqu'à un point assez considérable, il laisse cependant toujours apercevoir un certain élément moral et logique bien étranger au délire français. Que Dieu les bénisse donc! Les exagérations, les erreurs finiront, la vérité et le bon droit demeureront en place.

Napoléon a décerné les honneurs de la médiation à Sa Majesté le roi de Prusse. Un officier général est arrivé ici pour en faire connaître les conditions, dont la première est la clôture absolue de tous les ports de Sa

Majesté Impériale. On ne saurait rien imaginer de si insultant, et je doute que l'Empereur plie, à moins que les nouvelles d'Espagne ne le découragent, ce que je ne crois pas. En attendant, sire, ce pays souffre à l'excès. Il est misérable au sein des richesses. Rien ne se vend. On avait déjà été obligé de suspendre pour une année en Livonie tout payement de dettes, mesure désespérée accordée au manque absolu de numéraire, et qui vient d'être continuée encore pour une année. Au milieu de cette détresse tombera demain ou après-demain, comme une bombe, le nouvel impôt extraordinaire de 100 millions de roubles. Le préambule déplaira fort en ce qu'il motive l'impôt sur le désir d'éteindre la dette de l'État, tandis que le véritable motif est connu de tout le monde. Il peut se faire que la guerre, en ouvrant les ports, donne au peuple quelque consolation et la force de soutenir cet impôt, qui sera en grande partie rendu inutile pour le souverain puisqu'il payera tout plus cher, depuis la chandelle qui brûle dans ses cuisines jusqu'au panache qui flotte sur son chapeau. Tel est l'état des choses, sire, au moment où je livre cette dépêche.

M. le comte de Front m'a souvent témoigné que mes lettres coûtent beaucoup à Votre Majesté ; je ne sais pas trop comment faire, car elle m'a fait entendre plus d'une fois de son côté qu'elle veut que j'écrive, et je n'ai plus d'autre voie que celle d'Angleterre. J'ai proposé à M. le comte de Front la voie de Sicile, comme plus économique, et je l'ai autorisé aussi à brûler mes lettres toutes les fois que je ne les lui adresserais point

comme essentielles. Je prie Votre Majesté de l'y autoriser aussi, en attendant qu'elle m'ait fait savoir de ne pas écrire par cette voie si telle est sa volonté. C'est bien sincèrement, sire, que je n'attache nulle importance à mes lettres, et c'est avec la même sincérité que je désire que Votre Majesté en juge de même et me dispense d'écrire. Il n'y a certainement ici aucune manière de parler, car Votre Majesté sait assez que pour aucune raison je n'emploie les détours. Mais jusqu'à ce qu'elle m'ait fait parvenir ses ordres sur ce point, il me semble que mon obligation d'écrire subsiste toujours.

Je suis, etc.

---

19 février/2 mars 1812.

Monsieur le chevalier,

Je vous prie de vouloir bien faire part à Sa Majesté du prochain mariage de mon frère, colonel dans l'état général de l'armée à la suite de Sa Majesté Impériale, avec mademoiselle Zagriatsky, demoiselle d'honneur de Leurs Majestés Impériales. C'est une personne du plus grand mérite et de la plus grande distinction. Sa Majesté Impériale a daigné donner à ce mariage une approbation qui ajoute beaucoup à la satisfaction de ma famille. Le grand maréchal de la cour est venu voir mademoiselle Zagriatsky dans l'appartement qu'elle occupe au palais, et lui a fait part qu'en témoignage de l'approbation que l'Empereur donnait à ce mariage il

daignait convertir pour elle en pension viagère la somme de 3,000 roubles que les demoiselles d'honneur reçoivent annuellement pour leur entretien et qu'on nomme *argent de table.* Il lui a promis de plus qu'à la première occasion Sa Majesté Impériale daignerait encore approcher mon frère de sa personne en le nommant son aide de camp. Enfin, monsieur le chevalier, il a couronné ses bontés et mis le comble à notre joie en décidant que les garçons qui pourraient provenir de ce mariage seront élevés dans la religion catholique, bienfait insigne que je place au-dessus de tous les autres et sans lequel ce mariage, s'il s'était fait, n'aurait été pour nous qu'une source de désagréments. Tout mon chagrin est de ne pouvoir suspendre la célébration jusqu'au moment où nous aurions pu recevoir l'approbation de Sa Majesté ; mais vous voyez l'état des choses. Vos lettres de la fin de juillet 1810 me sont parvenues en 1812 ; des circonstances inouïes forcent la main à chaque instant et se moquent de nos inclinations. Ayant très-peu de temps et beaucoup d'affaires, je vous prie, monsieur le chevalier, de prendre lecture de la lettre ci-jointe adressée à ma sœur, pour les détails que je ne puis répéter. Après en avoir fait usage même auprès de Sa Majesté, si vous le jugez convenable (du moins pour les ukases, car tout le reste me paraît trop petit pour elle), vous voudrez bien la cacheter et lui donner cours.

J'ai l'honneur d'être avec une respectueuse considération, etc.

P.-S. Dans une note relative à ce mariage, et dont

Sa Majesté a pu entendre lecture, j'ai trouvé l'occasion d'insérer la protestation *que mon ambition personnelle était de mourir chez elle* (ce qui est vrai), mais *tel que je suis*, ce qui est vrai aussi, tant que la maison de Savoie voudra se servir de moi, et sans qu'aucune raison de fortune ou autre puisse me faire préférer un autre service. Je n'appartiens plus malheureusement à aucune nation qui appartienne à Sa Majesté, mais je ne lui suis pas moins attaché et dévoué, et malgré la reconnaissance que je dois à l'Empereur, et à laquelle un cœur humain ne suffit pas, si le Roi me donnait une commission mortelle pour les intérêts de la Russie, je l'exécuterais sans balancer. J'absous de tout mon cœur les princes qui croient que tout se fait par intérêt : on leur fait faire à cet égard des expériences si tristes et si multipliées que ce n'est pas merveille s'ils généralisent la règle ; cependant il y a des exceptions, grâce à Dieu, et j'en proteste par ce courrier. Je n'ajoute qu'un mot : si je dois à Sa Majesté une fidélité sans bornes et parfaitement exclusive, à laquelle je ne dérogerai jamais, je dois de l'autre côté la plus scrupuleuse délicatesse. Ainsi, monsieur le chevalier, je n'insérerai dans mes dépêches officielles aucune phrase prise dans des papiers secrets de l'Empereur[1]. Les princes, quoique amis, n'aiment pas qu'on les.... [2] ; ils ont grandement raison. Il est

[1] L'empereur Alexandre employait M. de Maistre comme rédacteur confidentiel, ainsi qu'on le verra plus loin.

(Note de l'éditeur.)

[2] Chiffre illisible dans la dépêche. *(Idem.)*

cependant très-remarquable, monsieur le chevalier, que ceci ne m'a point été dit. Cette idée s'est présentée à moi d'elle-même. Il me semble que mon plan de conduite, tel que j'ai l'honneur de vous l'exposer, s'accorde avec la conscience, avec la prudence et avec la reconnaissance. Si Sa Majesté y voyait des inconvénients que je n'aperçois pas, elle n'a qu'à dire un mot. Encore une fois, je suis son ministre, toujours son ministre, rien que son ministre en tout. Ailleurs, je ne suis qu'un rédacteur confidentiel.

Tout est à la guerre. Mon fils vient de recevoir l'ordre de partir comme aide de camp de division, avant même que son corps ait été averti. Les régiments, les trains, l'artillerie, etc., partent de jour en jour. Point de paix encore avec la Turquie, mais aussi point de guerre. Qui sait s'il n'y a pas une liaison mystérieuse entre cette paix et la guerre avec la France ? La Suède marche toujours droit. Le chambellan suédois, comte de Lovenhielm, est toujours ici. Le général Van Suchtelen, qui a résidé plus d'une année à Stockholm sans titre, repart, à ce qu'on m'assure, avec titre public. Il a une haute idée de Bernadotte. Je demande en grâce à Sa Majesté une réponse aussi hâtive qu'il sera possible, c'est-à-dire par l'Angleterre : elle m'est, comme vous voyez, indispensable.

9/21 avril 1812.

Monsieur le chevalier,

Mon frère tenait la plume pour vous remercier des lettres patentes que vous avez eu la bonté de m'adresser pour lui, lorsqu'un départ précipité plus qu'il ne le croyait l'a privé du plaisir de remplir une foule de devoirs. Il a été bien sensible à vos bons offices sur ce sujet, et je me suis chargé, au moment même de son départ, de vous transmettre ses remercîments. Voulez-vous bien aussi mettre sa reconnaissance aux pieds de Sa Majesté ?

Il n'a pu se marier avant de partir, ce qui nous a extrêmement fâchés. A cela point de remède jusqu'au retour qui aura lieu Dieu sait quand.

— En réfléchissant sur certaines choses, vous direz souvent : *qu'est-ce qui lui manque ?* — Il me manque, monsieur le chevalier, de pouvoir me défaire des préjugés de naissance qui tiennent aux langues, préjugés qui vous donnent des accès de véritable rage en certaines occasions où d'autres hommes pourraient fort bien éclater de rire. Je ne les blâme pas pourvu qu'ils me traitent de même.

Il ne me reste, monsieur le chevalier, qu'à vous embrasser de tout mon cœur.

9/21 avril 1812.

Monsieur le chevalier,

Je vous prie de traduire vous-même pour Sa Majesté, et de mettre « sire » à la place de « monsieur, » suppléant de même à toutes les formules de respect partout où besoin sera. Je vous dois d'abord un rapport succinct de la conversation que j'ai eue avec le personnage intéressant que je vous ai suffisamment désigné dans mon numéro précédent, et que j'ai entretenu le 17 mars (nouveau style) dans l'appartement du grand maréchal, depuis huit heures jusqu'à dix[1].

Je lui ai donc parlé à cœur ouvert de la guerre qui se prépare. Il se croit sûr que l'Empereur sera battu d'abord (et l'on m'assure que c'est aussi l'opinion de Sa Majesté impériale), mais qu'il tiendra ferme ; cette première persuasion n'est pas bonne. Nous commençâmes à raisonner. La guerre en Europe était devenue de nos jours un vrai duel entre deux gentilshommes, et la douceur remarquable qu'elle avait acquise était due à l'action de la souveraineté devenue elle-même la plus douce qui ait jamais existé; mais il y a deux grandes observations à faire: 1° Il y a une antipathie naturelle entre les gens de cour et les gens de guerre, plus forte peut-être qu'entre

[1] Il s'agit ici de l'empereur Alexandre. Ce qui précède, ainsi qu'une partie de la dépêche, est en chiffres, et cette différence d'écriture motive, dans la reproduction du dialogue, des variations de langage; mais c'est toujours l'empereur qui est en scène. *(Note de l'éditeur.)*

les premiers et les gens de robe, plus dangereuse du moins, car celle-ci ne s'exhale qu'en épigrammes et produit même du bien ; mais l'autre est très-dangereuse et pourrait même être mortelle dans un moment où la guerre est mortelle. L'homme de cour est également respectable et nécessaire, mais à sa place, comme le prêtre. Jamais un homme de cour n'a réussi à la guerre. 2° L'intrigue pourrait être appelée l'*ombre de la puissance,* jamais elle ne l'abandonne. Au moment même où le souverain arrivera dans le camp, les généraux s'occuperont de lui beaucoup plus que de l'ennemi ; on se disputera sa faveur ou l'on craindra pour sa personne, les avis se choqueront, personne n'osera contredire le sien, etc., etc. Dans les temps ordinaires, ce n'est rien, vu que tout se balance de part et d'autre, et que d'ailleurs, dans nos guerres, il ne s'agissait jamais de salut. Aujourd'hui cela encore est tout différent ; l'unité militaire indispensable aux grands succès sera brisée ou son action retardée. De l'autre côté, au contraire, cette unité existera dans toute sa force, car un usurpateur ne peut être tel que par une immense force d'esprit capable d'étouffer les intrigues et de faire marcher les volontés ensemble : la partie ne me paraît donc nullement égale. J'abrége beaucoup et nécessairement ; mais j'ai trouvé avec plaisir l'occasion d'approfondir cette question avec un homme qui connaît à fond la cour et l'Empereur, et qui est d'ailleurs particulièrement attaché à la personne du souverain. Voici comment il justifie les mesures actuelles : il n'y a point en Russie de général capable de mettre dans sa tête l'immense armée qui est sur le point

d'agir ; l'Empereur du moins a pour lui le poids de son nom. Cette raison est bonne peut-être pour la consolation en cas de malheur, mais elle ne vaut rien pour l'espérance. Nous parlâmes ensuite de l'objet principal de mon précédent numéro, et je lui dis : « Observez, sire, une chose très-essentielle : je ne copierai pour moi aucune pièce, je l'ai déclaré de mon propre mouvement ; mais pour le fond des choses je ne puis vous promettre aucun secret vis-à-vis de mon maître ; autrement je ne serais plus son ministre, mais le vôtre. Si donc Votre Majesté venait à me faire connaître quelque chose qu'elle voulût me faire tenir exclusivement, je lui deviendrais suspect, et c'est à quoi elle doit songer d'avance ; car je n'entends tromper personne. » On me répondit à cela : « jamais on ne s'est proposé rien qui le puisse. » Cela dit, monsieur le chevalier, tout est dit.

Parlant depuis avec le maréchal, je lui exposai une de mes craintes (j'en ai beaucoup), et celle-là, vous la devinerez assez. Il me dit : « Cet homme (le chancelier) doit être à vos genoux. » Je me suis mis à rire, ne comprenant pas trop un si beau phénomène. « Oui, dit-il, car son ouvrage, qu'il n'est pas en état de faire, sera fait par un homme qui ne peut pas le supplanter. — *O Altitudo!* je me prosterne, lui dis-je, devant ce raisonnement lumineux que je n'aurais pas imaginé en mille ans. » Au reste, mon projet était de me laisser corriger comme un enfant par le chancelier, mais voilà qu'on m'annonce que je ne correspondrai qu'avec l'Empereur directement.

Je commence à être de l'avis d'un vieux gentilhomme émigré qui disait un jour avec emphase : *Allez où vous*

voudrez, jamais vous ne verrez rien d'égal à ce qui se passe dans le monde. Certainement mon sort est extraordinaire. Mon frère sera, suivant les apparences, l'intermédiaire entre l'Empereur et moi, mais il l'ignore encore.

Le 17/29 mars j'ai vu le chancelier qui m'a traité à merveille, suivant sa coutume ; il a même été obligeant à mon égard au point de me désobliger, car il me dit qu'il s'était entretenu plus d'une fois avec l'Empereur du projet de *m'acquérir* (expression sans justesse que je rapporte uniquement pour être vrai), mais que l'Empereur avait toujours répondu : — *Il ne voudra pas.* — « Sa Majesté Impériale, lui dis-je, a parfaitement rendu mes sentiments, et jamais je n'en aurai d'autres. — Oh ! mais, me dit le chancelier, cela s'entend par toutes les manières convenables, c'est-à-dire, en vous demandant à Sa Majesté Sarde. — Au contraire, monsieur le comte; c'est justement ce qu'il ne faut pas faire, et ce qui ne se fera jamais de mon gré. » Je n'imagine seulement pas, monsieur le chevalier, qu'un prince puisse proposer à un autre de lui céder un sujet sans la demande ou le consentement de ce dernier : cependant, comme il faut être dans ce genre *omnia tuta timens*, je saisis cette occasion de protester solennellement contre tout mot qui pourrait parvenir à Sa Majesté dans ce sens, mot qui se trouverait dit non-seulement contre mon consentement, mais contre ma conscience. Je ne crois même pas inutile d'ajouter ceci : — Si j'étais ce qu'on appelle un *enfant gâté*, en représentant à Sa Majesté que je lui suis inutile et en lui demandant la permission de

suivre une autre route je ne serais qu'un drôle ordinaire, tel que l'univers en est plein. Mais vous savez ce qu'il en est, monsieur le chevalier. Je suis bien persuadé (et c'est une croyance excessivement douce pour moi) que Sa Majesté aura dit souvent : *Mais de quoi se plaint cet homme? la tête lui tourne.* Mais cette considération est nulle dans ce moment où il ne s'agit que de ma propre manière de voir et de sentir, en vertu de laquelle ma légation entière n'a été qu'un supplice continuel : or sous ce point de vue, qui est le vrai, je me croirais le plus vil des hommes si, pour aucune tentation de fortune ou autre, je pouvais seulement songer à quitter le service du Roi. Quitter son maître dans les circonstances actuelles, lorsqu'on est content, c'est une bassesse; dans le cas contraire, c'est un forfait. Tout ceci est dit, monsieur le chevalier, avec la clause tant de fois répétée, que Sa Majesté demeure non-seulement *libre souverainement* (ce qui va sans dire), mais de plus *souverainement libre* à mon égard, et par mon consentement exprès ; que je me crois seul obligé, que je ne m'attribue aucun mérite quelconque, du moins aucun mérite qui n'ait été plus que reconnu ; et qu'au moindre signal je serai toujours prêt à me retirer, non certainement sans regret, mais sans plainte et surtout sans récompense, ce mot même de *récompense* n'ayant point de sens dans mes idées. Cette proposition ayant été faite dans le temps même où elle aurait pu me conduire à avoir faim, Sa Majesté ne peut me prendre pour un charlatan.

Je ne cache pas l'extrême plaisir que me fera l'ar-

rivée de ma famille. Cette séparation commençait à devenir indécente et par conséquent insupportable. Quelques personnes me faisaient même l'honneur de soupçonner que je me passais volontiers de ces dames : en quoi on me connaissait bien ! Je me suis donc jeté dans la première porte honorable qui s'est ouverte devant moi ; mais tout n'est pas plaisir dans cette affaire et je vois bien des dangers. Une seule chose me tranquillise, c'est que je n'ai pas recherché cette faveur, je n'y ai même pas songé. Je crois pouvoir me livrer en paix à cette force secrète qui m'a privé de toute finesse et de toute habileté dans les affaires de la vie, mais qui m'en a consolé en me conduisant elle-même par la main dans des routes où des hommes bien plus habiles que moi se seraient cassé le cou mille fois.

Je serai à Polock dans les quatre ou cinq premiers jours de mai. À cette même époque un *feld-iager* (espèce de courrier de la cour) parlant français arrivera à Vienne chez le comte de Stackelberg, ministre de Sa Majesté Impériale, pour y attendre ma famille qu'il accompagnera jusqu'à Polock. Aucun bienfait de Sa Majesté Impériale ne pouvait être plus délicat ni plus important à mes yeux ; ne pouvant sortir moi-même de la Russie, et mon fils, ainsi que mon frère, étant à la guerre, à quel saint aurais-je recommandé ces pauvres femmes, à travers un pays et des langues inconnues ? Le *feld-iager* sera déguisé à Vienne, mais on en parlera certainement : du moins, je le crains, car je ne voudrais faire aucun bruit. J'ai mandé à ma femme

de passer vite, de se montrer peu et de ne point se faire présenter. Le ministre de Sa Majesté près la cour de Russie doit, ce me semble, faire très-peu parler de lui dans ce moment à Vienne ; et il ne faut pas surtout gêner la cour qui me semble absolument dépendante. — Je passe à des objets plus intéressants.

Le 17/29 mars, à sept heures du soir, le grand et tout-puissant Speransky, secrétaire général de l'empire, et dans le fait premier ministre, peut-être même ministre unique, se présenta chez l'Empereur et crut entrer de plain-pied comme à l'ordinaire. Quelqu'un qui était là lui dit : *Monsieur, vous ne pouvez pas entrer; il faut vous faire annoncer.* Speransky montra, dit-on, beaucoup d'étonnement. On l'annonça, il entra. Le prince Alexandre Gallitzin, ministre des cultes, était aussi venu pour faire son rapport ; huit heures sonnent, neuf, dix ; Speransky ne sortait point; le prince ne savait comment expliquer cette longue séance. Vers les onze heures enfin il sortit. Le prince, qui ne se doutait de rien, lui cria de la cheminée où il était, au moment même où l'on ouvrait la porte de l'Empereur : *Ah! monsieur Speransky, combien vous m'avez fait attendre aujourd'hui!* Il ne répondit rien. Le prince s'approcha et vit qu'il était agité et hors de lui, au point qu'il fut obligé de l'aider à mettre ses papiers dans son portefeuille. Speransky s'approcha ensuite d'une glace, se remit, s'essuya les yeux qui étaient mouillés; il prit ensuite la main du prince et lui dit : *Adieu, prince!* avec un ton qui voulait dire *pour toujours!* Il descendit librement et fit arrêter chez Magnesky, premier officier de sa chancellerie, son bras

droit et son ami intime : on lui dit qu'il venait d'être enlevé et que tout était cacheté chez lui. *Quoi, déjà?* dit Speransky, et il se fit conduire chez lui. Il y trouva le général Balachoff, gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg et ministre de la police générale de l'empire, déjà occupé à saisir et à cacheter tous les papiers, et qui déjà avait envoyé de là un paquet cacheté à l'Empereur, pendant le terrible tête-à-tête. Le scellement dura jusqu'à trois heures du matin. Une kibitka (voiture de voyage simple, robuste, à l'usage de la jeunesse et des gens économes) l'attendait à sa porte; il y monta avec un officier de police, et fouette cocher pour Nijni-Novgorod, beau gouvernement sur le Volga, à 250 lieues (plus ou moins) au sud-est de la capitale, où Speransky a des terres et dont le gouverneur est ou était son ami. On l'a rencontré en chemin, ayant sur son habit les deux plaques de Sainte-Anne et de Saint-Alexandre Newsky. Son grade de conseiller privé et ses appointements paraissent subsister; il est veuf d'une demoiselle Stevens qui lui a laissé une fille, et sa belle-mère demeurait aussi chez lui. L'Empereur les a fait assurer de sa bienveillance et de sa protection, leur a permis de suivre l'exilé et leur a fait même remettre une somme de 6,000 roubles, à ce qu'on dit, pour leur voyage. Le même traitement a eu lieu pour madame Magnesky, et même l'Empereur lui a fait remettre une voiture de 2,000 roubles.

Le matin même, il n'y eut qu'un cri dans toute la ville, je ne dis pas de *lèse-majesté*, car on ne sait ici ce que c'est que cela, et partout où ne règnent pas les vrais principes, il ne peut y avoir que des crimes de *lèse-empire* ou

de *tue-puissance;* mais il n'y eut qu'un cri de trahison, de secrets révélés, etc., etc. Enfin, je ne sais ce qu'on n'a pas dit. Malgré le secret du tête-à-tête, certaines choses ont transpiré; je crois savoir sûrement que l'Empereur a montré des papiers terribles à Speransky, qu'il lui a dit: *Parlez clair, point de sophismes, je désire que vous puissiez vous défendre,* qu'ensuite il lui a donné le choix d'être jugé ou de s'exiler volontairement où il voudrait, et que Speransky a accepté le parti le plus prudent, ce qui est une confession expresse. Tout l'empire va retentir de cette aventure; à deux cents werstes d'ici on a déjà dit qu'il y avait eu quarante personnes knoutées, mais ceux mêmes qui le méritaient ne l'ont pas été. On se perd en conjectures: à quoi s'en tenir dans un pays où la procédure criminelle n'est pas née et n'est encore tout simplement qu'une branche de la police? Un très-mauvais sujet étranger disait un jour devant moi et d'autres: « Bientôt nous saurons à quoi nous en tenir, car si l'Empereur ne fait pas juger Speransky, *le tout n'est qu'un tripot de cour.* » Voilà le genre de soupçons et d'impertinences que produit l'oubli des règles. Un pays où l'instruction d'un crime de haute trahison est commencée par un gouverneur militaire et se termine dans un tête-à-tête entre le souverain et le coupable, me paraît plus éloigné de la véritable civilisation que celui des Iroquois. L'Empereur a été suffisamment averti par l'expérience étrangère du danger des systèmes modernes et de la philosophie germanique: Speransky et Magnesky en étaient pénétrés, mais dans un genre différent. Le premier était mauvais politiquement,

novateur, *constituant* jusque dans la moelle des os, et grand ennemi de toute distinction héréditaire; le conseil d'État, calqué à la vitre sur celui de France, était son ouvrage, et toute cette belle constitution projetée dont j'ai eu l'honneur de rendre un compte détaillé à Sa Majesté était aussi de son invention; mais l'Empereur, quoique porté à ces sortes de nouveautés, sentit cependant trembler sa main, et ne voulut pas signer. *Inde iræ!* Speransky voulait lui forcer la main, se faire un parti dans l'État, etc.; je crois que, dans plusieurs écrits, il aura très-résolûment parlé de l'Empereur. Voilà, si je ne me trompe, l'espèce de son crime (peccadille, comme vous voyez!). Mais de savoir ensuite si, pour parvenir à ses fins, il avait réellement des correspondances avec Paris, c'est ce que je croirai lorsque l'Empereur ou ses tribunaux auront parlé. J'ose penser cependant que le crime, restreint même comme je le disais tout à l'heure, est d'un genre qui se refuse absolument à la grâce.

Magneskyest un illuminé dans toute la force du terme, et j'ai de bonnes raisons pour le croire capable de tout; cependant il paraît difficile qu'il soit *plus* et *autrement* coupable que son chef. La chute de Speransky a plu généralement à la noblesse qu'il ne pouvait souffrir, et même à la masse du peuple, à cause des nouveaux impôts qu'on met à sa charge et qui sont terribles. On demande assez généralement: Qu'est-ce donc que cet homme voulait? Il était conseiller privé, secrétaire de l'Empire, chevalier de Saint-Alexandre, premier ministre par le fait, confident de l'Empereur chez qui et

avec qui il dînait quand il voulait, etc. Ceux qui font ces questions ignorent absolument le caractère de cet esprit moderne qui travaille l'Europe dans ce moment. Tant qu'il y aura une église et un trône debout, rien ne pourra le satisfaire. Avec une habileté véritablement satanique, il s'est servi des souverains mêmes pour les égorger, et je pourrais en quelques lignes vous tracer le tableau actuel de l'Europe avec une épouvantable vérité ; mais à quoi cela servirait-il ? Dieu veuille que cet empire échappe au sort qui le menace ! Il représente les Parthes du temps des Romains. Ailleurs, il n'y a plus d'équilibre (j'entends sur le continent) ; s'il tombe, on ose à peine réfléchir à l'état des choses. Ceci me conduit à vous parler de la guerre et d'une situation générale qui doit faire trembler tout homme qui pense.

Depuis les temps des anciennes émigrations on n'a pas vu 500,000 hommes armés s'avancer de part et d'autre pour s'égorger. La Russie a 600,000 hommes actifs sous les armes : la France ne voudra pas demeurer en arrière. Vous le voyez, monsieur le chevalier, par la levée des gardes nationales qui fournira 100,000 hommes de plus à l'armée et mettra la France entière en pleurs. Quel épouvantable effort de part et d'autre ! Voici la distribution des forces de la Russie :

En première ligne, aux frontières de la Russie, se trouve l'armée commandée par le ministre de la guerre, le général Barclay de Tolly ; là sera l'Empereur ; elle est de dix divisions qui forment cinq corps. La seconde armée est commandée par le prince Bagration ; elle est

de quatre divisions formant quatre corps aux frontières du duché de Varsovie. Il y a une armée d'observation qui est commandée par le général Tormassoff; elle consiste en huit divisions qui sont derrière la Galicie; deux armées de six divisions chacune sont destinées à former la réserve, l'une de l'armée du général Barclay de Tolly, et l'autre de celle du prince Bagration. En troisième ligne, il y a deux corps formés par les 120,000 recrues de la nouvelle armée, et qui seront augmentés de la nouvelle recrue de 2 hommes sur 500, qui vient d'être ordonnée et fournira environ 90,000 hommes. Ceux-ci sont destinés à compléter, selon le besoin, les armées combattantes.

Il faut compter pour chaque division 13,000 hommes bien complets, y compris l'infanterie, la cavalerie, l'artillerie pesante, légère et volante, et les Cosaques. Le tout forme donc le total énorme de 640,000 hommes.

On ne compte pas dans ces armées les Cosaques non enrégimentés et les autres peuplades qu'on a fait avancer.

Avec l'Empereur partent M. le baron d'Arenfeldt, suédois-finlandais, qui a passé au service de la Russie depuis la conquête de la Finlande et qui est à présent en grande faveur, et le marquis Paulucci, qui est revenu de Géorgie pour occuper le magnifique poste de quartier-maître général de l'armée de l'Empereur.

Le premier est venu chez moi de la part de l'Empereur me demander ce que je pensais du deuxième. J'ai répondu directement et par écrit. L'Empereur

a eu la délicatesse de n'employer aucun Français (de *fait* ou de *droit*) sans s'être informé directement ou indirectement si cette guerre ne lui causait aucune peine. Le grand-duc Constantin trouvant mon fils à la cour, lui fit la question. — *Monseigneur, qu'est-ce que cela fait? Tout officier est fait pour être fusillé : qu'on le soit sur le champ de bataille ou sur une place publique, qu'importe? Il n'y a que les petits esprits qui fassent attention à ces différences.* — Le grand-duc le serra par le milieu du corps en lui disant: chut! chut! et lui montra le ministre de France. Tout cela est fort bien dit, mais je ne vis plus. Outre les généraux en chef attachés au quartier général, il y a aussi de simples adjudants de Sa Majesté Impériale et d'autres officiers. Mon frère est du nombre. Il était attaché à l'armée du prince Bagration. Lorsque le prince Wolkousky lui lut les noms des officiers de l'état général, l'Empereur dit, lorsqu'on vint à mon frère : *Celui-là part avec nous*. C'est tout ce qu'on en sait, car il n'est pas nommé adjudant. Il est parti le 11 de ce mois N. S. Mon fils l'avait précédé le 29 mars précédent N. S. Saint-Pétersbourg est désert. En ce temps-là, malheur aux femmes, aux pères et mères, etc. Qui ne frémirait au moment de la dernière lutte? L'année 1812 s'appellera probablement, à plus juste titre que l'année 1666, *annus mirabilis*.

Au milieu des préparatifs immenses qui se font de part et d'autre c'est un étrange spectacle que celui des deux ambassadeurs tranquilles à Paris et à Saint-Pétersbourg, comblés de caresses et faisant des illuminations.

Samedi passé, 30 mars/11 avril, celui de France a dîné encore avec l'Empereur *pour la dernière fois, parce qu'il part.* Cela se dit sans façon. Lauriston parle déjà de sa maison de campagne pour le mois prochain, et comme il joue la comédie sans être fin, il dit l'autre jour *qu'il en voulait acheter une.* Dans aucun papier public de France on ne lit un mot de la guerre avec la Russie, ni une parole contre cette puissance. C'est que Napoléon n'est pas prêt; dès qu'il le sera, il commencera avec un fracas extraordinaire. Il vient de frapper un grand coup préparatoire par l'alliance offensive et défensive conclue avec l'Autriche et signée à Paris. Un certain dîner, dont j'ai eu l'honneur de rendre compte à Sa Majesté, était la ridicule préface de ce lamentable livre. La Prusse venait d'être détruite sans retour; l'Autriche suit. Une maison renversée par un tremblement de terre frappe les sens plus qu'une maison démolie à la main, quoique ce soit la même chose; de faibles yeux y seront cependant trompés encore pendant quelque temps. — Je suis oppressé en voyant l'ensemble des choses. — Tout homme sensé doit excuser un souverain qui refuse de dire : *Je suis moins qu'un autre.* Cependant il y a entre les maisons souveraines la même coordination qu'entre les maisons nobles. Toutes sont nobles, mais plus ou moins; les autres sont toutes souveraines, mais plus ou moins. Je n'entends parler que de cette dignité, de cette noblesse, de cette *majesté*, en un mot, qui résulte de la souveraineté; car la souveraineté elle-même, strictement dite, n'est susceptible ni de plus ni de moins. La chose de part ni d'autre ne dépend point

de la richesse ni de la puissance; car le Roi est plus noble que l'empereur de Russie; cependant ils ne sont pas tout à fait égaux sur la mappemonde. Si le chef de la sublime maison d'Autriche, si le successeur de quarante-deux empereurs n'a pas cru qu'il y avait quelqu'un de plus grand que lui, encore une fois qui pourrait s'en étonner? Rien n'était plus vrai cependant, et non-seulement la maison de France passait tout, mais par un de ces liens impérieux auxquels les hommes n'entendent rien, de son sort dépendait celui de toutes les maisons royales du continent. Mille fois dans ma vie j'ai songé à cette lettre d'un pape à je ne sais quel mérovingien du VIIe siècle : *Vous qui êtes autant élevé au-dessus des autres princes que ceux-ci sont élevés au-dessus des particuliers*, etc. Alors cependant la France n'était pas ce qu'elle est ; à quoi tient cette opinion constante? Ce n'est pas à la maison régnante, puisque la France obéissait alors à une autre dynastie ; le climat de France ne vaut pas mieux que celui d'Italie ou d'Espagne; il n'y a ni plus de génie, ni plus de goût, ni plus de science qu'ailleurs; il y a même plus de légèreté et de folie ; les princes de cette maison, quoique infiniment respectables comme les autres, n'ont cependant rien qui puisse humilier ceux-ci. A quoi donc tient cette suprématie? Il en est de même de la langue : il n'y a pas de petit grimaud de collége en Allemagne ou en Italie qui n'ait pas fait sa petite dissertation sur la *pauvreté de la langue française;* c'est comme si l'on écrivait sur la faiblesse d'un levier qui arrache des chênes. Cependant il n'est pas aisé de dire ce que c'est que cette supériorité ; la puissance seule

ne suffit pas pour expliquer la chose. Mais j'ai peur de disserter. J'en reviens à dire que la chute de la maison de Bourbon est le plus terrible événement de l'histoire moderne, et que les souverains eux-mêmes, je le dis avec le respect qui leur est dû, ne l'ont que très-peu senti. Celui qui peut voir de sang-froid l'une des plus grandes et des plus respectables puissances du monde enveloppée dans le filet général est bien sot ou bien insensible. Il ne manquait plus à l'Autriche que de servir d'instrument à l'asservissement général ; c'est ce qu'elle va faire, d'abord par les 30,000 hommes stipulés et ensuite par tout le reste. Que fera l'empereur de Russie contre l'Europe qu'on va lui jeter sur les bras? Il y a deux espérances : la France avant tout si elle est mécontente, et l'Allemagne si elle veut faire un demi-tour à droite et se souvenir d'elle-même. — Mais qu'attendre d'un pays systématiquement corrompu depuis quatre-vingts ou cent ans? Le grand empereur de Russie, comme vous savez, monsieur le chevalier, n'a pas été heureux jusqu'à présent, de manière qu'on ne saurait s'empêcher d'être inquiet. On m'annonce dans ce moment une nouvelle conférence secrète ; je n'oublierai rien, suivant mes forces, pour l'animer, pour lui ouvrir les yeux sur le moral de la guerre, sujet dont je me suis occupé avec quelque succès, du moins à ce qu'il me paraît, et que pour l'ordinaire on ne comprend pas trop.

La Suède marche fort bien, et, comme j'avais, je crois, l'honneur de vous le dire dans ma précédente dépêche, elle dégoûte de raisonner. L'Empereur envoya

il y a quelque temps le général Suchtelen, qui avait résidé longtemps à Stockholm, pour y porter ses dernières résolutions, et il lui ordonna de ne rien négliger pour traverser le golfe. Le vieux général s'est conduit en jeune homme : arrivé aux îles d'Aland, il a trouvé que la glace commençait à céder; il a donc mis un bateau sur deux patins, il s'est mis dedans avec son aide de camp et son portefeuille, et il s'est lancé dans ce bel équipage flottant ou glissant, suivant l'occasion; il est arrivé heureusement, tout le reste de sa suite ayant fait le tour par Tornéo. Son courrier est arrivé le 2/14 de ce mois, apportant, je crois, la ratification de l'alliance; du moins on est d'accord sur tout. Le prince régent de Suède a répondu à l'Empereur qui lui offrait de l'aider dans la conquête de la Norwége : « Je la prendrai quand je voudrai (modeste, comme vous savez!), mais dans ce moment il faut frapper de grands coups, tomber sur le Danemark, marcher en Allemagne. » Cette diversion peut être infiniment utile. J'ai dit à l'Empereur : « Prenez garde, sire ; maintenant que vous tenez Bernadotte dans vos mains, brouillez-le si bien avec... — Oh! laissez-moi faire. » Il est certain que cet article est, sans contredit, ce que l'on devait désirer le plus; mais, comme vous savez, monsieur le chevalier, les meilleurs raisonnements sont trompés à cette époque; cependant, lorsqu'il a bien raisonné, l'homme est en règle; le reste est hors de lui et de sa sphère.

Pendant que je vous écris ceci, on me dit que M. de Saint-Julien nie l'alliance offensive et défensive. Je crois

que c'est une forme diplomatique, car la nouvelle me paraît certaine. Observez la puissance funeste de cet Antechrist : en tuant, il avilit toujours. Voilà la maison apostolique liguée avec lui pour l'extinction de l'ordre, de la civilisation et du culte. Cette idée m'assomme, et je désire ardemment, sans l'espérer beaucoup, qu'elle puisse échapper à ce comble de malheur.

J'ai tâché, monsieur le chevalier, de vous exposer aussi fidèlement qu'il m'a été possible l'état des choses dans ce moment terrible, et l'inconcevable bizarrerie qui veut que le ministre de Sa Majesté entre, en ces grandes affaires, dans les conseils les plus intimes. Je n'ai plus qu'une chose à vous dire : c'est sans ambition que j'obéis au désir de Sa Majesté impériale, et le sentiment qui me détermine à ne pas refuser est la crainte de choquer l'Empereur. Ce sentiment est chez moi porté au comble; car, encore une fois, en voyant ce qui pourrait arriver, je pâlis quelquefois. Mais je crois que plusieurs hommes ont un *démon*, comme Socrate. — Il faut le suivre.

Le prince Koslowsky est arrivé et m'a remis tout ce que vous lui avez confié à mon adresse. Je lui ai trouvé de la bonté, de l'esprit, des connaissances, surtout celle des faits politiques et des personnages diplomatiques, à un point qui n'est pas fort commun. Tout cela n'est pas la sagesse, comme je m'en suis aperçu d'abord, indépendamment même de mes lettres de Sardaigne. Je pense cependant, monsieur le chevalier, que vous pourriez fort bien avoir vu les défauts de la nation plutôt que ceux de l'individu. Il a parlé parfaitement de la cour

qu'il venait de quitter et s'est prêté fort bien à quelques projets sur le subside.

Malheureusement je ne puis plus voir (excepté en maison tierce) le prince Koslowsky; il avait dispense pour me voir et me recevoir; maintenant tout est fini. Presque en arrivant il a été fait chambellan, et peu de temps après *chef d'expédition* dans la chancellerie du comte de Romanzoff. Ce nom rend à peu près celui de nos *premiers officiers;* leur travail est distribué par région, à cause de l'immensité de la correspondance; l'un a la France, l'autre l'Asie, etc., et chacun dans sa classe s'appelle *chef d'expédition.* M. Gervais avait la France : c'était un Russe d'origine française; il avait du talent et a joui à une certaine époque d'une assez grande influence; ami particulier de Speransky, il est tombé par contre-coup, mais sans flétrissure. Sa place a été donnée à Koslowsky avec 6,000 roubles d'appointement. Sauf respect, l'emploi et lui ne sont nullement faits l'un pour l'autre. J'avais oublié de vous dire qu'on a trouvé chez Speransky tous les chiffres, même le chiffre particulier du chancelier, une copie en *clair* de la correspondance de Paris, et un détail exact de ce qu'il y a de plus secret dans les secrétaireries du ministre de l'intérieur et de celui des finances. Beck, *chef du chiffre,* a donc été arrêté, mais il a montré les ordres de Speransky et a dit qu'il avait cru obéir à des ordres légitimes. Cette raison n'est pas trop bonne en jugement; mais il y a encore ici trop peu de jugement pour qu'il y ait un jugement. Il aurait pu dire une meilleure raison; du moins une autre raison : *Si j'avais refusé, Speransky m'aurait*

coupé le cou. Toute cette affaire me paraît ne pouvoir faire qu'un très-mauvais effet. Je voudrais qu'on eût toujours aussi bien parlé à Paris que dans ce moment où un fameux magistrat disait dans une fameuse circonstance : *La justice est la bienfaisance des rois*. A Dieu ne plaise que je veuille gêner l'exercice légitime du droit sublime de grâce, mais il y a des crimes qui me paraissent s'y refuser entièrement; la grâce d'un parricide, d'un régicide, etc., me paraît un pur scandale, et j'ai déjà entendu fort mal parler de cette bonté de l'Empereur.

Quelques soldats ont dit : « A quoi ne peut-on pas s'attendre de la part d'un *popewitch !* (fils de prêtre). » L'abjection de cet ordre est telle qu'un serf se croit au-dessus d'un *popewitch*, et il envoie ce titre comme une injure. Mais des paysans entièrement endoctrinés ont dit : *Ils ont perdu cet homme à la cour, parce qu'il voulait nous rendre libres*. Il est fâcheux qu'une potence soit un meuble nécessaire d'administration publique : cependant rien n'est plus vrai.

Ma première lettre rendra compte du subside qui n'est point encore rentré.

J'oubliais de vous faire observer que le résultat de ces préparatifs immenses pourra fort bien être le repos, car les deux chefs s'effraieront mutuellement : mais si cet accord avait lieu, ce serait au moyen de quelque autre accord diabolique. D'un côté on reconnaîtrait le titre d'*empereur d'Occident*, avec tout ce qui s'ensuit, et de l'autre, qu'est-ce qui empêche ces deux messieurs de se partager l'Europe? Je ne crois pas du tout

que l'empereur de Russie ait la moindre volonté d'acquérir; mais s'il ne peut éviter une guerre à mort sans acquérir, ni faire une paix sûre sans acquérir, je ne réponds de rien, et je ne puis me persuader que Napoléon ne lui fasse pas des propositions, après qu'il a vu que le projet de faire peur n'a pas réussi.

Il m'est impossible, monsieur le chevalier, de mettre de l'ordre dans mes dépêches écrites toujours sans brouillard et sans correction possible. Ainsi, il faut me pardonner les bâtons rompus.

L'alliance dont j'ai eu l'honneur de vous parler a été signée à Paris, le 14 mars dernier, par M. le prince de Schwarzemberg. Le lendemain, les deux parties contractantes ont fait parvenir le traité à Stockholm aux représentants des deux puissances près cette cour, et toutes les deux l'ont requise, au nom de leurs commettants, d'*adhérer à cette alliance pour mettre un frein à l'ambition de la Russie, qui ne pourra résister à cette coalition.* En même temps les deux puissances lui offrent *la Néva pour confins.*

Le 17 du même mois, une dépêche de la cour de Vienne chargeait le comte de Saint-Julien de mille belles choses pour celle de Saint-Pétersbourg.

La Suède (c'est-à-dire le nouveau prince) a répondu par deux notes superbes dont la substance, quant à la déclaration des sentiments, se réduit à ceci : *Si l'empereur de Russie était armé contre les libertés de l'Europe, je m'armerais avec vous contre lui ; mais comme il ne combat au contraire que pour ses États et même pour sa capitale, je m'allie avec lui contre vous.*

Vous entendez d'où vous êtes, monsieur le chevalier, le cri d'indignation qui s'est élevé ici, et celui qui sera parti de Londres ne fera pas moins d'impression sur vos oreilles. Voilà donc la fin des négociations! Saint-Julien a les oreilles fort basses, et ose à peine parler. Je lui ai dit souvent : *Monsieur le comte, on vous fera faire tout ce qu'on voudra.* Toujours il me répondit : *Nous sommes trop forts pour qu'on puisse nous forcer.* C'est l'emphase pannonienne que vous connaissez assez. Ce ministre est un peu léger, mais loyal, et c'est par cette raison qu'il a été mis ici, parce qu'un honnête homme est tout à la fois plus aisé à tromper et plus propre par conséquent à tromper les autres; on voit clairement qu'il n'a été envoyé ici que pour amuser la cour de Russie, et que celle-ci était peut-être moins trompée que lui. Repassez dans votre esprit, monsieur le chevalier, la conduite de cette puissance depuis le traité de Pilnitz jusqu'à celui de Paris, du 14 mars dernier. Sa Majesté, qui est la raison même, sentira assez qu'il n'y a aucune classe d'hommes qui ne soit exposée à certains préjugés relatifs à sa position particulière. Or un préjugé qu'on rencontre assez souvent dans les plus hautes régions, c'est celui qui confond une *maison* avec un *cabinet,* quoique rien ne soit plus différent. Si ce préjugé n'est pas absolument étouffé, la raison ne peut se faire entendre. Toutes les *maisons* sont également respectables et je suis à genoux devant elles, quelles que soient leurs dimensions; mais quant aux *cabinets,* c'est autre chose; je me réserve la liberté d'en juger sans la moindre gêne. Il y a douze ans environ

que l'excellent empereur François II ou Ier disait à un sujet distingué de Sa Majesté : *Comment a-t-on pu croire que je voulais m'approprier quelques possessions du roi de Sardaigne ? Qui, moi ?* — Certaines personnes auront pu rire avec irrévérence de cette phrase ; mais, pour moi, je ne suis pas si méchant, ni si impertinent, ni si injuste. Je crois à la bonne foi qui la prononçait comme je crois vous écrire ; mais c'est la *maison* qui disait cela ; qu'est-ce que cela fait au *cabinet* qui est plus fort que la maison, qui la mène et qui la flétrira même s'il y trouve son profit ? C'est avec les maisons que subsistent les alliances, les parentés, les amitiés, la justice, la reconnaissance et la bonne foi. Les cabinets n'ont ni foi, ni loi, ni honneur, ni délicatesse, ni parents, ni amis : rien n'empêche de les voir et de les juger tels qu'ils sont. Voyez le principe établi dès l'an 1789 et qui a tout mené par rapport à nous : *Le roi de Sardaigne, placé entre nous et la France, était invulnérable à cause de l'équilibre ; maintenant qu'il aurait horreur de s'allier avec une horde de régicides, il est à nous ; nous en ferons à notre plaisir.* — Autre principe non moins lumineux : — *Tout ce qu'on prend sur l'ennemi est à nous, même le bien de l'ami : en conséquence ne défendons le Piémont qu'autant qu'il faut pour agacer les Français, puis nous le reprendrons sur eux. — QUI, MOI ?*

Et lorsqu'un ministre étranger de ma connaissance particulière et fort attaché à nos augustes maîtres disait à M. Gherardini : *Mais à quoi pensez-vous donc de défendre aussi mal ce pays ?* le ministre de famille répon-

dait : — *Laissez, laissez-les faire, mon cher! lorsqu'ils auront conquis, nous tomberons dessus et nous reprendrons tout* (pour nous).

Par une suite du même principe, on volait Bologne au chef de la chrétienté qui n'est en guerre avec personne et qui est véritablement le *prince de la paix*. Mais Bologne avait été prise la veille par les Français : donc, etc. Cela saute aux yeux.

Et lorsque les Vénitiens écrivent à l'archiduc : *Monseigneur, B. s'est trop avancé, il est perdu si vous voulez; nous sommes derrière lui avec toutes les forces de l'État. Voulez-vous agir de concert? L'Europe est sauvée.* Ce prince envoie la dépêche au *cabinet*, et le cabinet l'envoie à B., en lui disant : « *Voilà ce qu'on projette contre vous; voulez-vous partager avec nous la République?* Et l'on fait un traité où l'on dit : *La République française consent que l'Empereur prenne Venise et son territoire* (art. 1er), *et l'Empereur consent que la République prenne le reste* (art. 2). — *Pulito!*

Vous parlerai-je de l'épouvantable énigme du 23 mai 1794 [1], chef-d'œuvre de politique délicate, de vues profondes et d'élégante clarté? — *QUI, MOI?*

Et lorsqu'on demande à Sa Majesté, pour le loyer d'une prison en Toscane, Alexandrie et ses environs, avec des confins dont l'énonciation pouvait fort bien englober le Japon?

Et lorsque Suwaroff, debout encore à Augsbourg,

[1] Le traité de Valenciennes.

avec les restes de son armée diminuée mais invaincue, et son immense réputation, disait au *cabinet :* « Voulez-vous replacer le roi de Sardaigne? Voilà la dépêche de mon maître qui non-seulement me permet de m'arrêter, mais qui s'engage d'envoyer sur-le-champ une seconde armée? » — NON. — Est-ce la maison ou le cabinet qui prononçait si distinctement ce consciencieux monosyllabe ?

Et lorsqu'un plénipotentiaire français (tenez ceci pour aussi sûr que si vous l'aviez ouï) disait aux conférences de Lunéville : *Il faudra cependant penser à placer le roi de Sardaigne de quelque manière;* et qu'un plénipotentiaire du *cabinet* répondait : *Et quelle nécessité qu'il y ait un roi de Sardaigne?* Dieu nous préserve de soupçonner que la maison entre pour quelque chose dans cette pensée aimable! — *QUI, MOI ?*

Je ne dis rien du grand Joseph II, car ceci deviendrait personnel et je ne permets point à la critique ni même à l'indignation de violer le respect.

Mais que dirons-nous du pape dépouillé d'abord sur la terre ferme, puis amené à Venise par le *cabinet apostolique,* sous le prétexte plausible de la plus auguste hospitalité, puis requis là de livrer ses États ; boudé ensuite et exclu des terres de l'empire parce qu'il avait pris la liberté de se refuser à cette proposition catholique ?

Et que dirons-nous enfin de cette alliance signée à Paris contre l'unique puissance qui demeure debout sur le continent, c'est-à-dire contre l'unique espérance du

monde; alliance méditée et conclue dans le plus profond silence, pendant que cette cour était cajolée et trompée par un homme *fait exprès, envoyé exprès et trompé exprès?*

N'est-ce pas, monsieur le chevalier, que ce petit tableau, quoique simple miniature, ne laisse pas que d'être joli? Mais songez donc que tout cela n'est rien, que je ne vous cite que les *jeux* du cabinet et que je n'ai pas entamé ses exploits. J'espère donc qu'après avoir établi solidement ma distinction fondamentale entre la *maison* et le *cabinet,* fondée sur les règles les plus pures de l'architecture, et après avoir protesté de mon sincère et profond respect pour la maison, Sa Majesté daignera ne point se fâcher, quelles que soient ses liaisons avec elle, si, lorsque je rencontre le cabinet sur ma route, il m'arrive de lui donner quelques coups de ma plume pointue. — J'aurai toujours soin de l'essuyer.

Et Sa Majesté sera moins surprise de ces petits accès de mauvaise humeur si elle veut bien réfléchir que, dans la situation même des choses et malgré toutes les raisons de confiance qu'elle peut avoir dans ce moment, le cabinet sacrifierait sans balancer la dernière goutte du sang de Savoie pour pouvoir prendre une ville; après quoi la maison dirait : — *Qui, moi?* de la meilleure foi du monde. Cela paraît un paradoxe, et néanmoins rien n'est plus vrai. Je parle à charge et à décharge.

M. le comte de Saint-Julien a bien senti le rôle que sa cour lui a fait jouer dans cette circonstance; mais

il dit que ce rôle est honorable, et dans un sens il a raison. On s'exerce beaucoup sur le prince de Schwarzemberg, et même on m'a dit, dans la légation autrichienne, *qu'il avait pris sur lui en homme léger cette dépêche à Stockolm.* Je me suis mis à rire. « Je vais, m'a-t-on dit, vous en donner la preuve. » J'interrompis le raisonneur. « Vous allez me faire observer, lui dis-je, que M. le prince de Schwarzemberg dit dans cette dépêche suédoise : *suivant le traité que j'ai signé hier,* et qu'un ministre ne s'avise pas de citer un traité qui n'est pas ratifié. — Précisément. — Eh bien! monsieur, *précisément* cela ne signifie qu'une chose, c'est que le ministre avait dans ses instructions antérieures : *Dès que le traité sera signé, vous ferez telle démarche sans attendre la ratification;* car le prince de Schwarzemberg sera tout ce que vous voudrez, mais il n'est pas fou. » Il y a encore un autre traité du mois de février que j'ignore encore. Celui dont je vous parle a été conclu avec tant de secret, que le 30 mars le prince Kurakin l'ignorait parfaitement, car il a expédié en courrier un chambellan (M. Divoff) qui n'a pas apporté un signe sur cet article. — Même ignorance à Vienne, quoique M. de Stackelberg allât tous les matins chez M. de Metternich en chapeau rond.

Aujourd'hui, vers les onze heures du matin, l'Empereur part enfin pour l'armée ; il s'élance de l'église de Casan, où il va faire ses prières et assister à un court service destiné à cette sorte de circonstance. La foule est immense, et la cérémonie, toujours attendrissante, le sera aujourd'hui plus que jamais. — Quand il redes-

cendra à la porte de cette même église, qu'aurons-nous vu? — Ce doute oppresse, au pied de la lettre.

Hier, nouvelle conférence avec l'Empereur, mais cette fois dans son cabinet intérieur. Que ne donnerais-je pas pour pouvoir vous en rendre un compte circonstancié! Mais le temps me manque absolument. Ces sortes de choses ne me troublent, ne m'agitent même d'aucune manière, tant je sens, tant je vois, tant je touche, pour ainsi dire, cette force cachée dont nous ne sommes tous que des instruments. Quelquefois je suis tenté de lui dire : *Que vous plaît-il?* et d'attendre la réponse. Cette conversation pourrait cependant avoir de bien grandes suites. En me congédiant, il m'a embrassé affectueusement. Que voulez-vous que je vous dise, monsieur le chevalier? Je crois que vous me dispensez de toute description et de toute réflexion. Comment ferais-je d'ailleurs? Je ne sais pas assez le français.

Il me dit en finissant : « Que pourrai-je faire pour vous auprès de votre maître? — Rien du tout, sire; à moins que, dans quelque relation future, vous ne jugiez à propos de lui répéter purement et simplement ce que j'ai eu l'honneur de vous dire fréquemment : que jamais je ne changerai de service tant que le mien lui conviendra. » *Et hic finis.*

Les balles de fer dont j'ai eu l'honneur d'entretenir Votre Majesté assez longuement ont tout à coup été enveloppées d'un singulier mystère; on ne sait si on les cache ou si on a découvert quelque inconvénient imprévu, mais on n'en parle pas, et à grand'peine j'en

ai pu voir une. Peu importe à l'inventeur qui a fait sa fortune.

Je suis avec une haute considération, etc.

P.-S. M. le prince Koslowsky m'a prié souvent et instamment de le mettre aux pieds de Leurs Majestés, de les assurer de sa reconnaissance sans bornes, de son dévouement parfait, etc.

Saint-Pétersbourg, 27 avril/9 mai 1812.

Monsieur le chevalier,

En fermant mon dernier paquet, je vous fis part d'une conversation que j'avais eue avec M. de R.....[1] et que sa liaison intime avec l'Empereur rend plus particulièrement intéressante, mais je n'avais plus le temps d'entrer dans aucun détail. Aujourd'hui j'esquisserai rapidement cette conversation qui eut lieu, comme je crois vous l'avoir dit, le lundi 8/20 avril.

Que pensez-vous des Jésuites?

— Nul doute sur ce point. Non-seulement je les crois utiles, mais nécessaires à cette époque ; car vous avez dans ce pays comme ailleurs une grande secte à com-

[1] L'empereur. Si dans le cours de la lettre l'empereur est parfois directement désigné, c'est en chiffres.

(Note de l'éditeur.)

battre ; or une secte ne peut être combattue avantageusement que par un corps. Tout individu est trop faible, et le véritable ennemi de l'exécrable illuminé, c'est le Jésuite. Ceux qui possèdent l'antidote seraient bien aveugles s'ils le rejetaient pendant que le poison coule à flots autour d'eux. Toutes les accusations vagues d'intrigues politiques ne signifient rien. Elles ne sont mises en avant que par des gens qui ne savent pas gouverner ou qui ne veulent pas qu'on gouverne. Je m'en fie à Frédéric II : *Ce n'est pas le père Le Tellier qui avait tort, c'est Louis XIV; j'aurais bien su me servir des Jésuites et les empêcher de cabaler.* Je veux croire, sans examiner jusqu'à quel point, que les Jésuites ont eu quelques-uns des défauts qui tiennent aux grands succès : mais qui s'arrête devant les inconvénients ne doit pas se mêler de gouverner, car il n'y a rien dans le monde qui n'ait des inconvénients, à commencer par la souveraineté même, que sûrement vous ne voudriez pas supprimer, ni moi non plus. Les conjurés ont dit leur secret, puisqu'ils ont prononcé à Paris très-solennellement que *la Révolution était impossible tant que les Jésuites subsisteraient.* Ils ont dit aux princes : *Les Jésuites sont une puissance*, et les princes sont tombés malheureusement dans ce piége. Mais le fait est que sans *puissance* dans l'État, sans corps, sans société, sans institutions fortes, bien organisées, et sans esprit de corps, le souverain ne peut pas gouverner, puisqu'il n'a qu'une tête et deux bras. Il se tuera de peine et de travail, il se mêlera de tout, il aura à peine le temps de dormir, et tout ira mal. Pour le soutien, pour l'avance-

ment, pour la défense de la religion, pour l'éducation chrétienne et scientifique de la jeunesse, il faut un corps, et je n'en connais pas de meilleur que celui-là. N'est-ce pas la génération de vipères formée depuis qu'on leur a ôté l'enseignement qui a perdu la souveraineté européenne? Les conjurés l'ont poignardée en se moquant d'elle, après lui avoir persuadé de jeter elle-même sa cuirasse; je ne connais rien de si déplorable.

— *Il faut que vous sachiez que dernièrement.....*

— Je sais, monsieur, ce que vous m'allez dire. Dernièrement un certain personnage étant chez le général Balachoff, ministre de la police, se mit à faire les éloges des Jésuites, et dit entre autres choses : « On pourrait en tirer grand parti, car l'un d'eux est venu me proposer d'empoisonner Bonaparte. » Je sais de plus que ce rapport, parvenu à Sa Majesté Impériale, l'a fort troublée, et je sais ce qu'elle a fait pour savoir si ces messieurs en effet, etc. Mais je vous le demande, monsieur, comment ne vit-on pas du premier coup d'œil et indépendamment de toute considération, que tout homme qui vient dire qu'on lui a dit une telle chose est par cela même digne de la corde s'il ne sait pas nommer la personne (et c'est ici le cas)? D'ailleurs le personnage en question étant Magnesky, déclaré quelques jours plus tard coupable de haute trahison, vous voyez, monsieur, par quels scélérats les Jésuites sont haïs, et quelles manœuvres exécrables sont employées contre eux.

— *Croyez-vous qu'ils fussent disposés à travailler sur l'opinion, en Pologne, dans le bon sens?*

— Ils y sont très-disposés, et ils s'y emploieront de

toutes leurs forces; je vais d'abord les voir sur les lieux et je les échaufferai de toutes mes forces, mais, je crois, inutilement. Leur enseignement est l'enseignement catholique (sur le point que vous avez en vue); le soleil est moins connu.

— *Quels présages faites-vous sur la guerre?*

— L'Empereur n'a qu'une chose à craindre : c'est la faiblesse qui naît de la puissance même. Il amènera à l'armée une cour, c'est-à-dire l'intrigue, les passions et la multiplicité des pouvoirs. Un usurpateur ne peut être tel qu'en vertu d'une volonté de fer et d'une force d'esprit qui tient du miracle. Il étouffe donc les factions et force toutes les volontés à marcher ensemble. Il a d'ailleurs pour réussir deux moyens qui manquent à l'Empereur : il sait faire disparaître les millions et les hommes. (Il se mit à rire.)

Plusieurs princes ont vu ou pourraient voir dans le désavantage qu'ils ont contre un usurpateur une preuve de leur infériorité. Il n'y aurait pas d'idée plus fausse et plus funeste. Je me rappelle avoir eu l'honneur de dire au roi mon maître : *L'or ne peut couper le fer; est-ce parce qu'il vaut moins? au contraire, c'est parce qu'il vaut plus.*

M. de R. me fit l'honneur de m'interrompre pour s'écrier : *Ah! que cela est bien dit!*

— Il n'y a au moins rien de si vrai; nul homme ne peut tout, et il n'y a point de grandeur, point de dignité qui n'entraîne quelque inconvénient. L'Empereur ne saurait donc se dissimuler les désavantages qu'il a sous ce rapport.

— *Quelles précautions croiriez-vous qu'on dût prendre pour rétablir l'équilibre?*

— Si j'avais l'honneur de conseiller ce grand prince, j'oserais lui conseiller de se rapprocher un peu des formes dures et expéditives de l'ennemi, autant que la chose est possible sans altérer entièrement celles de son excellent gouvernement. Il faudrait malheureusement punir plus souvent et plus sévèrement. Il faudrait récompenser aussi plus souvent et d'une façon plus lumineuse. Il faudrait dans les opérations militaires éviter les délibérations et surtout les conseils de guerre. *Qui assemble les hommes les émeut*, disait le cardinal de Retz; et qui les émeut allume les passions et éteint la sagesse. Deux *puissances* de ce monde ont le droit de contredire sans choquer : la Beauté et la Souveraineté. — Il se prit encore à rire. — Lorsque ces deux puissances contredisent, cela veut dire seulement : *Il me semble que j'ai raison;* entre deux particuliers, cela veut dire : *Il me semble que vous avez tort*. Assemblez les hommes, tout de suite ils se disputeront; des passions plus sourdes, mais non moins dangereuses que l'orgueil, s'en mêleront. Il me semble que Sa Majesté Impériale ferait à merveille de consulter ses bonnes têtes, mais à part; ou, s'il nécessaire de les rassembler ou de les consulter, qu'elle leur donne seulement voix consultative, et elle se décidera ensuite elle-même avec un seul homme qu'elle jugera digne de sa confiance et qu'elle soutiendra toujours, *quand même il aurait tort*. C'est là le grand précepte. S'il arrive qu'il se trompe, c'est à lui seul de

se corriger. Ceci n'est un paradoxe qu'en apparence. Il y a bien d'autres précautions à prendre, mais celle qui doit précéder toutes les autres, c'est de travailler en France à côté de lui ; il faut flatter les Français, *surtout les nobles,* en agissant de telle et telle manière que j'expliquerai et ne cessant pas un instant de leur présenter un prince.

— *Et si l'on en venait là, qui croiriez-vous que l'on pourrait proposer?*

— Comment un souverain héréditaire pourrait-il douter ?

Ceci, monsieur le chevalier, est à la fois éminemment plaisant et éminemment triste ; le côté plaisant n'a pas besoin d'explication. Quant au côté triste, il faut remarquer que les opinions générales dans ces sortes de cas sont quelquefois des erreurs, mais quelquefois aussi elles expriment un acte de la volonté divine qui a dit : *C'est fait.* C'est ainsi qu'au commencement de la Révolution, la persuasion de la canaille, quoiqu'elle ne parût pas avoir le sens commun, m'effrayait souvent. Je craignais que cette *foi à la Révolution* ne fût une preuve qu'elle était décrétée ; car, sans cette foi, la Révolution n'aurait pu aller en avant, vu que chaque révolutionnaire aurait craint de s'exposer ; — mais jamais ils n'ont balancé. N'en serait-il point de même dans ce moment à l'égard de ce préjugé terrible qui regarde la restauration de la maison de Bourbon comme n'étant seulement pas possible, et qui n'appartient pas même comme l'autre à la canaille, mais qui s'élève jusque dans des régions où ne devrait pas atteindre une aussi déplorable

hérésie? Il faudrait avoir l'œil bien fin, monsieur le chevalier, pour distinguer la vérité entre ces deux suppositions; si la seconde est la vraie, tout est dit. Je reviens aux questions de M. de R.

— *Croyez-vous pouvoir vous former quelque idée des résultats?*

— Je ne suis pas prophète, mais j'espère fermement que Sa Majesté Impériale peut s'attendre à des succès sans la moindre présomption, et je l'espère par des raisons qui me feraient passer auprès de beaucoup de gens pour un grand fanatique; mais, dans ce genre, je ne suis pas timide.

Ainsi je doute, monsieur, que les gens qui ont appris l'histoire à l'Empereur lui aient fait observer que, depuis l'établissement du christianisme, tous les princes propagateurs de cette religion ont eu des règnes longs et honorables; quelques-uns commirent des fautes, des crimes même, n'importe: il y a autour de leurs têtes certains rayons qui ne s'obscurciront jamais. Il n'y a rien de si grand que les noms de Constantin, de Théodose, d'Alfred, de Charlemagne, de Jean, d'Emmanuel de Portugal, de saint Louis, de Louis XIV, etc., et je ne m'étonne pas que Bacon et Leibnitz aient sévèrement reproché aux princes de leur temps d'être si faibles sur cet article. Tous les princes au contraire qui ont attaqué cette religion, et ceux en particulier qui ont mis la main sur le pape, ont tous été ou malheureux, ou ridicules, ou l'un et l'autre, depuis les premiers persécuteurs jusqu'à Joseph II de folle mémoire. Il peut se faire seulement qu'un prince de cette espèce meure tran-

quille en apparence, lorsque l'anathème qu'il s'est attiré menace non-seulement sa personne, mais ses États et tout ce qu'il a fait, et qu'il doit se lier à quelque grande catastrophe qui n'est pas mûre encore. Ce fut le cas de Frédéric II; il eût été bien heureux d'être foudroyé à trente ans; mais la Prusse ne devait pas en être quitte à si bon marché, et c'est elle-même qui devait périr comme complice de son maître. Qu'on fasse profit de ces vérités, ou qu'on les tourne en ridicule, c'est égal, elles n'en subsistent pas moins, et je vous les dis, monsieur, sans m'informer aucunement de la manière dont vous les envisagerez. Mais comme votre maître vient de se signaler par l'organisation des missions en Silésie, en Géorgie, en Crimée, à Odessa, etc., sans être prophète, encore une fois, je me crois autorisé à lui présager des succès, car pourquoi y aurait-il contre lui une exception à une loi générale? L'Empereur est d'ailleurs particulièrement admirable dans cette circonstance, car je sais très-bien quels préjugés il a eu à vaincre sur ce point, et certainement de pareilles résolutions ne peuvent partir que d'un cœur bien droit et d'un esprit de justice. Ainsi donc, j'en reviens toujours à dire que sans pouvoir pénétrer de certains mystères, je suis porté à croire que tôt ou tard le cœur droit et l'esprit de justice auront *leur effet*, c'est-à-dire une récompense.

— *Et de ce grand diable d'homme, qu'en pensez-vous?*

— Je vous l'ai dit, monsieur, toute proportion gardée, en vous parlant du roi de Prusse Frédéric II; il ne peut y avoir de doute que sur la date.

Je ne crois pas, monsieur le chevalier, avoir oublié aucun trait important de cette conversation, d'autant plus intéressante que, vu la liaison intime des personnes que je vous ai fait connaître, elle sera infailliblement portée à Sa Majesté Impériale.

Jamais je n'avais parlé en tête à tête à M. de R...... et souvent même il n'a tenu qu'à moi de croire que jamais je ne lui parlerais. Au bout de dix ans je me suis senti serré entre ses bras, comme je vous l'ai dit. Je souhaite que ce sentiment se soutienne et qu'il me soit utile auprès de son maître.

J'ai fait une nouvelle tentative au sujet du subside (indirecte cependant), mais encore une fois sans succès, du moins actuel.

M. de Saint-Julien est toujours ici, et fort bien traité. On parle toujours de la grande alliance. On compare beaucoup ce que l'Autriche vient de faire contre la Russie à ce que la Russie fit contre l'Autriche dans la dernière guerre ; mais c'est bien différent L'Empereur de Russie était maître chez lui, et parfaitement libre de donner les commissions qu'il jugeait à propos à un général tel que le feu prince Gallitzin, qui en effet ne fit que jouer la comédie, quoi qu'en aient dit les Autrichiens. Aujourd'hui, au contraire, les troupes autrichiennes tomberont entre les mains de Napoléon qui en fera ce qu'il voudra. C'est un peu différent. On nous dit à présent que Sa Majesté Impériale a refusé de ratifier, que les archiducs ont déclaré qu'ils ne commanderaient jamais l'armée stipulée, etc. (Ceci est plaisant : qu'importe à Napoléon?) Je ne sais ce qu'il en est.

M. le prince de Schwarzemberg peut fort bien s'être sacrifié au besoin du moment, et avoir fait une bévue apparente en priant son maître de le désavouer ; souvent c'est le devoir d'un ministre d'en agir ainsi, étant bien sûr qu'un maître juste en tiendra compte ou à lui ou à ses héritiers ; mais comme je ne sais rien sur ce fait, je ne dis rien. Au surplus, chaque cabinet est régi par un certain esprit particulier qui va ou qui tend toujours à ses fins et qui n'a rien d'absolument commun avec la morale ni avec aucune affection humaine. Si quelque cabinet paraît, à telle ou telle époque, plus juste qu'un autre, c'est que des circonstances connues ou inconnues l'empêchent d'agir. Il est juste comme l'eunuque est chaste. A cet égard, il faut en prendre son parti, et tout ce qu'on reproche à celui d'Autriche dans cette occasion me paraît une véritable peccadille, comparé à d'autres gentillesses dont je vous esquissais l'autre jour l'intéressant catalogue. — A propos de probité, voici un tour de la bonne espèce que Sa Majesté doit connaître.

L'amiral Tchitchagoff, rentré au conseil et attaché à la personne de l'Empereur avec tous les honneurs de la guerre, a eu, il y a quelque temps, une entrevue extrêmement tendre avec son maître. L'Empereur lui a dit : *Je sais ce que vous avez dit de moi, mais j'attribue tout à un bon motif.* Enfin, monsieur le chevalier, un beau jour M. l'amiral a été nommé plénipotentiaire pour la paix avec les Turcs, qui demeure toujours suspendue. Cette nomination était tenue extrêmement secrète. On a su cependant que l'amiral a eu une scène terrible avec le chancelier, et que, dans le cours de cette conversa-

tion tendre, le mot de *trahison* lui a échappé ; on croit du moins savoir cela. Le chancelier a laissé manquer l'amiral de certains papiers, et comme il est parti d'ici le premier, il a envoyé de Vilna un ordre qui arrêtait Kutussoff, avec de nouvelles instructions relatives à ses pouvoirs primitifs, et un avertissement portant que, *s'il ne signait sur-le-champ la paix, elle allait être signée incessamment par l'amiral Tchitchagoff, qui était sur les talons du courrier.* Ici tout ambassadeur ordinaire ou extraordinaire, tout envoyé extraordinaire, ministre plénipotentiaire, ministre chargé d'affaires, résident ou tout autre honnête homme de cette classe, est tenu de dire comme le valet espagnol : *Comment donc, Monseigneur! je ne ferais pas mieux, moi qui m'en pique.* Là-dessus, savez-vous, monsieur le chevalier, à quoi s'amuse M. le général Kutussoff, au lieu de faire la paix? Il passe les jours et les nuits avec une Valaque dont il est ensorcelé et qui passe publiquement pour être aux gages de la Porte. Vous saurez qu'il a soixante-dix ans et qu'il a eu la tempe percée par un coup de feu qui lui a emporté l'œil et en a fait un des plus charmants hommes qu'on puisse connaître. — Il me paraît impossible que cette affaire n'ait pas de suite. L'amiral est capable de rester à Vilna et de traiter le chancelier comme un laquais, en présence de l'Empereur, et peut-être de le renverser. Il faut connaître l'homme.

N'est-ce pas une chose terrible et bien humiliante pour notre pauvre nature que l'histoire de la politique ne soit qu'un amas de noirceurs et d'iniquités?

— L'Empereur a été reçu à Vilna avec un enthousiasme extraordinaire. Il a pris une attitude très-respectable. Le résultat de la guerre est la famine, mais de ce côté-ci l'on est beaucoup mieux approvisionné que du côté des Français ; de là la tranquillité apparente de Napoléon. Plusieurs personnes très-bien informées croient encore à la possibilité de la paix.

Jamais je n'ai eu l'honneur de vous parler de la Sicile, dont vous êtes plus près que moi ; le duc parle ici fort bien du changement arrivé, du vicariat passager ; on lui répond avec le même sérieux qu'il y met. Le roi, qui avait déjà fait tant de choses pour lui, a eu la bonté délicate, avant de céder les rênes, de faire le fils du duc gentilhomme de la chambre en exercice, ce qui est beaucoup à cette cour. Le duc l'a bien servi, mais il est brillamment reconnu. — *Je confesserai ceux qui me confesseront.*

Mettez-moi, je vous prie, aux pieds de Sa Majesté, et recevez l'assurance de la respectueuse considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, etc.

P. S. Je compte partir demain dans la nuit pour le service de l'Empereur, qui m'appelle à Polock.

Polock, 27 mai/8 juin 1812.

Sire,

Tout est constamment dans un repos inconcevable,

et malheureusement ma position, tant qu'elle durera, ne me permettra guère de suivre les affaires avec quelque succès. Je vis ici comme dans un désert, et sans les RR. PP. Jésuites, dont je respecte pourtant les occupations, il n'y aurait pas ici une seule personne à qui il me fût possible de dire une parole. Le séjour n'aurait pas même été possible pour moi physiquement sans ces messieurs qui m'ont accablé de politesses; ils m'ont à peu près meublé, car il n'y a rien ici. Jusqu'ici je n'ai eu l'occasion de me livrer à aucune occupation intéressante, et le terme de mon séjour dans ce lieu ne se présente point encore à moi, sous aucun rapport. Je croyais, sur les rapports les plus certains en apparence, que les femmes pouvaient sortir de France sans difficulté; j'étais dans l'erreur. Ma femme n'a pu obtenir ni même demander un passe-port à Turin, vu qu'on venait d'en refuser un dans un cas tout à fait semblable. La première lettre que j'ai reçue ici d'elle m'a accablé, car elle m'ôtait à peu près toute espérance. Une seconde m'apprend qu'elle a écrit à Paris et qu'il n'y a rien de désespéré. Pour moi, sire, je crains beaucoup l'étoile qui me poursuit, et j'ai bien peur de n'avoir fait qu'un beau rêve. Si je perds même l'espérance à cet égard, je ne vois plus qu'un malheur égal : ce serait celui d'aller rejoindre ma famille où elle est; mais en évitant ce malheur, ce qui dépend de moi, je ne cesserais pas pour cela d'être l'un des hommes les plus malheureux du monde, en me voyant ainsi mort pour mes enfants si longtemps avant mes obsèques. J'aurai l'honneur de faire connaître en détail à Votre Majesté, comme je le dois, tout ce qui

s'est passé à cet égard du côté de l'Empereur, mais je ne le puis avant d'être de retour.

Au moment où la nouvelle de l'alliance arriva à Saint-Pétersbourg, on la regarda d'abord comme une déclaration de guerre; mais, du côté de la cour, on n'a pu voir qu'un aplomb parfait et une dignité froide parfaitement silencieuse, quoique la légation autrichienne se crût déjà sur la route de Vienne. Cependant quand je suis parti, j'ai pu déjà observer un changement chez ces messieurs : ce qu'il y a de sûr, c'est qu'ils n'ont essuyé (du moins extérieurement) aucun signe de froideur ; et lorsque j'ai pris congé du comte de Saint-Julien, et qu'on s'est dit, comme il était naturel : *Nous reverrons-nous?* il me dit : *La chose est plus probable qu'elle ne l'était il y a quinze jours;* ce qui m'a paru remarquable. En général, pour juger cette puissance dans la nouvelle circonstance qui se présente, il faut voir non ce qu'elle *a promis,* mais ce qu'elle *fera.* Je crois ne devoir blâmer en politique que ce qui est véritablement inique en soi. Si quelque puissance, par exemple, voulait détrôner Votre Majesté pour s'emparer de ses États, rien ne pourrait m'empêcher de donner à ce projet le nom qu'il mérite; quant à ce qu'on ne fait que pour se sauver, il me semble que toutes les puissances peuvent se le pardonner mutuellement, car sur ce point elles ne sont réellement pas libres.

Votre Majesté sait qu'il n'y a plus de Prusse. L'infortuné souverain a, depuis quelque temps, à peu près abandonné la partie. Il a livré sa capitale aux Français et il s'est retiré en Silésie : rien n'est plus digne

d'une respectueuse compassion. Une personne qui entend fort bien ces sortes de choses me disait un jour que ce prince avait fait une très-grande faute de se livrer au plaisir d'entretenir une armée. Cette idée est probablement juste. Le prince qui ne peut avoir que 30,000 hommes à côté d'un ennemi tel que Napoléon, qui en a 600,000, ferait bien de n'en avoir que 300 pour sa police. Les Prussiens se sont vantés d'en avoir 100,000 : on est venu les prendre. Le Roi, pour comble de malheur, n'a pu se déterminer à rien de décisif : s'il avait pris le parti de marcher avec toute son armée sur la frontière de Russie, je crois que l'union se serait faite; mais les deux princes n'ont pu s'entendre. Cette malheureuse Prusse est un champ de désolation qui fait pitié. Tout est détruit, tout est pris. Les paysans ont tué leur bétail, et des officiers se sont brûlé la cervelle. Au milieu de si grands malheurs, Votre Majesté est encore fort heureuse qu'il n'y ait pas du moins prise sur elle : mon chagrin est, comme j'ai eu l'honneur de le lui dire déjà, que ses affaires soient entrelacées, s'il est permis de s'expliquer ainsi, avec celles du monde, et qu'il n'y ait pas jour à quelque intérim en sa faveur. Un autre chagrin que j'ai, c'est de ne pouvoir parler de ses affaires avec personne : l'égoïsme est partout, c'est la loi du monde; je voudrais de tout mon cœur que le subside pût être porté au niveau du change, ce qui le quadruplerait, ainsi que celui de l'auguste beau-frère de Votre Majesté, mais dans ce moment, cette augmentation a effrayé. Cependant, si le change tombait encore, et beaucoup, pourrait-on avec dignité l'ac-

cepter?... Je m'arrête, sire. J'ai fait les signes convenables, mais sans indiscrétion, car j'aurais choqué sans profit pour Votre Majesté. Il suffit qu'elle sache que jamais je n'ai perdu cet objet de vue.

La misère et la disette sont extrêmes sur cette frontière comme au delà. On ne peut concevoir comment ces immenses armées vivent. S. M. l'Empereur a bien un avantage par son attitude, mais qu'arrivera-t-il, et que produira la faim? C'est ce que je ne puis dire. Point de nouvelle de la Turquie ni de l'ouverture des ports; c'est le mystère des mystères, et tout le bon sens humain s'y perd.

Je me recommande de nouveau aux bontés de Votre Majesté, en la priant d'agréer, etc.

P.-S. Il paraît qu'on ne peut guère douter dans ce moment des plans de Napoléon. Il espère que l'Empereur se consumera lui-même; il compte sur la continuation de la clôture des ports, sur la chute absolue du commerce qui en est la suite, sur la chute absolue des billets qui sera *la suite de la suite,* sur la disette, les maladies, les désertions, etc., etc. Après quoi il attaquera. La récolte de cette année influera peut-être beaucoup sur les événements; l'année dernière elle a été nulle, cette année on ignore encore ce qu'il en sera; la végétation est retardée au point qu'au moment où j'écris, il n'y a pas encore, ici à Polock, un brin d'herbe dans les jardins. Les impôts en 1812 paraissent avoir été portés au maximum. Cet état peut-il durer? C'est ce que je n'oserais nier ni affirmer. Beaucoup de gens, surtout dans les pays étrangers, disent : Pourquoi se

consumer inutilement? pourquoi ne pas attaquer? Ces idées se présentent en effet assez naturellement; cependant, croit-on que l'Empereur ne soit pas aussi affamé de gloire que tout autre prince jeune et puissant? Il connaît son monde et ses affaires; s'il ne veut pas commencer, je ne prendrais pas sur moi de le blâmer.

Peu de temps avant mon départ l'ambassadeur de France envoya assurer une jeune épouse de ma connaissance, dont le mari avait joint l'armée, qu'elle pouvait parfaitement se tranquilliser et qu'il n'y aurait point de guerre. Il y a beaucoup d'intention dans ce message, car cela veut dire : il n'y aura point de guerre, parce que mon maître ne la veut pas. Cet ambassadeur est précisément l'antipode du précédent. Nul orgueil, nulle violence, nulle action sur l'esprit des hommes. L'autre avait tout cela. On criait beaucoup à la faiblesse, à la bassesse, sur le ton d'amitié dont le premier jouissait à la cour, et sur la manière dont le traitait le chancelier; mais, à mon avis, c'était là ce qu'on appelle en français *une bêtise*, car ce traitement était précisément dans les règles de la plus savante politique : il avait pour but de lui faire perdre son crédit à Paris, et en effet, c'est ce qui est arrivé.

Je me suis séparé en fort bon ami du ministre d'Autriche, et le fameux dîner dont j'ai eu l'honneur de rendre compte à Sa Majesté n'a pas amené le moindre nuage; cependant, en y regardant de près, il m'a toujours paru certain que le ministre de Votre Majesté est pour quelque chose dans ses instructions, et qu'il n'a pas cessé de s'observer. Encore une fois, je fais abstraction des liai-

sons de famille et de ce qu'on appelle la *maison* : j'ai assez fait mes protestations sur ce point; mais le *cabinet* va son train et ne nous aime pas.

L'Empereur m'a demandé le plan d'un édit pour le rétablissement du royaume de Pologne et d'un manifeste pour l'annoncer; je l'ai fait. Je ne vois pas cependant que pour le moment il faille s'attendre encore à aucun résultat.

Polok, 22 juin / 3 juillet 1812.

Sire,

Le 12 juin N. S. je suis parti pour Wittebsk, résidence de Son Altesse Royale Monseigneur le prince Alexandre de Wurtemberg, oncle de Sa Majesté Impériale et gouverneur général de la Russie blanche. J'ai cru qu'il était de mon devoir, puisque je devais séjourner si longtemps dans l'étendue de son gouvernement, d'aller lui faire ma cour. J'ai été reçu avec une extrême bonté : il ne m'a presque pas été possible de sortir de son hôtel pendant mon séjour, qui a été très-court, car le lendemain j'étais rendu à mon poste, éloigné de Wittebsk de 120 verstes.

Le 22 N. S., seconde fête de la Pentecôte, le prince est venu à son tour à Polock, où il a honoré de sa présence et de toute son attention l'inauguration de la nouvelle académie ou université confiée aux révérends pères Jésuites, et dont j'ai eu l'honneur de parler à

Votre Majesté. Le diplôme de Sa Majesté Impériale fut porté en procession par l'évêque de Minsk, qui officiait, d'une salle basse de l'académie jusqu'à l'église, à travers la grande place. Ce diplôme est un petit livre de format in-folio et de cinq feuillets seulement ; il a coûté 2,000 roubles. Celui du lycée de Czarsko-Celo en a coûté 5,000 ; mais les révérends pères sont économes. La cérémonie de l'inauguration commença par une grand'messe à laquelle M. le prince, qui est protestant, assista avec une décence remarquable. Je ne quittai pas ses côtés pendant cette longue cérémonie, qui me parut très-propre à exercer une tête philosophique. Lorsque la cour très-chrétienne, la cour catholique et la cour très-fidèle crurent devoir commander à Clément XIV une bulle fameuse, qui aurait dit aux uns et aux autres qu'une telle chose se passerait dans un tel pays? Incroyable bizarrerie des événements humains! Et qui sait encore ce qui arrivera ici? Car rien n'est plus incertain, comme Votre Majesté le verra bientôt.

Rien n'égale la politesse recherchée, la bienveillance et l'instruction de ce prince ; mais je doute que la Russie blanche en jouisse longtemps.

La guerre a commencé à la fin de juin ; l'Empereur était à Vilna et Napoléon à Varsovie. Il y a eu d'abord une foule d'envoyés de part et d'autre, et (Votre Majesté pourrait-elle le croire?) l'Empereur s'attendait encore à une déclaration formelle et à des formes anciennes. Personne, à cet égard, ne veut se corriger ni s'instruire. Au surplus, comme Sa Majesté Impériale ne voulait pas

absolument commencer, il n'y a pas grand mal. Napoléon est donc parti de Varsovie avec 100,000 hommes; il s'est avancé rapidement jusqu'à Covno, où il a passé le Niémen à gué, la nuit (j'ignore la date précise), et, le 25 juin, il est entré à Vilna, vingt-quatre heures après que l'Empereur en était parti emportant avec lui tout ce qui pouvait être emporté, jusqu'aux instruments de physique et de mathématiques de l'Université. Par ce mouvement, les Français se jetaient entre l'armée de l'Empereur et celle du prince Bagration, dont j'ai eu l'honneur de marquer la position à Votre Majesté. Il y a même des militaires qui soutiennent que la réunion n'est plus possible; mais j'espère qu'ils se trompent. A l'ouverture de la campagne, nous avons vu se déployer un plan auquel personne ne s'attendait : c'est celui de harasser Bonaparte et de lui faire une guerre espagnole, sans livrer bataille. La Pologne est abandonnée systématiquement. Les Russes, en se retirant devant les Français, détruisent ou emmènent tout; ils ne laissent pas un cheval, une vache, un mouton, une volaille. Les Français arrivent, de leur côté, comme des bêtes féroces et affamées; ils vont sans souliers, sans habits, sans paie et sans pain, enfin avec leur fusil, qui est toujours excellent et qu'ils déposent en arrivant pour se répandre dans toutes les habitations et y saisir tout ce qui a pu échapper à la plus savante destruction. Le principal auteur du système russe est un officier prussien nommé Pruhl, espèce de professeur de tactique ancienne, et qui s'est fort avancé dans la confiance de l'Empereur; il s'est immortalisé par la prédiction qu'il a faite à Saint-Pé-

tersbourg au commencement de la guerre d'Espagne, *que les Espagnols ne pouvaient pas résister une année.* Au reste, sire, il peut très-bien se faire qu'une de ces vieilles machines militaires, qui n'ont guère plus d'esprit qu'un canon, se trompent dans les occasions où il faut surtout apprécier ce côté moral de la guerre dont la connaissance profonde distingue surtout le véritable général ; mais il ne s'ensuit pas que dans certaines occasions ordinaires où il ne s'agit que du matériel, une telle machine ne puisse avoir parfaitement raison. Et dans ce cas, par exemple, je ne voudrais pas me presser de condamner le plan qu'on a choisi ; on m'assure déjà que les Français sont furieux, parce qu'ils s'étaient flattés de finir la guerre en deux mois et par une seule bataille. L'armée de Napoléon n'a guère qu'un cinquième de Français ; le reste est composé d'Allemands, de Polonais, d'Italiens, de Piémontais et d'Espagnols. On se forme aisément une idée du patriotisme de ces gens-là. Lorsque deux prisonniers de guerre espagnols ont entendu dire (ceci est parfaitement imaginé) que l'Empereur les enverrait chez eux, ils ont dit que si les autres savaient cela, ils déserteraient tous. L'armée française, suivant tous les avis, est réduite à la plus terrible disette. Deux officiers qui sont allés de Vilna à Covno porter quelques paroles à l'ennemi ont observé, en comptant chacun de leur côté, dans un espace de quelques milles, huit cents cadavres de chevaux français. De ce côté, au contraire, tout va bien sous ce rapport : chevaux et hommes, tout est dans l'état le plus florissant. Certainement, sire, si Napoléon

s'avance il se met dans un bien grand péril; car s'il se voyait obligé de faire une retraite comme celle de Masséna en Portugal, il n'en serait pas quitte à si bon marché, quoique cela ait coûté bien cher à l'autre : comment se retirer dans une plaine immense, devant une formidable cavalerie toute fraîche? Je ne me permets donc de rien dire sur le plan en général. J'y vois bien le danger de décourager le soldat, qui n'aime pas à reculer toujours; mais on a soin de lui faire comprendre qu'il recule parce qu'il le veut bien. Jusqu'à présent, l'esprit est fort bon, la tenue excellente, et toutes les fois qu'il y a eu des rencontres inévitables d'avant-postes, les Russes ont eu le dessus. Le quartier général de l'Empereur sera dans deux ou trois jours sur la rive droite de la Duna, vers l'embouchure de la Drissa, à soixante verstes de moi. Je ne sais si l'Empereur voudra ou pourra défendre la Duna. Il a dit, à ce qu'on m'assure : *Je le mènerai, s'il veut, jusqu'au Volga.* Je ne doute pas que Napoléon ne fasse l'impossible pour amener une bataille décisive; mais si l'Empereur recule encore, le suivra-t-il? Si Votre Majesté jette les yeux sur la carte, elle verra qu'il aurait alors le prince Bagration sur les épaules, avec des forces énormes. Ceci passe ma conception.

Napoléon, en entrant en Russie (ou dans la Pologne russe), a fait imprimer une adresse à ses troupes, dans laquelle, après avoir accusé la Russie de tous les torts qu'il a lui-même, il termine en leur disant *qu'il va en très-peu de temps éteindre pour jamais l'influence que la Russie s'est arrogée sans raison en Europe depuis cinquante ans.*

Le général Balachoff, gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg, étant allé à Covno s'aboucher, par ordre de l'Empereur, avec Napoléon, celui-ci lui dit entre autres choses curieuses : « Qu'est-ce que votre Empereur fait à la tête de ses armées? Qu'il demeure tranquille dans sa capitale, pour gouverner ses États ; *quant à moi, c'est différent ; je fais mon métier.* » Je crois bien qu'il avait raison ; mais si quelque chose pouvait m'en faire douter, ce serait précisément son assertion.

Il ajouta : « Il fait là une guerre qui déplaît à tout le monde, à ses amis mêmes, aux Anglais, et *même à ses troupes.* » Balachoff prit la parole : « Ah ! pour cela, sire, je demande pardon à Votre Majesté, les Russes font la guerre de grand cœur et ne demandent qu'à en venir aux mains avec vous. » Il ne répliqua rien.

Par ce que j'ai eu l'honneur de dire à Votre Majesté jusqu'ici, elle voit que le sort de la Russie blanche même est fort douteux, et que les Français pourraient bien faire une visite à la nouvelle académie et casser une glace fondue hier. C'est le siècle des destructions, et c'est déjà un grand et terrible phénomène que le spectacle des Français combattant en Russie. — Je me tiens prêt à tout événement pour n'être pas surpris quoi qu'il arrive.

Le général Benningsen, qui avait livré les batailles de Pultusk et de Pressich-Eylau et qui vivait sur ses terres, est rentré au service et se trouve à la suite de l'Empereur. Le général d'Armfelt, suédois, dont les terres sont en Finlande et qui, par cette raison, a passé au service de Sa Majesté Impériale, est aussi à sa suite

avec le titre d'adjudant général. Le marquis Paulucci est quartier-maître général de l'armée même de l'Empereur. Il pousse sa carrière inouïe toujours avec le même bonheur, et la manière audacieuse et écrasante qu'il a adoptée lui a réussi parfaitement jusqu'à ce moment. Je connais de lui des traits d'audace qui paraîtraient fabuleux à Votre Majesté et qui sont cependant très-certains. S'il a des succès, il élèvera le ton. Je n'ai jamais rien connu d'égal à ce caractère. Je ne sais quelle est son opinion sur le plan de guerre adopté, mais une personne qui vient de l'armée m'assure qu'il est blâmé par le général Benningsen.

La paix est faite avec les Turcs, elle a été ratifiée par le vizir; mais la ratification du sultan n'est point encore arrivée au moment où j'écris. Le général Andréossy étant allé à Constantinople, qui sait ce qui arrivera encore? On sait que, par cette paix, la Russie s'avance jusqu'au Pruth et qu'elle restitue le reste de la Moldavie et toute la Valachie. On sait de plus que l'indépendance de la Servie est assurée *sous la protection de là Russie.* L'honneur de cette dernière puissance est donc parfaitement à couvert. On nous a débité de plus que la Turquie s'engageait à maintenir sur sa frontière une armée de 100,000 hommes pour surveiller l'Autriche; je croirai à cet article lorsqu'il sera imprimé dans la *Gazette de la Cour.* J'ignore encore si c'est l'amiral Tchitchagoff qui a fait la paix, ou s'il l'a trouvée signée. Sa Majesté impériale l'a revêtu d'un grand pouvoir de terre et de mer, car l'armée et la flotte de la mer Noire sont à ses ordres et il est gouverneur des provinces *circum-*

danubiennes, sans que je connaisse encore les limites de ce gouvernement.

A Vienne, quoiqu'on n'aime point la Russie (il s'en faut infiniment), on fait néanmoins dans ce moment des vœux pour elle. Le prince de Schwarzemberg est, je crois, le seul Autrichien parfaitement francisé; on a opéré cette conversion à Paris où l'on s'y entend. C'est lui, je pense, qui commande les troupes autrichiennes qui sont dans le grand-duché de Varsovie, et peut-être est-il destiné à entrer en Russie. La manière dont cette puissance alliée de la France agira dans cette occasion sera un spectacle très-intéressant. Sa Majesté l'Empereur d'Autriche a cédé et cédera peut-être encore sur des points bien importants, mais il y allait de son existence : combien de choses il a faites, pendant son règne, contre ses intentions les plus formelles! Ce sera une distinction bien triste pour notre siècle, sire, que les plus grandes vertus des souverains y soient rendues inutiles aux peuples, d'abord par un esprit coupable qui a pénétré dans les cabinets et contrarié ces vertus, et ensuite par cette terrible révolution qui a tout anéanti, surtout le pouvoir de faire le bien.

Jusqu'à présent, sire, on ne s'aperçoit point encore qu'aucun général ait pris un ascendant qui soit victorieux de tous les autres. L'Empereur se croit décidément inférieur aux Français du côté des talents, et c'est par cette raison qu'il a imaginé de limer leur force au lieu de la rompre. Je ne dis pas que ce plan soit le meilleur, car la guerre n'est pas mon métier, mais je dis seulement que si Sa Majesté Impériale fait exécuter invariablement ce

plan par tous ses généraux, tous considérés comme de simples aides de camp, il y aura du moins une véritable unité, un ensemble militaire, et que cela vaudra mieux que des moitiés ou des quarts de plans mêlés et pour ainsi dire cousus ensemble.

Il arrive rarement, sire, que dans des circonstances telles que celles où nous nous trouvons et dans un lieu surtout aussi perdu que celui où je me trouve dans ce moment, on puisse écrire une lettre entière sans avoir quelque chose à corriger; on m'assure, par exemple, pendant que j'écris celle-ci, et je crois l'avis très-sûr, que les Russes n'ont rien enlevé de l'Université de Vilna et qu'il est faux que les Français souffrent de la disette autant qu'on le dit. Le fait est que Napoléon, qui sait son métier, recueille ses forces, et que lorsque toutes ses colonnes seront prêtes, il donnera un des plus grands coups de collier qu'il ait jamais donnés de sa vie, et qui le portera peut-être sur la Duna. Sa Majesté peut attacher ses yeux sur cette rivière qui sera sûrement célèbre d'une manière ou d'une autre dans l'histoire.

La nécessité de demander des passe-ports à Paris, même pour se rendre dans un pays allié, ayant conduit ma femme jusqu'à la déclaration de la guerre, je regarde cette affaire comme manquée, et de plus je crois qu'elle l'est pour toujours, car il y a des moments qui ne se répètent guère dans la vie; j'ai subi, pendant la mienne, peu de coups aussi sensibles.

Je me rappelle avoir eu l'honneur d'écrire à Votre Majesté que mes occupations philosophiques dans ce pays et ma correspondance occuperaient beaucoup un

et même deux secrétaires; j'ai répété la même chose à M. le chevalier de Rossi de particulier à particulier. Une lettre de ma sœur me ferait soupçonner que cela a été pris pour une demande détournée pour avoir un secrétaire. Je me hâte, sire, de repousser une telle interprétation. Je manquerais tout à fait de délicatesse et presque de sens commun si je demandais un secrétaire à Votre Majesté; elle sait assez, d'ailleurs, que je ne demande rien obliquement. J'ai constamment eu l'honneur de lui adresser directement toutes mes demandes sur ce qui a pu m'être nécessaire depuis dix ans; j'ai constamment été refusé, même dans les choses parfaitement indifférentes et dont le refus paraissait une preuve certaine de mécontentement; mais j'ai pensé aussi que ces demandes directes avaient peut-être quelque chose qui pouvait ne pas paraître assez respectueux et qui, par conséquent, serait très-condamnable; d'un autre côté, sire, cette nécessité de n'aborder les princes que d'une manière indirecte amène les intrigues, les cabales, les manœuvres de toute espèce qui trompent et tourmentent les souverains à mesure qu'ils sont bons et justes comme Votre Majesté, de manière qu'il y a beaucoup de pour et de contre. Le fait est, sire, que non-seulement je n'ai point pensé à demander un secrétaire à Votre Majesté, mais qu'un secrétaire dans ce moment serait un fléau pour moi.

Saint-Pétersbourg, 6/18 juillet 1812.

Sire,

J'avais préparé les feuilles ci-jointes à Polock, où je croyais faire encore un assez long séjour ; mais je me trompais fort. Votre Majesté aura la bonté de se rappeler ce que j'ai eu l'honneur de lui dire : que j'avais mis pour condition expresse *que dans les services que je croirais pouvoir rendre, je ne pourais avoir aucun secret pour Votre Majesté.* Je partis pour Polock avec cette déclaration, et dans les lettres écrites de cette ville à Votre Majesté et non chiffrées, j'affectais de témoigner de l'inquiétude à raison de l'ignorance absolue où je devais être longtemps des sentiments de Votre Majesté ; ils ont lu tout cela, car ils lisent tout. Pendant cinq semaines on ne m'a pas donné signe de vie, et je crois que tout ce temps a été employé à lire mes lettres actives et passives. Alors j'ai reçu une lettre fort obligeante (le 14 mai) par laquelle on me demandait, entre autres choses, si je n'avais pas besoin de papiers publics dans ma solitude, etc. En répliquant à cette lettre, je fis part qu'on me conseillait beaucoup de changer de place, mais que je ne remuerais point sans un avis officiel. Je passai encore quelque temps en pleine inaction, et finalement, le 7 juillet, un courrier m'apporta une lettre écrite la veille à Milachova, par laquelle on m'avertissait qu'il était temps de partir et qu'*à la réception de la lettre* je ferais bien de m'acheminer vers la capitale. La lettre était courte, froide et même un

peu gênée. Je crus y voir un reproche et même une déclaration formelle qu'on ne voulait point d'un confident qui en avait un autre. L'adresse surtout me frappa ; elle portait : *A Son Excellence, etc., ministre de Sa Majesté le Roi Sarde.* Or cela était nouveau, car dans tous les offices possibles j'ai toujours lu *Sa Majesté le Roi de Sardaigne,* ou plus communément, *Sa Majesté Sarde.* A la vérité, la lettre ne partait pas d'une main ministérielle, mais elle était écrite par l'un des principaux personnages de la cour, et si les hommes de cet ordre sont inférieurs aux autres en connaissances acquises, ils les surpassent certainement par le tact et le sentiment des convenances; ainsi je devais croire qu'il y avait de l'intention dans cette adresse et qu'elle signifiait *: vous êtes bien fou,* etc. Cependant, comme il n'y avait rien de clair, je ne pouvais pas non plus me fâcher. Je répondis le 8 juillet par une lettre courte que je couvris seulement d'un léger vernis de tristesse, et je partis. Arrivé ici le 1er/13 de ce mois, je crus devoir répondre un peu plus longuement le 16, en partant de ce principe qui me paraissait incontestable : *qu'on avait pris de l'ombrage et que je ne pouvais en imaginer d'autre cause que ma correspondance avec Votre Majesté.* Dans le courant de la lettre j'ai amené cette phrase ou ces phrases : « Vous me paraissez croire, monsieur le comte, que je n'ai pas une idée nette de l'état des choses. Votre Excellence est très-fort dans l'erreur ; je sais très-bien que sur la ligne que je suis, je ne puis attendre qu'une vieillesse déplorable, des privations de tout genre et une mort funeste loin de tout ce qui devrait m'entourer ; et

je sais que, d'un autre côté, je pourrais rencontrer tout ce qui peut flatter l'ambition de l'homme » (il faut bien leur parler ainsi, mais Votre Majesté verra plus bas que j'en doute un peu) ; « mais dites-moi, je vous prie, si la Providence, qui en est bien la maîtresse, avait frappé sur votre puissant maître et l'avait réduit au Kamschatka, *on ne manquerait pas de l'appeler l'Empereur Kamschadale; car c'est la mode, je ne sais pas trop pourquoi, de tirer sur les souverains malheureux.* Cependant, monsieur le comte, vous laisseriez dire et vous augmenteriez de zèle et d'exactitude, etc. » A peine avais-je achevé cette lettre que j'en ai reçu une autre, écrite *par ordre,* en réplique à la mienne du 8, pleine de telles marques d'estime et d'approbation, qu'en vérité, sire, il ne m'est pas permis de les copier. Qu'est-ce que signifie tout cela? C'est ce qu'il ne m'est pas possible de déchiffrer à fond. Je crois qu'il y entre de la délicatesse; la mienne m'avait décidé à ne pas révoquer mes offres de retraite, au risque d'empêcher ma femme de me rejoindre, mais une autre délicatesse a peut-être fait craindre de m'exposer. Je n'ai vu d'ailleurs paraître aucune pièce de ma façon, et il paraît qu'on a d'autres choses à faire. Pour mes intérêts cette tournure est meilleure. Quoi qu'il en soit, il me suffit de m'être tenu invariablement attaché à deux principes incontestables : 1° étant ministre d'une puissance amie, il n'y avait nulle raison de refuser mes services dans les choses qui regarderaient l'intérêt commun; 2° point de secret à l'égard de Sa Majesté le roi de Sardaigne, mais seulement la promesse de ne communiquer aucune pièce,

étant sûr que cette réserve serait approuvée par le Roi lui-même. D'ailleurs, tout demeurait conditionnel jusqu'à sa réponse.

Quoique ma longue lettre du 16 eût pu sembler parfaitement inutile après celle qui m'est venue chercher ici, je l'ai cependant envoyée en disant dans une autre *que je n'étais pas fâché qu'on vît clairement ce qui s'était passé dans mon cœur*. Je verrai comment on aura pris l'*empereur Kamschadale*. Au reste, sire, peut-être qu'une politique un peu hardie aurait conseillé de promettre le secret invariablement *pour toutes les choses indifférentes au service de Votre Majesté*. Car la confiance accordée à un étranger par le gouvernement de l'univers le plus soupçonneux après celui de Pékin, est une chose unique, et il fallait peut-être pousser cette bonne fortune; mais je n'ai point de confiance. Votre Majesté m'aurait très-probablement désapprouvé, et ce qui est pire pour moi, elle n'aurait pas répondu. Je m'en suis donc tenu au certain. J'oserais croire que, dans cette occasion, il serait à propos que Votre Majesté daignât m'écrire quelque chose d'ostensible et d'agréable à Sa Majesté Impériale sur la confiance qu'elle m'a accordée, et de plus quelques mots chiffrés qui me feraient connaître plus particulièrement les sentiments de Votre Majesté, afin que je m'y conforme, s'il y a lieu, dans les temps à venir. Cette idée, au reste, est soumise entièrement à la profonde sagesse de Votre Majesté.

Dans ces circonstances assez extraordinaires, mon chagrin constant est toujours de sentir que je ne suis

pas fait pour Votre Majesté. J'ai très-peu l'honneur d'être connu d'elle, je n'ai jamais eu celui de l'approcher que d'une manière très-fugitive. Elle ne me connaît guère que par des lettres écrites le plus souvent dans une situation d'esprit si violente que je n'en avais nulle idée et que je l'aurais ignorée toute ma vie sans mes relations ministérielles. Je suis donc non-seulement *peu*, mais *mal* connu de Votre Majesté. Elle sait d'ailleurs que les préjugés tiennent aux langues. Tout ce qui parle français tient au delà de toute expression à de certaines formes qui nous tiennent lieu de tout, tandis qu'au delà des Alpes tout ce qui peut s'appeler *caresse* paraît contraire à la dignité. Qu'y faire, sire? Un habitant du Sénégal pourrait tout promettre à Votre Majesté, même de donner sa vie, mais non de changer de couleur. Je sens en moi ce préjugé gaulois et je ne puis le chasser. Le défaut absolu de protection extérieure, qui à la fin est devenu solennel, m'afflige moins que l'inexplicable silence et la politique sombre dont je suis l'objet. Je suis traité à peu près comme un conjuré; on n'ose plus m'écrire, et le système général a été perfectionné au point qu'il est défendu enfin de m'accuser la réception de l'argent que j'envoie, même pour des causes extraordinaires. Je me rappelle toute ma correspondance de dix ans; je n'y vois pas un mot de confiance ni de douce approbation. Je ne crois pas, sire, que jamais je puisse devenir agréable, et souvent il m'est arrivé de faire ce raisonnement qui me paraît incontestablement juste : *Si le sujet trouve insupportable pour son tempérament moral tel ou tel principe adopté à son*

égard, le maître a bien plus de droit de trouver insupportable l'homme qui s'avise de trouver cela insupportable. C'est ce qui m'a constamment fait désespérer, sire, d'obtenir aucun succès auprès de Votre Majesté, et je n'ai cessé de croire que j'avais le malheur de lui déplaire. Or une saine politique paraissant exiger ou qu'elle cesse d'employer l'homme qu'elle craint, ou qu'elle cesse de craindre l'homme qu'elle emploie, malgré mon extrême penchant pour le second parti j'ai été le premier à débarrasser Votre Majesté de tous les liens que lui imposerait sa bonté, tant je crains de lui être à charge et de la fatiguer ici sans que peut-être elle veuille me le dire. Il ne tiendrait qu'à moi, sire, de manger l'argent de Votre Majesté tranquillement, sans m'inquiéter de ses sentiments; mais ce parti est peu conforme à la délicatesse, et je n'ai cessé de souffrir en songeant que je n'étais pas l'homme qui convenait à Votre Majesté. Au reste, sire, je parle en cela non-seulement *sans* intérêt, mais de plus *contre* mes intérêts; car malgré les preuves multipliées de bonté et d'estime que j'ai reçues dans ce pays, il n'est pas trop démontré qu'à mon âge, et ne sachant pas la langue du pays, je fisse une fort belle figure à ce service; ainsi je m'en réfère uniquement aux convenances de Votre Majesté, que je dois avoir en vue, comme ministre, avant les miennes.

Voici maintenant, sire, comment les choses se sont passées quant à l'argent.

Le G. M. m'ayant demandé quelle somme m'était nécessaire pour commencer mon établissement, j'au-

rais dû répondre 50,000 roubles, et suivant les idées et les usages du pays, il n'y avait pas la moindre difficulté; mais je suis toujours le même; je répondis : 5 *ou* 6,000 *roubles pour mes voitures*. Le G. M. ne répliqua rien, mais le maître se mit à rire et le surlendemain il me fit remettre dans un paquet simplement cacheté à mon adresse, 20,000 roubles, dont voici la distribution :

Deux voitures	5,700
Schalls et autres parures nécessaires	2,000
Meubles	3,000
En remplacement de l'argent de Genève dû à Votre Majesté, et dont je m'étais servi pour l'équipement de mon fils et autres embarras	8,000
Voyages à Polock-Wittebsk et retour (à peu près)	1,200
Total	19,900

J'ai tremblé plus d'une fois, sire, en voyant dans quel embarras j'aurais été jeté si ma femme était arrivée, car son voyage m'aurait coûté 12,000 roubles (le rouble et le franc sont toujours synonymes). Maintenant je ne suis pas plus riche, mais je suis mieux fourni ; j'espère, d'ailleurs, pouvoir revendre la voiture des dames et les schalls.

Je n'ai plus d'espérance d'avoir ma famille, et mon frère n'a voulu demander ni un retard, ni un congé pour se marier. Il y avait deux ou trois fois plus de

temps qu'il ne fallait; mais les supérieurs n'ayant pas offert le retard, il n'a pas voulu le demander. Seulement, avant de partir, on a fait dans la chapelle de la princesse Chakaskoï, tante de la demoiselle, certaines fiançailles qui sont irrévocables suivant les lois du pays. Telle est notre situation dans le moment présent.

Mademoiselle Zagriatsky tenant à tout dans ce pays, si le mariage s'effectue j'aurai ici une espèce de famille. Je tâcherai ensuite de faire venir la mienne quand et comme je pourrai. Je compte de plus céder tout ce que j'ai à mon fils, puisque son caractère est heureusement tel que je n'ai rien à redouter de cet acte. Avec mes petites économies et les secours de mes amis, j'ai le projet de lui faire acheter quelque petite ferme environnée d'un désert, en Crimée ou dans quelque autre gouvernement éloigné : le temps et le commerce pourront améliorer cette possession. Moi, je demeurerai nu dans le monde, toujours attaché à la personne de Votre Majesté, et mon fils, en sa qualité d'officier au service de Sa Majesté Impériale, pouvant acquérir sans naturalisation, il sera lui-même attaché et détaché le moins possible. C'est ce qui me paraît le plus décent et le plus praticable dans les circonstances affreuses où nous sommes, pour tenir à ce globe par quelque point et laisser à nos enfants un coin où ils puissent dormir chez eux. Mon ambition a fini par se borner là, et comme Votre Majesté voit, elle n'est pas indiscrète.

Pendant que j'écris ces feuilles, le temps continuant à s'obscurcir de plus en plus, je ne sais pas trop ce qui arrivera si Sa Majesté Impériale s'obstine à commander

ses troupes. Tout est possible, même une fuite en Angleterre, si elle est praticable : cependant il ne faut pas se presser de croire à ces extrémités.

. . . 1812.

Monsieur le comte,

La lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 20 mars dernier m'est parvenue à Polock, dans la Russie blanche, où j'ai passé les mois de mai et de juin. C'est aussi de Polock que j'ai eu l'honneur de lui adresser à la hâte ma dernière dépêche à Sa Majesté.

Je ne saurais trop vous remercier, monsieur le comte, des nouvelles que vous me donnez de la Sardaigne ; je voudrais qu'elles fussent meilleures sur l'article des subsistances premières dont la disette frappe d'une manière si sensible sur les revenus de Sa Majesté...

Beau sujet de méditation ! l'un des pays les plus fertiles de l'univers est l'un des plus sujets aux disettes ; il est couvert de bétail et l'on manque de laitage, etc., etc. C'est l'effet de sa législation et de ses préjugés. J'ai étudié pendant trois ans ce malheureux pays ; tous ses vices sont ses lois, et toutes ses lois sont ses vices. Il ne peut être régénéré et mis en valeur que par une puissance opulente, savante et entreprenante. Ce serait, par exemple, une œuvre anglaise.

... Je suis bien aise, comme vous sentez, monsieur le

comte, que Sa Majesté soit là, puisqu'elle y trouve au moins l'indépendance qui est seule un avantage inestimable; mais tout le reste manque, et, pour le moment, je ne vois pas de remède.

Les papiers anglais, dont nous étions privés depuis longtemps, m'ont procuré tout à coup, depuis que les circonstances ont changé, une lecture des plus intéressantes; j'y ai vu avec la plus grande surprise tous les détails du crime exécrable commis sur M. Perceval. On nous avait d'abord donné l'assassin comme un catholique fanatique qui avait voulu punir sur la personne de M. Perceval l'obstination de ce ministre contre le bill d'émancipation; j'ai vu avec plaisir qu'il n'en était rien. D'après le procès de ce malheureux Billingham, que j'ai lu fort attentivement, il me semble qu'il y avait bien quelque chose d'un peu dérangé dans cette tête. Au reste, monsieur le comte, comme le bien dans ce monde naît souvent du mal, cette mort pourrait bien en fournir un nouvel exemple.

Je passe aux nouvelles de ce pays, qui intéressent tout le genre humain; vous avez déjà entendu des choses très-tristes, mais sans répéter tout ce que j'ai eu l'honneur de dire à Sa Majesté sur cette époque extraordinaire, je me contente d'adresser à Votre Excellence un aperçu général.

L'empereur de Russie, monsieur le comte, a exposé son existence et celle de l'empire, et même il n'est point à beaucoup près hors de danger pour s'être compromis personnellement avec Napoléon. Ce n'est pas sans une grande raison que les souverains ne traitent point leurs

affaires personnellement (sauf des cas très-rares et plus rarement encore heureux pour les peuples) ; il n'est pas bon du tout qu'on puisse tâter pour ainsi dire un souverain, le circonvenir, le tromper, le deviner, le compromettre, etc. Il vaut beaucoup mieux que tout se passe entre les ministres. Si nous faisons bien, l'honneur est au prince de qui nous tenons la puissance et les institutions; si nous nous trompons, on nous redresse ou on nous désavoue. L'Empereur, pour son très-grand malheur, s'est écarté deux fois de cette règle, à Tilsit et à Erfurth. Le *Dæmonium Meridianum* a fait un tel effet sur son esprit, il a imprimé une telle idée de science, de puissance et de supériorité militaire, qu'il n'y a plus moyen d'effacer ni même d'affaiblir cette impression puissante, fortifiée d'ailleurs par les scènes malheureuses d'Austerlitz et de Friedland, où ce grand et excellent prince alla chercher des désagréments uniquement dus à sa présence. Malheureusement ces deux défaites n'ont pu arracher de son esprit le préjugé fatal qu'un souverain doit faire la guerre en personne, et cette fois encore il a voulu tenter fortune. Alors monsieur le comte, qu'est-il arrivé? Ce qui arrive toujours. Dès que le système du maître est connu, il se trouve tout de suite un homme qui bâtit sur ce système un plan de faveur et de fortune pour lui-même. Un Prussien de mauvais augure, un certain général Pruhl, la tête pleine de vieille tactique et de vains souvenirs, est venu comme tant d'autres chercher fortune ici, et ce *maçon* a été pris pour un *architecte*. Il s'est emparé de l'esprit du maître, et lui a proposé un plan purement défensif,

selon lequel on reculerait constamment devant Napoléon en l'attirant dans le cœur du pays et le minant peu à peu, sans jamais livrer de bataille décisive, système qu'il a appuyé de l'exemple de l'Espagne, mais sans aucun fondement. D'un autre côté M. le chancelier, n'abandonnant jamais ses projets de négociation, favorisait encore les systèmes de lenteur. Napoléon avait beau jeu, comme vous voyez. Il en a profité pour exécuter le plan, qu'il avait conçu depuis longtemps, de marcher droit sur Moscou. La Russie et la Pologne appelaient l'empereur de Russie à agir; toujours il a dit : Je ne veux pas être l'agresseur. Belle morale, en vérité, avec un adversaire aussi consciencieux! Celui-ci est donc arrivé tranquillement jusqu'aux bords du Niémen. Là, il a amusé l'Empereur et son chancelier par de vaines négociations, puis il a traversé ce fleuve sans coup férir, et le 25 juin il est entré à Vilna, chassant devant lui l'Empereur qui à peine eut le temps de plier sa vaisselle. Son projet était, par ce mouvement brusque, de couper plusieurs corps et de s'emparer des magasins. En cela il ne réussit point du tout; tous les généraux firent leur devoir (quoique très-éparpillés), tous se réunirent auprès de l'Empereur à Sventziany, et tous les magasins furent sauvés; mais le prince Bagration, qui était sur la droite, entre Litovsky et Kobrin (gouvernement de Grodno), avec une armée considérable de 80,000 hommes au moins, se trouvait absolument séparé de la grande armée. L'Empereur et celui-ci se retirèrent tranquillement par Sventziany, Vitsy, Opra, etc., sur Drissa où l'attendait un camp

fortifié dans lequel le système prussien plaçait beaucoup de confiance. Vous trouverez Drissa, monsieur le comte, à l'embouchure de la petite rivière de ce nom dans la Dwina, gouvernement de Wittebsk; là, monsieur le comte, l'Empereur et l'Empire, très-probablement perdus, ont été sauvés par un Italien que nous pouvons même appeler Piémontais, puisqu'il a été page, officier de la garde et gentilhomme de bouche à la cour de Turin; il porte d'ailleurs l'ordre de Saint-Maurice, et n'a quitté le service du Roi qu'à l'époque de nos malheurs. Il serait trop long de faire à Votre Excellence l'histoire un peu romanesque de ce gentilhomme, le marquis Paulucci, de Modène; il est venu ici il y a cinq ou six ans, et il me donna en arrivant beaucoup de soucis à raison des peines terribles que lui causèrent quelques officiers piémontais qui sont ici. Je les avertis bien qu'ils touchaient une fusée à baguette prête à partir, mais ils n'y firent pas assez d'attention. J'ai tout calmé. La fusée partit en effet comme je l'avais prévu : rien n'égale la rapidité et l'éclat de la fortune militaire du marquis Paulucci. Colonel en arrivant, nous l'avons vu en un clin d'œil lieutenant-général, chevalier des ordres de Sainte-Anne, de Saint-Wladimir et de Saint-Georges dans les classes distinguées, gouverneur général de la Géorgie, général en chef dans cette province, enfin adjudant général de Sa Majesté Impériale et quartier-maître général de la grande armée commandée par l'Empereur. Arrivé en cette qualité à Vilna, il débuta par dire au général en chef Barclay de Tolly qu'il ne pouvait en conscience (lui général en chef) exécuter un

plan absurde et fatal, et qu'il était obligé *par l'honneur* de donner sa démission ou de changer de plan. La proposition ne fut pas goûtée par cet homme timide qui peut-être ne désapprouvait pas le plan, et qui est d'ailleurs totalement au-dessous de sa position. Le marquis n'en parla que plus haut, et il dit en particulier à l'Empereur *qu'il n'y avait qu'une alternative pour celui qui lui avait conseillé le camp de Drissa, la maison jaune* (Bedlam) *ou le gibet.* En effet, ce camp était commandé en arrière, sur la rive droite de la Duna, par des hauteurs qui permettaient d'approcher du camp à deux cents pas sans être vu. C'était une répétition d'Ulm. Paulucci se détermina de plus à dire franchement à l'Empereur qu'il s'obstinait à faire un métier qui lui était parfaitement étranger, qu'il ferait mieux de s'en aller à Moscou échauffer les esprits, etc. Quant au général Pfuhl, il le traita comme un misérable. Enfin, monsieur le comte, le prince Pierre Wolkonsky, chef de l'état-major, ayant voulu lui faire une de ses petites niches d'usage (car la jalousie nationale s'en mêlait) en lui refusant des cartes, le marquis Paulucci lui dit de la manière la plus aimable : *Je trouve plaisant que vous me refusiez des cartes : j'en ai besoin, je les veux; elles vous sont d'ailleurs fort inutiles, puisque vous ne les comprenez pas. Souvenez-vous que je suis votre supérieur. Si vous me manquez de respect, pour réponse je vous passerai mon épée au travers du corps.* On ne peut rien dire de plus doux, comme vous voyez.

Il faut rappeler ici que ce système de reculade dé-

plaît éminemment à l'armée, au point que deux régiments, même près de Vilna, refusèrent de marcher. Il ne fallut rien de moins que l'autorité, la présence et les discours même de l'Empereur pour les déterminer, et encore eut-il le plaisir ou le chagrin d'entendre : *On te trahit, on te dit des absurdités, nous ne sommes pas faits pour reculer.* (Le russe tutoie comme le latin.)

Vous sentez donc, monsieur le comte, que l'opposition violente et publique du marquis Paulucci pouvait compromettre l'autorité, du moins l'Empereur le craignit, et il ne vit pas d'autre moyen dans le moment d'apaiser les choses, que celui d'écarter le marquis. Il lui donna donc une commission imaginaire à Novogorod. Paulucci partit sans prendre congé, mais avec les honneurs de la guerre. Les généraux les plus distingués vinrent le voir et le remercier, et l'Empereur lui fit remettre un présent de 30,000 roubles, car c'est un usage en Russie de donner de l'argent, comme ailleurs des boîtes et des diamants.

Paulucci parti, l'Empereur assembla quelques généraux choisis et leur demanda ce qu'ils pensaient des idées du marquis; tous répondirent : *Il a raison, sire.* — Mais pourquoi donc ne me l'avez-vous pas dit plus tôt? — *Sire, on n'osait pas.* Alors, cependant, un de ces messieurs, encouragé, prit la parole et dit : *Sire, votre seule présence paralyse* 50,000 *hommes, car il n'en faut pas moins pour garder votre personne.* Là-dessus l'Empereur partit (Polock, 6/18 juin) et s'en alla à Moscou.

Voilà, monsieur le comte, le récit exact d'un change-

ment qui influera peut-être en bien sur le sort de l'Europe. J'expliquerai ce *peut-être*. L'Empereur a excité à Moscou un enthousiasme tel que les plus beaux moments des républiques (toujours très-courts) en présentent peu de pareils. Dans l'assemblée de la noblesse, on lui a donné *la Russie* au pied de la lettre. Les voix se confondaient : *Prenez! prenez tout;* on fondait en larmes; enfin, monsieur le comte, il n'y a rien d'égal. Le commerce lui a donné 10 millions de roubles et lui en a prêté 50 à 6 °/₀. La noblesse lui a donné le dixième homme : un seul marchand, nommé Balachoff, 2 millions; la comtesse Orloff, fille du fameux Alexis, et demoiselle encore, à peu près autant, etc. Un don distingué est celui du comte Momonoff, fils du plus aimé et du plus célèbre des favoris de Catherine II. Il a donné 800,000 roubles *en argent* (2,400,000 roubles courants) et tous ses diamants valant 300,000 roubles. Admirez, monsieur le comte, comment toutes ces richesses remontent à leur source! Pour vous le dire en passant, le père du comte Momonoff, au comble de la faveur et tendrement aimé, s'avisa de tromper solennellement l'Impératrice, qui le surprit un jour aux genoux de la jeune princesse Tsherbatoff; elle se vengea *impérialement*, car le lendemain elle les maria et les combla de faveurs. Voilà comme certains personnages peuvent faire sortir le sublime de ce qui ne l'est pas du tout, comme les roses naissent du fumier.

L'Empereur, en revenant ici, a trouvé Paulucci à Novogorod et l'a ramené dans sa capitale. Il le voit tous jours, et lui a pardonné ses grands coups de collier. Si

ce prince a des égaux sur ce point, il n'a certainement point de supérieur. Sa patience, sa philosophie, son désir de connaître la vérité, sa disposition à tout pardonner, même ce qui a pu le choquer personnellement, sont au-dessus de tout éloge. Il est moins admirable peut-être dans l'exécution ; mais la faute en est à ceux qui, à force de le tromper, l'ont rendu irrévocablement soupçonneux et irrésolu. J'ignore encore si le marquis Paulucci restera auprès du maître comme conseiller intime, ou s'il sera renvoyé à l'armée. Il n'y aurait point de question si l'Empereur, comme c'est la mode de le dire à la cour, devait retourner incessamment à l'armée ; mais j'en doute. S'il y retourne, il faut s'attendre aux plus grands malheurs, car il n'existe pas d'homme moins opposable à Napoléon. Je reviens à la guerre.

Lorsque le plan purement défensif commença à être connu, j'étais enfoncé à Polock, sans société et sans correspondance, attendant avec une grande anxiété ma femme et mes filles, qui n'ont pu sortir de chez elles. Je ne conçus d'abord qu'une crainte vague, et je n'ai vu le danger dans toute son étendue que lorsque je suis rentré dans le monde au commencement de ce mois.

Le général en chef Barclay de Tolly est un très-honnête homme, mais pas davantage, et c'est dans la grande arène un athlète ridicule opposé à Napoléon. Il s'est accusé lui-même publiquement lorsque dans un de ses manifestes il a parlé *des troupes de Sa Majesté Impériale, disséminées sur un espace de plus de* 800 *verstes*. Pourquoi donc les avait-il placées ainsi ? C'est le premier pas qui, dans toutes les guerres, décèle le génie. Il sait

où il faut frapper et c'est là qu'il porte toutes ses forces, comme un boulet énorme avec lequel il écrase d'un seul coup. La médiocrité au contraire, qui ne sait où frapper, imagine de frapper partout; elle divise son boulet en menue dragée; elle le jette de tous côtés et ne blesse personne. Lorsque Joseph II imagina de faire aux Turcs, pour s'amuser, cette fameuse guerre où il se fit tant d'honneur, il en dessina le plan avec le maréchal Lascy, puis il le montra au maréchal Loudon et lui demanda son avis; le vieux guerrier, après avoir contemplé ce beau système *de cordon*, dit à son maître : *Sire, il est excellent contre la peste.* Joseph II n'alla pas moins son train et réussit comme vous savez. Nous devons craindre précisément le même sort, monsieur le comte, car c'est la crainte et le tâtonnement qui combattent la science et l'audace. Pendant que le prince Bagration parcourait un arc immense pour se réunir à la grande armée de l'Empereur dans le gouvernement de Smolensk, et pendant que cette grande armée campait le long de la Dwina, en reculant toujours devant les Français, pour atteindre le même point, Napoléon parcourait la corde de cet arc et marchait tranquillement sur Smolensk par la grande route de la poste. Les armées russes, en annonçant par leur manœuvre et par les bulletins officiels qu'elles se croyaient incapables de rien opérer avant leur réunion, donnaient encore à l'usurpateur le secret du gouvernement. C'est encore la peur qui dit, à la tête de deux armées de 100,000 hommes chacune : *Je suis coupée;* au contraire, le vrai génie militaire dit, et il a raison : *J'ai mis l'ennem*

entre deux feux. Enfin, monsieur le comte, ce plan de retraite et d'effroi, absolument contraire aux circonstances et au génie russe, a été adopté et suivi imperturbablement. Jetez les yeux sur l'espace contenu entre la Dwina et le Dnieper : c'est dans cette *Mésopotamie* que la question va se décider. Les Français occupent d'un côté Polock, Wittebsk, de l'autre, Minsk, Arsk et Mohilew. Le 11 et le 13 de ce mois (22 et 25) il y a eu déjà deux combats; le premier, à Ostrowo sur la Dwina, à vingt-cinq mille verstes au-dessous de Wittebsc. Les Russes étaient commandés par un excellent officier, le comte Tolstoï Ostermann; le combat a duré depuis six heures du matin jusqu'à onze heures du soir. Le bulletin dit seulement : *Le comte Ostermann a rencontré les Français, et après un combat acharné de dix-sept heures, il a conservé son poste.* Nous serons plusieurs jours encore avant de savoir *la vraie vérité.* Pour moi, je crois que les Russes ont eu le dessous, et de plus, qu'on a commis quelque faute à l'égard du comte Ostermann, qu'il n'a pas été soutenu à temps, etc. Cependant il n'a point été défait, et je ne crois pas qu'il commande plus de 8,000 hommes. L'autre combat a été décidément favorable aux Russes, comme toutes les affaires particulières qui ont eu lieu jusqu'à présent. Le combat du 13 s'est donné à Baschkowka sur le Dniéper, un peu au-dessous de Mohilew. Le major général Rasesky commandait les Russes. On s'est battu pendant neuf heures, et les Français ont fini par se jeter en désespérés sur les canons des Russes. Alors le général Rasesky a pris à ses côtés ses deux fils, l'un âgé

de seize ans, l'autre de dix-huit, et, dans cette noble attitude, un drapeau à la main, il a marché aux Français en criant : *Baïonnettes!* Les Russes se sont précipités sur l'ennemi, l'ont repoussé, rompu, poursuivi pendant sept verstes, et lui ont tué 5,000 hommes; les Russes n'en ont perdu que 600. Il peut se faire à la rigueur qu'il y ait de part et d'autre une erreur d'un ou deux, mais enfin c'est une victoire. A la faveur de ces deux combats, les deux armées se sont réunies dans les environs de Smolensk. Elles ont au centre le redoutable Platow avec ses cosaques et une foule d'autres troupes légères : c'est un corps de 50,000 hommes devant lequel rien n'a tenu jusqu'à présent. Napoléon, par ces deux combats, a voulu tâter la grande armée des Russes, et savoir de quel bois ils se chauffent. Je ne sais ce qu'il pense, mais si je ne me trompe, il doit avoir quelques soucis, car il aura vu qu'il a de terribles hommes à combattre. Tout le monde s'attend maintenant à une *bataille de Smolensko ;* ce sera, suivant les apparences, pour l'un ou l'autre parti, une bataille de Cannes, et je vous avoue que je ne puis y songer sans pâlir. Nous verrons ce que la froide médiocrité de Barclay, aidée par le vieil esprit de Benningsen et par l'impétueuse simplicité du prince Bagration, saura opérer. Malheur à l'Europe si nous perdons cette carte ! Les Français me semblent décidément inférieurs en cavalerie, mais je compte surtout sur la baïonnette russe et sur le *stopaï* (En avant !) de Souvarof.

Maintenant, monsieur le comte, rapprochons-nous de la Baltique; Napoléon, en traversant la *Mésopotamie*

pour s'avancer sur Moscou, avait laissé les deux maréchaux Oudinot et Macdonald pour effrayer la Courlande et la Livonie, prendre Mittau, Riga, etc., et marcher enfin sur Saint-Pétersbourg, car ses vues étaient grandes. Oudinot avait passé la Dwina à Witebsk peut-être ou à Polock, et le général russe Wittgenstein qui l'observait, ayant eu avis que Macdonald traversait ce fleuve de son côté à Iakobstadt, n'a pas voulu leur permettre de se joindre sur la route de Pskov, dont la direction vous paraîtra intéressante si vous prenez la peine de l'examiner. Il s'est jeté sur Oudinot et lui a livré bataille à Kliastitzy, village à quelques verstes au-dessus de Polotzk, sur la rive droite de la Dwina. La bataille a duré trois jours (17, 18 et 19 de ce mois, ou 29, 30 et 31). Les Français ont été totalement défaits. On leur a fait 3,000 prisonniers, parmi lesquels plusieurs officiers; on leur a pris tous les caissons de poudre, tous les chariots et tous les équipages, nommément ceux des généraux et du maréchal, deux canons, etc.; enfin, monsieur le comte, c'est une fort belle affaire pour laquelle on a chanté un beau *Te Deum*, et bien propre à rassurer cette grande capitale où l'on commençait à faire ses paquets. Le général Wittgenstein dit en terminant sa relation : *Maintenant, je marcherai à Macdonald.* Quant à Oudinot, il s'est retiré sur Polock, et je ne sais où il aura joint l'armée française. Je doute beaucoup que le brave général Wittgenstein puisse joindre Macdonald qui aura probablement repassé la Dwina du moment où il aura su le malheur de son collègue. Il est arrivé une chose burlesque à propos du butin considé-

rable fait à Kliastitzy ; les soldats, maîtres d'une infinité de valises qu'ils n'avaient pas le temps d'ouvrir, se sont mis à les vendre à la taille ; on donnait, par exemple, 100 roubles d'une valise assez grosse, et 50 d'une autre à peu près de moitié plus petite. Parmi celles qui brillaient le moins par la masse, il s'en est trouvé une pleine de dentelles. Vous voyez, monsieur le comte, que les Français croyaient les vendre à Saint-Pétersbourg. Cette persuasion est la moitié de la victoire, et c'est un grand art que celui de l'inspirer.

La victoire du comte de Wittgenstein tranquillise la capitale qui commençait à s'effrayer extrêmement. Mais les grands coups sont dirigés sur Moscou ; je ne suis point tranquille du tout de ce côté. L'affaire du comte Ostermann a été, en somme, très-malheureuse [1]. Je ne vois là aucun talent capable de balancer celui de Napoléon, qui se bat tout à la fois sur la Dwina et sur le Tage. Je n'ose pas penser aux suites d'une bataille perdue à Smolensk. Il faut avouer, d'un autre côté, que le grand homme joue une terrible carte : s'il venait à perdre lui-même cette bataille, son caractère qui ne recule jamais voudrait encore en perdre une seconde, et alors que lui arriverait-il, ayant une armée furieuse et les Cosaques sur les bras? C'est une des suppositions les plus réjouissantes qu'on puisse faire ; mais nos propres fautes peut-être le tireront de là. Partout où il n'y a pas de véritable commandement, on ne peut compter sur des succès que comme on compte sur des miracles.

[1] Voyez ci-après, page 144.

Il est possible qu'à la fin on adopte une idée que j'ai eue depuis longtemps et qui devient à la mode, c'est de créer Kutusoff maréchal, pour éteindre toutes les autorités, et de lui donner Paulucci pour quartier-maître général. Ces deux personnages s'entendent fort bien, et Kutusoff est excellent, *pourvu que l'Empereur ne soit pas à l'armée;* car autrement ce n'est plus qu'un courtisan qui fait sa cour au lieu de faire la guerre, et qui perd toutes ses forces. Cette sorte de caractère est particulièrement dangereuse en Russie où l'action du prince sur les esprits est tout autre que dans les autres pays. Dans un sens, monsieur le comte, on peut dire que tous les hommes sont les mêmes; mais dans un sens tout aussi vrai, on peut dire aussi qu'ils sont tous différents. Le respect pour l'autorité, par exemple, se trouve partout, puisqu'il est nécessaire, obligatoire, fondamental, et que sans lui le monde politique ne pourrait pas tourner; mais partout il a une physionomie particulière. Ici, par exemple, il est muet; c'est son antique caractère qui n'est point encore effacé à beaucoup près. Si par impossible il prenait fantaisie à un empereur de Russie de brûler Saint-Pétersbourg, personne ne lui dirait que cette opération aurait cependant quelques inconvénients, qu'on n'a pas besoin de tant de chaleur même dans un pays froid, qu'elle pourrait faire éclater les vitres, effrayer les dames, noircir les tapisseries, etc.; pas le mot de tout cela; tout au plus on pourrait tuer le souverain (ce qui n'est point contraire au respect, comme tout le monde sait); mais il ne faudrait pas parler. Jugez, monsieur le comte, de l'effet merveilleux qu'un tel carac-

tère produit à la guerre. Vous venez de voir l'empire exposé au dernier danger (dont il n'est pas à beaucoup près délivré), sans que, pendant près de deux mois, un seul officier russe ait osé dire à son maître : *Vous périssez*. Ils l'auraient laissé courir à Drissa, si un Italien n'était pas venu de Modène pour l'en empêcher. Votre Excellence aura ouï dire comme tout le monde que le brave Kutusoff avait perdu la bataille d'Austerlitz : pas plus que vous et moi, monsieur le comte ; il ne la *perdit* point, il la *laissa perdre*. L'Empereur se décida à la donner contre toutes les règles de l'art, suivant le général. Celui-ci alla donc, au cœur de la nuit qui précéda, trouver le grand maréchal de la cour, comte Tolstoï, et lui dit : « Monsieur le comte, vous qui avez l'oreille de l'Empereur, empêchez-le, de grâce, de donner la bataille, *car certainement nous la perdrons.* » Le grand maréchal l'envoya à peu près promener. « Je me mêle, » lui dit-il, « du riz et des poulardes, mêlez-vous de la guerre. » Mais l'un et l'autre se gardèrent bien d'ouvrir les yeux à l'Empereur. Ils étaient trop *bons sujets* pour cela. Ils ne dirent mot et tout alla à merveille, comme Votre Excellence sait. Le 26 juillet (6 août), jour du *Te Deum* pour la victoire de Kliastitzy, tous les hommes à la cour ont été pour le marquis Paulucci. Les plus grands personnages l'ont environné, fêté, complimenté comme le sauveur de la Russie ; il n'y a eu qu'une voix. Après la cérémonie, je l'ai pris dans ma voiture pour le mener à la campagne chez un ami commun ; je n'ai cessé de lui prêcher la modération pendant toute la route, pour lui faire comprendre qu'à présent qu'il a

vaincu, il lui convient d'être *bon enfant*, etc. Il convient de tout, mais personne ne change de caractère. Qui sait d'ailleurs s'il n'est pas précisément ce qu'il faut être dans cette occasion? Quelques personnes lui reprochaient d'avoir quitté l'armée et son emploi avec tant de solennité, d'avoir dit et écrit même : *Vous lirez dans les gazettes que je suis malade, mais je me porte bien; je quitte mon emploi parce que je ne puis, en conscience ni en honneur, faire exécuter un plan de campagne mortel pour la Russie et pour son maître.* Mais il se défend fort bien sur cet article; il dit qu'il fallait être absolument, dans ce cas, écrasant ou écrasé; qu'il avait trop de monde contre lui; que s'il était resté, la jalousie nationale aurait rejeté sur lui toutes les fautes; qu'on l'aurait fait passer pour un sot et même pour un traître. Il n'y a rien à répondre à cela.

J'amuserais beaucoup Votre Excellence avec ses réponses. Le duc d'Oldembourg, beau-frère de l'Empereur, qui était ici un écolier allemand passablement gauche avant d'être une Altesse Royale, voulut le contrarier au camp sur je ne sais quel point de tactique. Paulucci lui répondit : « Monseigneur, vous êtes général en chef, mais sans exercice; moi, je suis en exercice, mais sans talent; nous ne pouvons guère parler art militaire ensemble. » — Le grand-duc lui envoya, peu de temps avant son départ, un officier pour lui dire que Son Altesse Impériale serait charmée de faire connaissance avec lui; qu'elle le priait donc de venir, *à moins qu'il ne préférât lui donner une heure.* Votre Excellence voit ici les idées soldatesques et le syllo-

gisme germanique apporté de Berlin : *Je suis le premier prince du sang, mais je suis officier ; tout officier doit aller chez le quartier-maître général, donc,* etc. Paulucci répondit divinement à l'officier : *Allez dire à Son Altesse Impériale qu'elle se .... de moi, que je suis fait pour aller chez elle.* Tout se passa à merveille. Si Votre Excellence connaissait le terrain, elle saurait qu'il était impossible de répondre mieux.

Quoique j'aie eu avec M. le marquis Paulucci de fortes prises, même des prises de famille, cependant nous sommes sur le pied invariable de l'amitié, et voici pourquoi. Il avait déplu à Sa Majesté Impériale ; il était envoyé en Géorgie comme un homme disgracié ; de ce moment, tout le monde lui tourne le dos, suivant les nobles usages reçus seulement en Europe, en Asie, en Afrique et en Amérique. La chose fut portée au point que sa femme étant fort malade à cette époque, personne n'envoya une fois demander de ses nouvelles. J'avais pitié de cette pauvre dame, infiniment respectable sous tous les rapports, si malheureuse et si délaissée ; j'allais la voir assez souvent et je la consolais de mon mieux. Paulucci, après une courte éclipse, est revenu couvert de gloire ; il a cassé le cou à ceux qui avaient voulu le lui casser, et il a pris le vol que vous voyez. Je dois lui rendre justice : jamais il n'a oublié mon procédé à l'égard de sa femme. Je suis demeuré en possession du privilége de lui dire ses vérités en riant ; je le vois beaucoup, mais pas plus qu'auparavant, et c'est en quoi je diffère des autres.

J'ai cru devoir faire connaître en détail un person-

nage qui nous appartient en quelque manière, et qui joue un rôle si marquant à une époque qui sera à jamais célèbre en bien et en mal. Vous recevrez par ce courrier une très-longue dépèche pour Sa Majesté, qui contient déjà d'amples détails. Je l'ai fermée il y a quelques jours, de peur d'être surpris par le courrier, mais je me suis réservé d'ajouter dans une autre dépêche à Votre Excellence tout ce qui se présenterait à moi jusqu'au moment du départ. Cette lettre appartient donc à Sa Majesté, et je vous prie, monsieur le comte, d'en faire usage auprès d'elle, ou en original ou en extrait, comme vous jugerez convenable. Cette occasion n'est pas une de celles où il soit permis d'épargner le papier. Le cœur me bat au point de m'ôter la respiration : l'on joue une partie de bossette : à droite, à gauche, *roi* ou *valet ;* le monde regarde, et il s'agit du monde. Il y a de quoi étouffer. Je souffre comme Européen, je souffre comme sujet dévoué de Sa Majesté, je souffre comme père de famille, je souffre comme bon et reconnaissant serviteur de l'empereur de Russie, qui est, après mon propre maître, ce que je dois avoir de plus cher au monde. L'honneur que le Roi m'a fait de me placer sur ce grand théâtre et de m'y confier ses intérêts, honneur que j'apprécie autant que je le dois, serait cependant devenu par les circonstances un poids sous lequel j'aurais succombé sans l'inappréciable protection qui a rendu ce séjour si agréable pour moi. Que ne lui doit pas toute ma famille? Souvent je me suis demandé comment j'avais pu mériter tant de bontés ; je ne sais pas répondre, mais je sais bien les reconnaître. Per-

sonne donc, monsieur le comte, ne fait des vœux plus ardents pour l'empereur de Russie, et personne ne tremble plus mortellement dans la crainte d'un malheur. Il s'est trompé sur des points importants, mais qui donc ne s'est point trompé? D'ailleurs, quelles foudres a-t-il donc lancées sur le marquis de Paulucci, qui a eu le courage de lui dire en face les vérités les plus hardies? L'Empereur lui a dit : *Je vous pardonne de m'avoir exposé à une sédition ; je vois à présent combien j'ai été trompé. Si je n'étais pas empereur, je voudrais être votre ami.* Que diront à cela les muets qui le laissaient marcher à Drissa sans oser lui parler? Un tel *tyran* mérite bien qu'on l'aime un peu pour lui-même.

Dernières nouvelles, du vendredi 26 juillet/7 août.

Nous avons tous les détails des affaires du 11 et du 12 (23 et 24) juin. Ce sont, en quelque façon, des sacrifices faits au salut public ; le général en chef a fait attaquer les Français des deux côtés pour les étonner et les contenir, tandis que les deux grandes armées se rejoignaient à Smolensk ; les attaques ont été faites avec des forces très-inégales, mais cependant avec une intrépidité, une obstination et un succès presque inespérés. Le comte Ostermann n'avait pas 10,000 hommes ; les Français en avaient 40,000 au moins. La cavalerie était commandée par Murat (le roi de Naples), qui passe pour un grand officier dans ce genre, et l'infanterie par Jérôme, dont l'aide de camp a été pris. Ce

dernier a dit : *Si vous aviez pris le surtout bleu qui était à côté de moi, vous auriez pris le vice-roi d'Italie.* Les Russes ont attaqué à la baïonnette et mis en pièces la cavalerie hollandaise ; on dit que c'est un fait d'armes des plus curieux : l'on voyait d'une hauteur les Russes arracher les cavaliers de leurs selles et les renverser. Le carnage a été terrible de part et d'autre, mais beaucoup plus du côté des Français. On accuse le comte Ostermann d'avoir un peu trop sacrifié d'hommes ; il a repoussé l'ennemi pendant plusieurs verstes et ne s'est retiré que lorsqu'il a été rappelé par le général.

A la gauche, la batterie dont j'ai eu l'honneur de vous parler était de vingt canons ; comme elle faisait un dégât affreux parmi les Français, ils ont fait une attaque désespérée sur la batterie et s'en sont emparés. C'est alors que Rasesky a pris ses deux fils à ses côtés, et que, tenant un drapeau à la main, il a marché aux Français en invoquant Dieu à haute voix. Les Russes ont repris la batterie, etc.

Pendant ces opérations les deux armées se rejoignaient enfin, et je puis vous assurer, monsieur le comte, que Barclay de Tolly, Bagration et Platow ont dîné ensemble à Smolensk, dimanche dernier, 21 juillet (2 août) ; le premier est à la droite, le second à la gauche ; au centre, comme une espèce de réserve, se trouve toute la garde, et Platow, avec toutes les troupes légères, est en avant. Il n'y a pas, dans cette armée, moins de 180,000 hommes effectifs. Nous allons voir de terribles scènes.

Enfin le 16 (28) de ce mois le général Tormasoff a

rencontré et attaqué près de Kobrin (gouvernement de Grodno, à quarante-sept verstes de la frontière par Brezesc-Litowsky) une division du contingent saxon, forte de 4,000 hommes, et tout a été pris ou tué, depuis le tambour jusqu'au général Clingel, qui passera l'été en Russie. Mon frère était là, mais je n'en ai eu aucune nouvelle.

Le prince de Schwarzenberg, avec ses Autrichiens, est à Minsk; jusqu'à présent ils ont agi tout à fait *gentlemenlike,* mais tout dépend du succès. Si nous sommes battus, ils nous donneront le dernier coup; si nous sommes vainqueurs, il arrivera une autre chose. Personne n'a le droit de s'étonner ou de se fâcher de cela; c'est la règle.

On dit que dans l'affaire du 16 les Saxons se sont fort bien défendus, qu'ils ont perdu le quart de leur monde, et je le crois : cependant, serait-il extrêmement absurde de croire ou de soupçonner que ces respectables et infortunés princes, obligés d'envoyer leurs sujets à la boucherie par les ordres de ce funeste despote, aient pu dire à l'oreille de quelques officiers de confiance : *écoutez, si vous trouvez l'occasion naturelle,* etc. Il me semble, monsieur le comte, qu'on a vu dans le monde des choses bien plus extraordinaires.

L'Empereur a donné sur-le-champ au comte de Wittgenstein la croix de Saint-George au cou (2me classe) et 12,000 roubles de pension reversible à sa femme, qui a reçu de son côté le cordon de Sainte-Catherine de la 2me classe. La paix avec les Turcs est signée, ratifiée, mais non publiée. Les articles connus sont

très-honorables pour la Russie. Napoléon, en parlant de cette paix au général Balachoff, lui dit : *Elle n'est pas possible* (de la manière dont elle est faite) ; *au reste, je méprise les Turcs comme les Suédois.*

Je dois vous faire observer en finissant, monsieur le comte, que cette grande expédition de Napoléon ne présente aucune idée, aucune conception militaire qui lui soit propre. Plusieurs tacticiens, Lloyd entre autres, qui est Anglais et a beaucoup de réputation, ont dit expressément que la Russie ne peut être attaquée avantageusement que de ce côté, qu'il faut marcher droit sur Moscou par Minsk et Smolensk ; ceux qui ont examiné en particulier l'histoire de Pierre Ier et de Charles XII ont tous reproché à ce dernier de n'avoir pas suivi cette route au lieu de tourner sur l'Ukraine, où il alla se perdre à Pultawa. Je vous répète, monsieur le comte, que Napoléon a marché à Smolensk comme vous marchez dans votre chambre, en mettant un pied devant l'autre, et sans avoir trouvé le moindre empêchement. L'armée ne participe nullement des terreurs du citadin ; elle est pleine de bonne volonté et même de joie.

Il faut prendre congé, monsieur le comte, et de Sa Majesté et de Votre Excellence ; on ferme les paquets, il faut fermer le mien.

Je suis avec respect, etc.

Saint-Pétersbourg, 5/17 août 1812.

Monsieur le comte,

Depuis ma lettre du 8 août N. S., il ne s'est rien passé de décisif ; néanmoins le vent est pour nous. Il est impossible de savoir précisément où est Napoléon ; mais je ne crois pas que nous puissions nous tromper beaucoup en le supposant à Borisoff ou dans les environs (gouvernement de Minsk sur la Bérésina). Je le crois furieux de la jonction des armées. Votre Excellence, en examinant la carte, ne comprendra pas comment Davoust, marchant sur une ligne droite sans être troublé, n'a pas occupé le poste important et presque décisif de Smolensk avant les Russes qui parcouraient de part et d'autre une ligne courbe : c'est cependant ce qui est arrivé. C'est une misère, monsieur le comte, d'avoir à écrire ici des nouvelles militaires, à cause du caractère général du gouvernement qui le porte constamment à tout cacher. Depuis le commencement des hostilités, jamais il ne lui est arrivé une seule fois de nommer soit Napoléon, soit l'endroit où il se trouve. Les meilleurs militaires croyaient la réunion impossible ; il me paraît que l'honneur principal en est dû au général Platow (l'hetman des Cosaques), qui a rendu des services signalés dans cette guerre. Il s'est jeté devant Smolensk, entre les deux armées russes qui arrivaient ; ce mouvement a donné de l'inquiétude à Davoust, qui a pris des positions et a perdu du temps. Les généraux Ostermann et Rasesky ont livré les combats que j'ai eu

l'honneur de faire connaître à Votre Excellence. Les Russes sont animés à l'excès. Robustes, infatigables, hommes et chevaux ont supporté des fatigues inouïes. Mon fils m'écrit de Smolensk, le 20 juillet (1er août) : « Nous avons été de Polock à Wittebsk à marches for-
» cées : à Wittebsk on s'est battu trois jours de suite,
» et nous avons été presque continuellement à cheval ;
» de Wittebsk à Smolensk nous sommes venus dans
» une seule marche, c'est-à-dire que nous avons mar-
» ché deux jours et une nuit en ne nous arrêtant que
» pour nourrir nos chevaux. Il m'est arrivé le 14 ce
» qui ne m'était pas encore arrivé depuis que je sers :
» c'est de marcher vingt-quatre heures juste, à che-
» val, sans boire, ni manger, ni dormir. » Vous voyez, monsieur le comte, comme on y va. Le lendemain, le même jeune homme m'écrivait : « Quels hommes !
» quels chevaux ! quel courage ! Je commence à croire
» le grand miracle possible. Je ne serais point étonné
» *si tout ceci finissait par une opération à la Charles-*
» *Martel.* » Ce fragment vous représente l'opinion générale. Il n'y a pas à l'armée l'ombre de la crainte, ni même de la défiance ; tous ne demandent que le combat et personne ne doute du succès. Les Français manquent de tout, et leur cavalerie surtout est pitoyable. Il paraît certain que Napoléon a reculé et que les nôtres l'ont suivi ; mais jusqu'où? c'est ce que je n'ai pu éclaircir précisément. Votre Excellence entend de reste que l'homme, consommé dans le métier, tâche d'amener les Russes dans quelque endroit qui lui convient : mais j'espère qu'ils seront, comme on disait en

Piémont, *tout autres que fous*, et qu'ils se garderont bien de perdre leurs avantages. Les gentilshommes français qui se trouvaient au siége de la Rochelle, en 1625, écrivaient à leurs amis : *Nous sommes si fous que nous prendrons la Rochelle*, phrase qui est demeurée proverbiale dans la langue française ; il me semble qu'on pourrait bien écrire aujourd'hui quelque chose de pareil de l'armée russe. Le succès même ne pourra justifier les fautes qu'on a faites, car celui qui jouerait sa fortune au jeu de l'hombre avec spadille sec n'aurait pas moins joué follement, quand même il prendrait huit matadors au talon, et cependant il ferait la vole ; c'est ce qui pourrait fort bien arriver au jeu de cinq cent mille *hombres* qu'on joue dans ce moment. Napoléon a fait une proclamation à ses soldats, dans laquelle il leur dit : *Soldats ! la campagne est finie! j'ai conquis la Pologne*, etc. Ceci est charmant et donne les meilleures espérances. En attendant, Tormasoff fait son chemin, et l'amiral Tchitchagoff, devenu général en chef, accourt avec sa tête de feu et l'armée de Moldavie, et sûrement il fera parler de lui s'il en trouve l'occasion. L'Empereur est tout à fait *high-spirited.* On sait qu'il est sur le point de partir pour s'aboucher à Revel avec le prince-régent de Suède ; il faut voir maintenant sur quel point se fera le fameux débarquement. Si le *Prince Royal* a l'ambition d'aller se prendre aux cheveux avec Victor, qui est à Stralsund, tout pourrait bien s'en aller en fumée. Je sais qu'il est conduit par l'idée d'avoir un grand parti en Allemagne, mais ces sortes de projets sont fort chanceux. Si au

contraire il débarque à Memel ou à Libau, il ne s'agit plus d'un soulèvement en Allemagne, mais, en marchant droit sur la grande scène, il peut en un clin d'œil amener le dénoûment. Je ne décide rien, monsieur le comte ; il y a des raisons pour et contre. Nous saurons bientôt à quoi nous en tenir.

Le comte de Wittgenstein soutient sa réputation. Oudinot ayant repassé la Dwina avec des renforts considérables de Bavarois, de Wurtembergeois, etc., le général russe l'a de nouveau atteint et battu le 30 du mois dernier (11 de ce mois) ; il ne lui a fait que 300 prisonniers à peu près, mais il a pris beaucoup d'équipages et tué beaucoup de monde. Un régiment français de cuirassiers, entre autres, a été complétement écrasé par l'artillerie russe. Je tremble pour cette pauvre ville de Polock, si elle est abandonnée par les Français ensuite de ce combat, comme il y a beaucoup d'apparence. Quoi qu'il en soit, voilà les meilleures troupes et le meilleur général français battus coup sur coup par le comte de Wittgenstein, auquel la capitale doit incontestablement un buste avec l'inscription *Genio salvatori ;* car il n'y a pas le moindre doute, monsieur le comte, que sans les opérations de ce général, les Français seraient à Saint-Pétersbourg au moment où j'ai l'honneur de vous écrire. Toutes les richesses du palais ne sont pas moins emballées, et tout n'est pas moins prêt pour le transport de la cour à Casan ; mais Wittgenstein est renforcé : l'embouchure de la Dwina se couvre de chaloupes canonnières anglaises et russes, un camp se forme à Narva, Kutusoff est chargé de toute cette partie ;— Ou-

dinot a été battu deux fois, et les Russes s'accoutument à mépriser les armes françaises. Il me paraît que le danger a tout à fait disparu. Je ne blâme cependant aucune mesure de précaution, et c'est déjà assez d'honneur pour Bonaparte d'avoir forcé l'empereur de Russie à faire ses paquets.

Il est cependant sûr, monsieur le comte, que jamais Napoléon ne s'est trouvé en si mauvaise posture. Je crains son *diable gardien* qui l'a constamment tiré des plus mauvais pas; mais si ce diable dort, ou s'il est congédié, nous avons de grandes espérances. Jamais l'esprit public ne s'est montré d'une manière plus admirable. Tous les hommes et tout l'argent tombent dans les mains de l'Empereur; ce ne sont pas des mots et des simagrées : rien n'est plus réel; à son passage à Smolensk, on lui a présenté 20,000 hommes habillés, armés et prêts à partir; cela s'appelle un présent. Enfin, monsieur le comte, Napoléon a été trompé sur tous les points. Il a cru faire peur à l'Empereur qu'il a trop étudié à Tilsit et à Erfurt, et le faire reculer sans coup férir, — il s'est trompé; il a cru, en traversant le Niémen pendant les négociations, couper quelques corps et s'emparer de quelques magasins, — il s'est trompé; il a cru terminer la guerre par une bataille, — il s'est trompé; il a cru empêcher la jonction des deux armées, — il s'est trompé; il a cru soulever le peuple par ses manifestes, — il ne l'a soulevé que contre lui; il a cru que la paix avec les Turcs, faite surtout comme elle l'a été, était impossible, — il s'est trompé. Mais sur aucun article il ne s'est trompé autant que sur le caractère et

les dispositions de la nation. C'est ici surtout, monsieur le comte, qu'il faut venir pour apprendre à ne pas se presser de juger les peuples. Tous les livres sont pleins du despotisme et de l'esclavage russes : je puis vous assurer cependant que nulle part l'homme n'est plus libre et ne fait plus ce qu'il veut; les extrêmes se touchent de manière que le gouvernement arbitraire amène plusieurs formes républicaines. Tout cela se combine d'une manière que l'on ne comprend bien que lorsqu'on l'a vue. La théorie des grades produit une aristocratie qui tempère celle de la naissance et désarme l'orgueil des nouvelles races, qui a renversé les États parmi nous. L'homme nouveau qui peut parvenir à tout en vivant et en obtenant des grades n'a aucun intérêt à troubler l'État. L'esclavage a beaucoup de compensations et n'exclut point l'enthousiasme national. Bonaparte a cru avoir affaire à des bourgeois de France ou d'Italie, tels que nous en avons connu; il s'est trompé au delà de toute expression. Je ne veux point vous faire un livre, monsieur le comte, mais je vous assure qu'il n'y a vu goutte et que tout le monde est contre lui. Le véritable ennemi de la Russie, c'est le gouvernement, c'est l'Empereur lui-même, qui s'est laissé séduire par les idées modernes et surtout par la philosophie allemande, qui est le poison de la Russie. Il fallait l'admirer sans doute lorsqu'il consentait à se dépouiller d'une partie de son autorité pour donner plus de liberté à ses peuples; mais ses idées constitutionnelles ne le conduisaient pas moins à sa perte, et j'espère enfin qu'on a fait parvenir assez de lumières jusqu'à lui pour qu'il ne tente

plus rien dans ce genre, surtout depuis l'aventure de Speransky, contée dans les papiers anglais d'une manière qui m'a fait pâmer de rire.

Le marquis Paulucci, dont j'ai beaucoup parlé à Votre Excellence, n'est point encore employé ; je crois qu'il a sauvé l'État en déterminant l'Empereur à quitter l'armée, mais, après un si grand éclat, je doute qu'il soit employé de sitôt ; il garde ici une très-bonne contenance. J'admire encore ici l'Empereur, qui a eu la force de sacrifier ses plus chères inclinations au service de l'État ; mais je doute que l'orgueil national eût consenti sans peine à donner au marquis Paulucci l'honneur du conseil et celui de l'exécution. Lui, au contraire, aurait bien voulu s'illustrer à la fois *col senno e con la mano ;* mais je crois qu'on ne le veut pas, et il faudra bien qu'il en passe par là.

Les 30,000 auxiliaires autrichiens étant de fort mauvaise humeur de venir se battre ici pour les Français, et cette mauvaise humeur ressemblant même, dit-on, à une sédition, le prince de Schwarzenberg, qui les commande, a jugé à propos de leur adresser une proclamation où il leur dit : *qu'ils viennent combattre non point pour les Français, mais de leur propre chef et contre la Russie.* Cette pièce, arrivée à Prague, a, dit-on, fort déplu à la cour. Des personnes venant de Vienne, et qui ont bien étudié ce terrain, assurent que le prince de Schwarzenberg a été totalement séduit à Paris, et qu'il exprime ses sentiments réels, quoiqu'il ait été comblé ici, étant ennemi, de toutes les bontés qui auraient pu environner un ami. A cela je ne sais que dire : sur ces

mesures nécessairement soumises à une politique profonde, il faut retenir son jugement; ce que je sais très-sûrement, c'est que la proclamation, si elle n'est point convenue entre les intéressés, est tout à fait étrangère à la cour de Vienne, dont le sort est d'être menée par un ministère qui ne lui ressemble nullement.

Je me crois sûr que M. le comte de Metternich a surtout été déterminé dans toutes ses mesures par cette idée principale, *que la paix entre la Turquie et la Russie était impossible;* il s'est trompé comme le grand personnage qui a dit lui-même à Vilna au général Balachoff: *La paix est impossible, en supposant la cession jusqu'au Pruth. — Au reste,* ajouta-t-il, *je méprise beaucoup les Turcs ainsi que les Suédois.* Il a ses raisons.

M. le comte de Saint-Julien a été comblé ici jusqu'à la fin de toutes sortes de distinctions et d'attentions; le secrétaire de légation, le chevalier de Berk, a demeuré après lui tant qu'il a voulu; je ne sais même s'il est parti; enfin, le baron de Maréchal, jeune officier flamand au service de l'Autriche, et attaché à la légation, est demeuré dans cette ville; vous sentez bien, monsieur le comte, qu'il est nécessairement agréé et que ce symptôme n'est pas hostile. Jamais je ne douterai de l'intention des princes autrichiens; jamais on ne me fera croire qu'ils puissent être alliés sincères dans cette occasion; si donc le prince de Schwarzenberg a *détonné*, c'est son affaire.

N'ayant point de secrétaire, point de secours d'aucune espèce, pas même des gazettes étrangères, ni le

temps de faire des brouillards, parce que je ne dispose nullement des occasions, je rassemble avec peine et scrupule mes matériaux, et mes lettres sont des espèces d'*effusions* qui excluent la correction. Un homme d'esprit disait : *je n'ai pas le temps de les faire plus courtes*, je puis ajouter : *je n'ai pas le temps de les faire meilleures*. Ne pouvant me répéter, je prie Votre Excellence de vouloir bien faire de celle-ci, comme de la précédente, l'usage qu'elle trouvera convenable auprès de la cour. Charmé d'avoir au moins des choses agréables à lui mander, ce qui ne m'est pas arrivé, je crois, depuis que je suis ici, je renouvelle à Votre Excellence l'assurance de la considération particulière, etc.

P. S. Une nouvelle lettre de mon fils, écrite de Smolensk le 24 juillet, ne me parle d'aucun mouvement.

Pétersbourg, 2/14 septembre 1812.

Monsieur le comte,

Je continue à donner des nouvelles à Votre Excellence, car celles que j'adresserais cachetées à Cagliari vous seraient inutiles à Londres, et il dépendra toujours de vous, monsieur le comte, d'en faire l'usage que vous jugerez convenable, en tout ou en partie. Dans ma dernière dépêche, j'ai laissé

l'armée russe à Smolensk ; personne ne croyait qu'elle dût abandonner ce poste ; on se trompait fort. Le 14 août, un corps de 4,000 hommes d'infanterie russe, posté à Krasnoï, fut enveloppé par 25,000 Français. Votre Excellence trouvera Krasnoï à quelque 50 verstes sud-ouest de Smolensk. Quatre escadrons, qui flanquaient cette infanterie, furent hachés jusqu'au dernier homme ; mais les 4,000 hommes d'infanterie, commandés par le brave général Neverofskoï, se firent jour à la baïonnette et se retirèrent à Smolensk, qui n'a qu'une simple muraille antique. Alors commença une attaque terrible qui dura trois jours et dans laquelle les Français, à ce qu'on assure, n'ont pas perdu moins de 20,000 hommes. L'ordre du jour de la part de Bonaparte était : *on prendra cette bicoque ou toute l'armée y périra.* Le 6, le général Barclay de Tolly se croyant tourné par Elnia, ordonna l'évacuation de Smolensk. Le général Doctoroff, qui commandait dans la ville, fit répondre que rien ne pressait et qu'il répondait de la place pour dix jours. Barclay répliqua par une lettre tranchante où il était même question de la *rigueur des ordonnances.* Doctoroff obéit, comme de raison, mais avant de partir, il se rendit à la cathédrale, en fit enlever une image de la sainte Vierge, fameuse dans ce pays, et même il fit chanter un *Te Deum* en action de grâces de ce qu'il avait pu la soustraire à l'impie rapacité de l'ennemi. Vous saurez, monsieur le comte, que le culte des images est une grande affaire dans l'Église grecque ; il a même une certaine couleur idolâtrique

qui peut choquer un œil catholique ; l'enlèvement de l'image a donc extrêmement réussi. On eut, de plus, le temps d'enlever tout ce qui existait de précieux dans la ville, et tout le monde sortit. Les Français avaient brûlé les faubourgs ; les Russes en partant brûlèrent la ville. Ainsi, monsieur le comte, il ne reste plus que le *cadavre* de Smolensk, comme dit Cicéron. Cet événement a fait un tort infini à M. Barclay de Tolly, d'autant plus que Smolensk n'est pas seulement une ville (sous ce rapport ce n'est rien), c'est de plus un plateau élevé et une bonne situation militaire. En effet, Smolensk pris, l'armée russe se vit obligée de sauter Dorogoboug, et l'on n'eut plus d'autre occupation à Saint-Pétersbourg que celle de compter les verstes de Smolensk à Moscou par la grande route.

Pendant que ces choses se passaient, les yeux, dans la capitale, se tournaient sur le général Kutusoff que l'opinion appelait au commandement général. Kutusoff est un homme de soixante-dix ans au moins, gros et pesant, plein d'esprit d'ailleurs, et fin à l'excès ; il est homme de cour même : très-bonne chose à sa place, mais qui lui a nui quelquefois, à celle qu'il occupe. Il est défiguré par une blessure épouvantable : une balle lui perça jadis la tête obliquement et sortit par la cavité de l'œil ; le globe est déplacé, et l'autre œil même a beaucoup souffert par la relation connue des deux organes ; il voit peu, il se tient difficilement à cheval, il ne peut veiller, etc. Malgré cet affaiblissement physique, il n'était pas moins extrêmement attaché à une Moldave qui a beaucoup fait parler pendant la guerre de Tur-

quie ; on disait que cette personne était aux gages de la Porte, mais j'ai toujours regardé ce soupçon comme un rêve de la malice humaine, car il a fort bien fait son devoir dans cette négociation, qui a tourné même bien mieux qu'on ne l'espérait. Ce qu'il y a de sûr cependant, c'est que l'Empereur, par cette raison ou par d'autres, ne le goûtait pas extrêmement ; il peut se faire que la complaisance trop habile du général lui ait déplu, car l'Empereur est fait ainsi. Je crois savoir qu'en s'exprimant sur le compte d'un ministre, il dit avec une grimace de dédain : *cet homme ne m'a jamais contredit.* Ce trait est caractéristique. Quoi qu'il en soit, l'Empereur était peu porté pour Kutusoff, et comme il sentait cependant l'opinion qui l'appelait au commandement, il le créa tout à coup *prince de l'Empire ;* personne ne balança sur cette grâce et chacun dit de concert : « c'est pour ne pas le faire maréchal ; » mais l'opinion, allant son train, parvint bientôt à ce point auquel l'Empereur ne résiste guère ; une autre belle cause s'est jointe, dit-on, à la première, et le public lui en a su gré. Sa Majesté Impériale décerna donc le commandement général au prince Kutusoff, à la satisfaction universelle ; car il faut avouer que, malgré ses désavantages physiques, on ne voit rien de mieux. Huit jours auparavant, j'avais entendu dire : *Que voulez-vous faire d'un général aveugle?* Après le choix, je fis l'objection de la vue au même personnage, qui me répondit : *Ah! mon Dieu! il y voit assez.*

L'ukase qui décerne le commandement au prince Kutusof est du 20 août. Les premières lignes bles-

saient assez sensiblement le général Barclay, ce qui surprit beaucoup; mais il paraît que l'Empereur, instruit alors de l'affaire de Smolensk, aurait voulu témoigner son déplaisir en disant *que son armée n'avait pas agi avec toute l'activité possible et qu'il ne voulait point examiner les causes de cette lenteur.*

Dès que le prince fut nommé, un de ses amis l'avertit de ne pas faire la petite bouche, de demander du pouvoir et de s'en servir. « Laissez-moi faire, » dit-il; et en effet il a tout obtenu, et dans ce moment, on peut le regarder comme l'empereur de l'armée russe. On m'assure (mais je ne l'assure point) que Sa Majesté l'Empereur en lui disant : *Le souverain et la patrie vous décernent cet honneur,* rougit comme une demoiselle à qui on lirait *Joconde.* Ce que je crois pouvoir assurer, c'est que le cœur n'était pas de la partie et qu'il s'est fait une grande violence. Dans la nuit du 20 au 21 août, le prince partit pour la grande armée, où il n'arriva que le 29 au matin, à cause de la nécessité où il se trouve de dormir chaque nuit. En route, il rencontra le grand-duc Constantin qui revenait lui-même de l'armée et avec lequel il eut une longue conversation. Il passe pour certain que le grand-duc lui ayant dit qu'il comptait pousser jusqu'à Abo, où son auguste frère se trouvait alors, le prince Kutusof lui répondit : *Monseigneur, je vous conseille, comme chef de l'armée, de ne point aller à Abo.* » Cela paraîtra peut-être étrange à Votre Excellence; cependant rien n'est plus possible, et vous le comprendrez parfaitement, monsieur le comte, si je vous dis que, pendant toute la campagne, l'Empe-

reur, jusqu'au jour de son départ, a constamment fait placer le général Barclay à sa droite, donnant toujours à table la gauche au grand-duc son frère, *attendu que celui-ci n'était que simple général, tandis que l'autre est général en chef.* C'est une suite des principes germaniques, ou, pour mieux dire, prussiens, portés à l'excès, qui ont interposé un uniforme entre la majesté des princes et l'œil des peuples, et produit ainsi une éclipse qu'il faut bien faire finir, car, si l'on n'y met ordre, les peuples ne verront plus dans un roi qu'un grand officier. Il faut sans doute que l'état militaire soit le premier ordre de l'État, mais il ne faut pas qu'il s'avance pour ainsi dire sur le caractère royal ; le prince du sang, en sa qualité seule de prince du sang, doit dépasser de la tête toute dignité concédée ; du moins cela me paraît clair. Je reviens. Le grand-duc arriva dans la capitale la nuit du 25 au 26 ; à huit heures du matin, il alla voir son auguste mère, puis il se renferma chez lui et ne voulut voir personne de tout le jour ; mais bientôt il parla tout haut et ne se gêna nullement. Il dit de tout côté qu'il n'y avait pas moyen de demeurer à l'armée pour y voir ce qu'on y voyait ; que tout allait on ne peut pas plus mal, et qu'il fallait absolument se résoudre à la paix. Ces discours ont fait la sensation la plus désagréable. Depuis quelques jours il est dans sa terre de Strelna, à 25 verstes de la capitale, et l'on n'entend plus parler de lui. Je ne finirais pas si je racontais à Votre Excellence tout ce que l'on a dit sur ce retour de l'armée. Il faut savoir d'abord que ce prince avait changé tout à coup de caractère à l'armée, au point de sur-

prendre tout le monde. Toutes les lettres ne parlaient que de cette métamorphose ; il n'était question que de la politesse, de l'aménité, de la prévenance du grand-duc; il était devenu ce qu'on appelle aimable ; or je puis vous assurer, monsieur le comte, sans aucun détail, qu'il serait difficile de revenir de plus loin. Là-dessus, il m'a été dit à la cour qu'il avait été rappelé *comme trop poli ;* je ne sais qu'en dire. D'autres m'assurent que le prince Kutusoff, en acceptant le commandement, a mis pour condition *que Sa Majesté Impériale ne retournerait point à l'armée et que le grand-duc son frère en partirait,* disant pour raison, à l'égard de ce dernier, *qu'il ne pouvait* (lui Kutusoff) *le récompenser s'il faisait bien, ni le punir s'il faisait mal.* C'est fort bien dit, mais je me défie fort de tous ces discours tenus tête à tête et *versés* ensuite dans le public. Qui les répète? Est-ce le prince? Non. Est-ce le sujet? Non. Quoi qu'il en soit, le grand-duc est ici, et parle lui-même comme ne devant plus revoir l'armée.

Tous les militaires que j'ai pu consulter étaient d'avis que la première chose que ferait le prince Kutusoff en arrivant serait de reculer encore, et c'est en effet ce qui est arrivé. De Dorogoboug l'armée russe s'est portée sur Wiasma et de là sur Mojaïsk, où le quartier général était fixé à l'époque de mes dernières nouvelles (5 septembre). Votre Excellence verra que bientôt on entendra de Moscou tirer le canon. D'abord après la prise de Smolensk, le comte Rostopchin, gouverneur de Moscou, signifiait aux habitants que tous ceux qui le jugeaient à propos pouvaient partir; tout ce qui pou-

vait remuer s'en est allé. Je n'entends cependant parler que de la portion faible de la société ; car non-seulement les hommes sont demeurés, mais ils se sont engagés à ne laisser entrer Napoléon à Moscou qu'après qu'il aura passé sur leurs corps, et à brûler cette grande ville comme Smolensk, si l'on ne peut pas la défendre.

Après l'affaire de Kobrin, dont j'ai eu l'honneur de rendre compte à Votre Excellence, le corps principal des Saxons, commandé par le général Régnier, s'étant joint aux Autrichiens commandés par le prince de Schwarzenberg, il y a eu entre ces deux armées réunies et celle du général Tormasoff un combat assez sérieux qui a duré, depuis neuf heures du matin jusqu'à la nuit, le 12 août, près du village de Gorodeczna, que je ne trouve point sur ma carte, mais qui ne doit pas être fort éloigné de Proujany (gouvernement de Grodno). Le bulletin assez entortillé, suivant l'usage invariable du pays, donne tout l'avantage au général russe ; il a blessé ou tué 5,000 hommes à l'ennemi, tandis que sa perte ne s'élève pas au-dessus de 1,500. Ce qu'il y a de vrai dans tout cela, c'est que le général Tormasoff, coupé de la grande armée par la grande manœuvre primitive de Napoléon, n'a pu être arrêté dans sa marche (ou dans sa retraite) par l'armée réunie des Autrichiens et des Saxons, et qu'il achèvera probablement le miracle de la réunion de tous les corps russes, sans que les Français aient pu en intercepter un seul. Napoléon comptait sérieusement sur la capture du prince Bagration, et même il a disgracié et renvoyé Jérôme, son frère, qu'il avait chargé de cette

petite besogne, et qui ne s'en est pas açquitté à la satisfaction du maître. En attendant, le général Miloradowitch a mené 30,000 hommes à la grande armée; les milices de Moscou sont arrivées aussi ; le prince Kutusoff, en tout comptant, a été joint par 60,000 hommes au moins; l'amiral Tchitchagoff, devenu général en chef par une de ces métamorphoses qu'on ne voit qu'en Russie, amène l'armée de Moldavie forte de 50,000 hommes superbes : il doit avoir passé Kiev; les troupes du duc de Richelieu sont à Tchernigov; tout cela marche sur Moscou avec un esprit excellent et la rage dans le cœur. Napoléon perd évidemment la tête en s'avançant ainsi qu'il le fait; il ne peut plus être sauvé, ce me semble, que par son étoile; mais quand on se fie aux étoiles, à la fin on est dupe. Il est évident qu'il a compté sur une paix brusquée. Tout en faisant sonner la trompette dans toute l'Europe, il est sûrement fort en peine, et ses espérances déçues l'ont jeté dans un état qui tient quelquefois de la fureur. Pendant l'une des attaques faites sur Smolensk, il a fait descendre de cheval et fusiller devant lui un colonel polonais qui n'avait pas avancé avec son corps. Voilà l'hiver qui s'avance, les feux sont allumés de tout côté. Les Français ne sont pas chaussés, tandis que la chaussure est la partie la plus soignée de l'habillement russe. Je ne sais en vérité comment ce furieux se tirera de là. Le général Wittgenstein, qui continue à s'illustrer sur la Dwina, et qu'on pourrait appeler le Wellington de ces contrées, mande que les Français désertent à son camp par bandes de cinquante.

et qu'ils se plaignent surtout du manque de chaussure, et cela à la fin d'août! Jugez, monsieur le comte, des mois suivants! La raison dit que Napoléon ne se tirera pas d'ici. Cependant je suis encore inquiété par je ne sais quel instinct qui me dit que sa dernière heure n'est pas arrivée, et qu'il ne doit pas finir par des mains russes. Tout peut être vrai; la guerre russe peut impatienter les Français, et ceux-ci peuvent en finir très-facilement. Les gens les plus instruits pensent qu'une bataille générale est inévitable, qu'elle se donne peut-être au moment où j'ai l'honneur de vous écrire, et que peut-être encore elle doit coûter cent mille vies. Si cette bataille était perdue pour les Russes, les suites en seraient incalculables. On a beau dire *nous reculerions jusqu'à Astrakhan*, etc., tout cela est fort aisé à dire; mais qui sait ce qui arriverait? Ici déjà tout le monde a fait ses paquets, à commencer par la cour, qui a tout emballé. Le couvent des demoiselles, les jeunes filles de l'institut de Sainte-Catherine (500 demoiselles en tout), ont reçu l'ordre de se tenir prêtes. J'ai emballé tous les papiers essentiels et brûlé tout le reste. On m'a offert une place sur une espèce de goëlette chargée de bronzes, de tableaux, d'argenterie, etc., qui doit s'en aller dans l'intérieur, en cas de malheur, par les lacs et les rivières qui s'y trouvent : j'en ai profité; ma petite pacotille fera là une figure singulière, mais enfin elle sera à l'abri. Quant à moi, si je suis obligé de partir, je m'en irai au loin dans le Nord; Sa Majesté en sera avertie par le canal de Votre Excellence. S'il arrivait ce grand malheur d'une

bataille perdue, nous pourrions en redouter d'autres d'un autre genre. Votre Excellence n'a pas idée de la témérité des discours que nous entendons, et l'étranger n'entend pas la centième partie de ce qui se dit. Lorsque je vois d'un côté ce profond et silencieux respect que j'ai tâché de vous décrire, et de l'autre tout ce qu'on a osé dans ce pays, je comprends moins que jamais les contradictions humaines ; ne doutez pas, monsieur le comte, que Napoléon n'ait spéculé sur ce point. Un succès couvrira tout ; mais si nous étions malheureux, je ne répondrais de rien ; il pourrait fort bien y avoir une secousse dans l'État.

La mode du jour est de tomber à bras raccourci sur Barclay de Tolly. Quand une nation est humiliée et piquée, elle cherche toujours ce qu'on appelle *une bête à guignon*, et la charge de tout. Personne cependant ne peut contester la bravoure personnelle de cet homme, son mérite comme général de division, ni sa parfaite probité lorsqu'il a été gouverneur de province, notamment en Finlande. Mais il y a loin de là au talent nécessaire pour commander 200,000 hommes. — Et qui nous dit que Kutusoff le possède, ce talent? Le général Barclay avait le choix de demeurer à l'armée ou de venir reprendre le portefeuille des guerres; il a préféré conserver un commandement principal, et le portefeuille demeure à son suppléteur, le prince Kouchagoff. Le baron de Benningsen demeure, à ce qu'on dit, quartier-maître général, ce qui exclut le marquis Paulucci, que le prince Kutusoff voulait appeler à ce poste ; mais peut-être que tout s'arrangera. Je vous assure, monsieur

le comte, que ce Benningsen me choque l'œil, et me choquait bien davantage encore lorsque l'Empereur était à l'armée. Cependant personne n'est révolté ici de ce spectacle, et personne même n'y fait attention, tant il est vrai que nous ne sommes plus ici en Europe, où que, du moins, nous sommes au milieu d'une race asiatique qui s'est avancée en Europe. Pour moi, c'est un spectacle intolérable que celui d'un homme qui a porté la main sur son maître et qui est en possession de tous les droits de la société. L'Empereur vient de lui nommer un fils, et je n'ai pas rencontré une personne qui s'avisât de s'en étonner ; faites entrer cela dans nos têtes : — jamais, jamais.

J'ai eu l'honneur de vous parler, je crois, de la proclamation de M. le prince de Schwarzenberg. Il est très-vrai qu'elle contenait l'expression de *perfides alliés*, ce qui a été fort désapprouvé par la cour de Vienne. Il faut la plaindre et la plaindre beaucoup ; nulle cour ne ressemble moins à ses ministres. Le prince de Schwarzenberg passe pour avoir été totalement séduit par les caresses de Napoléon, à Paris. Je conçois parfaitement comment on est obligé de traiter avec lui, de par l'ordre souverain des circonstances ; Louis XIV traita avec Cromwell, lui accorda l'alternative et porta son deuil : mais se laisser *séduire* par Napoléon et se mettre réellement de son parti, c'est un peu fort. Sur le fond de l'alliance, je crois fermement à ceci, que je tiens d'une très-bonne source : c'est que jamais la cour de Vienne, c'est-à-dire le comte de Metternich ne l'aurait conclue s'il n'avait pas été persuadé que la paix avec

la Turquie était impossible. Il pouvait bien la croire telle, puisque Napoléon le croyait lui-même et le disait tout haut. Sébastiani, après la paix signée, était si fortement persuadé qu'elle ne l'était pas, il l'assura si fortement à un parlementaire russe qui était venu de son côté, il répéta avec tant de fermeté qu'il y engageait sa tête, que le parlementaire, de retour au camp, donna des inquiétudes à l'Empereur lui-même. Depuis, Napoléon a intrigué encore à Constantinople, au point de retarder le départ de l'amiral Tchitchagoff ; mais tout est fini heureusement, et le traité imprimé nous a été communiqué aujourd'hui (9 septembre). Je suis porté à croire que M. de Metternich et sa cour se repentent maintenant, en voyant surtout les succès éclatants de l'illustre Wellington ; mais l'alliance est faite. A cet égard, il faut de l'indulgence : un homme qui se noie et qui saisit une planche ne s'informe pas si elle est sale ; c'est assez qu'il ne soutienne pas qu'elle est propre. M. le prince de Schwarzenberg est fort mal dans l'opinion de ce pays, et je crois que celle du sien ne le traite guère mieux. Ces temps sont malheureux ; chacun a besoin d'indulgence et personne n'en accorde. Je ne vous dis rien, monsieur le comte, de l'entrevue d'Abo ; vous en savez sur ce point autant que moi. Tout le monde chante les louanges du *prince royal ;* il ne doit pas moins faire trembler les penseurs plus que ne ferait Robespierre, car les monstres font du mal dans le moment, et ils passent sans conséquence, mais que les peuples ennuyés de leurs souverains puissent en changer comme de bas ou de chemises, congédier l'un, en

appeler un autre (même personnellement estimable), et que tout cela se passe tranquillement, comme une aventure ordinaire de la vie, c'est tout ce qu'on peut imaginer de plus triste. Pour moi, j'espère toujours que ce mauvais exemple ne réussira pas.

En écrivant ceci, j'apprends que l'amiral Tchitchagoff est arrivé le 25 août (j'emploie toujours le style vrai) avec sa belle armée, à Doubnо, après douze ou quinze jours de marche; il aura joint Tormasoff entre Pinsk et Minsk. Regardez, je vous prie, la carte, et demandez-vous militairement, monsieur le comte, comment il est possible que *notre ami* se tire de là sans éprouver quelque grand désastre? S'il échappe sain et sauf, ce sera le plus beau miracle de sa *belle* vie; mais je l'attends aux premières neiges. Tchitchagoff et Tormasoff ont, à eux deux, au moins 80,000 hommes.

Il nous vient de votre pays[1], monsieur le comte, de grandes approbations du plan adopté par l'Empereur; rien n'est plus aisé à dire de loin, mais voyez, je vous prie, les conséquences : huit provinces, sept millions d'hommes et quarante millions de roubles de revenus perdus, l'opinion publique pervertie, le meurtre, les incendies, les profanations, les excès de tout genre marchant de front de Vilna à Moscou, de vastes pays ruinés pour vingt ans peut-être, les plus grandes fortunes ébranlées, la réputation publique violemment exposée, le sort de la capitale dépendant des victoires de

[1] Le ministre de Sardaigne à Londres était l'intermédiaire entre le roi et M. de Maistre. (*Note de l'éditeur.*)

Wittgenstein, etc., etc., ce sont là de grands objets à prendre en considération. On ne voit que fortunes renversées. Deux dames de ma connaissance, mesdames les princesses Dolgoroucky et Alexis Gallitzin, ont à elles seules 20,000 paysans sur la route des Français. Examinez tous les pays saccagés; songez aux mesures forcées, à l'impôt porté au comble, à la plus grande partie des paysans changés en soldats et armés, etc.; vous verrez, monsieur le comte, qu'il serait difficile de jouer une carte plus terrible. Napoléon lui-même a peur du mal qu'il a fait; un parlementaire russe étant allé dernièrement à l'armée française pour demander des nouvelles d'un officier supérieur fait prisonnier, il a été chargé d'une lettre de Berthier par laquelle ce dernier proteste *de la constante amitié de son maître pour Sa Majesté Impériale,* et propose *de rétablir les gouvernements russes dans les provinces occupées.* Il ne sait que faire lui-même des paysans qui, se trouvant tout à coup délivrés de leurs gouverneurs et de leurs seigneurs, sont entrés dans une espèce d'anarchie telle, qu'ils ont fini par se sauver dans les bois comme des animaux sauvages. Vous entendez assez, monsieur le comte, que la proposition de Napoléon revient à ceci : *ayez soin des paysans à mon profit;* mais vous ne voyez pas moins l'état des choses.

Le marquis Paulucci, dont j'ai entretenu longuement Votre Excellence, est toujours ici et n'est point employé. Il a cela de commun avec tous les aides de camp de Sa Majesté Impériale du premier et du deuxième rang, que le général Barclay a mis de côté. Le cri général est

dans ce moment : *Point de cour à l'armée, et point de chefs étrangers!* Sur la première proposition, je dirais volontiers comme au collége : *distinguo :* quand l'orage sera passé, que nos maîtres se battent en personne s'ils le jugent à propos; les biens et les maux se balanceront; ils y porteront de l'humanité, de la modération, de la chevalerie, surtout un respect mutuel pour la souveraineté, ils ne feront point de guerres sans miséricorde, et tout finira comme autrefois par quelques villages pris ou cédés et par des mariages; mais dans l'état présent des choses et des esprits, lorsque je vois un de nos princes venir se colleter en personne avec ce furibond, j'ai envie de prendre le deuil. L'Empereur a malheureusement bien d'autres idées, car je suis convaincu par des preuves certaines *qu'il se croit inutile à son peuple parce qu'il se sent peu capable de commander les armées ;* c'est là un grand chagrin pour lui ; c'est cependant tout comme s'il pleurait de n'être pas astronome. Le premier de tous les talents est celui de régner : c'en est un qui les emploie tous et qui les surpasse tous. Philippe II et Louis XIV n'étaient pas, je crois, des automates ; mais bientôt nous allons voir que le roi d'Angleterre devra commander ses flottes en personne, sous peine d'être déclaré *inutile.* Que ne donnerais-je pas pour être appelé à consoler l'Empereur, si j'en avais les moyens! Certainement il est digne de l'admiration universelle pour l'effort qu'il a fait sur lui-même en obéissant ainsi à l'opinion publique ; mais heureux l'homme qui pourra lui faire comprendre combien le talent du souverain qui emploie les hommes et les met à leur place, est suffisant

par lui-même et indépendant de toute autre qualité! — L'Empereur, qui se défie beaucoup des autres, se défie aussi de lui-même. Il aurait besoin d'un véritable ami, d'un *ministre au département du courage*, qui le soutînt, l'aimât et souvent même le consolât, car souvent il en a besoin. Je ne sais où est cet homme.

L'espèce d'antipathie qui règne entre la cour et l'armée a produit dernièrement ici une singulière explosion. Le général Barclay de Tolly a écarté, — j'ai presque dit *chassé*, — tous les aides de camp de Sa Majesté Impériale, tant de la première que de la deuxième classe; avec quelques-uns il s'est peu gêné, dit-on; il en a même envoyé aux équipages. Comment a-t-il fait? Je n'en sais rien. Bref, ils sont ici en assez grand nombre, et je vous assure, monsieur le comte, que ces messieurs, en se promenant ici sur les quais pendant qu'on s'égorge aux portes de Moscou, font une assez triste figure. Pourquoi l'Empereur ne les a-t-il pas tous renvoyés? C'est ce que je ne comprends guère. Dans tous les pays il y a de certaines finesses de gouvernement que les étrangers entendent peu.

Ce qui est fort remarquable, c'est que le prince Kutusoff, quoique revêtu de la plus haute puissance militaire, n'a rien changé, en général, à cet arrangement; cependant, avant de partir pour l'armée, il avait dit au marquis Paulucci qu'il était déterminé à l'employer comme quartier-maître général de l'armée, et que même, comme il avait carte blanche, il était déterminé à l'appeler une fois en route; il n'en a rien fait néanmoins, et le marquis est ici comme les autres adjudants. Là-dessus encore on

peut faire plus d'une question : le prince a-t-il voulu tromper M. Paulucci? a-t-il tenu ces discours pour lui donner le change? a-t-il été arrêté lui-même par quelque ordre secret ou par une opinion invincible? Je penche pour cette dernière supposition. Les Russes sont la nation de l'univers la plus envieuse du mérite étranger; ils ont rendu justice tant bien que mal au marquis Paulucci, toujours cependant *con qualche ritrosia*, et quelqu'un même est allé jusqu'à dire : *Nous aimons mieux être vaincus par les Français que sauvés par un Italien*, ce qui est très-beau et très-raisonnable, comme Votre Excellence le voit. Le marquis est cependant fort bien à la cour; il y a peu de jours que l'Empereur le prit dans sa calèche et l'emmena dîner chez sa mère à la Tauride. Si pourtant Sa Majesté l'Opinion veut le chasser, elle y réussira fort bien; mais il ressuscitera ensuite par un autre mécanisme particulier à ce pays, et qu'il ne s'agit pas d'expliquer dans ce moment.

14 septembre.

Je croyais, monsieur le comte, terminer ici ma dépêche, lorsque les plus grandes nouvelles m'obligent de reprendre la plume.

Avant de partir de la capitale la nuit du 20 au 21 août, le prince Kutusoff dit à sa femme : *Nous nous reverrons heureux, ou jamais*; il se prosterna sur le parquet et se recommanda à Dieu en pleurant. Ceci, monsieur le comte, vous paraîtra s'accorder peu avec d'autres endroits de ma lettre; mais ces sortes de disparates

sont fort communs dans ce pays, et je pourrais vous en raconter de plus singuliers. Il arriva à l'a:mée le 29, et tout de suite il lui donna une nouvelle disposition, qui fut très-agréable aux Russes, parce qu'elle se trouvait plus conforme à leurs anciens usages. Prenez une carte, monsieur le comte, cherchez le bourg de Mojaïsk, à quatre-vingt-dix-neuf verstes au sud-ouest de Moscou, à la pointe d'un angle assez aigu que forme la Moskowa; à dix verstes plus haut, sur la rive droite de cette rivière, se trouve le village de Borodino, trop insignifiant pour être désigné sur les cartes, mais qui vient d'acquérir un renom immortel.

Le prince avait en face ce village, et devant lui encore un ruisseau qui se décharge dans la Moskowa; sa droite était adossée à cette rivière, qui donne son nom à l'ancienne capitale de l'empire; à l'égard de sa gauche, il disait lui-même à Sa Majesté Impériale, dans sa relation du 3 septembre : *elle est un peu en l'air, mais l'art peut la soutenir;* en effet, il la flanqua par quelques fortifications d'usage; cette gauche était commandée par le général en chef prince Bagration; derrière lui étaient les généraux Touczkoff et comte de Strogonoff, plus bas encore les milices de Moscou; enfin le prince Kutusoff avait caché dans les bois, et toujours du même côté, une grande quantité de troupes et d'artillerie; le centre occupait des hauteurs en face du ruisseau; le prince avait derrière lui une profonde colonne de sept corps, entre autres toute la garde. A la droite étaient les chasseurs.

Le 3 septembre, le prince parcourut l'armée; il fit

porter dans les rangs l'image miraculeuse de Smolensk; il dit aux soldats : *Frères* (c'est le mot russe), *il n'y a plus que vous entre l'ennemi et la sainte ville* (Moscou). On s'écria de tout côté : *nous mourrons tous où tu nous as placés.* Pendant cette espèce de revue, un aigle plana sur la tête du prince : il ôta son chapeau et le salua; sur quoi tout ce qui l'entourait cria *hurrah!* Le 5 septembre, la gauche fut attaquée, comme on s'y attendait; le combat fut déjà long et acharné, mais le prince Bagration en sortit vainqueur et prit même seize pièces de canon; le lendemain se passa en escarmouches où l'on ne fit que se tâter; mais le 7 était le jour fixé par la Providence pour une des plus mémorables batailles qui se soient jamais livrées. Les Français vinrent fondre sur la gauche et sur le centre, et rencontrèrent les Russes qui venaient à eux. La gauche des Français, comme vous le sentez assez, et la droite des Russes ne demeurèrent pas oisives, et il résulta de là des attaques obliques et un certain pêle-mêle dont nous n'aurons pas de sitôt une idée juste.

Le combat, c'est-à-dire la boucherie, commença à quatre heures du matin et ne cessa de sévir que vers la nuit. 1,500 pièces d'artillerie tiraient du côté des Russes; cela vous paraîtra exagéré, mais lorsque j'ai voulu dire *huit cents* à l'homme le plus à portée de savoir cela, il m'a dit en riant : *doublez*. Ce qu'il y a de sûr, c'est que l'artillerie était formidable et qu'elle a été servie avec une terrible précision. Napoléon avait dit, avec l'inébranlable obstination qui est le fond de son caractère : *Ou toute mon armée y périra, ou je tournerai cette gauche;* et les

Russes, de leur côté, avaient dit : *Nous y périrons tous ou tu ne passeras pas.* Ceux-ci ont gagné leur formidable pari, au prix de trente mille vies, car ils n'avouent pas un moindre nombre de morts, en soutenant que l'ennemi ne saurait en avoir perdu moins du double; on s'est battu corps à corps, la même batterie a été prise et reprise jusqu'à cinq fois, mais, à la fin, la valeur russe l'a emporté ; ils ont repoussé les Français à 12 verstes et leur ont pris 30 canons. Sept généraux russes ont été blessés, mais la Russie même l'a été dans la personne du prince Bagration : une balle s'est logée profondément dans l'os de sa jambe ; on l'a transporté à Moscou, d'où il écrit lui-même : *Je ne sais s'il faudra me couper la jambe* Quand on pourrait la sauver, l'armée n'en serait pas moins privée de lui pour toute la campagne, et c'est un grand malheur : c'est un compagnon de Souvarof, il a beaucoup d'expérience et il est l'idole des soldats. 22 officiers du régiment des chasseurs de la garde ont été tués ou blessés ; on a fait peu de prisonniers sur les Français, l'acharnement n'ayant rien épargné. Je pense, monsieur le comte, que vous lirez avec intérêt la courte lettre qu'un homme d'esprit a écrite à son ami pendant la bataille ; la voici : « Lundi 26 » (N. S.). Avant-hier, une affaire de héros; hier, une » escarmouche insignifiante ; aujourd'hui, combat de » héros. La terre tremble à dix-huit verstes. Les Fran- » çais ont été attaqués sur leur flanc droit, étant en mar- » che sur notre gauche et attaquant en outre notre cen- » tre. J'espère en Dieu et en nos braves, et que demain » nous recevrons l'ordre d'avancer ; mais tout ceci, les

» détails de l'armée vous l'apprendront bien mieux.
» Quant à moi, je vous raconterai que le premier jour
» où le prince Kutusoff a reconnu la position, un aigle
» a plané sur sa tête ; il le salua et la troupe dorée cria :
» *Hurrah!* Quand les Romains combattent, il faut citer
» les augures. » *Signé* Ansted (de Strasbourg), personnage employé à la diplomatie de l'armée.

Vous pensez bien, monsieur le comte, qu'on ne saurait encore avoir rien de certain sur le nombre des morts, mais, pour se former une idée de cette bataille, il suffit de citer les expressions de ceux qui l'ont vue ou qui en étaient près. L'un dit, comme vous voyez, *la terre tremblait à dix-huit verstes;* un officier qui a combattu dit que *Preisich-Eylau fut un jeu d'enfants, comparé à Borodino.* Un officier général d'un grand mérite et de ma connaissance particulière mande en propres termes : *Ceux qui ont vu cette bataille ont une idée de l'enfer.*

La nuit du 10 au 11 septembre fut terrible pour l'Empereur et pour nombre d'autres personnes, que le premier courrier du prince Kutusoff avait instruits de la bataille commencée, et qui ignoraient le succès. Enfin, le 11 au matin, jour de la fête de l'Empereur (heureux hasard!), le courrier triomphant arriva. Tout de suite on nous invita à un *Te Deum;* mais plusieurs ne furent pas avertis à temps. L'Empereur a fait le prince Kutusoff maréchal et lui a donné 100,000 roubles; sa femme a reçu le portrait; c'est de part et d'autre le *nec plus ultrà* des honneurs. L'Empereur a donné de plus 100,000 roubles au prince Bagration

et 5 roubles à chaque soldat qui a combattu à Borodino.

Cette bataille, monsieur le comte, ne saurait être assez célébrée ; elle a été livrée avec une valeur au-dessus de tout éloge, contre l'ennemi du genre humain, et pour tout ce qui reste dans l'univers de religion, d'indépendance et de civilisation. Tout homme, et surtout tout Européen, doit de vives actions de grâce à ceux qui l'ont gagnée. Cependant, si Votre Excellence me demande où nous en sommes, je me garderai bien de répondre autrement que par ces mots : *Je n'en sais rien.*

L'opinione regina del mondo est reine surtout à la guerre, et surtout encore depuis que les armes à feu ont égalisé les hommes,

Et qu'un plomb dans un tube enchâssé par des sots
Comme un soldat obscur va tuer le héros.

Peu de batailles sont perdues physiquement. Vous tirez, je tire : quel avantage y a-t-il entre nous ? D'ailleurs, qui peut connaître le nombre des morts ? Les batailles se perdent presque toujours moralement ; le véritable vainqueur, comme le véritable vaincu, c'est celui qui croit l'être. Les bataillons qui avancent savent-ils qu'il y a moins de morts de leur côté ? Ceux qui reculent savent-ils qu'ils en ont davantage ? La bataille d'Austerlitz, donnée en Moravie, fut perdue quatre jours après à Ujhely, en Hongrie, sur quatre feuilles de papier ; celles de Pultusk et de Preisich-Eylau furent bien gagnées matériellement dans toute la force du terme ; des causes purement morales annulèrent ces victoires

complétement. Et précédemment, à Marengo, n'avait-on pas eu l'ineffable talent de *perdre une bataille gagnée?* Il faudrait donc savoir avant tout quel sentiment la bataille de Borodino a laissé dans les cœurs des deux partis. Le Russe a-t-il dit dans le sien : *Le Français ne peut me résister?* Celui-ci a-t-il dit : *C'est vrai?* Voilà la question; mais le temps seul peut la résoudre. Si le découragement s'approche seulement du cœur des Français, ils sont perdus; s'ils tiennent bon et s'ils peuvent avancer, nous pouvons encore voir d'étranges malheurs. Les événements nous ont révélé un grand et terrible secret, celui de l'infériorité du nombre de notre côté; elle est grande, monsieur le comte, et Dieu veuille qu'elle diminue. Cependant l'Empereur payait au mois de janvier 942,000 hommes. Où sont-ils? J'en parle souvent à des Russes fort instruits, et qui cependant ne savent pas répondre. Le grand-duc a dit ouvertement, et même il a répété : *A quoi nous sert cette grande victoire? à n'avoir plus d'armée.* Ce discours est étrange dans cette bouche. Le prince Kutusoff n'a pourtant employé qu'un bataillon de chaque régiment; il lui reste plusieurs corps intacts, entre autres la garde, et la plus grande partie des miliciens de Moscou, dont les compagnons ont déjà fait des merveilles.

Dans l'espoir d'adresser bientôt à Votre Excellence un heureux supplément, je la prie d'agréer la haute et respectueuse considération avec laquelle je suis, etc.

Addition à la dépêche du 2/14 septembre.

J'ai l'honneur, monsieur le comte, d'envoyer à Votre Excellence une dépêche adressée à Sa Majesté, et qui ne contient aucune nouvelle. Ainsi, vous dépècerez comme il vous plaira ma relation pour en faire usage à Cagliari.

Vous trouverez ci-jointes deux pièces : 1° le plan de la bataille de Borodino (je me rappelle que lorsque j'adressai à Sa Majesté le plan de celle de Pultusk, elle l'agréa fort; ainsi, monsieur le comte, je pense que Votre Excellence fera bien de faire passer celui-ci) ; 2° le bulletin officiel de cette même bataille, publié hier en français. Vraiment on y peut trouver une apologie de Barclay de Tolly et même du chancelier, qui ne manquera pas de dire que *ce n'est pas le moment de reconnaître son infériorité*, etc. On ne manquera pas de réponses; mais, enfin, il y aura de quoi argumenter.

Le prince Kutusoff a beaucoup reculé encore, ce qui a été fort désapprouvé par plusieurs officiers distingués de son armée même. Cependant il a écrit à une fille qu'il a mariée à Moscou : « Je vous défends de sortir sous peine de malédiction, *et je vous engage ma tête que l'ennemi n'entrera point à Moscou.* » — Ainsi soit-il, monsieur le comte; c'est tout ce qu'on peut dire. Tout dépend de la prochaine bataille, qui se donne peut-être pendant que j'ai l'honneur de vous

écrire. Elle sera vraisemblablement plus terrible encore que l'autre, et si l'ennemi met le pied à Moscou, attendez-vous, monsieur le comte, à quelque scène antique dans le genre de Sagonte ou de Numance.

Un officier présent à Borodino m'assurait hier qu'à la fin de la bataille les Français manquaient tout à fait de munitions, et qu'ils lançaient des pierres. On leur laissera le temps de faire venir des boulets. Jamais on ne les attaque : l'à-propos est donc toujours pour eux. En vérité, tout ceci est une magie. Leurs magasins sont à Kœnigsberg, ils arrivent par le Niémen à Kovno, et de là par des chariots vers Moscou, sans que jamais aucune force russe ait pu encore rompre cette échelle de huit cents verstes. Quand finira donc ce sortilége?

Le maréchal a commandé 10,000 hommes de milices pour enterrer les morts; voilà la vérité enterrée avec eux, elle y pourrira à son aise et jamais on ne saura rien; de part et d'autre on dira : la perte de l'ennemi est immense et la nôtre est sensible. Je puis donner à Votre Excellence un échantillon de cette *perte sensible*. Le comte de Woronzoff commandait à lui seul 8,000 grenadiers d'élite, il en a ramené 3 ou 400, et il écrit lui-même *ma défunte division*. Je crois bien que les Français n'ont pas été mieux traités; mais Napoléon sacrifie une foule d'étrangers. Quand est-ce donc que ce fléau du genre humain s'arrêtera? Voici, monsieur le comte, les troupes qu'il a derrière lui :

Tormasoff s'avance avec.	25,000 h.
Sacken à Gitomir..	25,000

Tchitchagoff, qui vient se joindre au 1er. 40,000
Ignatieff à Bobrovich (gouvernement de Minsk). 15,000
Hertel à Mosyr (même gouvernement) 20,000
Wittgenstein sur la Dwina (Polock-Wittebsck) 25,000
Essen à Riga 20,000
Troupes du débarquement de Finlande. 20,000

Ajoutez une foule de milices et de recrues qui pleuvent. Cela se conçoit-il? Il y a du miracle dans toute cette machine. Je suis forcé de cacheter sans pouvoir apprendre à Votre Excellence le dénoûment de la grande tragédie, et sans savoir même décider mes pressentiments. Je crois bien certain qu'un tel homme doit périr, mais quand?

Post-scriptum du 3/15 septembre 1812.

Ordre du jour de Bonaparte, le 8 *septembre.*

« Soldats de toutes les nations! Cette bataille est de toutes celles que j'ai données la seule que je n'aie pas gagnée; il faut laver cet outrage dans le sang des Russes. »

Cette pièce passe pour authentique.

On donne pour sûr l'ordre non officiel de laisser entrer les vaisseaux anglais, mais tout cela va fort lentement, et je crois que le cabinet anglais est fort mécontent de celui-ci.

Le prince Kutusoff écrit à sa femme : « Je ne suis pas vaincu, j'ai gagné une bataille sur Bonaparte. » Je crois la première partie de ce billet plus sûre que la seconde. Le prince Kudaschoff, qui est attaché au maréchal, écrit au bas du billet l'apostille suivante : *incessamment une seconde affaire dans laquelle le diable emportera l'un ou l'autre.* Voilà la vérité, et il faut trembler. Tenez pour sûr, monsieur le comte, que l'existence même de la Russie se joue en ce moment à pair ou non.

J'ai été blessé moi-même, monsieur le comte, à la bataille de Borodino. Sachant que le régiment des chevaliers-gardes n'avait pas donné, et que d'ailleurs le général dont mon fils est aide de camp était malade, je ne croyais avoir couru aucun danger ; je me trompais. Le jeune homme, pour pouvoir assister à l'action, s'est attaché à un autre général (le prince Dimitri Vladimirowitch Gallitzin), et il a demeuré pendant douze heures de suite au milieu de ce feu infernal sans être touché ; mais, à la fin, une grenade est venue tuer un soldat à côté de lui, briser la tête de son cheval en éclatant et le toucher lui-même au genou d'une manière qui l'a privé sur-le-champ de tout sentiment de ce côté. On l'a emporté. Cependant les gens de l'art disent qu'il en sera quitte pour être quelque temps hors de combat, et il me l'écrit lui-même. Ce sont de terribles moments.

Le chancelier, inébranlable dans ses systèmes, fait très-peu de cas de cette bataille ; il en parle légèrement, ainsi que le grand-duc, et tient toujours, de même que ce prince, au système de la paix. Le grand-duc répète à qui veut l'entendre que cette prétendue victoire n'est que la destruction de l'armée, qu'il est impossible de s'en procurer une seconde, etc. La haine contre le chancelier est au comble ; au grand dîner qu'il a donné le jour de la fête de l'Empereur, les principaux personnages de l'État se sont excusés ; il rit de tout cela et va son train. Je n'ai pas un doute sur ce qui le rend inébranlable dans sa place : c'est que l'Empereur a toujours dans le fond de son cœur le sentiment de son infériorité et de la nécessité possible de la paix ; en conséquence, il conserve le chancelier comme l'instrument le plus convenable à employer dans cette occasion suprême. Voilà, je crois, tout le mystère. — Tout dépend de la première bataille, et, encore une fois, c'est un coup de dé : si elle est équivoque, elle pourrait bien amener une paix plus ou moins ignoble. Dieu nous en garde.

11/23 septembre 1812.

C'est avec un chagrin inexprimable, monsieur le comte, qu'à la longue lettre que vous recevrez par le

ministre des Deux-Siciles je dois ajouter ce triste post-scriptum pour vous dire que Moscou est pris. Les Français y sont entrés le 3/15, à trois heures après-midi, le maréchal Kutusoff s'étant retiré sur la route de Riazan. On donne de cela, comme vous pensez bien, d'excellentes raisons; mais la raison n'en dit pas moins que, sauf miracle, il n'y a plus de Russie. Que voulez-vous, monsieur le comte? cette guerre a été mal commencée ; on n'a rien oublié pour le faire comprendre ; le bon sens étranger même s'en est mêlé : tout a été inutile. A Drissa, le mal pouvait encore être réparé; mais l'orgueil national écarta le marquis Paulucci. Quoique l'armée soit intacte, il faut s'attendre à tout, *même dans plus d'un genre,* et il n'y a plus de remède que dans l'un de ces événements que l'on appelle *fortuits,* et que personne n'a le droit d'attendre.

La nouvelle de la prise de Moscou a été apportée ici par le chevalier Michaud, de Nice, sujet du roi, excellent officier et fort estimé à l'armée; il est plein de courage et d'espérance, et m'a fort bien expliqué les choses : toujours nous avons été trompés sur le nombre. On nous avait fait croire (et Votre Excellence l'aura vu dans ma lettre) que le maréchal Kutusoff n'avait employé à peu près que ses seconds bataillons : il a employé au contraire jusqu'au dernier homme, tandis que Napoléon avait toute sa réserve fraîche, et en particulier toute sa garde; là-dessus le maréchal, se croyant dans l'impuissance d'accepter une seconde bataille avant d'avoir reçu des renforts, recula rapidement vers Moscou; mais la foudre le suivit. Napo-

léon ne perdit pas une minute ; il accourut sur-le-champ, dans l'espérance que, pour sauver la capitale, le maréchal accepterait une bataille désavantageuse. C'est là-dessus qu'on a délibéré ; on s'est déterminé à quitter Moscou, mais non sans opposition ; quelques officiers ont protesté. Le général Miloradowitch, chargé de couvrir la retraite, a été enveloppé par les Français, commandés par le *vice-roi d'Italie.* Miloradowitch lui a fait dire par un parlementaire que l'intention de Sa Majesté Impériale n'étant point de soumettre sa capitale aux horreurs de la guerre, il était prêt à la lui remettre par capitulation ; que, dans le cas contraire, il allait l'embraser et se jeter sur lui pour se faire tuer avec le dernier de ses soldats. Le vice-roi accepta le parti de la sûreté et de l'humanité.

Maintenant, il est clair que Napoléon a fait une grande faute militaire, que sa position est plus mauvaise et qu'il a manqué son coup. Le maréchal a reçu de grands renforts et en reçoit journellement. Tormasoff et Tchitchagoff arrivent sur Smolensk, et Wittgenstein approche par Weliki-Louki et Wittebsk. Les Français sont pris en flanc et courent les plus grands dangers, etc., etc. — Oui, sans doute, si les miliciens étaient de vieux soldats, s'il y avait égalité de talents, si tout le monde faisait son devoir, si les Autrichiens ne retardaient pas Tormasoff, si la peur ne s'emparait pas des esprits, etc., etc.

Voilà bien des *si*, monsieur le comte ; c'est un terrible problème sur lequel nul homme sage n'est tranquille. Depuis vingt ans je vois les empires tomber les

uns sur les autres sans se douter seulement de ce qu il faudrait faire pour se sauver. J'ai vu les apparences toujours trompeuses et le bon sens ordinaire toujours trompé. Je suis donc timide, et je dois l'être.

L'Empereur tient bon et ne veut pas qu'on parle de paix. On attend la première bataille. Si elle est malheureuse, tout le monde partira.

Saint-Pétersbourg, 1/13 octobre 1812

Monsieur le chevalier,

Les légations que Sa Majesté juge à propos de maintenir étant un objet essentiel pour sa dignité, je ne l'ai jamais perdu de vue et je n'ai rien négligé soit pour me rendre agréable ici, soit pour procurer à Sa Majesté un ministre russe tel qu'elle pouvait le désirer. Il me paraissait que le comte de Mocenigo remplissait toutes les conditions; mais lui, de son côté, quoique très-décidé à aller s'il le fallait, nourrissait cependant dans son cœur le désir d'obtenir une autre légation, celle de Palerme, qui était l'objet de tous ses vœux, et que cependant il n'aurait jamais obtenue si les circonstances, comme il arrive souvent, ne l'avaient pas servi mieux que toutes les protections imaginables. J'ai eu l'honneur de vous mander dans le temps les avantages ra-

pides du prince Kuslowsky, devenu tout à coup chambellan et chef d'expédition, avec un présent de 30,000 roubles pour payer ses dettes. Il a certainement de bonnes qualités, mais cette légèreté que vous m'avez fait connaître dans le temps n'a pas tardé à se montrer ici ; il est allé trop souvent dans une certaine maison, et non-seulement la porte s'est fermée, mais il a été décidé qu'il fallait quitter la capitale. Il m'a dit lui-même : *Je n'ai pas su mener ma barque et me tenir à Saint-Pétersbourg comme il convenait.* Il ne m'en a pas dit la cause, comme vous sentez bien, mais je l'ai apprise d'ailleurs. Je crois de plus qu'il a commis quelques indiscrétions dans son emploi même ; je n'entends parler de rien d'essentiel, mais seulement de ces sortes de choses qui n'ont point de nom et qui sont néanmoins essentielles, surtout auprès du gouvernement le plus taciturne et le plus soupçonneux de la terre. La légation de Palerme a été le *châtiment* infligé au jeune diplomate. Le duc de Serra-Capriola, ayant eu connaissance de cette destination, a fait une opposition des plus violentes, pour deux raisons, c'est-à-dire parce qu'il ne voulait pas celui-là et parce qu'il en voulait un autre, car il portait de toutes ses forces le comte Pouschkin, qui a déjà résidé à Naples et qui est agréable à cette cour. On dit qu'il ne sait pas écrire, mais c'est, à mon avis, un fort petit inconvénient. Je ne sais comment a parlé le duc, mais j'ai lieu de croire qu'il a déplu à l'Empereur, qui a voulu lui donner une demi-mortification en lui ôtant Kuslowsky pour lui en donner un autre qui probablement ne lui déplaisait pas moins. En con-

séquence, il a résolu d'envoyer Mocenigo à Palerme et Kuslowsky en Sardaigne. Il ne m'était pas même permis de soupçonner ce changement, puisque le chancelier de l'Empire venait de m'assurer (le 7/19 février, j'ai eu l'honneur d'en rendre compte) que M. le comte de Mocenigo était sur le point de se rendre à sa destination. Cependant le bruit étant parvenu jusqu'à moi et prenant beaucoup de consistance, il fallait bien parler ou se taire ; je n'ignorais pas combien le prince Kuslowsky déplaisait à Sa Majesté, mais comment faire? Refuser un ministre dans la position où nous sommes n'était pas sans inconvénient, et mon zèle pouvait aisément devenir risible. Le duc, qui me paraît cependant avoir déplu à l'Empereur, a bien des droits que je n'ai pas. Il est véritablement ministre, très-solennellement agréé et protégé sans équivoque aucune : moi, je suis ministre de nom, mais dans le fond un simple particulier masqué en ministre et résistant comme je puis aux circonstances qui m'attaquent au lieu de me défendre. Le pas était glissant; néanmoins j'ai cru devoir passer la note du 14/26 que vous trouverez ci-jointe, et dans laquelle je repousse Kuslowsky sans le nommer. Le 22 j'ai reçu une réponse où M. le chancelier me notifie officiellement la destination du prince Kuslowsky, sans plus parler de ma note du 14 que si je ne l'avais pas écrite ; et moi j'ai répliqué par un office qui n'est pas long et qui vous paraîtra d'un genre assez singulier. Il ne faut être nigaud ni insolent. Sa Majesté décidera si j'ai réussi. J'ai d'assez fortes raisons de soupçonner que le chancelier a supprimé auprès

de l'Empereur ma note du 14 ; j'ai de plus des moyens de le savoir dans quelques jours et de faire parvenir ma note directement ; mais cette petite manœuvre étant un peu contraire à ce précepte dont je vous ai parlé souvent, *non tripotaberis*, je n'ai point encore pris de parti sur ce point. Le personnage qui remettra la pièce et qui est instruit de toute cette affaire me disait en blâmant le chancelier, qu'il ne peut souffrir : *Si le prince K. déplaît à votre maître, ce sera l'affaire d'une lettre qu'il écrira au mien.* Mais nous n'en sommes pas là encore. Kuslowsky, par suite de sa destination, est venu me voir ; nous avons longtemps jasé sur ceci et sur cela. Il m'a dit ouvertement : *Est-ce que la personne ne serait pas agréable?* Je lui ai répondu : « Mon prince, il est possible que la personne étant fort agréable la nomination ne le soit point du tout. Elle est désagréable pour vous, pour moi et pour Sa Majesté. Pour vous, parce qu'elle vous donne l'air d'un pis-aller ; pour moi, parce que le chancelier m'a compromis auprès de ma cour, en vous nommant auprès d'elle après m'avoir fait écrire que le comte de Mocenigo était sur son départ ; pour le Roi enfin, puisqu'on déroge à son égard aux procédés diplomatiques en lui changeant un ministre dans la main, sans le faire pressentir aucunement, pas même par la voie de son ministre. Au reste, mon prince, permettez-moi de vous parler franchement, puisque vous me dites vous-même que les portes sont fermées et que vous êtes venu pour cela : n'avez-vous point eu quelque reproche à vous faire en Sadaigne? Comment avez-vous tenu la balance entre la France et l'Angle-

terre? Je vous avais écrit moi-même : *Prenez bien garde, prince! attachez-vous à la France sans attachement; éloignez-vous de l'Angleterre sans éloignement!* avez-vous bien suivi cette règle? —Oh ! c'étaient des circonstances particulières. — Ah ! mon prince! il y a toujours des *circonstances particulières*, etc. Enfin, monsieur le chevalier, je lui fis un assez beau sermon que le duc lui a répété deux jours après. Ce dernier, avec son influence, a nui à lui et à moi ; je le lui ai dit, mais sans me fâcher, car il ne faut pas se brouiller avec un tel ami ; il n'a fait d'ailleurs que ce que j'aurais fait à sa place, ainsi nous sommes tous en règle.

La haine et la jalousie étant portées au comble dans ce moment, on s'est mis à se déchaîner contre le comte de Mocenigo avec une rage dont vous n'avez pas d'idée. On l'accuse d'être né à Zanthe, d'être sujet français, d'avoir tout son bien en Italie sous la patte de Napoléon, etc. La première accusation n'a pas le sens commun; il n'y a pas de loi connue qui défende de naître à Zanthe : je suis bien né à Chambéry, moi qui vous parle; preuve que, dans ce genre, on se permet tout. D'ailleurs Zanthe est aux Anglais dans ce moment; cette domination n'est pas suspecte. Enfin, M. de Mocenigo n'est point propriétaire à Zanthe et ne l'est point en Italie. Avec tout cela, il y a apparence que M. de Mocenigo sera nul à Palerme, comme Kuslowsky le sera peut-être à Cagliari malgré les bons avis qu'il a reçus. Je crois, au reste, que vous pourrez beaucoup sur ce dernier : il a les défauts que vous connaissez; mais je le crois bon, sensible à l'hon-

neur et aux caresses ; l'homme étant quelque chose, il faut faire quelque chose pour lui. Par un certain côté Sa Majesté doit être contente ; on lui envoie un chambellan, homme de grande distinction, — à qui la fortune manque, mais aujourd'hui il est bien payé : — il a 5,000 roubles d'argent pour son voyage et 8,500 d'appointements (le rouble d'argent vaut 3 livres piémontaises) ; il aura encore, suivant les apparences, quelque allocation extraordinaire pour son établissement. Il montre beaucoup de respect et d'attachement pour la cour, et toujours il s'est exprimé dans ce sens. Il passe par l'Angleterre et part au premier jour. Dans ce moment il n'est encore que *conseiller de cour*, grade fort au-dessous du titre d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ; mais *il fallait qu'il partît ;* et l'Empereur, pour tout ce qui l'offense personnellement, ne punit qu'avec des titres et des pensions. D'ailleurs on ne sait dans nos pays ce que c'est que *les grades*, et mal m'en a pris en particulier, car c'est la tyrannie des grades qui promène mon fils d'une boucherie à l'autre. Peut-être au fond tout est pour le bien. Je viens d'être fort heureux pour la troisième fois ; il s'est trouvé pendant douze heures au milieu de l'épouvantable massacre de Borodino sans être touché ; à la fin une grenade est venue casser la tête de son cheval, tuer un dragon d'ordonnance à côté de lui, et le frapper lui-même au genou. Il en a été quitte pour une paralysie momentanée et pour boîter pendant quelques jours. En vérité, c'est un miracle ; on ne conçoit pas comment ces mêmes éclats qui ont pu percer de

part en part la tête d'un cheval (car c'est ainsi que la chose s'est passée) ont été si modestes envers ce genou de vingt-trois ans. Je remercie du passé en tremblant pour l'avenir. Cette coquine de grenade me coûte 2,000 roubles; mais je me console en songeant combien une bière ou même une jambe de bois serait plus chère.

— Peu de temps après le départ de Son Altesse Impériale pour Cagliari, M. le comte de Metternich avertit l'envoyé autrichien près cette cour, afin qu'à son tour il notifiât au ministère russe que Son Altesse Impériale l'archiduc *allait faire connaissance avec sa nièce*. La lettre du 8 février 1811 me fut communiquée ici en original, ainsi vous voyez, monsieur le chevalier, qu'on a été instruit ici de bonne heure. Depuis longtemps le chancelier avait fait des questions au duc sur la célébration de ce mariage, et le prince Kuslowski me demandait souvent : *N'avez-vous point de nouvelles de chez vous ?* Je disais toujours ce qu'il fallait dire : *Non*. Enfin, le 7/19 du mois passé, il me passa lui-même un billet du matin dans lequel il me donnait les détails les plus circonstanciés sur la cérémonie, les fêtes, les promotions, y compris la vôtre, monsieur le chevalier, etc., etc. Je crois que c'est Ciarella qui l'avait instruit : ces diables de négociants précèdent toujours tout le monde.

— Nous sommes toujours ici un pied en l'air; tout ce qui a quelque valeur est emballé, toutes les écuries sont pleines de chevaux. Mes petits paquets sont faits et ont déjà leur direction déterminée. C'est à présent qu'on peut se repentir à l'aise d'avoir dépensé inuti-

lement ou perdu de l'argent. Depuis vingt ans j'ai assisté aux funérailles de plusieurs souverainetés ; rien ne m'a frappé comme ce que je vois dans ce moment, car je n'ai jamais vu trembler rien d'aussi grand ; et d'ailleurs, on pouvait reculer jusqu'ici, mais, dans ce moment, il n'y a derrière nous que le Spitzberg. Pour moi, monsieur le chevalier, si j'étais pressé, je m'échapperais *par la tangente*, et je m'en irais en Angleterre ; mais je suis fort éloigné, je vous l'assure, de croire les choses aussi désespérées. Napoléon a cru signer la paix à Moscou, il s'est trompé ; la Russie tient bon, son armée augmente tous les jours, des armées moindres, mais cependant considérables, se jettent sur la ligne d'opération des Français ; l'hiver impitoyable s'avance. Dès lors la position de Napoléon devient très-dangereuse, et, suivant toutes les règles de la probabilité, on doit gager contre lui. Je sais bien qu'un aussi grand joueur de gobelets doit infailliblement, dans un moment tel que celui-ci, tirer du fond de sa gibecière quelque tour extraordinaire, aussi je n'affirme rien ; mais je dis qu'il est dans le plus grand danger.

On a brûlé depuis un mois à Saint-Pétersbourg plus de papier qu'il n'en faudrait pour faire rôtir tout le bétail de l'Ukraine ; j'ai brûlé en mon particulier tout ce qui pouvait l'être, et cependant je suis encore fort embarrassé, mais non pas pour moi-même, puisque je ne conserve pas une ligne de ma façon. Quand on est à son aise et à sa place, il est bon d'avoir un secrétaire et même deux ; mais lorsqu'on est gêné comme je le suis et comme je dois l'être, un secrétaire n'est qu'un plomb

attaché au pied d'un nageur. J'aime mieux me passer de registre et n'être chargé que de ma personne, déjà trop pesante. Je vous peindrais difficilement l'état de mon esprit. Seul au milieu d'un appartement dont le vide m'épouvante en me rappelant sans cesse celles qui devaient l'occuper, je me dis qu'il y a des moments qui ne se répètent jamais dans la vie. Pour ces personnes, le moment de ma mort n'est pas douteux comme il l'est pour les autres ; il est fixe comme il le sera dans cent ans : c'est le 13 février 1803[1]. Ensuite mon imagination va chercher mon fils unique au milieu d'une guerre enragée. De là je passe à mon frère ; il faut bien aller de temps en temps chez la princesse Chakaskoï : j'y trouve sa nièce mourant de peur et de chagrin. De tout côté je vois des barques et des fourgons chargés ; j'entends parler la peur, le ressentiment et quelquefois la malveillance ; je vois plus d'un symptôme terrible. En vérité, monsieur le chevalier, tout cela n'est pas couleur de rose. Je ne refuse point de reconnaître les grandes et nombreuses consolations dont je jouis, mais je n'ai pas celle que je désirerais le plus. Dans votre nº 54 vous me dites : *Sa Majesté approuve le contenu de votre dernière dépêche ;* c'est un peu laconique ; je m'attendais à quelques mots chiffrés. Une idée m'est venue, mais très-tard, car je ne suis nullement fin ni prévoyant : *si par hasard le Roi ne m'avait pas approuvé, il ne me l'aurait pas dit ;* cette idée fait que,

[1] Date du départ de M. de Maistre pour Saint-Pétersbourg. (*Note de l'Éditeur*).

tout bien considéré, je suis bien aise que mes travaux avec l'Empereur n'aient point eu de suite. Je ne sais si, de son côté, Sa Majesté Impériale a compris la crainte que j'ai montrée ouvertement de m'avancer d'une ligne hors de ma place : j'en doute. Ce qu'il y a de sûr, c'est que le thermomètre de la faveur est toujours pour moi : ce thermomètre est la maison du grand personnage qui a toujours été le seul intermédiaire ; il est aussi difficile d'entrer dans cette maison, que dans Gibraltar quand on n'est pas de la garnison. À la campagne, il y a dans le grand chemin un domestique planté comme un poteau à la tête de l'avenue, et chargé de dire aux voitures qui arrivent : *Ni prinimaï* (on ne reçoit pas). Un soir, je ne fus pas reçu : le lendemain, une demoiselle d'honneur d'un mérite particulier, et qu'on sait être de mes amies, fut chargée de me dire *que les ordres n'étaient point pour moi, que j'avais tort de ne pas me faire annoncer, et que même on avait quelque chose à me dire de la part de...*[1], etc. J'y retournai, je fus reçu à merveille, comme je le suis toujours, mais on ne me dit pas le mot *de la part de...*, etc., et je me gardai bien de faire une question, car il n'y a rien dont un Russe vous sache meilleur gré que de ne pas l'interroger lorsqu'il n'a pas envie de parler. Il m'a été dit à peu près clairement que les projets de travail étaient suspendus par les circonstances, mais que les engagements subsistaient toujours ; nous verrons. Cependant,

[1] On comprend qu'il s'agit de l'Empereur.
(*Note de l'Éditeur*).

je vous avoue que je préfère une *faveur sans exercice*, dans la crainte d'avoir l'air de trop pencher du côté russe, quoique j'aie dit expressément qu'il fallait, en se servant de moi, n'oublier jamais que si le Roi me donnait, par impossible, une commission mortelle pour les intérêts de Sa Majesté Impériale, je l'exécuterais sans balancer, ce qui est vrai. Mais rien ne peut arracher de ma tête l'idée fatale que je ne suis point l'homme qui convient à Sa Majesté, de quelque manière que je m'y prenne. Quelquefois, dans mes rêves poétiques, j'imagine que la Nature me portait jadis dans son tablier, de Nice en France, qu'elle fit un faux pas sur les Alpes (bien excusable de la part d'une femme âgée), et que je tombai platement à Chambéry. Il fallait pousser jusqu'à Paris, ou du moins s'arrêter à Turin où je me serais formé; mais l'irréparable sottise est faite depuis le 1er avril 1754. Je reconnais moi-même dans moi-même je ne sais quel élément gaulois qui ne me met pas en harmonie avec notre cabinet, que je respecte d'ailleurs autant que je le dois; car le mot *différent* n'est pas, grâce à Dieu, synonyme de *mauvais*, ni même de *moins bon*. Mais croiriez-vous, monsieur le chevalier, que les hommes se conviennent par les principes? Nullement : c'est par l'humeur et les préjugés. C'est ce qui m'a fait désirer et demander même de me retirer, car j'ai toujours été persuadé de déplaire. Vous m'avez adressé souvent contre cette idée de fort beaux arguments, mais la faveur est comme la réputation des femmes, *ce qu'on croit et ce qui est c'est la même chose*. Voilà encore votre aimable post-scriptum du 6 juillet, dans lequel vous me dites,

enixis verbis, que Sa Majesté a bien voulu vous ordonner de me dire *qu'elle avait lu ma dépêche du 21 avril et la précédente avec beaucoup d'intérêt, et qu'elle entend que je continue à vous envoyer mes rapports avec la même exactitude.*

Que puis-je dire à cela, sinon vous prier avant tout de mettre aux pieds de Sa Majesté mes plus vifs et humbles remercîments? *Je continuerai* ensuite, comme par le passé surtout, dans la juste confiance et la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, monsieur le chevalier, etc.

La bonne tête du prince Kuslowsky a jugé à propos de raconter la conversation qu'il a eue avec moi tête à tête; le public, qui est toujours bon, a jugé à propos de son côté de supprimer mon préambule poli, et au lieu de dire : *La personne pourrait être très-agréable et la nomination très-désagréable,* on dit tout uniment : *Votre nomination, mon cher prince, ne peut qu'être très désagréable pour vous, pour moi et pour Sa Majesté,* etc. ; et comme mes phrases, lorsque je les ai un peu soignées, font assez vite le tour de la ville, Kuslowsky a mis en circulation ce beau compliment qui amuse tout le monde, à commencer par moi. — J'ai vu depuis le chancelier ; il ne m'a rien dit, ni moi à lui.

Voici la copie de ma note au chancelier.

Note à Son Excellence M. le chancelier de l'Empire.

14/26 septembre.

Son Excellence M. le chancelier de l'Empire a eu la bonté d'assurer le soussigné, le 7 de ce mois, que M. le comte de Mocenigo était sur le point de se rendre à sa destination en Sardaigne ; et, tout de suite, le ministre soussigné se hâta d'en faire part à sa cour. Aujourd'hui il entend assurer que cette destination a changé ; et quoique tous les bruits et tous les rapports ne doivent pas être accueillis, il en est cependant qui ne peuvent être passés sous silence. Il espère donc que Son Excellence M. le chancelier de l'Empire voudra bien permettre que le soussigné lui témoigne ses très-vives inquiétudes sur ce point. Un changement dans cette légation ne serait indifférent ni à Sa Majesté le Roi de Sardaigne, ni au soussigné qui a dû suivre cette affaire avec les mesures convenables et faire part du résultat, et il espère de l'amitié de Sa Majesté Impériale pour le Roi son maître, plus précieuse pour lui, s'il est possible, dans ces moments difficiles, et des bons offices de Son Excellence M. le chancelier de l'Empire, que les déterminations prises ne changeront point, ou que le soussigné éviterait au moins le chagrin de n'être nullement pressenti. Il profite, etc.

Octobre 1812.

Monsieur le chevalier,

J'ai reçu avec un extrême plaisir votre lettre confidentielle du 1er juillet. J'en avais besoin, car depuis longtemps nous ne nous étions rien dit à l'oreille. Votre peinture de la Sardaigne est de Rembrandt, noire et vraie. Est-il possible qu'au commencement du dix-neuvième siècle on en soit encore aux taxes et aux ventes forcées? En vérité, cette atmosphère est pestilentielle : c'est une espèce d'intempérie morale qui attaque tous les tempéraments. Prenez garde à vous, monsieur le chevalier; si vous continuez à la respirer, vous m'écrirez une fois que deux et deux font cinq, ou qu'on s'y est conduit très-délicatement à mon égard.

Comme j'ai ri de votre science de 1737! et de mon profond successeur! Savez-vous bien que si j'étais là je serais entre vous deux une moyenne proportionnelle, car je suis né en 1753. Je serais donc, ne vous déplaise, un peu moins ignorant que vous, mais beaucoup plus que mon successeur.

Consolez-vous, monsieur le chevalier, vous êtes comme tant d'illustres martyrs, *damnatus ad bestias!* — Je m'étonne de ce que vous me dites sur les *boutiquiers*. Je dis comme vous : *Contra stipulam ostendis potentiam tuam et contra folium quod vento rapitur.* Est-il possible qu'ils spéculent sur les *Cagliaresi* comme sur les roupies? — N'avez-vous point encore pensé au vin? Il me semble qu'il pourrait faire merveille ici,

et qu'à la fin les Sardes apprendraient l'usage de la boussole, comme ils apprirent celui de la herse une année avant mon départ. — Quant à la pompe, ils n'en voulurent point; ils aimèrent mieux étancher les salines avec des seaux emmanchés.

De nos arts, de nos lois, la beauté les offense.

Ce vers est de Voltaire; je me suis rappelé tout aussi bien l'épigramme de sa façon, que vous appliquez fort à propos à votre promotion. Au reste, quand justice se fait, c'est toujours bien fait : le motif peut faire rire sans nuire à la chose. Je vous félicite autant que vous avez envie d'être félicité. Votre collègue aura beau citer Arlequin, Pantalon, etc., comme nous sommes tous de la même bande, il n'y a pas de quoi rire. En général, quant aux promotions, vous ne sauriez croire, ou plutôt vous savez très-bien à quel point les grands pays gâtent sur cet article; les gens qui se battent à Cagliari pour être colonel ou brigadier, ou pour 300 livres de pension, jouent pour nous une espèce de farce assez semblable à celle que jouent les hommes en général sous l'œil des intelligences supérieures.

Ces originalités du pays que vous habitez m'amuseront toujours. Qui sait si quelque mémoire sarde se souvient encore de moi? Je crois que non, car ce peuple n'aime rien ; j'ai constamment remarqué que l'approbation est quelque chose d'antipathique pour le caractère sarde. Je serai donc pénétré d'une reconnaissance étonnante et étonnée, si quelqu'un de ce pays se rap-

pelle de moi assez pour me préférer un peu à mon délicieux successeur.

Je ne compte que sur la grande tête de Murena, qui fera fort bien d'écrire à son disciple avant qu'*il* radote tout à fait (je compte sur vous pour faire accorder le pronom). Les égards *européens* que j'avais pour sa qualité d'instituteur excitaient chez lui une reconnaissance qui à son tour excitait la mienne. Répétez-lui mes compliments, et assurez-le que Rodolphe n'oublie point le latin : il a droit de s'intituler *premier latiniste de la garde impériale*, comme ce certain magistrat français qui fut déclaré par une dame *premier violon du Parlement.*

Mes dépêches envoyées avant mon départ pour Polock vous auront appris ma singulière destinée dans ce pays : un quart d'heure avant la première ouverture, je ne m'en doutais non plus que vous; mais tout est allé bien autrement que je n'aurais cru, les événements politiques, qui ont tout croisé, ayant arrêté ma famille ; cependant il en reste toujours quelques agréments. Ce qu'il y a d'horrible pour moi, c'est l'idée d'être obligé de fuir : *O ciel ! faut-il s'attendre à ce dernier malheur ?* Si nous tenons, ce qui est fort douteux, il peut se faire que je ne demeure pas tout à fait nul ; mais, comme je le dis dans ma dépêche officielle, je ne désire rien dans ce genre, vu que, suivant les apparences et malgré toutes mes précautions, j'inspirerais quelques alarmes là où vous êtes. Je n'avais d'autre ambition décidée que celle de revoir ma famille; cette espérance étant trompée, tout le reste ne

signifie rien pour moi. Je dois cependant vous dire une chose que j'ai oubliée encore et qui n'est point un secret, c'est qu'ayant dit en conversant avec le personnage qui a tout mené : « Je remercie le ciel d'avoir retenu ces trois dames; qu'en ferais-je, bon Dieu! dans ces circonstances ! » — il me répondit sans balancer: « Pourquoi donc ? on aurait bien arrangé tout cela ; » — preuve qu'on y avait pensé. Mais, à moins d'un nouveau miracle, c'est une affaire manquée pour toujours. Plus d'une fois j'ai prié Sa Majesté de me renvoyer ; vous ferez bien, monsieur le chevalier, de favoriser cette idée si l'on vous en parle. J'ai quelques succès ici qui peuvent engager le Roi à m'y laisser, mais dans le fond du cœur je ne lui suis point agréable, j'en suis persuadé ; je ne réussis pas auprès des princes de la maison de Savoie, et surtout en Sardaigne. Je n'ai rien de particulier à vous dire, monsieur le chevalier, sur le grand mariage dont vous me donnez la nouvelle officielle ; une dame m'en donna de Vienne la première nouvelle il y a trois ans : depuis, toutes les circonstances me sont parvenues de tous les côtés imaginables, la secrétairerie du Roi exceptée, ce qui m'avertit de changer de discours, *car il ne faut pas se mêler des affaires d'autrui.* Je ne puis cependant m'empêcher de vous présenter une observation qui me paraît assez piquante. Un plan est parfaitement dessiné pour succéder à tous les droits de cette grande maison de Savoie, et au moment même où on l'achève, voilà une charmante grossesse qui met tout en l'air ! C'est une niche de la fortune.

Je l'ai dit mille fois : après quelques années de sé-

jour ici nous ne valons plus rien pour notre pays. La vertu et l'esprit sont cependant les mêmes dans tous les pays, et sous ce point de vue votre joli lutin de sept ans vous rend aussi heureux que vous le seriez ici ; je suis ravi que son amabilité l'attache à l'ange que vous avez marié : c'est une bonne connaissance. Quant à M. votre fils, je conçois vos peines paternelles ; que faire là où vous êtes, et quelle carrière pour un jeune homme ? Espérons qu'il se présentera quelque *trou* par où il pourra passer. Le mien me donne beaucoup de consolation, puisqu'à son âge il a déjà trois réputations : une au bal (c'est l'essentiel), la deuxième dans le cabinet et la troisième sur le champ de bataille. Dites à l'abbé Murena qu'il serait charmé de le voir lire un classique en fumant, et que je ne doute pas, au reste, que ses saintes prières ne l'aient gardé à Kopis, à Gunstadt et à Borodino (ou Mojaïsk). On a d'abord dit que cette dernière bataille avait coûté la vie à 90,000 hommes, mais c'est pure calomnie ; on sait aujourd'hui qu'il n'est mort sur la place *que* 50,000 hommes et qu'on a porté à Moscou *à peine* 22,000 blessés ; ce n'est rien, comme vous voyez. Mon fils m'écrivait le lendemain matin, de Borodino même : *Nous avons eu hier une affaire assez vive*, expression qui a beaucoup amusé notre société ; sur l'article du courage et du sang-froid, il est fort plaisant. Mais en voilà assez sur nos poupons, quoique ce soit une chose délicieuse entre pères que de jaser sur ce petit peuple. — Comme vous m'auriez fait plaisir de m'apprendre quelque chose de particulier sur la Sicile ! Mais je sens l'inconvénient

de l'*arabe*. A propos d'arabe, si j'avais quelque chose à communiquer à M. de Front, en arabe, comment ferais-je? Depuis la triste mort de ce pauvre Ganières, il n'y a plus de langage commun entre nous; mais ce qui me fâche beaucoup, c'est que vous ne m'ayez rien dit en arabe, en persan ou en arménien, même en chinois si vous l'aviez voulu, sur les auteurs de la Constitution espagnole. Je n'ai pu la lire encore, ainsi je n'ai rien à vous dire sur l'édition in-16; mais par ce que m'en ont dit les Espagnols eux-mêmes, je vois que c'est une œuvre falote, quand même on l'imprimerait in-folio. Au reste il faut les laisser faire; là comme ailleurs les médecins et les avocats feront leurs beaux essais, mais la nature des choses les ramènera dans la grande route du possible; c'est déjà beaucoup qu'ils se soient abstenus des exagérations françaises. Et l'on parle des erreurs et des superstitions du moyen âge! — Je n'ai pu comprendre cette phrase : *Le successeur de don Gemiliano Deida est toujours au niveau du portier des Capucins*, etc. Celui qui reste croit que celui qui s'est éloigné conserve comme lui les connaissances qui l'environnent; c'est une illusion très-naturelle, mais c'en est une. Je ne sais plus ce que c'est que Deida, encore moins ce que c'est que son successeur.

Voici quelle serait mon ambition à l'égard de la caisse qui est chez ma sœur : Sa Majesté ne pourrait-elle pas proposer à quelque marin anglais de bonne humeur de me la porter à Londres, et son ministre ne pourrait-il pas être chargé de la faire sceller et déposer à Londres en *transit* en attendant qu'il pût me l'expédier ici? Ces

livres me sont inutiles à Cagliari où je ne reparaîtrai jamais, ici ils m'amuseraient. Si quelque navigateur négociant voulait se charger de la chose, ce serait encore mieux, pourvu que le prix du transport ne fût pas extravagant ; mais j'ignore absolument ce point ; je sacrifierais volontiers une ou deux demi-douzaines de ducats, mais pas davantage. Qu'importe un poids à fond de cale ? c'est une plume. Après toutes ces explications, monsieur le chevalier, si cette négociation est trop ennuyeuse, n'en parlons plus ; je me passerai de mes livres comme je m'en passe depuis dix ans.

Je vous félicite sur votre bibliothèque : si jamais vous la transportez, elle vous coûtera peu. Les deux livres que vous me nommez sont remplis de choses incontestables et par conséquent très-précieux. Pour moi, j'ai au moins le plaisir, qui n'est pas mince, d'avoir de fort beaux livres à moi et aux autres ; malgré les immenses distractions de la société, je travaille beaucoup et j'ai pu mettre au net ce qu'on peut appeler des *œuvres;* mais tout est emballé et acheminé vers le nord, c'est-à-dire vers *le Nord du Nord.*

J'ai toujours oublié de vous faire une histoire d'habit. Celui que j'avais apporté ici me plaisait peu, entre autres motifs parce qu'il me coûtait 70 ducats, et qu'un seul habit ne pouvait me faire une année, vu que le blanc dominait trop suivant le dessin qu'on m'avait donné. Lorsque mon fils arriva, le Roi lui accorda l'habit de cour qui était celui de l'état-général. Je priai le Roi de trouver bon que je profitasse de l'occasion pour me servir du même, vu l'énorme éloignement ; je ne soup-

çonnai pas même qu'il pût y avoir des raisons pour refuser au père ce qu'on accordait au fils. Je me trompais : plutôt à un enfant et même à un laquais qu'à moi, la règle est générale contre ce *cher* ministre ; il me serait cependant aussi difficile de changer d'habit que de peau. Mais je crois que je l'ai un peu estropié ; j'ignore s'il y a grand et petit uniforme ; j'ignore la couleur de la doublure ; j'ignore s'il y a des épaulettes. Si vous pouviez m'envoyer une description succincte avec le dessin en petit d'une seule boutonnière, vous me feriez plaisir. Je ne verrai plus, au reste, la patrie de cet habit : ainsi l'on peut bien continuer à se tenir en paix comme par le passé.

Il ne me reste qu'à vous prier de continuer toujours à me griffonner de temps en temps quelques lignes confidentielles. Ce que vous saurez de piquant sur l'Espagne et sur la Suède me plaira toujours beaucoup. Je vous plains infiniment, monsieur le chevalier ; je juge votre situation comme si je logeais sur votre rocher, et je me trouverais heureux lorsque je songe à vous, si je ne songeais pas en même temps à l'épée qui pend sur ma tête :

> Districtus ensis cui super albida
> Cervice pendet, etc.

J'espère que vous me permettrez cette petite variante. — Adieu mille fois, monsieur le chevalier. Je vous remercie des sentiments que vous me témoignez, et je vous prie de me les continuer ; comptez à votre tour sur mon invariable et respectueux attachement.

Saint-Pétersbourg, 7/19 octobre 1812.

Monsieur le comte,

Cette lettre vous sera remise par le prince Kuslowsky, qui retourne en Sardaigne en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale près de notre auguste maître. C'est un homme personnellement distingué, rempli de connaissances, et particulièrement attaché à la personne de Sa Majesté, près de laquelle il a résidé déjà, comme Votre Excellence ne l'ignore pas, en qualité de chargé d'affaires. Tous ces titres réunis doivent le rendre extrêmement agréable à la cour : cependant, quoique la personne ne puisse être mieux choisie, il y a eu dans les formes quelque chose qui a pu me chagriner et qui peut-être déplaira à Sa Majesté ; mais cette affaire exigeant de longs détails, comme je n'ai aujourd'hui que très-peu de temps, je me rapporte à une dépêche plus circonstanciée et qui parviendra, je l'espère, dans peu de temps à Votre Excellence. Je ne lui dirai ici qu'un seul mot : j'ai eu malheureusement à me plaindre de M. le chancelier. Au milieu du déchaînement universel dont il est l'objet, non-seulement il ne m'est jamais arrivé de faire chorus, mais quelquefois je l'ai défendu, et il est impossible qu'il ne l'ait pas su ; cependant, monsieur le comte, je dois vous dire que, dans cette affaire, il a employé à mon égard des formes brusques, sans aucun de ces adoucissements que sa politesse exquise trouve aisément pour peu qu'elle les cherche.

D'après la théorie que Votre Excellence a pu voir dans mes dernières dépêches sur les batailles gagnées et perdues, elle ne doit pas douter de ma manière de penser sur celle de Borodino (ou de Mojaïsk) : *vaincre, c'est avancer ;* par conséquent, *reculer, c'est être vaincu.* Moscou est pris, tout est dit. La conservation du champ de bataille pendant quelques instants et le nombre des morts sont des fadaises ; il ne faut considérer que les résultats. Non-seulement les Français s'attribuent la victoire dans les bulletins officiels, ce qui ne prouve rien du tout, mais dans leur correspondance particulière ils tiennent le même langage, sans la moindre affectation : leur correspondance interceptée nous a fait connaître plusieurs de leurs lettres. J'ai remarqué surtout celle de l'intendant de l'armée, Daru, à ce bon sujet de Talleyrand ; il lui dit de la manière du monde la plus naturelle : « La victoire ne s'est décidée pour nous que vers les dix heures. » Mais, encore une fois, tout cela ne signifie rien ; *où sont-ils?* Voilà la question. Qu'ont-ils fait? Dieu le sait ; ou du moins ceux qui le savent ne le diront jamais.

Je ne contesterai jamais en public les talents du maréchal Kutusoff ; mais ici je puis bien dire à Votre Excellence que ces talents, n'ayant été essayés, ou du moins n'ayant brillé que contre les Turcs, et se trouvant d'ailleurs fort affaiblis par l'âge, ils ne sont pas du tout en équilibre avec ceux du génie infernal à qui il tient tête. L'Empereur ne se souciait pas du tout de ce général, et je vous avoue, monsieur le comte, que j'accorde beaucoup, sur beaucoup de sujets, à l'in-

stinct des souverains. Dans la guerre de 1805, l'opinion força l'Empereur à lui accorder le maréchal Kaminskoï : qu'arriva-t-il? Votre Excellence ne s'en souvient que trop. J'ai eu l'honneur de vous le dire : j'aurais fort désiré que le marquis Paulucci eût accompagné le maréchal en qualité d'aide de camp ; l'un portant l'autre, ils auraient fait merveilles. Kutusoff lui faisait ici beaucoup d'amitiés, et alla jusqu'à lui dire avant de partir : *Je vous appellerai incessamment ; j'ai déjà dit à l'Empereur que j'avais besoin de vous, et je vous appellerai de la route, car j'ai tous les pouvoirs.* La princesse Kutusoff dit même plus d'une fois au marquis : *Quand partez-vous?* Au point que ce dernier, quoique très-fin, prit d'abord tout cela pour argent comptant ; mais jamais il n'a été question de lui. On a pu croire, ici et là, que son éloignement était l'effet de quelque grand calcul politique ; mais, pour moi, j'ai toutes les raisons de croire que le maréchal, en obéissant à son caractère très-connu, s'est moqué du marquis et n'a jamais pensé un instant à l'employer. Il laisserait plutôt périr la Russie que de s'aider d'un étranger jeune et entreprenant à qui l'opinion pourrait attribuer les succès, du moins en partie.

Cependant, monsieur le comte, malgré toutes les fautes faites et à faire, Napoléon est fort mal placé. Imaginez un homme au sommet d'une échelle de cent échelons, et tout le long de cette échelle des hommes placés à droite et à gauche avec des cognées et des massues, prêts à briser la machine : c'est l'image naturelle de la situation où se trouve Napoléon. L'armée

de Moldavie s'est mise en marche de Kusk en Volhynie le 13/25 septembre; elle marche sur Mohilew, peut-être sur Borissoff; elle a 450 verstes plus ou moins à parcourir; en lui donnant 25 verstes par jour, vous voyez, monsieur le comte, qu'elle doit, sauf malheur, être dans ce moment assez près de sa destination. Le comte de Wittgenstein a commencé de son côté la guerre active; il a dû passer la Dwina depuis cinq ou six jours, et il s'avance vers le même point. Le général Hertel, dont je vous ai fait connaître la situation et les forces, coopérera de son côté au grand mouvement destiné à couper Napoléon. Le maréchal a son quartier général sur les frontières du gouvernement de Kalouga; sa gauche s'étend vers Mojaïsk, et je le crois, d'après l'avis des gens de l'art, fort bien placé pour donner la main aux forces qui arrivent et à celles qui existent déjà sur la ligne d'opération des Français. Les Russes ont reçu des renforts immenses; ils sont fort bien disposés, d'une bravoure à toute épreuve (sur ce point il n'y a rien à dire) et de plus extrêmement irrités. Qu'arrivera-t-il? Ceci devient tout à fait sérieux pour Napoléon. Il vient, après quelques mouvements d'un intérêt secondaire et dont il est inutile que je vous entretienne, de retirer subitement tous ses postes avancés et de se concentrer à Moscou. C'est une voix commune qu'il s'agit d'une bataille générale ou d'une retraite. Je croirais plutôt à la première supposition; la retraite pure et simple ne s'accorde guère avec l'orgueil inflexible du personnage. On se battra donc, et probablement au moment où je vous écris on s'est battu.

Sûrement, monsieur le comte, il donnerait beaucoup d'argent pour n'avoir pas entrepris la guerre : il a cru dicter la paix à Moscou ; il s'y est jeté, et c'est une faute terrible qu'il payera cher. Si les Russes se conduisent à peu près bien, savez-vous ce que je crains encore? c'est que le maréchal n'ait pas *la force* de gagner la bataille ; car, comme j'avais l'honneur de vous le dire, ce n'est pas le jour d'une bataille qu'on la gagne, c'est le lendemain et quelquefois deux ou trois jours après. Si Bonaparte gagne la bataille, il pourra nous menacer ici ; mais pourquoi la gagnerait-il? est-ce que notre plomb, notre fer ne tue pas comme le sien? est-ce que les officiers russes ne savent pas dire *feu!* Je crains moins pour le salut que pour l'honneur ; je crains que nous ne nous sauvions platement : voilà ma grande crainte. Si les Russes écrasent l'insecte sur la piqûre, elle est guérie ; s'ils ne font que le chasser ou lui casser une jambe, la prise de Moscou laisse une cicatrice notable. Je ne cesserai d'espérer. Que ne donnerais-je pas, que n'entreprendrais-je pas pour procurer à l'Empereur le plus doux des triomphes, celui qui le rendrait le bienfaiteur et l'idole du genre humain?

Regardez Borissoff sur la carte, monsieur le comte (sur la Bérésina, gouvernement de Minsk), c'est là *le grand coin* au jeu de tric-trac, que les Français ont pris d'emblée et que les Russes ont laissé prendre par une faute inexcusable; c'est là que Napoléon mettra le pied s'il est obligé de reculer, et c'est de là que nous le débusquerons difficilement. Si vous apprenez que les Russes s'en sont emparés, vous apprendrez une

grande nouvelle. Mais quoi qu'il arrive, et même dans les suppositions les plus heureuses, qui pourrait se flatter de toucher aux jours de repos? Je n'ose ni ne veux jeter les yeux sur l'avenir.

Quelles leçons, monsieur le comte! Quels exemples, si tous les exemples n'étaient pas perdus! A la place de tous ces grands ministres qui depuis vingt ans jouent au plus rusé sur la scène du monde, imaginez des frères capucins qui auraient enseigné à soigner son bien et à respecter celui des autres : l'univers serait en paix, et tout souverain maître chez lui. Qu'a produit le lamentable partage de la Pologne? C'est la chemise du Centaure; tous ceux qui l'ont revêtue en sont brûlés. Qu'est-ce que le puissant roi de France a gagné à l'acquisition d'une petite île imperceptible couverte de sauvages? Il y a trouvé Buonaparte qu'il a amené à Paris. Qu'a-t-il gagné à soutenir la rébellion des Anglo-Américains? Ses officiers en ont rapporté la révolution. Quel est le résultat final du machiavélisme intrépide de Frédéric II? Son empire a duré moins que son habit, que tout le monde peut voir à Paris, etc., etc., etc.

Mais nous avons trop vécu, vous et moi, monsieur le comte, pour croire à une vaine amélioration de l'espèce humaine. Tous les exemples seront inutiles, et toujours on volera autour des échafauds.

Transmettez, je vous prie, cette dépêche à la cour, en annonçant celle qui la précède et qui se fera peu attendre.

P. S. Le 8/20 septembre, près du village de Tcher-

gowizza, le général comte de Lambert a battu un corps d'Autrichiens et lui a pris trois drapeaux appartenant au régiment jadis célèbre d'Orelli. On assure que ces drapeaux ont été brodés par les mains de l'impératrice Marie-Thérèse. L'Empereur les renvoie à Vienne comme des drapeaux amis et égarés qu'il a trouvés hors de la route ; ce trait est d'un véritable gentilhomme. Vous entendrez beaucoup comparer, monsieur le comte, la conduite que tient l'Autriche dans ce moment avec celle que tint la Russie dans la dernière guerre : je ne dis pas que notre Empereur ait fait alors une figure digne de lui, mais cependant quelle différence ! 1° Il avait averti, il avait dit d'avance : *Si vous combattez*, etc. 2° Il amenait chez l'empereur d'Autriche un prince comme lui, l'Autriche nous amène l'enfer ; je vous conterai les horreurs de Moscou. 3° L'empereur de Russie faisait la guerre avec une répugnance manifeste, je dirai presque avec une honte honorable : l'Autriche a cherché publiquement des ennemis à la Russie, et dans une note à jamais déshonorante elle a invité la Suède à concourir à la destruction de la Russie, qui est dans ce moment l'unique espoir du monde. Ces différences sont frappantes.

Je ne vous dis rien de la Suède. Elle nous a mis habilement dans notre tort et s'est moquée de nous en prenant notre argent ; j'ai eu l'honneur de le dire à Votre Excellence et je ne m'en dédis point. Bernadotte est plus dangereux pour le monde que Robespierre, mais tel est l'aveuglement de notre siècle que les princes mêmes ne s'en aperçoivent pas.

Supplément aux dépêches officielles.

10/12 octobre.

(Sa Majesté est priée de ne lire ceci qu'après les dépêches officielles.)

Le prince Kuslowski emmène en qualité de *secrétaire de légation* M. Potemkin, ci-devant employé au département des affaires étrangères et frère d'un colonel de ce nom qui a de la réputation. Il est de la famille du fameux prince de ce nom, mais sans être proche parent ; il n'est point dans le monde et n'est que conseiller de cour.

Quoique j'aie envoyé plus d'une fois le tableau des grades russes, je ne crois pas inutile de les répéter ici (du moins les premiers), car si l'on n'a pas continuellement ce tableau sous les yeux, on n'entend rien à la Russie.

CIVIL.	MILITAIRE.
Classes ou tschins.	
1re Conseiller privé actuel de 1re classe. . .	Feld-maréchal.
2e Conseiller privé actuel.	Général en chef.
3e Conseiller privé.	Lieutenant-général.
4e Conseiller d'État actuel.	Général-major.
5e Conseiller d'État	Brigadier.
6e Conseiller de collége.	Colonel.
7e Conseiller de cour.	Lieutenant-colonel.
8e Assesseur de collége.	Major.
9e Conseiller titulaire ou honoraire. . . .	Capitaine.

Il y en a encore cinq autres que je néglige parce qu'ils tombent dans les infiniment petits et parce qu'on

les trouverait, s'il était nécessaire, dans mes précédentes dépêches. Il n'y a en ce moment que deux hommes dans l'État qui aient le premier grade en civil : le chancelier et le prince Kurakin (Alexandre), ci-devant ambassadeur en France. Le prince Kuslowski n'est que conseiller de cour, c'est-à-dire qu'il a le même grade que son secrétaire de légation : c'est une monstruosité dans les idées russes, puisqu'il devrait être au moins conseiller d'État.

Il faut savoir qu'anciennement (c'est-à-dire hier) le chambellan appartenait de droit à la cinquième classe. Speransky, qui voulait saper la cour ou du moins la dignité de la cour, s'y prit comme on s'y prend toujours : il offrit une idée pour en faire adopter une autre ; il représenta qu'il n'était pas juste qu'un jeune homme devenu chambellan obtînt d'emblée un grade désiré par de vieux serviteurs blanchis dans le service, etc. L'Empereur donna dans cette idée. Il devint à la mode de turlupiner les chambellans ; les demoiselles même apprirent à dire que *cet habit n'était pas décent ;* enfin le grand-duc Constantin, professeur public de morale et d'élégance, articula distinctement que *les chambellans étaient des cochons.* Ces belles théories amenèrent l'ukase de l'Empereur que j'annonçai dans le temps, et qui prive le chambellan de tout grade, *comme chambellan.* Tous ces messieurs furent donc obligés de s'attacher aux différentes administrations, l'un à la marine, l'autre aux affaires étrangères, etc. ; ils pouvaient aussi entrer dans le militaire, mais avec une diminution de grade telle qu'elle anéantissait tout équilibre entre les deux ordres.

Cette disposition a dégradé la cour dans l'opinion et jeté la haute noblesse dans l'écurie ; c'est ce qu'on voulait ; mais je n'entre ici dans aucun détail politique.

Kuslowski ayant été fait chambellan, il n'a pas manqué de dire ici à quelqu'un qui me l'a redit, qu'il était *chambellan ancien*, c'est-à-dire *conseiller d'État;* mais rien n'est plus faux. A moi, qu'il suppose un peu plus instruit, il a dit que dans peu de temps un ukase que l'on prépare anéantirait toute cette hiérarchie des grades. Je crois bien qu'au fond du cœur l'Empereur s'en soucie peu ; mais quand on renverse quelque chose, il faut savoir ce qu'on mettra à la place, et je pense qu'avant de se décider sur ce point il y songera plus d'une fois. En attendant, le prince Kuslowski est conseiller de cour, c'est-à-dire *rien;* c'est ce qu'il faut que la cour sache, en cas qu'il se donne des airs. Dans le vrai, la personne du prince est plus honorable que celle de M. le comte de Mocenigo pour Sa Majesté, parce qu'il est Russe, grand seigneur russe (dans nos idées au moins, car ici c'est la fortune et le grade qui font l'homme) et chambellan ; cependant, s'il s'avisait de faire le géant, comme il y est très-porté, il serait bon de pouvoir le mortifier un peu en lui faisant entendre qu'on sait très-bien ce que c'est qu'un conseiller de cour.

14/26 octobre. — Le sort du marquis de Paulucci, longtemps ambigu, vient d'être décidé de la manière la plus brillante ; il a été fait hier gouverneur militaire de Riga et des deux provinces de Courlande et de Livonie ; il sait l'allemand, sa femme est Courlandaise, et il suc-

cède à un sot ; c'est tout ce qu'il peut désirer de plus heureux. Il a le plus beau champ pour exercer ses talents civils et militaires (car il en a des deux genres) et pour se moquer en paix de la jalousie russe. C'est une espèce de Piémontais, comme je l'ai expliqué, et dans ce moment nous pouvons bien l'adopter. Nous le prêchons beaucoup, le duc et moi, pour qu'il soit doux comme un mouton. Il n'y a rien de si aisé que d'être modeste quand on a vaincu.

8/20 octobre 1812.

Ce n'est point une illusion, l'étoile de Bonaparte pâlit. Parmi les dépêches saisies sur les courriers qu'on a interceptés, on a trouvé des lettres de lui adressées à ses malheureux vassaux les rois de Bavière et de Saxe et à son frère Jérôme, par lesquelles il demande en style très-pressant un double contingent (qu'il n'aura jamais). Mais rien n'égale l'importance de la dépêche du général de Wrède à son maître le roi de Bavière : il lui dit que Napoléon les a trompés sur tous les points ; qu'ils n'ont trouvé à Moscou ni paix ni pain ; que les Bavarois sont nus et meurent de faim ; qu'ils ont été écrasés à Borodino ; *que de toute la garde il ne reste que deux officiers*, etc. ; enfin, la dépêche est extrêmement amère. Une certaine délicatesse pourra empêcher la publication de cette pièce, parce qu'elle ferait tomber la tête du général de Wrède, mais on fera bien

mal si on ne l'envoie pas au roi de Bavière. — Voici qui est plus important et plus décisif. Napoléon a parlé trois fois de paix et d'armistice, et, enfin, il a envoyé le général Lauriston, précédemment ambassadeur ici, pour demander la paix et avant tout l'armistice. Lauriston est venu au quartier général du prince Kutusoff, qui l'a reçu en présence de plusieurs officiers, *et notamment des Anglais* qui sont dans son armée, et il lui a déclaré qu'il ne pouvait être question ni de paix ni d'armistice tant que les Français auraient un pied sur les terres de l'Empire. Lauriston a demandé si l'on ne pouvait pas au moins recevoir une lettre pour Sa Majesté Impériale; le maréchal a répondu *qu'on pouvait la recevoir ouverte; mais que si le mot de paix y était prononcé, il ne pouvait l'envoyer, et que telles étaient ses instructions.* Voilà qui est clair, et les apparences deviennent tout à coup excellentes. L'enlèvement des courriers (au nombre déjà de quatre ou cinq) montre combien la ligne des opérations françaises est resserrée et pour ainsi dire assiégée. Mais que sera-ce lorsque les armées de Wittgenstein et de Tchitchagoff auront marché par la droite et par la gauche sur le point décisif? L'amiral Tchitchagoff trompe beaucoup de monde; il est l'idole de son armée et se comporte à merveille. Son projet était de se jeter sur le grand-duché de Varsovie; le projet était bel et bon, mais il ne s'accordait pas avec le plan général du prince Kutusoff. La dernière dépêche de l'amiral finissait par ces mots : *Je poursuivrai le prince de Schwarzenberg jusqu'aux enfers;* là-dessus, on cria d'abord à la tête

de l'amiral; mais comme dans l'intervalle il avait connu les intentions du général en chef, il fait connaître dans sa dépêche suivante qu'il s'empresse de remplir les intentions du maréchal en marchant rapidement sur Minsk : il a bien fallu se taire. Nous sommes aux grands coups. Le courage revient au galop, on retient tous les ballots, et même je crois qu'on les défait. Un mot échappé à un prince ne fait croire que l'Empereur est sur le point de partir pour Nijni-Novogorod, où se trouve accumulée la grande émigration de Moscou. Plus d'une raison me paraît décider ce voyage; mais si l'Empereur va se placer sur les derrières de l'armée, c'est, je crois, qu'on se tient sûr du succès. On ne doit pas sans doute se presser trop de chanter victoire; mais en réunissant tous les symptômes qui se présentent dans ce moment, il y a vingt ans que je n'ai rien écrit avec autant de plaisir que ce bulletin.

12/24 octobre. — M. le général comte de Wittgenstein continue à s'illustrer. Les Français s'étaient retranchés à Polock, petite ville sur la Dwina, dont ils avaient fait un point d'appui et un dépôt considérable. Le général de Wittgenstein, dont l'armée a été portée à un chiffre digne de ses talents (50,000 hommes au moins), et qui a commencé sur-le-champ la guerre offensive, a débuté par l'attaque de Polock; l'attaque a duré deux jours (7/19 et 8/20) et a été sanglante; Polock a été pris à la baïonnette avec un très-grand carnage des Français, qui ont cependant manœuvré assez bien pour sauver leur artillerie et brûler leurs ponts. Le bulletin avoue 5,000 hommes du côté des

Russes tués ou mis hors de combat, et il ne manque pas de mettre de l'autre côté un nombre *au moins triple.* J'ai dit assez souvent ce que je pense de ces chansons; mais ce qui n'en est pas une, c'est que les Français ont repassé la Dwina, que le général Wittgenstein a tout de suite rétabli les ponts et qu'il va poursuivre sa pointe. Il mande qu'il se croit sûr de s'emparer de l'artillerie française. Les milices de Saint-Pétersbourg, qui n'avaient jamais vu le feu, ont fait des prodiges dans cette affaire, où l'on a fait 2,000 prisonniers et couvert les rues de cadavres.

Le 7/19, le général de Wintzingerode est entré à Moscou, a livré dans la ville même un combat assez vif, et s'est retiré après avoir fait 500 prisonniers. Il y en a plus de 40,000 (je dis 40,000 après m'être bien informé) dont on ne sait que faire; il y a telle petite ville où l'on a placé 3,500 prisonniers et 50 soldats pour les garder. Afin de parer aux inconvénients, on les envoie en Sibérie; une dame de ma connaissance, arrivée depuis trois ou quatre jours, a rencontré 200 Piémontais en route pour Irkoutsk; on en avait pitié, à ce qu'elle m'a dit, et les femmes surtout leur apportaient beaucoup de secours, mais ces malheureux, à demi-nus, doivent nécessairement mourir de froid avant d'avoir parcouru la moitié de la route (5,000 verstes). Cela fait horreur.

Le chancelier, en butte à une haine dont il y a peu d'exemples, n'en va pas moins son train et se maintient contre vents et marées. Il gêne l'ambassadeur d'Angleterre, maintient le tarif et entrave le commerce. On se demande d'où vient cette force inconcevable : j'en

vois trois raisons : 1° crainte toujours subsistante au fond du cœur de Sa Majesté Impériale, qui lui fait envisager le chancelier comme un instrument nécessaire; 2° crainte de paraître obéir au peuple; 3° difficulté de remplacer l'homme. Ces trois raisons sont bonnes; cependant il y a, si je ne me trompe, quelque chose de plus profond encore et que nous ne pouvons pénétrer.

Une réflexion importante, qui n'échappera pas à Sa Majesté, c'est que si Napoléon périt, il périra par tout ce qui devait le sauver, car les Russes ont commis toutes les fautes qu'on peut commettre à la guerre, et le chancelier veut absolument la paix; mais sans ces fautes et sans l'espoir très-justement placé par lui dans le chancelier de l'Empire, jamais Napoléon ne se serait mis dans le sac, dont il ne sortira que si Dieu le veut absolument.

Outre la tentative faite auprès du prince Kutusoff, et une autre, essayée aux postes avancés par le beau-frère Murat, Napoléon a écrit une lettre à l'Empereur, qui n'a point fait de réponse.

On a intercepté les lettres au sénat, à l'ami Savary et à l'archiduchesse Marie-Louise; ce sont des pièces curieuses. L'Empereur n'a point laissé transpirer les dernières : je lui en sais gré.

14/26 octobre. — Cela est écrit, mais on m'a récité la lettre, et demain je la lirai, en secret toutefois.

27 octobre /8 novembre 1812.

C'est, à ce qu'il semble, dans les plaines de Smolensk que se décide peut-être dans ce moment le procès du genre humain contre le plus fameux, le plus terrible et le plus heureux brigand qui ait peut-être jamais existé. Je passe sur les détails qu'on apprend dans les gazettes, pour courir aux résultats.

Le comte de Wittgenstein soutient et accroît chaque jour l'immense réputation qu'il s'est acquise dans cette campagne; il ne passait que pour un très-honnête homme et pour ce qu'on appelle un homme de société : il était de plus un grand général, et ce talent s'est développé subitement. On l'appelle le *sauveur de Pskoff;* il est bien le sauveur de Pétersbourg : qui donc aurait pu sauver la capitale si le torrent avait pu lui-même pénétrer dans Pskoff? Le comte de Wittgenstein a beaucoup de ressemblance avec lord Wellington ; il est comme lui d'un excellent caractère, ennemi de toute espèce de violence, ami du peuple, défenseur de tous ceux qui n'en ont point; en un mot, c'est le seul homme dont je n'aie jamais entendu dire de mal ici, et c'est un véritable prodige dans une ville qui a pour devise éternelle : *le cygne d'un logis est coq-d'Inde dans l'autre.*

J'ai fait connaître, dans ma dépêche du 7/19 de ce mois à Son Excellence le comte de Front, la prise de Polock par le comte de Wittgenstein. Sans perdre un instant, il passa la Dwina et marcha sur Lepel. Gouvion-Saint-Cyr avait été blessé à Polock; le général

Legrand commandait à sa place, et Victor, averti du danger, était accouru à son secours de Smolensk, avec une partie des renforts qu'il avait amenés à Bonaparte ; mais le 19/31, Wittgenstein les a battus l'un et l'autre complétement près de Doghitchy, il leur a même pris de l'artillerie, et, continuant sa marche rapide et triomphale, il a chassé les Français de Senno (gouvernement de Mohilew), où il s'est logé. J'ai vu une lettre qu'il a écrite de là à sa femme ; il y a une expression remarquable : *je me réjouis*, dit-il, *d'apprendre que le maréchal prince Kutusoff a pris enfin l'offensive.* Il n'était pas, en effet, grand admirateur des opérations de la grande armée. Il ajoute : *j'espère donner bientôt la main à Tchitchagoff, qui ne saurait plus être bien loin; en attendant, j'envoie* 2,000 *hommes pour s'emparer de Wittebsk ;* ce ton sied à merveille à qui peut le soutenir. L'intendant français de cette dernière ville écrivait le 22 à son collègue de Vilna une lettre qui a été interceptée et que j'ai lue en original : elle est écrite avec esprit et montre parfaitement l'état des choses ; après quelques lamentations sur le défaut des subsistances et la position embarrassante des intendants, il dit à son ami : *L'empereur des Français m'a placé à la tête de douze districts, mais l'empereur de Russie en administre huit par lui ou par ses généraux, et le comte de Wittgenstein,* QUE BIEN VOUS CONNAISSEZ, *se mêle encore de l'administration des quatre autres, au point qu'il ne se passe pas de semaine où ses Cosaques ne viennent déjeuner dans les faubourgs de Wittebsk.*

J'ai dit que l'amiral Tchitchagoff, devenu général

en chef, conduisait la superbe armée de Moldavie sur le lieu *del gran conflitto*. On a parlé diversement de sa marche, mais je ne puis dans ce moment m'étendre sur sur ce sujet ; je me borne à dire que l'Empereur, d'abord mécontent de lui, paraît totalement apaisé par les dernières dépêches de l'amiral, qui, dans le moment où j'écris, doit être réuni à Wittgenstein. Voilà les postes de la Bérésina tournés ou occupés, et voilà le grand chemin sur Vilna coupé sans retour.

J'ai fait connaître aussi la défaite de Murat. Quoique les troupes qu'il commandait aient été plutôt éparpillées que vaincues, et que cette affaire n'ait été qu'un jeu pour les Russes, qui n'y ont pas perdu 500 hommes, cependant elle a eu de grandes suites, car les troupes battues ont été entièrement découragées, et Murat ni son corps n'ont plus paru. Cette tentative ayant si mal réussi à Napoléon, il a voulu essayer en personne avec sa garde sacrée, car enfin il fallait prendre un parti. Il a donc fait le 12 N. S. une attaque désespérée sur Malojaroslavetz pour pénétrer dans le gouvernement de Kalouga, l'un des plus riches et des plus fertiles de ces contrées. Cette attaque, à laquelle on dit qu'il était, fut exécutée par sa garde, ce qui seul suppose environ 30,000 hommes. Napoléon a eu en tête le général Doctoroff, qui s'est supérieurement défendu. Le combat a été acharné au point que cette pauvre petite ville de Malojaroslavetz a été prise et reprise jusqu'à huit fois ; enfin elle est demeurée aux Russes, mais incendiée, car Bonaparte brûle tout en se retirant ; il a brûlé encore Borovsk. Exclu ainsi du

gouvernement de Kalouga et rejeté sur la route de Mojaïsk, sa position devenait beaucoup plus difficile, car cette route est détestable et ne traverse plus qu'un désert. Quoi qu'on puisse dire de la conduite passée du maréchal, il paraît sûr du moins que dans cette occasion il n'a manqué ni à lui-même ni à la Russie : il a jeté à la fois tous les Cosaques sur l'armée française, à gauche et en queue ; il a ordonné au général Miloradowitch, qui commande dans les environs de Moscou, et à la garnison même de cette ville, de marcher en avant ; lui-même s'est ébranlé et veut, s'il est possible, prévenir Napoléon sur Wiasma (gouvernement de Smolensk). C'est le 21 (2 novembre) de ce mois que le grand coup a été frappé, le même jour précisément où Wittgenstein acquérait tant de gloire sur la Bérésina ; Les Français, mourant de faim et de froid, manquant de tout et surtout de fourrage, ont été attaqués avec un avantage qui semble décisif. Les Cosaques ont commencé un massacre horrible ; ils disent une excellente raison, savoir : *qu'ils ne sont pas venus de si loin et n'ont pas interrompu leurs affaires pour faire grâce ;* en conséquence, ils tuent tout. Bonaparte a laissé en se retirant 500 chevaux qui ne pouvaient plus marcher et qu'il n'a pas seulement eu le temps de tuer. Il brûle et détruit tout, même ses caissons qu'il fait sauter ; et la nuit, à ce que disent expressément ses relations, toute son artillerie avance aux lanternes ; enfin, on croit voir un désespoir complet et une déroute des mieux caractérisées. C'est dans cet état que le dernier courrier arrivé hier a laissé les choses ; on ne peut décrire celui

des esprits dans l'attente de l'immortel événement qu'on a droit d'attendre.

Plusieurs bons esprits observent cependant que tout n'est pas fini, qu'un homme qui a 80,000 hommes ne peut être enveloppé, qu'en sacrifiant la moitié de son armée il peut sauver l'autre, qu'il peut se former encore en Pologne, créer une autre armée et recommencer au printemps. — Je n'en sais rien. S'il manque d'artillerie, de poudre et de chevaux, tous les sacrifices possibles pourront bien ne pas le sauver. D'ailleurs, le grand danger est pour lui d'être égorgé par les Français : cette chance même me paraît la plus probable. Au reste, je ne fais point le prophète. *Vedremo.*

Si une intelligence supérieure avait dit à l'empereur de Russie : — Voulez-vous perdre douze provinces, sept millions de sujets, quatre-vingts millions de roubles de revenus, et votre capitale qui sera brûlée? à ce prix je vous donnerai Bonaparte et son armée ; — il aurait dit et il aurait dû dire : *Ma foi! c'est trop cher ;* mais la Providence a fait le marché pour lui ; du moins la chose est possible et même probable. Un colonel de la garde m'écrit de la grande armée, le 15/27 de ce mois : — *On dit que vous êtes effrayés à Saint-Pétersbourg. Fiez-vous à ma loyauté : jamais le grand homme n'a été plus près de devenir plus petit, et j'espère que cette fois il ne nous échappera pas, comme nous avons eu la bonté de le permettre d'autres fois.* On ne saurait ajouter à cela qu'*ainsi soit-il.*

Pour se former une idée nette de l'état des choses dans le moment où j'écris, il faut prendre une carte géogra-

phique et examiner le point de *Wiasma* (gouvernement de Smolensk), sur lequel marchent également les Russes et les Français. Kutusoff a sur sa droite, entre lui et les Français, le général Miloradowitch avec une division si nombreuse qu'elle excède le tiers de l'armée, et les Cosaques ensuite sont encore sur la gauche et sur l'arrière-garde des Français. C'est avec ce cortége que ceux-ci marchent sur Wiasma.

Il est assez naturel de demander : « Mais pourquoi donc cet accompagnement et tous ces délais? Si les Français sont si affaiblis, si les Cosaques seuls suffisent pour les mettre en déroute et prendre leur artillerie, s'ils manquent de pain, de fourrages, de vêtements, etc., etc, pourquoi donc, au lieu de toutes ces processions, ne pas leur tomber dessus directement et les écraser d'un seul coup? » — A cela je n'ai point de réponse : c'est le grand problème du moment. La réputation du maréchal ne ressemble point à celle du comte de Wittgenstein, qui n'a point d'opposant : la première est pour ainsi dire suspendue et ne peut se passer des événements futurs. S'il prend Bonaparte ou le réduit au moins à un état d'ignominie qui amène sa perte, le prince Kutusoff sera immortel, quel qu'ait été son mérite réel dans ce grand événement; mais s'il laisse échapper le monstre avec une portion considérable de son armée, si Bonaparte peut s'établir en Pologne, recruter à son aise et recommencer au printemps, le maréchal est à jamais ridicule. Il faut donc attendre.

En attendant, on parle diversement sur le compte du

maréchal Kutusoff. La passion s'en mêle ici comme ailleurs et plus qu'ailleurs ; car, dans l'univers entier, je ne crois pas qu'il y ait un seul endroit où les jugements soient aussi exagérés et aussi passionnés que dans cette belle capitale. Pour moi qui suis également étranger au pays et à ses passions, je ne connais à la charge du prince Kutusoff que deux reproches auxquels je ne vois pas de réponse. 1° Dans son premier bulletin qui suivit la prise de Moscou, il dit que *ce malheur était une suite inévitable de la reddition de Smolensk ;* je passe sur ce que ce trait avait de cruel pour son infortuné prédécesseur le général Barclay de Tolly, et je veux croire que la publicité de cette assertion était nécessaire : pourquoi donc le maréchal, au moment même où il apprit l'événement de Smolensk, c'est-à-dire en arrivant à l'armée, n'écrivit-il pas à Moscou pour qu'on prît les mesures convenables, au lieu de laisser dormir cette malheureuse ville, au lieu de laisser dire, au lieu de dire lui-même que *le dernier Russe se laisserait égorger avant qu'on entrât dans Moscou*, au lieu d'écrire lui-même à sa fille (madame Tolstoï) *je vous défends de sortir de Moscou, je vous donne ma malédiction si vous en sortez?* — 2° Lorsqu'il arriva aux portes de Moscou, le gouverneur, M. le comte de Rostopchin, vint s'aboucher avec lui d'assez bon matin ; il le quitta à midi et porta dans la ville l'assurance que le maréchal la défendrait de toutes ses forces, et le soir, à sept heures, celui-ci, par un billet, lui fit part *qu'il abandonnait Moscou*. J'ai beau me tourner et me retourner de tout côté, je ne sais pas voir de réponse à ces deux reproches ; ils

seront cependant complétement effacés par une victoire décisive que nous attendons de minute en minute.

Le comte Rostopchin est un des hommes les plus fougueux qui existent. Il s'était donné des soins infinis pour exalter les esprits à Moscou, et même, pour y réussir, il avait joué plusieurs de ces farces populaires excellentes quand le succès les justifie, ridicules dans le cas contraire. Compromis à ce point, il est furieux, et l'on m'assure de bonne part que dans un billet aimable qui répondait à celui du maréchal, il lui disait amicalement : *Vous venez de vouer votre nom à une infamie éternelle.* Tous ses amis de la capitale, les Golovin surtout, s'exercent sans pitié sur le maréchal : *Il n'a rien fait que reculer pendant son commandement de vingt-six jours; il a vu détruire Moscou et tout le gouvernement de ce nom; il vient encore de faire brûler trois districts* (Medyn, Malojaroslavetz et Borovsk) etc., etc. D'un autre côté, tous les ennemis de Rostopchin, qui ne sont pas en petit nombre, s'écrient : *Quel général! quelle science! quelle admirable campagne! il mine l'ennemi, il l'extermine en détail, il épargne le sang*, etc., etc. Pour le spectateur étranger, c'est une tragédie bouffonne ou une lamentable comédie.

Pour revenir à Napoléon, s'il se jetait sur Bieloï (gouvernement de Smolensk), si de là il traversait la Dwina pour entrer dans le gouvernement de Pskoff, non encore épuisé, s'il gagnait ainsi quelques marches sur le maréchal et forçait le comte de Wittgenstein à repasser la Dwina, etc., je crois bien qu'enfin il y périrait, mais il pourrait encore nous faire bien peur. Je ne suis

pas militaire et je ne sais ce que le désespoir peut inspirer dans ce moment à un homme tel que Bonaparte; mais je ne sais quelle connaissance intérieure me dit toujours qu'il doit périr par les Français.

Je n'ai parlé qu'en général de la prise de Moscou, mais c'est un article qui serait digne d'une dissertation dans les formes. Les trois quarts de la ville à peu près sont brûlés, et de plus, Bonaparte, en partant, a fait sauter le Kremlin. *Kremlin* est, à ce qu'on m'assure, un mot tartare qui signifie *château, forteresse*. C'est l'*Acropolis*, le *Pergama*, le *Capitole* des Russes. Les mines n'ont épargné que la cathédrale et une grande tour nommée Ivan-Veliki (Jean le Grand). Malgré tout ce qu'on avait emporté de Moscou, la perte dans tous les genres est incalculable, et Napoléon a dit avec raison, dans l'un de ses bulletins, qu'elle doit être évaluée à *plusieurs milliards*. La perte en édifices seuls fait tourner la tête : ajoutez les meubles de toute espèce, les tentures précieuses, les statues, les livres, les tableaux, etc., etc.; il y a de quoi fondre en larmes. Pour ne parler que de mes connaissances particulières, la maison du comte Alexis Razumofsky valait, avec ce qu'elle contenait, quatre millions de roubles; son établissement botanique surpassait tout ce qu'on connaît dans ce genre en Europe; dans son salon principal, les accoudoirs des fenêtres étaient en lapis-lazuli; le catalogue seul de ses éditions du XV[e] siècle formait un volume assez considérable. La bibliothèque du comte Boutourlin valait un million; il y a moins de deux ans qu'il m'en envoya le catalogue : c'est un gros in-octavo

imprimé à Paris. La bibliothèque du prince Gallitzin, celle de M. Metlief ne valaient pas moins et ont disparu de même. Le portefeuille d'estampes d'un jeune homme de ma connaissance valait 80,000 roubles : il a disparu encore. Ces exemples se sont répétés par milliers; on imagine aisément ce que devait être une ville immense, séjour de la plus riche noblesse de l'univers accumulée là depuis des siècles.

Il faut songer maintenant que cette *lave* française qui a brûlé Moscou s'est promenée sur douze provinces, et qu'elle y a tari l'impôt qui est entièrement payé par la noblesse. J'ai l'honneur d'être ici très-particulièrement lié avec madame la princesse Alexis Gallitzin. Elle avait 13,000 paysans dans le gouvernement de Smolensk, c'est-à-dire à peu près 30,000 ducats de rente : en un clin d'œil tout cela a disparu; son château a été détruit de fond en comble, ses meubles ont été détruits ou pillés, ses paysans dispersés, ses villages mêmes et ses forêts incendiés, avec des gardes apostées pour qu'on n'éteignît pas le feu. Cette femme, d'une éminente vertu, veuve et chargée de cinq enfants dont quatre garçons au service, supporte cet horrible coup avec une résignation religieuse véritablement adorable, et en général la noblesse russe a fait preuve, dans cette occasion, d'une très-grande élévation de sentiments; mais le mal n'existe pas moins. Il faut maintenant rassembler les paysans, rebâtir les villages, acheter des bestiaux, des grains, etc.; la princesse me disait que pour son compte seul il lui faudrait 800,000 roubles pour recommencer à jouir : où les prendre?

Examinons maintenant la destruction de Moscou sous le rapport politique et moral. Pour toute nation, mais surtout pour toute nation grande, ancienne et fameuse, la capitale est nécessairement un objet sacré, environné de grands souvenirs, et comme une espèce de creuset où s'élaborent toutes les idées nationales. En détruisant Paris on détruirait la France, car toute la France est à Paris. Moscou dans ce genre passait peut-être toutes les autres capitales : l'unité politique, l'unité religieuse résidaient dans ses murs; la langue même l'attestait, puisqu'on disait en russe : *Notre mère Moscou*, à peu près comme nous disons : *Notre mère l'Église;* et Bonaparte même, dans l'une de ses publications, l'appelle *la ville sainte;* là se trouvait ce fameux Kremlin, le Capitole russe, comme je le disais tout à l'heure : cette enceinte renferme les tombeaux des anciens czars, l'antique cathédrale, et surtout les *images des saints*, car toute la religion grecque est dans ces images. En comparaison de ces images l'Eucharistie n'est rien, et personne ne peut savoir ce que c'est qu'une image dans une fête russe, à moins qu'il n'ait été à Cagliari le jour de l'Assomption et qu'il ne soit allé à l'Hôtel-de-Ville rendre visite à la sainte Vierge, qui reçoit son monde sous la couverture comme une accouchée et donne des glaces à la bonne compagnie.

Il arrivait même, par une bizarrerie tout à fait remarquable, que l'éloignement de la cour rendait pour les Russes Moscou plus vénérable, en ce que l'esprit national était renforcé par les boudeurs qui s'accumu-

laient dans cette ville et soustrait presque entièrement à l'influence de la cour, qui, dans ce pays, est souvent ennemie de cet esprit national. Qu'est-ce que Pétersbourg en comparaison de Moscou ? Une grande maison de plaisance, *pas plus* et même *moins* russe que parisienne, où tous les vices dansent sur les genoux de la frivolité.

La Russie, dans ce moment, n'a plus de centre. Qu'arrivera-t-il ? Quel parti prendra cette noblesse ? Aura-t-elle le courage des Anglais de 1666 ? Viendra-t-elle sur les cendres de Moscou dire : *Nous la ferons plus belle?* Se distribuera-t-elle dans les villes de province? Viendra-t-elle s'accumuler ici ? Voilà de grands problèmes.

Ce n'est pas tout. Ce peuple armé, qui s'est montré d'une manière si brillante, rentrera-t-il paisiblement dans son premier état ? Posera-t-il les armes comme il posait la bêche et le râteau? Ces paysans éparpillés et affamés dans les bois, changés en véritables guérillas et ne sachant plus que tuer, redeviendront-ils des serfs dociles? Autre problème non moins intéressant.

---

28 octobre/9 novembre.

Il paraît que Napoléon, en faisant attaquer avec tant de vigueur sur Malojaroslavetz, voulait tromper les Russes et même son armée ; car, dans ce moment-là, il avait déjà commencé sa retraite. Le maréchal court

de sa personne avec le gros de son armée à Smolensk, où il espère le prévenir; mais le général Miloradowitch l'a déjà atteint et combattu près de Wiasma; il lui a tué ou pris 5,000 hommes; il a pris de plus plusieurs canons (on disait 50 dans le premier moment), l'imprimerie de l'armée, et le dépôt des cartes, où se trouve, avec toutes les cartes françaises, le dépôt russe pris à Smolensk. Il paraît, quoiqu'on le nie, que ceci est une affaire d'arrière-garde; Napoléon, en voiture avec Murat et Berthier, file en avant au milieu de sa garde de 25,000 hommes. Le maréchal a envoyé des exprès aux généraux Wittgenstein, Tchitchagoff, Hertel, Sacken, pour les avertir de l'état des choses et leur ordonner de faire, chacun de leur côté, toute la diligence imaginable. Que fera le sanglier ainsi acculé? C'est ce que chacun se demande: il tâchera au moins de mordre les chiens. Il se jettera peut-être sur Mohilew. Si le maréchal le laisse échapper seulement avec 25 ou 30,000 hommes, s'il ne le poursuit pas partout où il ira, et si l'on a d'ailleurs la lâche complaisance de le laisser se remonter à son aise pour recommencer au printemps, certainement la Russie ne pourra pas répéter les efforts que nous venons de voir.

Entretenons de meilleures espérances et récapitulons les événements de cette campagne à jamais mémorable. Napoléon a cru effrayer l'empereur de Russie par de simples menaces et sans tirer l'épée; il a cru lui faire perdre la tête en commençant brusquement la guerre pendant qu'on négociait; il a cru terminer cette guerre par une seule bataille; il a cru s'emparer de

plusieurs corps disséminés de l'armée russe ; il a cru qu'on lui livrerait une bataille pour sauver Moscou ; il a cru qu'en y entrant il dicterait la paix ; il a cru y trouver deux cents millions en entrant ; il a cru que tous les paysans courraient à la liberté ; il a cru enfin et par-dessus tout qu'avec le chancelier il était sûr de la paix. — Rien de tout cela n'est arrivé, et rien ne l'a rendu furieux comme de n'avoir pas trouvé à Moscou un seul homme distingué, une seule autorité, une seule bourse sur laquelle il ait pu asseoir une imposition de dix roubles. L'homme le plus marquant qu'il ait trouvé à Moscou est un directeur d'une maison d'Enfants-Trouvés, qui ne crut pas en conscience pouvoir abandonner ces enfants. Bonaparte le fit venir, lui parla et l'envoya même ici faire des commissions inutiles. On ne sait point encore précisément ce qui a été brûlé par les Français ; l'intérêt du gouvernement est de tout mettre sur leur compte, mais en tout cas ce ne sont pas les Russes qui ont fait sauter le Kremlin, et brûlé le palais de l'Empereur à l'endroit nommé Pétrosky, aux portes de Moscou : Napoléon y logeait lui-même, et il a commis l'infamie d'y faire mettre le feu en le quittant ; l'impératrice Élisabeth a dit sur cela avec une élégante énergie : *Je suis bien aise qu'il ait brûlé ce qu'il avait souillé.*

En fait de sacriléges et de lubricités on compte des choses épouvantables, mais je me flatte qu'il y aura beaucoup d'exagération. On disait, par exemple, qu'à Polock de malheureuses femmes, réfugiées au collége des Jésuites dans une chapelle souterraine qui ren-

ferme le corps d'un martyr fort honoré dans ce pays, n'avaient pas été protégées par la sainteté du lieu contre la brutalité française; heureusement rien n'est plus faux. A l'entrée des Français, un grand nombre de femmes (on dit 300) se réfugièrent dans l'église de ces pères et s'y établirent, sans vouloir en sortir pendant plusieurs jours; on les nourrit même aux frais du collége, et les Français ne leur firent souffrir aucune violence. C'est une chose assez bizarre qu'en général les établissements de ces pères aient été passablement respectés : à Mohilew, à Orcha, à Wittebsk, à Polock, on a pillé sans doute, mais on n'a ni détruit ni brûlé. A Polock il est arrivé quelque chose d'assez singulier: toutes les autres églises ont été converties en hôpitaux, celle des Jésuites seule a été épargnée, et les prêtres des autres églises y venaient célébrer. La mortalité étant devenue horrible, ces pères avaient établi quatre directeurs, deux Français et deux Allemands, chargés d'administrer aux malades les secours spirituels. Un très-grand nombre en ont profité, et surtout plusieurs Allemands dont quelques-uns ont été faits prisonniers depuis. Tous les malades venaient mourir à Polock; le nombre des morts s'est élevé jusqu'à 100 par jour. Quelques-uns de ces pères ont gagné les pestes d'hôpitaux et ont été extrêmement malades, d'autres sont morts, et à Orcha nommément il en est mort un à peu près de faim. Oudinot, qui logeait au collége de Polock, s'est conduit comme un ancien maréchal; il a dit à ces messieurs: *Vous avez parfaitement bien fait d'écarter tout ce que vous avez pu. Je voudrais bien*

pouvoir remettre toutes choses à leurs places. Il s'est rendu à la bibliothèque, il a examiné les livres, mais sans rien toucher. Gouvion Saint-Cyr, qui lui a succédé, a commencé au contraire comme un brigand; mais le comte de Wittgenstein, qui est venu le relever, a tout fait rentrer dans l'ordre.

Durant cette année 1812, à jamais fameuse, les Russes ont acquis un genre de gloire pur et incontestable qui ne souffre ni *si* ni *mais :* c'est celle d'un esprit public unique, d'un dévouement sans bornes, d'une fidélité inébranlable ; quant au mérite militaire, il me paraît se borner au courage le plus admirable ; mais sous le rapport de la science militaire, de la hardiesse des plans, de l'ensemble, de la vigueur, de la célérité des mouvements et de l'accord parfait des nombreux agents de ce jeu terrible, ils n'ont rien de commun avec les Français, la seule nation continentale de l'univers qui se batte chez toutes les autres et jamais chez elle. Les Russes ne manquent pas de dire déjà *qu'ils ont vaincu ceux qui ont vaincu l'Europe;* mais, premièrement, il faudrait ajouter *y compris nous*, et d'ailleurs les Français ne sont vaincus dans le vrai que par les éléments ; qu'on leur rende le pain, le foin et les vêtements, et nous ne ferions pas mal de partir de Saint-Pétersbourg.

Quant au courage proprement dit et considéré indépendamment de toute science militaire, je doute que le soldat russe ait des égaux, et je suis bien sûr au moins qu'il n'a point de supérieurs. Je ne vois pas même que dans cette guerre le soldat français ait jamais tenu devant lui dans les affaires particulières.

Si Napoléon était pris vivant, ce serait un insigne malheur à cause des impressions d'Erfurt et de Tilsit qui subsistent toujours; mais s'il était soumis à la sage jurisprudence des Cosaques, alors nous verrions naître sur-le-champ une autre résolution qui peut faire le sujet d'une autre relation.

---

29 octobre/10 novembre.

Le 21 octobre seulement (2 novembre) a commencé l'attaque sur les Français par le général Orloff-Denisoff, qui leur a fait beaucoup de mal ; mais c'est le lendemain 22 que la grande attaque a eu lieu de la part du général Miloradovitch. Ce général a eu à combattre Beauharnais, Murat, Ney, Davoust et Poniatowsky. Les Français ont perdu 8,000 hommes tués et 3,500 faits prisonniers ; on leur a tué le général Pelletier, personnage important, chef de l'artillerie; outre l'imprimerie et le dépôt des cartes, on leur à pris toute la chancellerie d'État avec le premier commis du secrétaire d'Empire, Maret (Bassano). Ce qu'on a pris aux Français et ce qu'on les a obligés de brûler est immense. Les Cosaques sont demeurés possesseurs de quarante fourgons *richement chargés ;* Dieu sait ce qu'ils contiennent, mais personne n'y met la main : telle est la loi ; tout ce que les Cosaques prennent est à eux, et personne ne s'en mêle. Ils ont ensuite un dépôt dans les bois qui n'est connu que d'eux seuls, et où tout le butin est

rassemblé ; de là ces richesses s'acheminent vers le Don et tout se distribue suivant leurs usages ; à ce prix le gouvernement ne se mêle ni de leur nourriture, ni de celle de leurs chevaux. La sagacité de ces hommes pour se tirer des pas les plus difficiles, même en pays inconnu, passe l'imagination.

L'Empereur a répandu ses grâces sur tous les officiers qui ont figuré dans cette campagne fameuse, à Borodino ou ailleurs. Mon fils a reçu la croix de Saint Vladimir avec la rosette (qui en fait une décoration militaire), et il a été présenté pour le grade de capitaine en second. Il n'y a plus de grade intermédiaire dans le corps des chevaliers-gardes après celui de capitaine ; parvenus à ce grade, ils deviennent colonels dans l'armée s'ils veulent un régiment, ou colonels aux gardes s'ils préfèrent commander un escadron dans le corps. C'est un fort bel état.

J'oubliais de dire que le combat du 22 a eu lieu près de Wiasma. Les Russes sont entrés dans la ville, où le combat a continué ; à la tête se trouvait le régiment de Pernan, tambours battants, enseignes déployées et portant devant lui le grand drapeau de Saint-Georges qu'il mérita à Heilsberg, où il perdit 1,200 hommes. On marchait sur les cadavres. Les Russes sont arrivés à temps pour sauver 300 prisonniers leurs camarades, enfermés dans une église où l'on avait mis le feu. Alors les Cosaques se sont mis à la poursuite des Français sur la route de Smolensk. Un officier anglais qui est dans cette armée écrit ici à l'ambassadeur : *Sur une étendue de douze verstes au delà de Wiasma on ne rencontre que*

des cadavres, des corbeaux et des Cosaques. Le nombre des prisonniers français s'élève dans ce moment de 60 à 62,000. — Cependant on crie contre le maréchal parce que Bonaparte, qui marche comme une flèche, arrive le premier à Smolensk. Il ne m'appartient pas de décider sur ce point, mais il m'appartient très-fort de savoir qu'il y a 8 à 900 verstes de Smolensk à la frontière, et que trois généraux russes viennent à sa rencontre avec plus de 100,000 hommes. Qui sait ce qui arrivera encore?

Saint-Pétersbourg, 3/15 novembre 1812.

J'ai fait connaître l'affaire de Wiasma, dans laquelle les Cosaques ont massacré les Français jusque sur les toits des maisons où quelques-uns s'étaient réfugiés. Leur hetman Platow, aujourd'hui comte, a une aversion particulière contre Bonaparte; à Tilsit, il fallut toute l'autorité de l'Empereur pour lui faire accepter une boîte *impériale;* aujourd'hui il est fort à l'aise, et il faut convenir que c'est surtout à lui et à ses gens que la défaite des Français est due. On avait voulu les astreindre à un service nouveau et à une tactique tout à fait étrangère à cette nation; maintenant qu'on les a pleinement rendus à eux-mêmes, l'on a tout lieu de s'en féliciter.

Il paraît que la question entre les Français et les Russes a définitivement été décidée le 29 octobre (10

novembre) à Dorogoboug (quatre-vingts verstes environ de Smolensk). Platow, avec ses Cosaques, deux régiments de chasseurs et son artillerie volante, a complétement défait le corps commandé par le vice-roi Eugène Beauharnais, dont la vice-royauté me semble proche parente du duché d'Abrantès. Il lui a fait au delà de 3,000 prisonniers et lui a pris 62 pièces de canon et plusieurs drapeaux. Platow a, pour ainsi dire, *fendu* ce corps, au point qu'il a passé la nuit du 29 au 30 entre les deux portions de l'armée divisée par son attaque.

Le même jour, ou peut-être la veille, il y a eu une autre affaire à Elnia (même gouvernement de Smolensk), dans laquelle le maréchal ou l'un de ses lieutenants a battu les Français et leur a pris 13 canons.

Les papiers de la chancellerie d'État, saisis comme je l'ai dit, établissent que les Francais avaient, au 1er octobre, 52,000 malades ; le nombre des prisonniers s'élève en ce moment à 70,000, et la campagne ne saurait leur avoir coûté moins de 100,000 hommes en morts et 200 canons ; ce qui reste, peut-être 90,000 hommes en tout depuis Vilna jusqu'à Smolensk, n'a plus de pain ni de vêtements. Nous avons ici douze degrés de froid. Chaque soldat russe a ses bottes chaudes, ses gants et sa pelisse. Le froid seul devrait décider la cause ; mais je crois que toutes les affaires dont j'ai rendu compte ont rompu l'équilibre d'une manière telle qu'il n'y a plus moyen de le rétablir. Tous les yeux se tournent donc vers Napoléon ; où est-il ? On n'en sait rien dans le moment où j'écris. On dit qu'il s'est arrêté à

Smolensk ; mais, dans ce cas, il serait aveugle ou aveuglé, ce qui n'est pas la même chose, quoique l'effet soit le même. S'il fait cette faute, il est pris; mais quand il l'aurait évitée, il faut songer que Wittgenstein est à Wittebsk, à Senno et probablement à Borissoff, et que Tchitchagoff arrive par Minsk. Soit qu'il côtoie la Dwina, soit qu'il se jette à gauche sur Mohilew, le danger pour lui est immense, et si sa personne n'est pas prise, il évitera difficilement quelque grande défaite éclatante et définitive.

Les courriers se succèdent d'heure en heure, mais celui qui doit emporter cette relation partant dans le jour, je suis obligé d'en profiter à la hâte, pour ne pas laisser ignorer de si grands événements. Je ne sais pas tout encore dans ce moment, mais tout ce que je dis est sûr.

Saint-Pétersbourg, 8/20 novembre 1812.

Il serait inutile de s'appesantir sur cette foule d'affaires particulières qui ont lieu depuis que Bonaparte est en retraite. La plus remarquable est celle du 27 octobre (8 novembre), dans laquelle le général Platow a pris 62 pièces de canons aux Français. Des relations telles que celles que j'envoie ne peuvent guère marquer que les résultats. Depuis l'affaire de Wiasma, du 22 octobre (vieux style), on a fait 10,000 prisonniers sur les Français. Le major de Beckendorf ayant eu le bonheur d'intercepter deux lettres du vice-roi d'Italie à Ber-

thier, l'Empereur les a fait imprimer; je les joins à cette relation, afin qu'elles amusent au moins en passant Son Excellence M. le comte de Front. On y voit une véritable *agonie militaire*, et en effet, la défaite du vice-roi date du lendemain. Le combat eut lieu sur la grande route de Smolensk, près du village de Sapritino, entre Dorogoboug et Duchowschtina; les Français y perdirent 3,000 prisonniers, 62 canons et une grande quantité d'hommes tués par les Cosaques, qui ne firent pas de quartier. Platow, à la fin de son dernier bulletin, parle comme se tenant à peu près sûr de prendre le beau-fils Eugène, mais s'il n'échappe pas, ce sera un homme embarrassant : il vaudrait mieux qu'il fût tué. D'un autre côté, le comte de Wittgenstein vient de battre encore les maréchaux Saint-Cyr et Victor; j'en reçois la nouvelle en écrivant ceci, mais les détails ne nous parviendront que demain. Avant ce dernier coup, la route n'était pas fermée, puisqu'un renfort de 2,000 hommes de la garde a pu arriver de Vilna jusqu'à une distance assez médiocre de Smolensk; mais là il a été enveloppé par le général comte Orloff-Denisoff, et obligé de mettre bas les armes, avec 69 officiers. La cause de ces désastres accumulés et de tous ceux qui suivront se trouve dans l'inflexible obstination de Bonaparte, qui n'a jamais écouté un seul avis; ces sortes de caractères font merveille pendant qu'ils ont le vent en poupe; mais, s'il vient à tourner, leur nature intraitable amène d'incalculables désastres. Ses généraux lui avaient dit : « Sire, vous ne pouvez sauver l'armée qu'en sacrifiant l'artillerie; » jamais il

n'y a eu moyen de le persuader; il perdra l'armée et l'artillerie. Tout ce qui suit est incontestable : il a commencé la guerre avec 390,000 hommes et une artillerie immense ; avant de commencer, les préparatifs seuls lui coûtaient 200 millions; au moment où j'écris, les Russes tiennent 70,000 prisonniers, 246 pièces d'artillerie bien comptées, et il faut de plus tenir compte de celles qui ont été précipitées ou enterrées : la lettre du vice-roi montre que le nombre en est grand. Celui des hommes morts par le fer, les maladies et l'intempérie, ne peut s'élever à moins de 100,000 hommes. Je ne crois pas qu'il reste à Napoléon, de Vilna à Smolensk, plus de 80,000 hommes, ni que dans cette dernière ville il en ait plus de 50,000 autour de lui. Quant à l'artillerie, il est difficile de savoir ce qu'il lui en reste; on me soutenait qu'à la bataille de Borodino il y avait 2,000 pièces de chaque côté : quoique je ne sois pas militaire, cela me paraissait absurde, cependant je ne savais que répondre aux personnes qui me l'affirmaient; maintenant je vois beaucoup moins encore ce qu'on peut objecter aux bulletins français qui nous annoncent 500 pièces de chaque côté. Je regarde comme certain qu'en s'avançant sur Moscou Napoléon avait laissé en arrière toutes ses pièces de position ou à peu près; tout cela sera revenu à Smolensk. Depuis ses malheurs, il a perdu au moins 300 pièces de canon; je crois que si on lui en accorde autant de tout calibre et sur toute la route jusqu'à Vilna, c'est encore beaucoup. Mais que faire de pièces de position dans une retraite précipitée? Et d'ailleurs, où sont les chevaux? La lettre du vice-

roi prouve qu'il en a perdu 1,220 dans deux jours. L'état des Français ne peut s'exprimer ; on en raconte des choses qui ressemblent au siége de Jérusalem. Ils passent universellement pour avoir mangé de la chair humaine. On assure qu'on les a vus faire rôtir un homme ; toutes les relations au moins, tant écrites que de vive voix, s'accordent pour affirmer qu'on a vu des Français couchés sur une charogne de cheval la dévorer à belles dents. Voici encore qui est sûr : on a fait prisonnier un soldat vétéran portant sur sa manche les *chevrons brisés*, marques d'un service ancien et distingué, et qui a fait toutes les campagnes de Bonaparte, y compris celle d'Égypte ; depuis plusieurs jours il n'avait vécu que d'un peu de chair morte, et depuis deux ou trois, il n'avait rien mangé du tout. Il a été présenté à M. Demidoff, homme puissamment riche, qui a levé un régiment à ses frais et qui sert comme volontaire ; un dîner élégant était servi ; il a dit au Français prisonnier qu'il pouvait s'asseoir et manger. A la vue de cette vaisselle, de ces vins, de ces mets délicats, le pauvre soldat a été saisi d'un tremblement subit et universel, tel que certainement il n'en avait jamais éprouvé devant l'ennemi ; — c'est un singulier effet de la faim ; — ensuite il a dit : *Est-il possible qu'un officier russe me fasse l'honneur de m'inviter à ce bon repas, après toutes les horreurs que nous avons commises dans les États de son Empereur?* J'ai interrogé une foule de témoins oculaires sur l'état moral de cette foule de prisonniers, dont on ne sait que faire ; on m'a répondu diversement. Les uns m'ont dit qu'ils étaient toujours fort impertinents,

et que surtout ils ne demandaient jamais rien ; d'autres m'ont dit le contraire. Une dame de ma connaissance ayant offert un billet bleu (cinq roubles) à l'un de ces prisonniers, il a répondu : *Madame, je l'accepte et je vous remercie infiniment; si jamais vous venez en France, mes parents s'empresseront de vous les restituer.* Mais un exemple n'est qu'un exemple. D'ailleurs il pourrait se faire, grâce à la conscription, que cet homme fût d'une étoffe plus ou moins distinguée. Un point sur lequel on s'accorde assez, c'est qu'ils ne se plaignent pas de leur maître. L'un d'eux disait : « Il est trop ambitieux ; » le jugement n'est pas sévère.

Il est bien prouvé maintenant que Moscou, du moins en très-grande partie, n'a été brûlé que par les Russes ; il y a même des doutes sur le palais de Pétrosky ; le seul crime *direct* de ce genre qui demeure incontestablement à la charge de Napoléon, c'est la destruction du Kremlin. Au reste, si les Russes ont brûlé leur capitale de désespoir, le crime ne retombe pas moins indirectement sur le féroce envahisseur.

Il est impossible de savoir où se trouve ce moderne Attila. On aime à croire qu'il s'est arrêté à Smolensk ; dans ce cas, il est pris. Il peut bien encore faire cette faute après toutes celles qu'il a commises. Celle de la profanation des églises est du genre le plus grossier : dès qu'on arrivait dans un village, l'église était convertie en écurie ou en boucherie ; on égorgeait quelque animal et l'on pendait les entrailles sur les images des saints. Il faut avoir perdu le sens commun pour agir ainsi, et cette conduite, indépendamment du crime,

est encore l'excès du ridicule de la part d'un homme qui a eu tant de bontés pour la religion mahométane.

Monseigneur le grand-duc est parti pour l'armée il y a deux jours, et il passe pour certain que l'Empereur le suivra de près; on veut apparemment le rendre témoin de quelque triomphe. Et il y a moins d'un mois et demi que nous fûmes avertis officiellement de faire nos paquets, après que l'Empereur aurait fait les siens!

Que dire? Que penser? Dans l'attente de ce qui peut arriver, on a peine à respirer. Je suis obligé de finir, mais d'autres dépêches se feront peu attendre. Je laisse toujours M. le comte de Front parfaitement libre, en lui renouvelant mes hommages, de supprimer dans mes dépêches tout ce qu'il croirait superflu ou peu nécessaire.

Saint-Pétersbourg, 10/22 novembre 1812.

Les événements continuent à se moquer de toute la logique humaine. Tous nos calculs politiques sont démentis, toutes nos fautes ont tourné en notre faveur, et ce qui paraissait impossible est arrivé. Il y a moins de deux mois qu'une adresse imprimée de Sa Majesté Impériale nous avertit officiellement *que le sort des armes était douteux et que nous ferions bien de songer prudemment à nos affaires*, et aujourd'hui, il s'agit de savoir si l'on prendra Napoléon vif ou mort, et la question n'est pas du tout décidée. On croit rêver; cependant

rien n'est si vrai. Le 2/14 de ce mois, le comte de Wittgenstein, posté au village de Tshasniki, entre Bileika et Lepel (gouvernement de Minsk), fut attaqué par les maréchaux Gouvion-Saint-Cyr et Victor, commandant ensemble 40,000 hommes; on craignait beaucoup pour le général russe, qui se trouvait, comme on dit, *en l'air,* et qui n'avait guère que 30,000 hommes, presque sans artillerie, ce qui faisait pousser les hauts cris contre l'amiral Tchitchagoff. Cependant le comte de Wittgenstein s'est tiré de ce mauvais pas avec son bonheur et son habileté ordinaires : il a repoussé et même battu les Français, qui se sont retirés en fort mauvais état sur Senno. Mais je suis forcé d'écrire un petit épisode sur l'amiral Tchitchagoff.

Dans plusieurs dépêches j'ai fait connaître ce personnage extraordinaire; il serait inutile d'y revenir. Conduit chez lui par l'ambassadeur de Rome, j'y allai d'abord comme tous les étrangers qui vont sans savoir où ils vont; si j'avais connu cette maison, je l'aurais redoutée, mais je ne sais comment je me trouvai là à mon aise sans préparatifs, et ami aussitôt que connu. Toujours je lui suis demeuré fidèle, tout en lui disant ses vérités; et lui, de son côté, m'a donné de grandes preuves d'attachement. J'ai raconté l'abdication publique qu'il fit de sa patrie en vendant ses terres, sa maison, ses meubles, et en se retirant en France avec sa femme, — qui était Anglaise et qui m'a rappelé mille fois l'idée de ce Français, qui comparait les Anglaises au mont Vésuve, couvert de neige à l'extérieur et brûlant dans ses entrailles. — Il a perdu cette femme à Paris, où il lui est arrivé ce

que je lui avais prédit tant de fois : *Qu'il n'y passerait pas six mois avant de haïr mortellement le maître et les esclaves.* La licence effrénée de ses sarcasmes contre son pays ne lui a jamais fait perdre la confiance de l'Empereur, sur l'esprit de qui il a toujours eu un empire marqué. Revenu avec le corps embaumé de sa femme, il a trouvé l'accueil le plus aimable de la part de l'Empereur et des Impératrices, qui lui ont montré le plus vif intérêt ; son désespoir si profond l'avait même réconcilié avec des personnes qui ne pouvaient pas le voir. On ne savait ce que l'Empereur voulait faire de lui, lorsque tout à coup on le vit nommé général en chef de l'armée de Moldavie et plénipotentiaire avec carte blanche pour la paix ; en arrivant, il trouva qu'elle venait d'être conclue d'une manière très-honorable par le général (aujourd'hui prince) Kutusoff. Tchitchagoff écrivit sur-le-champ à l'Empereur qu'il avait signé parce que les Turcs l'avaient exigé pour leur sûreté, mais qu'il n'y entrait pour rien et que tout l'honneur était à M. Kutusoff. L'Empereur dit en montrant cette lettre à la cour : *On parle beaucoup contre l'amiral Tchitchagoff ; voilà cependant comment il se conduit!* Il est, en effet, parfaitement honnête homme.

Tous les yeux se fixèrent sur lui lorsqu'on le vit chargé de conduire la superbe armée de Moldavie sur Minsk, et d'abord on fut peu surpris de le voir retardé par les intrigues françaises à Constantinople, par le débordement du Pruth, et peut-être encore par M. le chancelier, qui était aussi un peu *débordé.* Mais lorsqu'il a été débarrassé de toutes ces entraves, on n'a pas

vu sans un profond étonnement (pour ne rien dire de plus) que M. l'amiral avait résolu, dans son conseil privé, de s'emparer avant tout du grand-duché. Il écrivait lui-même à l'Empereur : *Je poursuivrai le prince de Schwarzenberg jusqu'aux enfers.* L'Empereur lui répondit de ne pas aller si loin et de se conformer au plan arrêté par le général en chef ; l'amiral répliqua que ces plans lui ayant été communiqués, il n'avait rien tant à cœur que de s'y conformer, et qu'il marchait sur Minsk. Cependant il n'arrivait point, et les brocards pleuvaient sur lui de tout côté ; l'un disait : *l'amiral est en panne ;* l'autre : *il est à l'ancre;* un troisième : *il a le vent contraire*, etc., et l'on appuyait sur le ridicule de confier une armée à un amiral. Pendant ce temps celui-ci, ayant été instruit que Napoléon avait ordonné une levée en masse dans toute la Pologne, étouffait ce projet dans le berceau et ne permettait pas à un seul Polonais de remuer ; de plus, il envoyait le jeune colonel Czernicheff, à la tête d'un régiment de Cosaques, faire des excursions jusqu'aux portes de Varsovie, qui en a tremblé, s'emparer d'une foule de postes et brûler tous les magasins français de bouche et de guerre sur les routes de Varsovie à Vienne et à Smolensk ; ensuite l'amiral a marché sur Minsk, où il est arrivé le 6/18 de ce mois, et la jonction s'est opérée avec Wittgenstein, dont le courrier, arrivé hier, a fait une sensation extraordinaire. Tout est fini par ce mouvement ; les Français sont environnés comme des oiseaux dans un filet, on ne voit pour eux aucun moyen de salut. Ce n'est pas tout : au moment où l'amiral est arrivé à sa destination,

ce même colonel Czernicheff s'est mis à battre le pays avec une hardiesse et une habileté peu communes ; il a traversé quatre fois la Dwina à la nage — dans cette saison ; — il s'est approché des Français, il s'est pour ainsi dire mêlé avec eux ; enfin, par un trait de bonheur digne de son courage, il a enlevé trois courriers de cabinet, l'un de Paris à Smolensk et deux de Smolensk à Paris, ainsi que des voitures qui menaient à Paris cinq prisonniers russes, parmi lesquels se trouvaient le général baron de Wintzingerode et le jeune Léon Narischkin.

Il faut savoir que le général Wintzingerode étant entré à Moscou le 10/22 octobre, veille de l'occupation définitive, s'était avancé imprudemment avec M. Narischkin vers les Français, en agitant son mouchoir en l'air comme pour demander à parlementer, croyant apparemment avoir à faire à l'ancien régime ; il fut pris par les Français et conduit au général, qui lui déclara que ne s'étant pas fait précéder (lui Wintzingerode) par un trompette ou par un subalterne, il était prisonnier suivant les lois militaires. Le pauvre général étant Westphalien, et même, à ce qu'on dit, nommément proscrit, il était dans le cas d'être fusillé, et d'un moment à l'autre on en attendait la triste nouvelle; sa femme faisait pitié. Quant au jeune Narischkin, il n'était pas dans le même cas ; cependant sa captivité était bien triste, et comme il est fils de l'un des premiers seigneurs de l'État, elle avait excité un grand intérêt. Lorsqu'on sut hier que ces deux messieurs, au lieu d'être fusillés ou de filer vers Paris, apportaient des dépêches confidentielles de Napoléon, ce fut au pied de la lettre

une fête publique. On dit que les trois malles contiennent des secrets de la plus haute importance. Les uns assurent que le vice-roi d'Italie est pris, d'autres que Napoléon s'est empoisonné dans un accès d'épilepsie, etc. — Je ne sais rien sûrement, mais il me paraît certain qu'il s'est passé quelque chose de considérable à l'armée et qu'on ne veut point le dire encore. Dans ce moment, un courrier de l'amiral, qui a passé par l'armée du prince Kutusoff, apporte la nouvelle que du 1er au 4 (13-15) l'armée de ce dernier a pris 12 canons, 4,000 prisonniers et 4 généraux. Ce soir on attend un autre courrier du maréchal; mais je suis obligé de fermer ma dépêche ; l'ambassadeur d'Angleterre, qui veut bien s'en charger et qui sera instruit jusqu'au dernier moment, ajoutera peut-être quelque chose d'important que Son Excellence M. le comte de Front pourra ajouter à cette relation.

Un grand personnage de la cour me disait il n'y a que deux jours : *On aurait rendu bonne justice à l'amiral, il y a un mois, en lui faisant couper la tête ; mais aujourd'hui il faut convenir qu'il a fait tout ce qui nous convenait.* Mon intérêt particulier est bien qu'il conserve tout son crédit, puisqu'il vient de demander mon fils pour aide de camp au prince Kutusoff, qui l'a envoyé sur-le-champ.

Le maréchal vient d'écrire à la princesse sa femme une longue lettre, en russe, comme il écrit toujours (remarquez ceci), et dans laquelle, prenant tout à coup la parole en français, il lui dit : *La Fortune, qui est une femme, avait eu un caprice pour Napoléon qu'elle a comblé de*

ses faveurs; mais enfin elle en a eu honte, et s'est tournée du côté d'un vieux général qui a toujours adoré le sexe de cette déesse, et qui toute sa vie a été l'esclave de quelque femme; elle a rejeté l'autre en disant : « Fi, le vilain ! »

Il a soixante et dix ans et ne peut se tenir à cheval. Il va cependant grand train sur un *drosky,* espèce de petit chariot découvert particulier à ce pays.

Le feu dictateur César disait dans sa guerre des Gaules : *Les Gaulois croient qu'il y a quelque chose de divin dans la femme.* Je crois que ce caractère ne s'est jamais parfaitement effacé chez leurs descendants, et que de là vient l'espèce d'affinité qui se remarque entre leur langue et toute l'espèce féminine de l'univers; toutes les fois qu'on parle *aux* femmes, ou *des* femmes, celui qui sait le français pense en français. Voilà comment j'explique l'admirable *sfogo* du pétillant maréchal.

Je puis enfin avoir l'honneur d'apprendre à Sa Majesté, avec une certitude parfaite, que l'incendie de Moscou est entièrement l'ouvrage des Russes, et n'est dû qu'à la politique terrible et profonde qui avait résolu que l'ennemi, s'il entrait à Moscou, ne pourrait s'y nourrir ni s'y enrichir. Dans une campagne très-proche de la capitale, on fabriquait depuis plusieurs jours toutes sortes d'artifices incendiaires, et l'on disait au bon peuple qu'on préparait un ballon pour détruire d'un seul coup toute l'armée française. M. le comte Rostopchin, avant de partir, fit ouvrir les prisons et emmener les pompes, ce qui est assez clair ; ce qui ne l'est pas moins, c'est que sa maison a été épargnée et que sa

bibliothèque même n'a pas perdu un livre. Voilà qui n'est pas équivoque. En y réfléchissant, on voit qu'il ne convenait nullement à Napoléon de brûler cette superbe ville, et en réalité il a fait ce qu'il a pu pour la sauver; mais tout a été inutile, les incendiaires observant trop bien les ordres reçus, et le vent à son tour ne servant que trop les incendiaires. La ville a brûlé constamment du 3 au 7, et de 10,000 maisons (parmi lesquelles 800 hôtels) il ne reste qu'un peu plus de 2,000. Napoléon a fait exécuter à mort, je ne sais de quelle manière, une grande quantité de Russes dont il a fait suspendre les cadavres, portant l'inscription : *incendiaires ;* il a fait exécuter aussi un grand nombre de ses soldats; mais le tout a été vain. Je doute que depuis l'incendie de Rome, sous Néron, l'œil humain ait rien vu de pareil. Ceux qui en ont été témoins ne trouvent aucune expression pour le décrire. Il me suffira de dire qu'à la distance de quatre-vingt-quatre verstes on apercevait distinctement cette espèce de splendeur livide que les nuées réfléchissent dans les grands incendies, et qu'un naturaliste allemand attaché au comte Alexis Razumoffsky lui écrit qu'à une distance de quinze verstes il lisait aisément au cœur de la nuit, à la triste lueur de cet embrasement. Je répète que la perte en richesses de toute espèce se refuse à tout calcul ; mais la Russie et peut-être le monde ont été sauvés par ce grand sacrifice. Le comte de Rostopchin, avant de quitter la ville, a fait venir devant lui deux détenus : l'un, Russe, dont le nom m'échappe en ce moment, était convaincu d'avoir traduit en russe une proclamation française qui

annonçait l'arrivée de Napoléon : celui-ci l'avait comblé de bontés dans un collége de Paris où ce marchand avait été élevé. — Le grand comédien sait bien ce qu'il fait, comme on voit. — L'autre était un nommé Mouton, Français, convaincu d'avoir tenu des propos séditieux. Rostopchin a dit au premier : *Vous êtes un scélérat abominable, un traître indigne même d'être puni par le knout et la Sibérie, comme la patrie punit les traîtres; je vous livre à la vengeance du peuple.* Aussitôt la foule, avertie ou non, Dieu le sait, a percé ce malheureux de mille coups, et a traîné par les pieds dans toutes les rues son cadavre sanglant. Le gouverneur, d'autre part, dit à Mouton : *Vous êtes coupable, mais je vous pardonne; allez chez les vôtres leur dire comment nous traitons ici les traîtres.* Ce second jugement avait visiblement pour but d'adoucir les Français; le premier est une infamie au premier chef, aussi éloignée de l'état de civilisation que le lit de Procuste ou le taureau de Phalaris. Le comte de Rostopchin est beau-frère de la princesse Alexis Gallitzin et ami intime des Golovin; mais quoique je sois très-assidu dans ces deux maisons, où je suis comblé d'amitiés, j'observe cependant que depuis plus d'un mois on ne m'y nomme plus ce personnage qui est en effet inexcusable sous ce rapport.

Mon aimable compatriote, saint François de Sales, défendant quelque part de dire même du diable plus de mal qu'il ne faut, je dois dire que Napoléon a fait ce qu'il a pu pour éviter le comble du malheur. Il est allé lui-même dans les hôpitaux, il a parlé aux blessés russes et a fait ce qu'il a pu pour alléger de si grands

malheurs; mais il pouvait peu, et il a été peu obéi. Quant au pillage, outre qu'il était puissamment favorisé par l'incendie, Napoléon ne pouvait l'empêcher, car c'était la grande proie dont il avait leurré son armée, et il n'avait plus d'autres moyens de prévenir une révolte plus que commencée. La destruction du Kremlin est purement son ouvrage. L'explosion fut épouvantable; un mot suffit: elle détacha la cloche de Veliki-Ivan, qui tomba. Le clocher lui-même est demeuré sur pied, ainsi que la cathédrale, mais c'est uniquement parce que les mines ne partirent pas, soit qu'elles eussent quelque défaut, soit que les Cosaques, par une heureuse témérité, aient pu couper les boyaux de communication, comme on me l'a assuré sans me persuader beaucoup.

Les Français, en entrant, envoyèrent une sauvegarde de cinq hommes à l'église catholique de Saint-Louis; c'est la seule qui ait été épargnée, et elle a servi d'asile à beaucoup d'hommes et de choses. Tout le clergé russe avait disparu, excepté un seul pope qui était demeuré en place, et qui vint demander au curé catholique s'il lui conseillait de célébrer. Celui-ci l'y exhorta beaucoup. Le pope alla demander la permission — et il l'obtint — de célébrer librement, comme il l'entendrait. Il pria pour son Empereur, et le jour de la naissance de ce prince, au milieu des flammes, il chanta le *Te Deum*; ce trait est beau, mais il est unique. Il prouve après mille autres que le courage de la conscience a de grands droits toujours et partout.

Il peut être intéressant d'observer que dans une

armée de 400,000 hommes il n'y a jamais eu un seul ministre de la religion ni aucun signe de culte quelconque, ce qui, je crois, ne s'est jamais vu, même chez les peuples païens. A Moscou, aucun Français n'a paru dans l'église pendant les six semaines du règne français, excepté (ceci est remarquable) cinq ou six officiers appartenant à des maisons de l'ancienne noblesse de France. Le reste ne paraît avoir aucune idée quelconque de religion ; quelques-uns, à ce qu'on m'a rapporté, ont dit : *Qu'est-ce que Dieu? que voulez-vous dire?* Et ce qu'il y a d'extrêmement singulier, c'est qu'ils paraissent encore tenir au baptême, on ne sait pas trop pourquoi. Tous les enfants nés pendant ces six semaines ont été portés à l'église et baptisés.

Je sortirais du style des relations et je prendrais celui de la poésie si j'entreprenais de décrire les cinq ou six premiers jours. Toutes les caves enfoncées à la fois ; une innombrable quantité de brigands déchaînés et furieux ; le sang coulant dans les rues avec le vin et l'eau-de-vie ; les deux partis s'entr'égorgeant au milieu des flammes ; des malheureux brûlés dans leurs maisons ; les autres fuyant sans savoir où ils allaient, et dépouillés dans les rues des lambeaux qu'ils emportaient pour se couvrir, etc., etc. Aucune langue ne peut rendre ce spectacle ni même en approcher. Malheur mille fois à l'homme exécrable qui a causé ces effroyables malheurs s'il ne les a pas voulus expressément ! Au reste, le bélier immolé était sans prix, mais il paraît qu'Isaac est sauvé !

De tout côté on se demande : *Où est Napoléon?* On

a voulu dire qu'il avait échappé, mais rien ne le prouve et tout fait croire le contraire. Depuis l'arrivée de l'amiral à Minsk un homme seul passerait difficilement. Le moment solennel de la vengeance divine est-il arrivé? Il m'en coûte beaucoup de fermer ce paquet sans pouvoir répondre, mais je l'ai toujours annoncée comme certaine et inévitable ; la date seule me tenait en suspens. Quoi qu'il doive arriver, je crois de mon devoir de laisser un peu courir ma plume et de ne rien laisser ignorer sur l'un des plus grands événements du monde.

Voilà la vérité à l'égard de Moscou : Sa Majesté peut y compter comme si elle avait été témoin de tout ; je la tiens de l'autorité la plus irrécusable et sous le sceau du plus grand secret, car ici il faut dire que *les Français ont tout fait,* quoique les gens sensés ne me semblent guère les dupes de cette jonglerie politique.

Napoléon a donné 6,000 roubles à un Russe, qui a eu la lâcheté de les accepter, pour détacher la croix fixée sur le faîte de Veliki-Ivan et qui a été portée à Paris comme un trophée. On m'a assuré de plus qu'à quelques pas de la tour cet homme si lâchement courageux a été dépouillé par les brigands, qui ne lui ont pas laissé un kopeck.

Saint-Pétersbourg, 13/25 novembre 1812.

Je voudrais qu'une hirondelle se chargeât de porter cette relation à Son Excellence M. le comte de Front.

Bonaparte jouait une partie contre le genre humain, il l'a perdue sans retour, le 5 et le 6 de ce mois (17/18) entre Krasnoï et Orcha, mais beaucoup plus près de Krasnoï. Le maréchal prince Kutusoff a précédé Bonaparte sur la route d'Orcha et l'a forcé de livrer deux combats qui ont été décisifs pour les Russes. Le premier a été beaucoup plus acharné et plus sanglant que le second; Napoléon y combattait en personne, avec ses deux maréchaux Davoust et Ney, et n'a rien oublié pour animer ses troupes; mais le moment de la justice était arrivé. Les deux combats ne laissent plus désirer que la prise d'un seul homme. Les Russes ont fait 20,000 prisonniers, et ils ont pris 200 pièces de canons, un butin immense, tout l'équipage des maréchaux, même leurs bâtons de commandement et, à ce qu'on assure, toutes les richesses qu'ils avaient accumulées pour leur propre compte. De ces 20,000 prisonniers, 8,500 ont mis bas les armes le second jour; Napoléon est blessé, mais non point pris encore; le reste de l'armée française s'est éparpillé dans les bois, et tout ce qui échappera à la pique des Cosaques périra de faim ou de froid. On dit que Napoléon a passé la nuit du 5 au 6 au milieu d'un bataillon carré; mais de ce moment on n'en a plus entendu parler; il s'est réservé sans doute les meilleurs chevaux et les hommes les plus fidèles pour éviter le sort qui l'attend; mais si l'on songe qu'au départ du courrier, le 6/18, Platow avec ses Cosaques avait déjà pris position à Doubrowna, à quinze ou seize verstes d'Orcha, que tous les paysans sont en armes, que Bonaparte a le Dniéper devant lui, et encore Wittgenstein et Tchit-

chagoff, que les Russes occupent Babinowitch, et que l'armée victorieuse avance sans relâche, en vérité l'on ne comprend pas trop comment la grande proie pourra s'échapper.

Les extrémités auxquelles les Français étaient réduits ne peuvent se décrire. Il est très-vrai qu'ils ont mangé de la chair humaine ; on en a trouvé dans la poche de plusieurs prisonniers. Le général Korff a vu trois Français qui faisaient rôtir un homme ; il l'a mandé ici dans une lettre authentique que tout le monde peut lire, et l'Empereur lui-même l'a confirmé.

Ce grand acte de la tragédie est donc terminé : bientôt nous en allons voir un autre. Une secousse à Paris est inévitable, et bientôt une révolution dans tout le continent. C'est tout ce que je puis écrire à la hâte en courant à la cathédrale pour le plus juste des *Te Deum*.

Ney est mort. Il y a 12 généraux pris. On fait monter le nombre des morts à 40,000.

Saint-Pétersbourg, 24 novembre/6 décembre 1812.

On a parlé diversement de certaines manœuvres du feld-maréchal prince Kutusoff, aujourd'hui prince de Smolensk. On lui a reproché, par exemple, et assez aigrement, de s'être porté obliquement sur Borosk (gouvernement de Kalouga) après le combat de Malojaroslawetz, dont j'ai rendu compte, au lieu de marcher

droit sur Krasnoï (gouvernement de Smolensk), pour y prévenir Napoléon. Le maréchal répond qu'il savait à n'en pas douter que l'intention de Napoléon était de forcer sur Kalouga et qu'il lui aurait laissé le champ libre s'il ne s'était pas porté sur Borosk. On réplique à cela, mais je crois inutile d'entrer dans ces détails; je raconte ce qui s'est fait; d'autres diront ce qu'il fallait faire. Après l'affaire de Wiasma, sur laquelle je ne reviens plus, le prince partit le 17 novembre (je n'emploierai, pour plus de commodité, que le nouveau style), dans le dessein de couper l'ennemi sur Krasnoï, ce qui me paraît s'accorder peu avec ce qu'il dit lui-même (car je ne fais qu'analyser les bulletins officiels) que le général Miloradowitch, caché avec son corps près du village de Merlino, *laissa l'ennemi* s'approcher de Krasnoï. Quoi qu'il en soit, ce général, commandant deux régiments d'infanterie et un de cavalerie, et le lieutenant général prince Dimitri Gallitzin, commandant la troisième division des cuirassiers, joignirent les Français et les forcèrent d'accepter le combat. Pendant ce temps le corps de l'armée tournait Krasnoï et manœuvrait pour couper l'ennemi sur Doubrowna. Napoléon, qui avait avec lui le *vice-roi*, le maréchal Davoust et une partie de sa garde, forma ses troupes en colonnes profondes pour se tirer de ce mauvais pas; il tomba sur l'avant-garde, commandée par le général Rosen, mais il fut repoussé avec grande perte. Les Français se trouvaient dans ce moment entourés par les généraux Miloradowitch, Gallitzin, Tormasoff, Borosdin et Rosen. Ils tentèrent sur les batteries du

prince Gallitzin une attaque désespérée, mais qui fut plus malheureuse encore et plus meurtrière que la première; alors ils prirent le parti de fuir vers les forêts qui se trouvent à cinq verstes de Krasnoï, du côté du Dniéper. Ils perdirent dans cette affaire 2 généraux, 58 officiers de l'état-major, 9,170 hommes faits prisonniers, 70 canons, 3 drapeaux, 3 étendards et un bâton de maréchal, que nous avons vu suspendu aux murs de la cathédrale.

Pendant ce combat, Napoléon, qui n'en avait pas attendu la fin, s'était rendu à travers les forêts à Liady, sur le Dniéper; vers minuit, il s'achemina sur Doubrowna avec tant de précipitation, qu'il *oublia* derrière lui le maréchal Ney avec 30,000 hommes coupés par les opérations du 17.

Le 18, à trois heures du matin, Ney, marchant de Smolensk sur Krasnoï, s'approcha assez près des Russes sans être découvert, à cause d'un brouillard dont il profita, et il attaqua les batteries russes pour se faire jour. Là, il y eut un grand carnage du côté des Français qui ne purent percer. D'autres colonnes, qui venaient au secours de celle de Ney, furent prévenues et écharpées par le général-major Paskewitch, commandant un corps de troupes où se trouvaient entre autres les hulans de la garde et les grenadiers de Polock. L'ennemi n'ayant plus alors d'autre parti à prendre que celui de passer le Dniéper à Syrocorani, le général Konownitzin, par ordre du feld-maréchal, ordonna au colonel Tzernozuboff de se porter sur ce passage et d'observer les mouvements de l'ennemi.

Le colonel s'acquitta parfaitement de sa commission, et les Français s'étant présentés au déclin du jour pour tenter le passage, il les attaqua vigoureusement, les battit et leur prit 10 canons qu'il tourna même contre eux ; ils perdirent un grand nombre d'hommes tués ou noyés. Alors ils tâchèrent d'éviter leur sort en s'enfonçant dans les bois, mais ils furent coupés par le général Korff, commandant la cavalerie. A cinq heures du soir, toutes les colonnes, sans artillerie (notez ceci), firent encore un dernier effort sur une batterie russe de 24 canons qui les abîma. Alors seulement ils envoyèrent des parlementaires pour demander quartier, et tout le corps mit bas les armes à minuit.

12,000 prisonniers, 27 canons, etc., furent le prix de cette victoire. Du 15 au 19 les Français ont perdu 8 généraux, 300 officiers supérieurs ou de l'état-major, 21,170 hommes faits prisonniers, 209 canons, etc.

Napoléon, suivant tous les rapports, se portant sur Borissoff, toutes les dispositions du feld-maréchal prince Kutusoff se dirigèrent à l'empêcher de passer ou à le battre au passage de la Bérésina : il envoya les généraux Miloradowitch et l'hetman Platow pour le couper sur la droite ; il renforça considérablement le comte de Wittgenstein, et si Napoléon passait la Bérésina, il chargea l'amiral Tchitchagoff, qui était arrivé le 21 à Borissoff, de se tenir sur la droite de la rivière, d'attaquer les Français de front à leur passage et de tirer parti surtout des défilés scabreux de Zembin ; en même temps le gros de l'armée marcha sur le bourg de Berezino pour empêcher les Français de se porter

sur Igoumen, où ils auraient trouvé de grands moyens de subsistance.

Le 25, le comte de Wittgenstein était à Varan et les Cosaques étaient à Krupthy (grand chemin d'Orcha à Borissoff, gouvernement de Mohilew) à quarante verstes de Borissoff. Il se mit à la poursuite des maréchaux Victor et Oudinot, mais sans pouvoir les empêcher de joindre Napoléon; seulement le 27 au soir, il apprit que ce dernier passait déjà la rivière à Veselow et à Studianka et que Victor formait son arrière-garde. Là-dessus il accourut en hâte et manœuvra assez bien pour couper cette arrière-garde, commandée par Victor ; il la battit, et lui envoya un parlementaire pour lui proposer de se rendre en évitant une effusion inutile de sang, vu qu'elle était environnée de toute part et que Borissoff surtout était occupé par Platow. A minuit deux parlementaires vinrent annoncer qu'on se rendait, mais Victor s'était retiré. Le général de division Partouneaux, le brigadier-général Villier, 1 chef d'état-major, 2 colonels et 40 officiers se rendirent avec 800 soldats, et le matin du 28, à sept heures du matin, le reste du corps en fit autant; savoir, les généraux Camus et Blaimont, 3 colonels, 15 lieutenants-colonels, 184 officiers supérieurs et 7,000 hommes. On ne prit que trois canons, ce qui montre combien les Français en avaient peu conservé.

On a dit ici que Napoléon se fâchant contre Victor, qui s'était ainsi laissé couper, ce dernier lui répondit : *Sire, essayez vous-même et vous verrez quel diable d'homme est ce Wittgenstein.* En effet, Napoléon en

voulut tâter lui-même ce même jour, le 28 ; il attaqua le brave général, qui justifia bien la phrase de Victor ; mais sur ce combat je manque de détails en écrivant ceci. Wittgenstein à son tour attaqua Napoléon le lendemain 29, au passage de la Bérésina, à Studianka, et lui fit beaucoup de mal. Celui-ci cependant passa la rivière sur les ponts qu'il avait fait jeter et qu'il brûla sur-le-champ; mais, pour pouvoir s'échapper, il fallait abandonner sur la rive gauche 300 voitures de toute espèce, prises à Moscou, et tout le butin qu'elles contenaient. L'argenterie des églises a tout de suite été renvoyée au gouverneur de Moscou ; tout le reste a été livré aux soldats. Le comte de Wittgenstein écrivait à sa femme le soir même du 29 (j'ai lu cette lettre en original) : « Vous ne pouvez, ma chère amie, vous former une idée de ce spectacle. Une étendue de cinq verstes était couverte de voitures. Rien ne ressemblait plus à une foire où tout le monde se sert : l'un prenait une berline, l'autre une calèche, etc. » On dit que l'armée, depuis l'affaire de Wiasma, s'est partagé 8 millions de roubles; on dit que les Cosaques vendaient une voiture pour 25 roubles, qu'un autre a payé un dîner avec un fil de perles, etc. ; enfin, que ne dit-on pas ?

Mais enfin voilà Napoléon au delà de la Bérésina : il l'a passée le 29 novembre. Aujourd'hui 6 décembre, nous avons chanté le *Te Deum pour la victoire de Studianka.* — M. le comte de Wittgenstein écrit, non pas à la vérité dans un bulletin, mais dans une lettre du 29 : *j'entends le canon de l'autre côté de la Bérésina.* Qu'est-il donc arrivé de ce côté? Les questions se succèdent,

et les brocards pleuvent de nouveau sur l'amiral Tchitchagoff; cependant il faut attendre, car l'hetman (aujourd'hui comte) Platow, qui est aussi de l'autre côté, n'a pas davantage donné de ses nouvelles. M. le comte de Wittgenstein écrit encore à sa femme : « Je passe sur-le-champ la rivière; tout ce qui reste périra par le feu, le froid ou la misère; *je ne les laisserai pas reposer un instant, ni jour ni nuit.* » Comme il a constamment tenu parole, il faut le croire encore cette fois. Une fort belle action, et bien honorable en même temps pour le comte de Wittgenstein, c'est celle du général Miloradovitch, qui a demandé à l'Empereur la permission de servir sous les ordres du premier, quoique beaucoup moins ancien. Il n'y a eu depuis le premier moment de la guerre qu'une voix sur le comte de Wittgenstein, l'un des plus beaux caractères militaires qui se soient présentés depuis longtemps, puisqu'il réunit à tous les talents de son état un caractère excellent et une moralité parfaite.

Ce que les Français ont souffert dans cette campagne ne peut s'exprimer. Il est bien constant qu'ils ont vécu de charognes, mais je n'ai pas voulu ajouter, sans en être bien sûr, qu'ils en étaient venus à manger de la chair humaine; aujourd'hui je ne sais plus comment pouvoir en douter. Le général Korff a mandé ici qu'il avait vu trois hommes en faire rôtir un autre. Ce qui est étonnant, c'est l'inébranlable fidélité de ces gens-là : nous ne voyons pas qu'un seul général ait, comme on dit, *tourné casaque;* les simples soldats mêmes, faits prisonniers, sont très-modérés sur le compte de Napoléon; ils lui reprochent l'ambition, mais sans outrages et

sans récriminations. C'est une étrange nation qui fait depuis deux cents ans par un instinct aveugle tout ce que la plus profonde sagesse dicterait aux plus grands philosophes : c'est-à-dire *d'être fidèle à son gouvernement quel qu'il soit, et de répandre tout son sang pour lui, sans jamais lui demander compte de ses pouvoirs.* Combien d'hommes auront dit : Que les Français sont fous ! Il n'y a de fous cependant que ceux qui les traitent de fous ; l'avenir le prouvera. Contentons-nous dans ce moment d'admirer le coup que vient de frapper la Providence, en aveuglant ce Napoléon au point qu'il s'est coupé la gorge au pied de la lettre, comme un véritable suicide. Cet homme qui de sa vie n'a tenu un conseil de guerre, et qui se vante hautement de n'avoir jamais pris conseil de personne, en a tenu trois dans cette campagne, pour les contredire de front. A Smolensk, ses généraux lui ont dit : « *Fixez-vous ici, sire, passez-y l'hiver et la Russie est perdue.* — Non : je veux entrer à Moscou. » Fort bien : il y va ; il y passe six semaines ; nouveau conseil de guerre. « Que faut-il faire ? — *Sire ! il faut jeter vos canons et vous retirer en toute hâte.* — Non : je veux les conserver. » Voilà toute l'histoire de cette campagne, et voilà comment il s'est perdu lui-même ; le reste est l'affaire des quatre éléments. Il laisse plus de 150,000 prisonniers et 800 pièces d'artillerie. On va élever à Moscou un monument qui sera construit avec ses canons ; — trois architectes de Sa Majesté Impériale concourent pour le dessin : MM. Garenghi, italien ; Thomond, français, et Waranskin, russe. — Il n'y a pas de doute que Sa Majesté Impériale, depuis son en-

trée dans sa capitale, a formé un plan de campagne et a ordonné au maréchal de l'exécuter ; celui-ci, dans un de ses rapports à l'Empereur, dit expressément : *Le plan envoyé par Votre Majesté Impériale a été suivi ;* et l'Empereur a laissé imprimer cette phrase ; je sais, de plus, qu'en recevant les dernières dépêches il a dit : *Le plan est manqué.* Heureusement il a un bon allié qui combat ou qui a combattu Napoléon : c'est Napoléon. Nous allons voir de nouvelles scènes, et je crois même des commotions en France ; mais pour aujourd'hui je suis obligé de finir.

17/29 décembre 1812.

Sire,

Sa Majesté Impériale ne s'étant plus adressée à moi pour le genre d'affaires dont j'eus l'honneur d'informer sans délai Votre Majesté dès qu'il en fut question, je regarde le tout comme non avenu. La chose ayant été conduite de ma part avec une réserve superstitieuse et sans aucune confidence quelconque, Votre Majesté exceptée, l'Empereur ne peut être mécontent que de la confiance illimitée que j'ai voulu entretenir, comme je le croyais de mon devoir, envers Votre Majesté. Du reste, ai-je été pris simplement pour un bonhomme qui laissait échapper une belle occasion, ou bien a-t-on été réellement fâché contre moi? c'est ce que j'ignore. Je pencherais cependant pour la première supposition, puisqu'on a toujours beaucoup de bontés pour moi. Il peut

se faire que Votre Majesté le sache mieux que moi, puisque Sa Majesté Impériale lui a écrit. Quoi qu'il en soit, j'ai l'honneur de lui protester dans toute la sincérité de mon âme que je suis très-aise de la tournure qu'a prise cette affaire; car, malgré les considérations très-fortes qui autorisaient mon consentement conditionnel, je ne pouvais étouffer la crainte de déplaire à Votre Majesté. Elle a eu, à la vérité, la bonté de me faire écrire qu'elle m'approuvait: mais, sire, que Votre Majesté me permette de le lui dire, la véritable approbation est moins laconique et possède un certain accent sur lequel on ne se trompe guère. Ainsi je persiste à me féliciter de ce que l'affaire n'a point eu de suite.

Ma femme avait enfin obtenu la faculté de partir, et si elle était partie il aurait bien fallu qu'on y pourvût, puisqu'on s'était engagé; mais je me suis hâté de poignarder les trois personnes en leur disant qu'il n'y avait plus moyen de songer à ce voyage. Je ne pouvais me faire illusion : dès que je n'étais pas employé, la délicatesse s'opposait à cette réunion, tant et si vainement désirée. Reçu toujours avec toutes sortes de bontés chez le grand maréchal, il se moque de moi lorsque je lui dis que sûrement j'ai mécontenté Sa Majesté Impériale avec mes scrupules; je ne me fie néanmoins que très-médiocrement à toutes ces belles assurances.

Voici un moment, sire, bien important pour Votre Majesté. Il me paraît que les négociations devraient être reprises à cette cour, mais je n'ose pas ouvrir la bouche, car de soupçons en soupçons j'en suis venu à craindre, si ce n'est à croire, que si je m'avisais d'entamer

une conversation sur les intérêts de Votre Majesté avec les ministres de ce pays ou avec l'ambassadeur d'Angleterre, ils ne pussent avoir de bonnes raisons officielles de me regarder en riant, ce que je fais connaître ingénûment à Votre Majesté, suivant ma règle constante de ne jamais lui laisser ignorer aucune de mes pensées. Je crois cependant devoir joindre ici un mémoire succinct dans lequel Votre Majesté verra la manière dont j'envisage l'état des choses par rapport à ses intérêts, dont je n'ai jamais cessé de m'occuper. Si je recevais d'elle des instructions diamétralement contraires, il est inutile de lui dire (car j'ose me flatter qu'elle n'en doute pas) qu'elles seraient exécutées avec la même exactitude et la même chaleur que si j'avais eu le bonheur de rencontrer toutes ses pensées. Mais jusqu'alors je ne saurais pas trop que dire; il peut se faire, sire, que ce soit un mal, mais c'est un mal inévitable dans ma position, qui ne me permet pas un seul acte de confiance. En ne cessant d'ailleurs de réitérer l'offre de me retirer en silence et sans pension, même dans un moment tel que celui-ci, où je pourrais bien avoir excité de ce côté quelque froideur contre moi, j'ose me croire parfaitement en règle envers Dieu et Votre Majesté. Je la prie instamment de n'écouter aucun scrupule de bonté; car il importe peu que je meure dans un grenier, mais il importe beaucoup qu'elle soit servie selon son cœur auprès d'une cour qui va, si toutes les apparences ne nous trompent point, déployer une si grande influence.

Je suis, etc.

MÉMOIRE

SUR LA SITUATION ET LES INTÉRÊTS DE S. M. LE ROI DE SARDAIGNE A CETTE ÉPOQUE.

17/29 décembre 1812.

Qui si convien lasciar ogni sospetto.

On a souvent félicité la maison de Savoie sur son heureuse position, entre deux puissances de premier ordre dont la jalousie mutuelle lui servait de rempart; mais l'on n'a pas exposé les inconvénients de cette situation.

En premier lieu, cette auguste maison se jetant alternativement d'un côté ou de l'autre, suivant son intérêt du moment, elle déclarait ainsi à ses deux puissants voisins qu'elle ne préférait ni l'un ni l'autre; et par un juste retour, ni l'un ni l'autre ne lui accordait une préférence réelle. Chacun d'eux voulait bien la défendre contre l'autre, mais sans beaucoup s'embarrasser d'elle ni de sa gloire; et c'est une question de savoir si elle n'aurait pas avancé davantage ses intérêts en s'attachant exclusivement à l'une ou à l'autre de ces deux puissances, comme la Suède, par exemple, s'était attachée à la France; mais laissons cette question.

En second lieu, il pourrait bien y avoir plus d'apparence que de réalité dans cette prétendue balance de position dont on a tant parlé; car rien n'est plus douteux que l'avantage qui en résultait, au lieu que l'inconvénient qu'elle produisait est visible et incontestable.

La maison de Savoie resserrée entre deux souverai-

netés formidables qui la touchaient immédiatement et qu'elle ne pouvait faire reculer, se trouvait ainsi condamnée à une médiocrité de puissance dont sa dignité avait droit de s'impatienter.

Voilà le mal sur lequel il était fort inutile de raisonner lorsqu'il n'y avait pas de remède, mais dont il faut s'occuper sans relâche dans un moment de bouleversement universel. Il y a dans la maison de Savoie une force, une dignité, et, si l'on peut s'exprimer ainsi, une noblesse particulière qui n'ont cessé de l'élever à travers huit siècles, et qui justifiaient de sa part les plus hautes espérances jusqu'au moment où elle se vit resserrée entre deux rochers, sans autre espoir que celui d'un tremblement de terre, qui est arrivé.

Tant que Bonaparte était régnant et victorieux, il n'y avait pour nous aucun espoir raisonnable d'agrandissement ni même de simple rétablissement (du moins par les moyens ordinaires); mais dans ce moment où son impétuosité téméraire l'a porté sur le bord du précipice, toutes les espérances renaissent. Dans deux mois peut-être l'Europe sera bouleversée; Napoléon peut être tué ou pris (ce qui revient au même), et quand il échapperait seul, ce qui est, à ce qu'il semble, la supposition la plus probable au moment où l'on écrit ceci, il serait encore mort dans un autre sens, car tout usurpateur a besoin de la victoire; dépouillé de ces rayons qui environnaient sa tête, humilié, flétri par la perte d'une armée de 500,000 hommes et de 1,000 pièces de canon, ses Français voudront-ils encore de lui? Rien n'est plus douteux. S'il n'est pas repoussé par eux ou tué dans cette occasion, il ne le

devra, suivant toutes les apparences, qu'à la politique aveugle ou paresseuse qui ne se hâtera pas de faire savoir aux Français qu'on en veut non point à eux, mais à leur tyran. Il peut se faire que, dans la crainte d'être attaqués ou malmenés chez eux, ils se décident à conserver un grand capitaine, quoi qu'il doive leur en coûter d'ailleurs. C'est ce qu'il faut éviter par de sages mesures. En attendant, une révolution quelconque en France étant dans ce moment un événement infiniment probable, il est clair que la maison de Savoie, comme les autres puissances, doit prendre les mesures convenables.

Quel est son intérêt clair, évident, incontestable? *C'est d'empêcher que la France et l'Autriche ne la touchent chacune de son côté.* Tout ce qui tendra à ce but sera bon ; tout ce qui s'en écartera sera mauvais. Il ne s'agit donc que de chercher les moyens d'atteindre ce grand but.

Après tout ce que la France a fait souffrir à nous et à l'Europe, le sentiment qui nous écarterait d'elle serait assez naturel ; cependant ce sentiment serait trompeur, et l'axiome prêché depuis dix ans semble plus vrai que jamais : *Point de salut que par la France.*

Lorsqu'on examine les Français un à un, lorsqu'on réfléchit sur les inconcevables extravagances dont leur histoire est remplie, on se demande à quoi tient donc cette espèce de suprématie qu'ils exercent sur les autres peuples? Cependant il est impossible de la nier. Par leurs armes et par leur langage, ils dominent en Europe. C'est un fait qu'il faut prendre comme il est et dont il faut tirer parti, puisqu'il n'y a pas le moindre signe qu'il doive changer.

Les Français ont surtout deux priviléges bien extraordinaires : celui d'entrer chez les autres quand ils le veulent et de ne laisser entrer personne chez eux, et celui d'être destinés par la Providence à frapper d'une manière plus ou moins décisive toutes les puissances qui menacent l'indépendance des autres. Ils ont arrêté Attila, ils ont arrêté les Sarrasins en Europe. Ils sont allés depuis attaquer le Croissant chez lui en Asie et en Afrique ; ils ont fondé un empire français à Constantinople et un autre à Jérusalem. Ils ont fait dans tout l'Orient une telle impression sur tous les esprits qu'on y appelle encore tous les Européens *Francs*, et que le Tasse lui-même appelle constamment l'armée chrétienne *il popol franco.* Quelle puissance que celle de l'Autriche sous Charles V ! Elle semblait marcher droit à la monarchie universelle. La France n'était point son égale à beaucoup près; cependant, dans une lutte d'abord inégale, sous François I[er] elle arrêta d'abord sa grande rivale ; bientôt, avec son Richelieu, elle reprit la supériorité; au commencement du XVIII[e] siècle, quoique totalement épuisée d'hommes et de trésors, et humiliée même par de grandes défaites, elle parvint à la couper en deux ; enfin, au commencement de notre siècle, elle a brisé l'équilibre au point de nous faire douter s'il pourra jamais être rétabli. Une réflexion seule peut nous tranquilliser : c'est que le Français, excellent pour conquérir, n'a pas à beaucoup près le même talent pour retenir, et qu'il a toujours laissé échapper ses conquêtes lointaines avec autant de facilité qu'il se les était procurées ; mais de là à l'espérance de

l'humilier et de le dépouiller, il y a loin. Il n'y a pas de siècle peut-être où l'on ne se soit flatté d'écraser ou de morceler la France. Quelles espérances n'avait-on pas conçues à cet égard au commencement du dernier siècle ! Tout annonçait qu'on était sur le point de réussir, et plusieurs Français, même parmi les plus sages, commençaient à perdre courage : cependant tout changea en un clin d'œil ; le trône d'Espagne resta aux Bourbons, et le territoire français demeura notablement augmenté.

Dans le moment présent, où nous voyons la France épuisée d'hommes et d'argent, où Bonaparte vient de perdre en quatre ou cinq mois cinq cent mille hommes, mille pièces d'artillerie et sa réputation, il est naturel de spéculer de nouveau sur l'affaiblissement de la France et d'espérer que c'en est fait de sa prééminence ; on sera cependant trompé aujourd'hui comme on le fut alors, et tant pis pour les puissances voisines qui auront appuyé des plans sur cette vaine espérance.

Cette considération semble être de la plus haute importance pour la maison de Savoie, qui doit regarder dans ce moment comme un point capital de sa politique d'avoir l'œil sur le changement probablement prochain qui doit s'opérer en France, et d'aborder sur-le-champ la souveraineté ou le gouvernement de ce pays, sous quelque forme qu'il se présente, pour en tirer tout le parti possible. (Du moins si la chose est possible, car si ce gouvernement français n'était ni plus moral, ni plus raisonnable que celui d'aujourd'hui, on conçoit aisément qu'il y aurait les mêmes raisons de ne

pas l'aborder, et qu'un prince légitime devrait attendre un autre moment.)

La mort naturelle ou politique de Napoléon — l'une et l'autre sont possibles et peut-être inséparables — doit faire espérer la paix, car tout le monde la veut en France, excepté lui. Or, il ne saurait y avoir de paix sans que la France cède quelque chose ; et comme elle a acquis immensément, elle pourra beaucoup céder sans regret et sans honte.

Le Piémont est certainement une belle proie ; mais comme on ne saurait tout conserver, et que, suivant toutes les apparences, le nouveau gouvernement (quand même on le supposerait encore illégitime) ne pourra ni ne voudra même fouler aux pieds toutes les règles de la justice, il est de même infiniment probable qu'il ne s'obstinera point à perpétuer la domination française en Italie et qu'il ne s'attachera de toutes ses forces qu'à la rive gauche du Rhin. On voit déjà que depuis très-longtemps la France avait renoncé à se procurer des possessions en Italie. Elle a envahi ce beau pays dans un accès de fièvre ; mais l'accès fini, il est probable qu'elle reprendra ses anciens systèmes : ainsi toute la difficulté pourrait de son côté se borner à la Savoie. Sans doute que rien ne doit être négligé pour reprendre ce pays qui par lui-même n'est qu'un zéro, mais qui, réuni à un chiffre réel, peut en décupler la valeur. On peut même espérer que la France ne tiendra pas extrêmement à cette province.

Examinons maintenant les intérêts et les prétentions de la maison d'Autriche. Celles qu'elle a toujours con-

servées sur l'Italie entière, sans parler des autres, sont universellement connues, et comme ces prétentions tenaient à un titre fraîchement éteint, elles peuvent aisément revivre. Elle a les droits les plus légitimes sur la Lombardie, et tout à l'heure encore elle possédait l'État vénitien, qu'elle pourra fort bien réclamer; la Toscane lui appartenait encore indirectement, et même elle avait cru pouvoir s'approprier quelques provinces du saint père. Rendons-lui par la pensée toutes ces provinces, voilà cette puissance maîtresse absolue sur tout le plateau septentrional de l'Italie; et la France ayant acquis de son côté des forces prodigieuses, la maison de Savoie, au lieu d'être *gênée*, sera *étouffée* entre ces deux masses.

Si nous passons ensuite des prétentions aux intentions des deux puissances à notre égard, nous les trouverons bien différentes. Répétons qu'on ne doit point juger de la France par ce que nous voyons depuis vingt ans : ce serait juger un homme sensé par ce qu'il a fait pendant un accès de fièvre chaude. La France, dans son état naturel, ne voulait pas nous faire de mal, puisque nous ne possédions rien de ce qu'elle convoitait; et probablement cet état de choses doit recommencer.

Il en est tout autrement de l'Autriche, et rien ne l'a mieux prouvé que cette période même de vingt ans qui vient de s'écouler. La bonne foi de notre cabinet et la dépendance absolue où le jetaient, à l'égard de l'Autriche, sa morale et sa délicatesse, auraient pu le recommander à la justice et à la générosité de celui de Vienne; cepen-

dant il n'en fut rien. Le projet de nous conquérir fut invariablement et ouvertement suivi ; et longtemps même après que les plus grands malheurs auraient dû fournir les plus grandes leçons, un ministre autrichien, le comte de Kevenhüller, déclarait encore à très-haute voix et au milieu même des États de Sa Majesté, *que jamais l'Empereur son maître ne permettrait à l'ancien souverain d'y rentrer.*

Celui-là serait bien aveugle qui croirait pouvoir avancer que les circonstances heureuses du moment ont changé cet esprit. Il ne serait sans doute ni plus ni moins ridicule qu'un ministre de Sa Majesté qui, ayant l'honneur de la conseiller en 1789, lui aurait dit qu'elle n'avait rien à craindre de la maison d'Autriche à cause du mariage d'Emmanuel Philibert avec Marguerite d'Autriche ; car la raison d'État regarde toujours devant elle, jamais à côté ; d'ailleurs, elle agit sans les princes et malgré les princes ; enfin elle est immortelle, au lieu que les affections sont passagères.

Celui qui écrit ceci a l'assurance que jamais l'auguste empereur François Ier n'a eu l'intention de faire le moindre tort à Sa Majesté le roi de Sardaigne ; et quand il n'aurait pas cette assurance par le témoignage le plus authentique, il gagerait sa vie et même son honneur que la chose est ainsi, sans autre preuve que la connaissance des personnes : et cependant on sait comment les choses se sont passées.

Par la nature même des choses, l'Autriche, tant que nous ne changerons ni de force ni de situation respectives en Italie, sera toujours portée par une tendance

invincible à s'avancer sur la maison de Savoie, et pour arriver à ce but, elle profitera de toutes les occasions. Or cette tendance étant naturelle, et par conséquent nécessaire et éternelle, nul homme sage ne s'avisera de mettre dans l'autre bassin de la balance de beaux et nobles sentiments, sans doute infiniment respectables par eux-mêmes, mais passagers comme l'homme et nuls pour la politique.

C'est ici le lieu de déclarer que si la maison de Savoie, après huit siècles d'une souveraineté transmise presque sans interruption de père en fils, par une succession peut-être unique dans l'histoire, devait enfin expirer, du moins dans la ligne masculine, ce mémoire est déclaré nul et non avenu par celui même qui l'écrit; il ne s'occupe que du cas où la Providence daignerait nous accorder ce qu'elle nous a permis d'espérer.

Dans cette supposition dont il s'occupe exclusivement, l'intérêt le plus évident de la maison de Savoie, intérêt qu'elle partage avec toute l'Italie, est sans aucun doute que celle d'Autriche ne possède rien dans ces contrées, sauf à l'indemniser d'une manière digne d'elle en Allemagne, ce qui paraît aisé, eu égard à la foule de petites souverainetés qui ont expiré dans ce pays. Il n'y a dans cette première proposition rien de contraire au respect infini dû à l'une des plus grandes et des plus excellentes maisons de l'univers : on dit seulement, et c'est un fait incontestable, que ses possessions en Italie n'étaient avantageuses ni à elle ni à l'Italie, et qu'elles nuisaient infiniment à la maison de Savoie, quelles que pussent être d'ailleurs les relations

de sang et d'amitié entre ces deux augustes familles.

Le dernier agent de Sa Majesté à Vienne fit beaucoup rire la diplomatie lorsqu'il se flatta *d'avoir enfin persuadé cette cour d'abdiquer ses anciens systèmes à l'égard de la nôtre.* Cet homme, de fidèle et estimable mémoire, ne voulait pas se rappeler que la raison d'État n'abdique rien et ne peut rien abdiquer; en certaines occasions elle a l'air de sommeiller, mais toujours elle sait ce qu'elle fait, et personne ne peut se flatter de la convertir.

Que si dans la restauration générale qu'il est permis d'espérer, la maison d'Autriche doit reprendre sa place parmi les puissances d'Italie, celle de Savoie doit au moins faire l'impossible pour éviter le contact dont on a parlé.

La supposition où Sa Majesté rentrerait simplement en possession du Piémont sans indemnités ni augmentation de forces est insupportable pour l'un de ses fidèles sujets. Si l'Autriche d'un côté peut arriver en quelques marches sous les murs d'Alexandrie, et si de l'autre le moins léger des généraux français peut, d'un seul élan, sauter de la plaine du mont Cenis au milieu de la place Saint-Charles, cette position serait si triste qu'il vaut mieux la regarder comme impossible, pour ne s'occuper que de celle que réclament également la dignité et les mérites de Sa Majesté, la sûreté de l'Italie et l'équilibre général.

On peut faire à cet égard deux suppositions qui méritent d'être examinées à part. On peut supposer que Sa Majesté sera replacée ou dans la partie orien-

tale, ou dans la partie occidentale du plateau septentrional de l'Italie, c'est-à-dire dans le Piémont avec les augmentations convenables, ou à Venise, comme il en fut question il y a quelques années.

Dans la première supposition, il n'y a pas d'autres accroissements possibles que Gênes et Milan. Certainement ces acquisitions seraient superbes, mais elles entraîneraient aussi de grands inconvénients :

1° Il serait extrêmement difficile d'amalgamer les trois peuples qui se touchent sans s'aimer, et qui sont même décidément antipathiques ; et nul d'eux ne possède la supériorité qui serait nécessaire pour imposer silence à l'orgueil et à la prétention des deux autres ; de manière que les deux peuples déclarés sujets ne le pardonneraient jamais au troisième, et ce serait un état permanent de haine et de guerre sourde, très-fatigant pour le gouvernement.

2° Où placerait-on le trône, s'il fallait enfin se décider? Turin serait trop exposé pour le retenir, et l'imagination d'ailleurs se prête peu à la supposition qui ferait de Turin la métropole de Milan et de Gênes. Cependant si Turin le cède de beaucoup à ces deux dernières villes, le Piémont à son tour l'emporte sur la Lombardie et sur la Ligurie, prises à part. Il résulterait de ces différents équilibres et de plusieurs autres circonstances que je passe pour abréger, un défaut perpétuel d'unité et d'accord.

La supposition de Venise est différente. L'idée de cette acquisition est éblouissante. A l'époque de 1805 elle fut proposée ici, mais d'une manière entièrement

subordonnée, dans le cas où il ne serait pas possible de faire autrement, comme une simple idée particulière placée sans prétention à la suite des demandes officielles mises en avant auprès de cette cour, et qui furent depuis pleinement approuvées par Sa Majesté. (On avait envoyé une carte manuscrite relative à ce plan.)

Les malheurs trop connus de cette époque rejetèrent bien loin toute idée de restauration et d'indemnités; mais le ministre de Sa Majesté Impériale dit à celui de Sa Majesté le roi de Sardaigne que ses idées sur l'État de Venise étaient fort plausibles, s'il avait pu en être question, *et que Sa Majesté l'empereur d'Autriche s'y serait prêtée volontiers.* Les chances de la politique étant incalculables dans ce moment, il ne paraît pas inutile de s'occuper à tout événement des avantages de cette acquisition, quoiqu'il n'ait jamais été donné aucune suite à ces idées, vu que les intentions de Sa Majesté sur ce point n'étaient pas connues.

1° Il y a parmi les villes une véritable noblesse, comme il y en a une parmi les personnes. Venise est à cet égard au premier rang. Peu de villes sont environnées de plus de gloire et de plus grands souvenirs. Ce serait une assez brillante résurrection pour la maison de Savoie que l'acquisition de ce pays, et la croix blanche soutenue par le lion de Saint-Marc ferait une assez belle figure dans le monde. Il n'y aurait sûrement pas moyen de renouveler d'une manière plus éclatante la fameuse devise d'Emmanuel Philibert : *Mersus profundo pulchrior evenit.* (Horace.)

2° Sa Majesté deviendrait puissance maritime, et qui

sait ce que pourrait enfanter cette nouvelle position? Il n'est pas inutile d'observer à cet égard que, dans la supposition d'un bouleversement général et d'une nouvelle organisation générale, il ne serait pas du tout impossible, en cédant au delà de l'Adige (et même sans céder si les intérêts de l'Europe sont compris d'une manière assez large), de parvenir à la *Mer Inférieure* par le Modenais et de donner par là la main à la Sardaigne.

3° Les titres de *roi de Chypre*, de *duc d'Achaïe et de Morée*, etc., ne peuvent occuper que le papier dans l'état actuel des choses; mais si au vain héritage de Lusignan venait se réunir le titre un peu plus substantiel d'une ancienne possession, sur la tête d'un prince substitué aux droits des anciens possesseurs et siégeant à leur place près de l'ancienne Grèce et à l'époque de décadence où se trouve actuellement l'empire ottoman, on ne sait pas trop ce qui pourrait arriver.

Le plaisir de régner sur d'anciens sujets est digne sans doute d'un bon et grand prince, cependant il faut ajouter *cœteris paribus*, car si la souveraineté doit s'agrandir, il n'y aurait pas trop lieu à balancer. Posons le cas où un souverain de la maison de Savoie refuserait par attachement pour nous la couronne d'Espagne, qui est dévolue conditionnellement à cette maison par les traités, certainement cette tendresse réussirait fort mal dans le monde politique.

Quant à l'inconvénient de régner sur des peuples étrangers ou inconnus, il est nul en lui-même ou le devient bientôt. On serait même tenté de croire qu'il y a

quelque raison, quoique parfaitement inconnue, qui favorise cet état de choses en Europe, puisqu'au moment de cette révolution qui sera à jamais une époque fameuse, tous les souverains de l'Europe, le seul roi de France excepté, étaient originairement étrangers chez eux. Il y a même une nation illustre chez qui les races régnantes disparaissent dès qu'elles commencent à se naturaliser; et personne ne sait si, dans ce moment, elle n'est pas sur le point de nous donner un nouvel exemple de ce genre.

Le roi de Sardaigne, d'ailleurs, n'est étranger nulle part en Italie; car ce sont les religions et les langues qui différencient réellement les peuples. Au demeurant, tout écrit politique doit réveiller toutes les idées possibles et les mettre en évidence : le jugement appartient ensuite aux grands intéressés.

Il y aurait bien d'autres choses à dire, mais il faut abréger. Le ministre qui écrit ceci n'ignore point qu'il a été donné pour un ennemi de la maison d'Autriche; s'il en est ainsi, cette puissance est bien malheureuse d'avoir un ennemi aussi redoutable. Mais puisqu'on est forcé plus d'une fois de répondre sérieusement à des choses qui le méritent très-peu, il dira que très-certainement il est grand ennemi de la maison d'Autriche, si Leurs Excellences messieurs tels et tels sont la maison d'Autriche; mais il en doute un peu, et il espère que son auguste maître pense de même. Il ajoute tranquillement que si le respect dû aux maisons souveraines s'opposait à la respectueuse, mais libre discussion des droits, des prétentions et des griefs de chaque souverain, il n'y au-

rait plus de politique. Sans s'arrêter donc plus longtemps sur cette futile et ridicule accusation, il résumera aussi brièvement qu'il lui sera possible tout ce qui lui semble pouvoir être dit sur cet important sujet, en observant :

1° Que le Piémont, séparé de la Savoie et du comté de Nice, c'est-à-dire des Alpes, et privé de plus de toutes ses citadelles, au lieu d'être une immense place forte, ne serait plus qu'un beau jardin.

2° Que la maison de Savoie, mise dans cette supposition en contact avec la France et avec l'Autriche, non-seulement se trouverait fort au-dessous du point où elle était avant la Révolution, mais qu'elle serait toujours fixée à ce point de médiocrité, sans espoir d'en sortir jamais.

3° Que la France, dans l'ancien état des choses, ou dans tout autre état analogue, n'avait, n'aura et ne peut avoir qu'un seul intérêt à notre égard : celui d'empêcher que nous ne fussions conquis par sa rivale.

4° Que l'Autriche, au contraire, en a eu, en aura et doit en avoir nécessairement deux : celui d'empêcher que la France ne nous engloutisse, et celui de nous conquérir elle-même, projet que les faits ont constamment manifesté.

5° Que toutes les forces de notre politique doivent donc se tourner à empêcher, s'il est possible, ce fatal contact ; et par-dessus tout, s'il est possible encore, à renverser par la base le système des souverainetés étrangères, sources éternelles de prétentions outrées, de plans chimériques, de haines, d'animosités, de

souffrances nationales et de catastrophes sanglantes.

6° Que le moment présent semble appeler les négociations les plus actives auprès des cours amies de Londres et de Saint-Pétersbourg, et que dans ce moment unique on a de justes raisons de se flatter que l'Autriche, de son côté, ne se jettera point au travers de nos espérances, que la raison, l'affection ou l'intérêt réciproque présideront à nos arrangements.

7° Que ce serait cependant une grande et funeste erreur d'imaginer que sans contre-poids il puisse y avoir rien de solide dans la politique, et qu'il est de la plus haute importance d'avoir l'œil sur la France; car tout annonce qu'en sortant de ce bain de sang où ses crimes et ses folies l'ont très-justement plongée, elle marchera à grands pas vers le plus haut point de pouvoir et d'influence dont elle ait jamais joui, de manière qu'il ne sera utile à personne, et à nul de ses voisins surtout, de l'avoir pour ennemie.

8° Que dans les premières négociations mêmes qui auront lieu entre les autres puissances européennes et la France (de quelque manière qu'elle soit gouvernée), il est fort à désirer qu'elle penche pour nous.

9° Enfin que l'extinction d'une branche des Bourbons à Parme est une circonstance non moins favorable pour nous : car cette souveraineté voisine était encore un terrible rémora attaché au vaisseau *le Royal Savoie*.

Saint-Pétersbourg, 17/29 décembre 1812.

J'ai laissé Napoléon de l'autre côté de la Bérésina. Pour traverser cette rivière, il lui en a coûté des milliers d'hommes et presque tout le butin de Moscou. A peine eut-il mis le pied sur la rive droite, qu'il ordonna de rompre le pont. On lui montra tout ce qu'il laissait derrière lui ; il répondit : « Que m'importent ces crapauds! qu'ils se tirent d'affaire comme ils voudront. » Il est charmant. Ici s'élèvent de grands cris contre l'amiral Tchitchagoff qui, venant de Minsk, où on l'accusait déjà d'être arrivé trop tard, aurait pu, dit-on, arrêter et prendre Napoléon. Comme il a beaucoup d'ennemis, que ses malheurs domestiques et les faveurs de l'Empereur avaient un peu assoupis, ils se sont réveillés à cette occasion et l'ont extrêmement maltraité. Il a bien échappé à Sa Majesté de dire en très-petit comité : *Le plan est manqué*; mais il n'a point fait tomber sa critique sur l'amiral en particulier, et jamais il ne lui a donné aucun signe de mécontentement, soit que réellement il n'ait pas tort, soit qu'il exerce toujours la même influence sur l'esprit de l'Empereur, soit que le maître veuille soutenir son ouvrage. Autant que j'en puis juger, je crois bien que les troupes russes n'ont point de supérieurs dans le monde pour la valeur et l'impétuosité de l'attaque. Quant à ce qu'on appelle *manœuvre*, je les crois un peu en arrière, et je doute que Napoléon démentît cette opinion. Enfin Napoléon passa la Bérésina près de la petite ville de Studianka, le 29 novembre (toujours nouveau style), et il continue sa marche sur Vilna toujours

suivi et harcelé par les troupes russes. Pour aller droit aux résultats, je dirai seulement que, dans son chemin de la Bérésina à Vilna inclusivement, l'ennemi perdit encore près de 30,000 hommes et 400 pièces de canon. Il paraît certain que Napoléon n'est point entré à Vilna, mais seulement dans ses faubourgs. Du reste, on s'accorde peu sur la route précise qu'il a tenue et sur les précautions qu'il a prises pour sauver sa personne. On s'accorde assez à dire qu'en s'éloignant de Vilna il n'avait parmi ses affidés que son beau-fils le vice-roi, Murat et Berthier ; qu'il était vêtu d'un simple frac sans aucune distinction ; qu'Eugène au contraire était en grande tenue, et que toute sa suite se réduisait à 15 lanciers polonais et 14 gardes napolitains. Je ne réponds d'aucun de ces détails, et dans les grands événements il ne faut s'attacher qu'aux masses et aux grands résultats. Les Français ne croyaient pas, à beaucoup près, que les Russes fondraient sur Vilna avec tant de célérité ; ils ont été trompés à cet égard au point qu'ils prirent l'avant-garde des Russes pour l'arrière-garde française qui n'existait plus, et qu'un aide de camp de Davoust envoyé pour la reconnaître fut extrêmement surpris de se trouver prisonnier. Cette extrême célérité a produit un grand bien, c'est que les Français n'eurent le temps de commettre aucun désordre et ne purent brûler aucun magasin. Les Russes ont trouvé à Vilna des provisions immenses de tous les genres. La poursuite a continué jusqu'à Kowno sur le Niémen, et dans cet intervalle ils ont encore fait 5 à 6,000 prisonniers et pris 22 canons, *parce qu'il n'y en avait pas* 23,

comme on l'a dit ici à la cour. Grodno est occupé; les Russes marchent sur Varsovie et Kœnigsberg, et comme on ne sait point encore quel parti aura pris Napoléon, ce qu'il aura fait de 1,500 hommes à peu près, nus et affamés, qui ont passé le Niémen avec lui, et quelle sera la résolution des nations qu'il doit traverser, il faut s'arrêter ici. Le 25 juin dernier, il est entré en Russie avec 480,000 hommes; plus de 100,000 sont venus le joindre; il a brûlé ou fait brûler l'ancienne capitale, après avoir parcouru en triomphateur l'immense espace qui la sépare de la frontière; il a effrayé la Russie et l'Europe; il a forcé le chef de l'empire à nous avertir qu'il ne se croyait pas sûr à Saint-Pétersbourg, et à préparer publiquement le transport de tout ce qu'il avait de plus précieux; il avait amené des femmes, des enfants, des ouvriers de toute espèce pour fonder une colonie française; il avait remis son entrée publique à Saint-Pétersbourg au printemps prochain, il s'en tenait sûr, etc.; — et le 10 décembre de la même année, c'est-à-dire trois mois après son entrée à Moscou, il est sorti de Vilna comme un bandit subalterne, sans argent et sans soldats. Il s'est trompé sur tout, et cependant il a fort bien raisonné; voilà le grand phénomène qu'on n'aura jamais assez admiré. Dans les malheureuses conférences d'Erfürth et de Tilsit, il s'était convaincu, avec trop de raison, de son ascendant sur l'Empereur. Il disait, avant de commencer cette dernière guerre : « C'est un enfant; je le ferai pleurer en larmes de sang. » Il l'a répété dans une lettre qui est tombée en original entre les mains de l'Empereur. C'est

lui qui a pleuré en larmes de sang congelé ; mais qui le lui aurait dit? Voici donc la suite de ses pensées : 1° mon génie écrase celui d'Alexandre, il n'osera pas me résister. 2° Je romprai les négociations par une attaque brusque, et je lui ferai perdre la tête. 3° Je couperai un ou plusieurs de ces corps disséminés avec tant d'imprudence sur un espace de plus de huit cents verstes et je les enlèverai avec leurs magasins. 4° Je livre une grande bataille qui termine la guerre avec un prince aussi timide. 5° J'appellerai tous les paysans à la liberté, et l'insurrection sera générale. 6° Le prince Bagration étant coupé de Barclay de Tolly, jamais ils ne pourront se réunir, car en Russie comme ailleurs, pour se rendre d'un point à l'autre, la ligne droite est la plus courte. 7° Les Russes, pour sauver leur capitale, livreront une bataille qu'ils perdront sûrement, eu égard à leur infériorité incontestable, surtout en cavalerie. 8° Moscou qui renferme un peuple, et ce peuple qui renferme la plus nombreuse et la plus opulente noblesse de l'univers, me fournira seul assez de trésors pour achever la conquête de la Russie et de l'Europe. 9° Si tout me manquait enfin, le chancelier est à moi et je ferai la paix. —Chacune de ces propositions est plausible ; réunies, elles semblent rigoureusement démonstratives, et cependant toutes l'ont trompé. L'Empereur a dit : « Je me rappelle un de ses discours d'Erfürth : *à la guerre, c'est l'obstination qui fait tout, c'est par elle que j'ai vaincu ;* je lui prouverai que je me rappelle ses propres leçons. » La noblesse et le peuple se sont également sacrifiés. Les noms d'*impôts*, de *contributions*, de *sub-*

ventions, etc., sont trop faibles ; celui de *partage* même ne suffit pas : on a donné sans bornes comme sans murmures. Mais c'est Moscou qui a perdu Napoléon ; s'il avait suivi le conseil de ses généraux, de ne pas y entrer et de voler sur le maréchal à Kalouga, c'en était fait de la Russie ou de son honneur, suivant toutes les apparences, vu l'infériorité notoire du maréchal et la désorganisation de son armée qui était telle qu'après la bataille de Borodino il y avait 17,000 maraudeurs sur lesquels il fallut enfin faire feu, et que dans une lettre confidentielle dont j'ai eu connaissance, Kutusoff écrivait : « Mon armée me donne plus d'embarras que l'ennemi. » Mais Napoléon voulut entrer à Moscou. Trois motifs purent le déterminer : l'orgueil, l'espoir du pillage, et celui de la paix qu'il croyait pouvoir acheter là plus commodément; — mais tout devait le tromper. Rien ne le surprit d'abord autant que l'absence de toute autorité. Il passa trois jours à attendre des députations qui ne se présentaient point. Son étonnement était extrême. — Mais où sont donc les autorités ? — Il n'y en a point. — Le gouverneur? — Il est parti après avoir ouvert les prisons et emmené les pompes. —Et le Sénat ? —Il a disparu de même. —Mais les officiers subalternes, civils et militaires, le clergé, les chefs de quartiers, etc. ? — Tout est loin. — Enfin, l'homme le plus marquant de Moscou se trouva être le directeur de je ne sais quelle maison d'orphelins, qui n'avait pas voulu quitter ces pauvres enfants. On alla chercher cet homme, on l'habilla et on le présenta à Napoléon. Ce fut sous cette brillante escorte qu'il entra dans la grande capitale.

Cet abandon total rendait excessivement difficile toute communication avec le peuple environnant, dont il ne pouvait absolument se passer : il voulut bien envoyer des députés dans les villages voisins pour avertir les paysans que tout était tranquille, qu'ils pouvaient amener leurs denrées, que tout serait payé exactement, etc. ; mais les paysans massacrèrent les députés, quoique russes, et n'apportèrent rien. En même temps les flammes s'allumèrent. Il faut l'avouer : ces flammes ont brûlé la fortune de Napoléon. Richelieu, conseillé par Machiavel, n'aurait pu inventer rien de plus décisif que cette épouvantable mesure. Dans son dépit, Napoléon fit juger par une commission militaire vingt malheureux qu'il appelait incendiaires, et il en fit exécuter huit ou dix qui n'avaient fait qu'exécuter des ordres légitimes. Cependant il s'obstina encore dans la capitale détruite. Il s'amusa à loger dans le Kremlin et à y faire des bulletins. Qu'est-ce qui se passait dans cette tête infernale ? C'est ce qu'on ne saura jamais peut-être, du moins parfaitement. Quelques personnes pensent que le maréchal-prince de Smolensk, qu'on n'appelle point en vain *le vieux renard*, a joué Napoléon, ce qui n'est pas un petit honneur ; qu'il est faux que le premier ait répondu à celui-ci d'une manière aussi tranchante et aussi hautaine qu'on le disait universellement et que je l'ai écrit moi-même ; qu'il répondait au contraire *qu'il ne pouvait*, lui Kutusoff, *rien prendre sur lui, suivant les ordres qu'il avait reçus ; que tout ce qu'il pouvait faire, c'était d'envoyer à Pétersbourg*, ET, EN ATTENDANT, DE NE RIEN ENTREPRENDRE (voilà le renard!).

Je n'ai pas de peine à me prêter à cette supposition. Quoi qu'il en soit, Napoléon passa trente-huit jours à Moscou, et pendant ce temps le maréchal organisa parfaitement son armée, se procura 60,000 hommes d'excellentes recrues, en plaça derrière lui un nombre pareil (dont même il n'a pas eu besoin) et se procura une ambulance de 30,000 chevaux. De ce moment l'équilibre fut rompu, et jamais Napoléon n'a pu le rétablir, quoiqu'il ait trouvé 50,000 hommes sur sa route à Orcha. Il paraît sûr qu'ayant enfin mesuré de l'œil le précipice qui s'ouvrait sous ses pas, il avait pris la résolution d'abandonner sa ligne d'opérations, devenue plus que chanceuse par les manœuvres décisives du comte de Wittgenstein sur Polock et sur Wittebsk, et de se jeter sur les gouvernements riches et plantureux de Toula et de Kalouga. De là l'attaque du 24 octobre sur Malojaroslawetz (gouvernement de Moscou), dont on n'a pas assez parlé parce qu'on n'a pas vu d'abord que c'était le plus haut point d'une parabole qui allait rebrousser. On nous dit même que *c'était une fausse attaque;* mais quand on fait une fausse attaque, on ne revient pas huit fois à la charge. Enfin, il fallut reculer, et ce moment commence une suite de calamités que je crois sans exemple. Pour trouver quelque chose de semblable on remonte jusqu'à la défaite des Sarrasins par Charles-Martel, à celle des Huns par Clovis et Aétius, à celle des Cimbres et des Teutons par Marius; on s'élève jusqu'à Cambyse, mais sans trouver de comparaison parfaite. En cinq mois, ou pour mieux dire en trois, nous avons vu disparaître un demi-million

d'hommes, 1,500 pièces d'artillerie, 6,000 officiers, tous les bagages, tous les équipages, des trésors immenses, tout ce que les Français emportaient et tout ce qu'ils avaient apporté. On m'a nommé un régiment de Cosaques, de 500 hommes environ, dont chaque soldat a pour sa part 84 ducats. On a donné des berlines pour 50 roubles et des montres de Bréguet pour 25. Mais les souffrances de l'homme passent toute imagination et ne laissent, même à l'égard du plus féroce ennemi, de place que pour la pitié. Les hommes les plus irréligieux sont frappés de cette épouvantable catastrophe à la suite d'une guerre qui a pris plaisir à faire des plus révoltants sacrifices un chapitre de sa tactique ; et pour moi, je crois que jamais Dieu n'a dit aux hommes d'une voix plus haute et plus distincte : C'EST MOI. Les Français ont fait les plus grands et les derniers efforts de bravoure et de patience, ils ne se sont surtout jamais révoltés (chose incroyable !) ; mais que peut l'homme contre le fer, la faim et le froid réunis ? Il a fallu périr et rendre les armes par milliers. 300,000 hommes sont morts ; 200,000 sont prisonniers et répandus jusque sur la frontière de la Sibérie ; 1,000 canons sont au pouvoir des Russes, et vont former un monument pyramidal à Moscou ; plus de 500 autres ont été enfouis ou précipités dans les rivières par les Français eux-mêmes. Ceux qui ont vu le spectacle de près ne savent comment s'exprimer. L'un écrit : *J'ai fait deux cents verstes sur des cadavres.* L'autre : *Nous sommes entrés à Vilna à travers un défilé de cadavres*, etc. Je suis persuadé que Sa Majesté lira avec intérêt une

lettre qui lui tiendra lieu de toutes; elle est de mon frère Xavier, et je la choisis parce qu'elle part d'un témoin oculaire et d'une plume étrangère à l'ombre même de l'exagération.

« Vilna, 9/21 décembre. Je ne puis te donner une idée de la route que j'ai faite. Les cadavres des Français obstruent le chemin qui, depuis Moscou jusqu'à la frontière (environ huit cents verstes), a l'air d'un champ de bataille continu. Lorsqu'on approche des villages, pour la plupart brûlés, le spectacle devient plus effrayant. Là les corps sont entassés, et, dans plusieurs endroits où les malheureux s'étaient rassemblés dans les maisons, ils y ont brûlé sans avoir la force d'en sortir. J'ai vu des maisons où plus de 50 cadavres étaient rassemblés, et parmi eux trois ou quatre hommes encore vivants, dépouillés jusqu'à la chemise, par quinze degrés de froid. L'un d'eux me dit : Monsieur, tirez-moi d'ici ou tuez-moi; je m'appelle Normand de Flageac, je suis officier comme vous. Il n'était pas en mon pouvoir de le secourir. On lui fit donner des habits, mais il n'y avait aucun moyen de le sauver; il fallut le laisser dans cet horrible lieu. Un comte Berzetti de Turin s'est dit mon parent et m'a fait demander des secours. Je lui ai envoyé aussitôt et mon cheval et un Cosaque pour l'amener, mais le dépôt des prisonniers était parti : je ne sais ce qu'il est devenu. (Je le fais chercher de tout côté.) De tout côté et dans tous les chemins on rencontre de ces malheureux qui se traînent encore, mourant de faim et de froid; leur grand nombre fait qu'on ne peut pas toujours les recueillir

à temps, et ils meurent pour la plupart en se rendant aux dépôts. Je n'en voyais pas un sans songer à cet homme infernal qui les a conduits à cet excès de malheur. »

La lettre touche la circonstance la plus affreuse, c'est l'impossibilité de porter des secours. Qu'on imagine un désert où l'on ne voit que de la neige, des corbeaux, des loups et des cadavres; voilà la scène depuis Moscou jusqu'à la frontière, et l'humanité n'y peut rien. Le prisonnier meurt de froid et de faim, et il est tué par la chaleur et par les aliments. Monseigneur le grand-duc Constantin a fait conduire lui-même quelques-uns de ces malheureux dans ses propres cuisines, donnant ordre qu'on en eût tout le soin possible : aux premières cuillerées de soupe ils sont morts. Vivant depuis deux mois et plus de nourritures abominables, de charognes d'animaux et même d'hommes (car il n'y a plus de doute sur ce point), ils exhalent pour la plupart une odeur si fétide que trois ou quatre de ces malheureux suffisent pour rendre une maison inabordable. L'immense quantité de cadavres a justement attiré l'attention du gouvernement : à Moscou, où chaque maison a son puits comme à Turin, chaque puits était encombré de cadavres français. On a ordonné qu'on achèverait de les combler avec des matériaux et qu'ils seraient irrévocablement fermés, sauf à en ouvrir d'autres. Les commissaires du gouvernement ont compté à Borodino et dans les environs 42,000 cadavres de chevaux, et quand on songe que tout cela n'est rien en comparaison des cadavres humains, on pâlit. Le gouvernement

a pris le parti de les brûler, mais il faut des forêts et beaucoup de temps. Déjà de plusieurs côtés se sont manifestées des maladies assez malignes, tandis que la peste continue ses ravages à Odessa. Dieu nous soit en aide!

L'Empereur, qui est arrivé à Vilna le 22 décembre (N. S.), mande qu'il n'oubliera de sa vie l'horrible spectacle dont il a été témoin. Tout de suite il a chargé le général comte de Saint-Priest, officier français du plus grand mérite (au service de la Russie) de l'inspection générale sur tous les prisonniers, afin qu'on leur fasse le moins de mal et le plus de bien possible. Les premiers pourront être sauvés, mais pour tous ceux qui ont été faits depuis deux mois, j'en doute. Il y en a en tout au moins 200,000. Qui sait si 20 ou 30,000 seulement reverront leurs foyers?

Plusieurs noms très-distingués se trouvent dans cette funeste barque. Le comte Alfred de Noailles, aide de camp du *prince de Neuchâtel* (Berthier), a été tué sur la Bérésina. On a trouvé sur lui le portrait de sa femme. Je l'ai vu. Le sang de l'infortuné jeune homme a pénétré dans la boîte et formé un hideux croissant au bas du portrait. Il avait vingt-sept ans et sa femme en a vingt. Pendant qu'il était tué sous les drapeaux de Bonaparte, son frère cadet (le comte Alexis) s'échappait de France et se rendait ici pour passer de là en Angleterre et tâcher de servir de quelque manière son maître Louis XVIII. — *L'un sera pris et l'autre sera laissé.*

Sa Majesté Impériale a donné à Vilna mille preuves

de bonté et de munificence. Le prince de Smolensk a reçu le grand-cordon de Saint-George, qui est le *nec plus ultrà* des honneurs militaires. Il a dit aux seigneurs polonais : « Messieurs, j'ai tout oublié ; passons l'éponge sur tout ce qui s'est passé ; j'espère qu'à l'avenir... » On raconte diversement la fin de cette phrase ; mais comme les souverains, obligés de dire ces sortes de choses, les disent mieux que les autres hommes, on leur doit de ne pas les répéter, à moins qu'on ne les ait entendues ou qu'on en soit très-sûr.

Où est Napoléon, et que va-t-il faire ? C'est ce que tout le monde demande sans savoir répondre. L'un dit qu'il va à Vienne, l'autre à Dresde, l'autre à Paris tout droit. — Il n'y a rien de sûr encore. Quelques personnes croient qu'il pourra refaire une armée ; mais la chose paraît impossible. Qui voudra le suivre après cette épouvantable catastrophe ? La France et l'Allemagne sont en deuil. Je ne considère qu'un seul objet, celui des officiers : tout bien examiné, il en a perdu à peu près 8,000. C'est toute la science et toute l'expérience française. Comment remplir cette terrible lacune ? etc. — Enfin, nous verrons.

Voilà un beau champ ouvert à la diplomatie si elle est sage. L'Empereur a dit à Vilna : Messieurs, nous avons vaincu ; maintenant il faut prouver que nous sommes dignes de la victoire. — Je le désire et l'espère de tout mon cœur.

Que fera l'Autriche ? L'Empereur sera-t-il père ou souverain ? Que feront les Français ? Je vois un parti républicain qui n'est pas mort ; un parti constitutionnel

de quelques ambitieux qui s'empareront du poupon pour régner par une régence ; un parti royaliste, etc. Que fera l'Angleterre, qui craint la Russie en se servant d'elle, et qui a pour intérêt d'empêcher que les deux couronnes de France et d'Espagne n'appartiennent à la même famille? Que fera l'Espagne, qui, en quatre ans de révolution, n'a pas encore produit un véritable talent dans l'ordre militaire comme dans le civil, et dont la constitution n'est qu'une œuvre d'avocats?

Il serait téméraire de prophétiser sur des événements qui seront décidés par tant d'intérêts et de passions combinées et mises en jeu. Ce qu'il y a de plus probable, c'est que la Révolution continuera comme elle a continué jusqu'ici, c'est-à-dire sans que les étrangers puissent s'en mêler efficacement ; que les Français souffriront beaucoup, comme il est extrêmement juste, mais qu'ils rétabliront les Bourbons en France et en Espagne et le Pape à Rome ; et qu'en acceptant d'eux ou en leur arrachant par la victoire de grandes possessions, on ne les privera pas cependant d'une grande augmentation de territoire.

Je dis, comme le préteur romain, *Paret*. L'avenir jugera ces conjectures.

---

19 mars 1813.

Sire,

J'ai reçu avec une profonde et respectueuse reconnaissance la lettre dont il a plu à Votre Majesté de

m'honorer le 16 novembre dernier. Elle était nécessaire à ma santé, car depuis longtemps j'étais privé de cet honneur. Je suis ravi qu'elle ait pensé à me faire parvenir un chiffre dont l'heureuse arrivée à Londres m'est déjà connue ; j'espère que M. le chevalier d'Aglié, qui, à la fin, s'est réveillé à mon égard, trouvera une occasion *sûre* pour me le faire parvenir ; mais ce mot de *sûr* doit être bien médité, car qu'y a-t-il de sûr pour ceux qui n'épargnent rien? J'aurai l'honneur, au reste, d'observer d'avance à Votre Majesté que le chiffre est bon pour certaines nouvelles ou certaines réflexions courtes qui ne doivent occuper que peu d'espace. Tous les développements se refusent à cette manière ; on est réduit alors à choisir les occasions. C'est la précaution que je pris à l'égard de ma mémorable dépêche du 27 avril (9 mai) 1812. Un courrier de cabinet et une double enveloppe de souverain, qu'y avait-il de plus sûr? Cependant je ne serai parfaitement tranquille (vu ce qui s'est passé) que lorsque Votre Majesté aura daigné me faire savoir que ce paquet lui est parvenu intact, c'est-à-dire bien collé, avec double adresse à Votre Majesté.

Je ne cacherai point à Votre Majesté l'*extrême chagrin* que m'a causé la *bonne* nouvelle qu'elle a daigné m'apprendre. J'avais mis tout mon cœur à cet événement tel que nous le désirions. Il faut se soumettre, et comme dit très-bien Votre Majesté, *celui qui a donné*, etc. C'est ce que je désire, c'est ce que je demande, c'est ce que j'attends avec passion.

Ce qui m'a pénétré du plus profond chagrin, c'est

le détail que Votre Majesté me fait de la situation de cette malheureuse Sardaigne. Je creuse de l'œil ces minières qui promettent beaucoup ; mais, en attendant, je vois que les embarras de Votre Majesté sont *sur* la terre et ses espérances *dessous*. Dieu veuille qu'elles ne soient pas trompées! Ce pays est maudit, sire ; il ne ressemble à aucun autre, et il exige des formes particulières d'administration. J'ai beaucoup examiné ce peuple étrange; je ne crois pas, sire, qu'il en existe un semblable dans l'univers. Un de ses caractères de réprobation les plus marqués, c'est qu'il ne peut posséder la souveraineté. Jamais, sire, il n'y aura un souverain sarde. Votre Majesté, avec sa grandeur intrinsèque de huit siècles, se défend aisément d'une influence éphémère, et même ne s'en aperçoit pas; mais Dieu nous préserve que sa race y fût fixée ! Non-seulement la Sardaigne ne saurait produire la souveraineté, mais elle ne saurait même la *supporter*. Quel homme sensé dans l'univers n'aurait pas cru que l'application infatigable, la justice et la bonté de Votre Majesté, présentes dans ce pays, l'auraient vivifié? Au contraire, sire, plus Votre Majesté travaillera, et surtout plus elle écoutera les Sardes, et plus les choses iront de mal en pis. Je puis avoir l'honneur de l'en assurer sans la moindre crainte de me tromper. Un souverain éloigné, des administrateurs forts et étrangers, c'est tout ce que les Sardes peuvent supporter. Ils se plaignent maintenant que tout va mal, mais ils n'en savent pas la raison : c'est que Votre Majesté est obligée de se servir d'eux.

Quant au commerce des grains, c'est un sujet im-

mense et qui paraît épuisé. Je ne m'aviserai point de le traiter. Je laisse le raisonnement et je me borne à des vœux.

J'ai été ravi d'apprendre par Votre Majesté même que mes lettres ne lui sont point désagréables. Si j'ai eu le bonheur de l'intéresser par celles qui ont précédé l'embrasement de Moscou, je dois avoir encore plus de confiance en toutes celles qui ont suivi et qui auront développé aux yeux de Votre Majesté l'un des plus grands et plus terribles spectacles qui aient jamais figuré dans l'histoire. La marche triomphale de Sa Majesté Impériale sera déjà connue de Votre Majesté. Les Russes sont entrés à Berlin le 20 février dernier (N. S.). L'alliance est signée entre les deux souverains. Le roi de Prusse fournit 160,000 hommes; mais je ne saurais pas trop dire à Votre Majesté par qui ils seront payés. Comme il y a déjà du papier de toutes les nations, on finira dans cette occasion, suivant les apparences, par faire des *billets européens*, hypothéqués sur l'Europe déjà hypothéquée. Quant aux Anglais, je crois qu'ils n'ont plus d'argent dans le moment précis où il serait le plus indispensable de faire un effort.

L'Italie, toujours malheureuse, *o vincitrice, o vinta*, va probablement devenir ce qu'on appelle vulgairement le souffre-douleur de tout ceci. L'Allemagne échappe à Napoléon; l'Espagne ne lui fournit plus rien; reste l'Italie qu'il va pressurer sans miséricorde, à moins qu'elle ne fasse de son côté quelque grand effort; mais comment? Depuis longtemps elle ignore l'ensemble. Dépecée en petits États ennemis les uns des autres, je

doute qu'elle sache se mettre en mouvement. Les plans de l'amiral Tchitchagoff, soutenus ici par le duc de Serra-Capriola, étaient fondés sur une puissante diversion en Italie, mais tout n'a pas été adopté. Si l'on y revenait, il serait important que tout se fît par des Italiens assemblés autour d'un noyau de Russes, vu que ceux-ci n'inspirent dans ce pays ni jalousie ni alarmes. Mais je ne saurais trop le répéter à Votre Majesté : qu'elle ait l'œil sur la France ! car qui sait ce qui peut arriver de ce côté, et quel parti elle en peut tirer? L'Angleterre a certainement de fort beaux côtés, mais de terribles et opiniâtres préjugés. C'est un étrange procédé que celui de chasser un allié de son trône et de bouleverser son pays avec cette manie absurde des constitutions, qui est une des plus grandes folies du siècle le plus fou. Les opérations de Sicile choquent la politique, et j'ose dire la probité ! Quant à la Russie, je ne crois pas, sire, que Votre Majesté puisse en attendre davantage. J'ai toujours trouvé le cabinet d'ici très-froid pour nous, ne croyant point du tout à notre résurrection et s'en souciant assez peu. Votre Majesté fait cependant parfaitement bien d'écrire toujours sur le ton de l'amitié persuadée, mais cependant sans trop y compter. Je désirerais beaucoup connaître le ton des lettres de Sa Majesté Impériale à Votre Majesté. L'envoi du prince Koslowsky me parut dans le temps une véritable dureté, et je ne sais si son séjour ridicule à Londres n'en est pas une autre ; je me suis expliqué sur cette belle destination aussi fortement que les circonstances le permettaient, comme Votre Majesté l'aura vu depuis long-

temps. Je crois, au reste, que si nos affaires doivent être rétablies, elles le seront par la force des choses, dans un congrès général. Je ne saurais, en attendant, trop répéter à Votre Majesté que, dans la rigueur des termes, elle n'a point de ministre ici. Visiblement abandonné dans ce pays depuis mon arrivée, parfaitement étranger à toutes les vues, à tous les projets, à toutes les affaires de Votre Majesté, il a fallu me faire un plan particulier. Les ministres savent tout, comme elle sent bien : s'ils me disent un mot, je ne puis répondre. Ce que j'ai donc de mieux à faire, c'est de me tenir éloigné et d'éviter même toute conversation politique, de peur de me compromettre. Je viens encore de l'éprouver à propos de l'affaire de lord Bentink, de l'amiral Greig, etc., dont j'étais instruit depuis longtemps, mais non officiellement, de manière que je n'avais pas le droit de parler ; plusieurs affaires de ce genre, grandes et petites, ont eu lieu depuis que je suis ici. Dieu sait, sire, ce qu'on a dit et pensé ; mais la conséquence inévitable devait être et a été que jamais les ministres ne m'ont ouvert la bouche sur les intérêts de Votre Majesté. C'est pourquoi je n'ai cessé de crier : *Point de confiance, point de ministre ;* et je n'ai cessé de prier Votre Majesté de me remplacer. Je croyais même voir dans mon caractère quelque chose qui ne lui convenait pas ; elle daigne me rassurer dans sa précieuse lettre de la manière la plus encourageante, et rien surtout ne m'a touché comme l'assurance qu'elle daigne me donner que, dans des temps meilleurs, elle daignerait se souvenir de moi : mais, sire, ma prévoyance ne

se fait point d'illusion sur ce point, et la bonté de Votre Majesté ne peut de même s'en faire aucune : mon âge et les circonstances ne me laissent à cet égard aucune espérance, et c'est pourquoi j'ai toujours écrit depuis dix ans : ou le présent ou rien ; le futur pour moi n'est rien. Je ne sais au reste (et je soumets absolument la chose à la profonde sagesse de Votre Majesté) si, dans cette impossibilité où elle a cru se trouver, il n'y a pas un peu de l'anathème qui pèse dans ce moment sur tous les souverains, et qui leur ôte le mouvement en leur persuadant de ne plus croire à eux-mêmes. Il me paraissait évident qu'il était mille fois plus important pour Votre Majesté de régner à Saint-Pétersbourg ou à Londres qu'à Cagliari ; qu'elle agisse librement partout où ses amis le trouvent bon, rien ne pouvait et ne peut être plus utile à ses intérêts ; c'est ainsi que je voyais. En effet, le système de timidité serait bon si l'on avait la parole de la Providence sur une date finale ; mais comme rien n'est plus douteux et que l'égoïsme général ne demande qu'à oublier, il m'a toujours paru important de combattre ce penchant et de montrer, partout où la chose est possible, la souveraineté vivante et agissante. Si ces idées sont fausses, sire, jamais je ne me suis autant trompé.

C'est une grande consolation pour tous les fidèles sujets de Votre Majesté d'apprendre que rien ne manque au bonheur de sa fille chérie. Chacun parle d'elle avec admiration ; et quoique cette plante n'eût, lorsque j'eus l'honneur de la voir, que la hauteur des rosiers, il ne fallait pas être cependant

un grand botaniste pour y reconnaître le cèdre.

Quoique les affaires des particuliers soient en elles-mêmes trop petites pour être présentées à Votre Majesté, j'espère néanmoins qu'elle aura agréé une relation détaillée du mariage de mon frère, vu qu'elle se liait à des usages curieux et totalement étrangers aux nôtres. Mon frère a joué de bonheur dans cette affaire d'une manière bien singulière. Le mariage, excellent sous tous les autres rapports, était un peu faible sous celui de la fortune; mais le jour même où il a quitté sa femme pour se rendre au quartier général de l'Empereur où il a été rappelé (le 11/23 février dernier), le chambellan Zagriatsky, frère unique de la demoiselle, a jugé à propos de mourir d'un coup d'apoplexie dans sa terre de Tamboff. C'était un fort mauvais sujet, dissipateur du premier ordre; cependant, la terre seule de Tamboff vaut 1,200,000 roubles au moins, et ce n'était pas sa seule propriété. D'ailleurs, l'oncle d'ici (grand échanson, et non grand chambellan comme je l'ai dit par distraction) a 40,000 roubles de rente, et cette hoirie, qui devait se fondre dans celle du neveu qui la dévorait d'avance, se trouve libre et tombera encore à ces dames. Des personnes parfaitement au fait des affaires de cette maison m'assurent que, toute soustraction faite, il ne peut pas rester à mon frère ou à sa femme moins de deux mille paysans, c'est-à-dire plus de 50,000 livres de Piémont de rente. L'air de Russie, comme Votre Majesté voit, nous convient assez.

J'ai eu l'honneur de lui expliquer en détail ma position particulière : les agréments de la société sont pour

moi portés au comble. Je me félicite toujours davantage (quoique j'y aie perdu une fortune évidente) de m'être arrêté subitement dans la carrière que j'avais commencée auprès de l'Empereur ; car, dans ce moment, je serais entraîné je ne sais où, et j'aurais l'air peut-être de m'être détaché de Votre Majesté, ce qu'à Dieu ne plaise ! Les bienfaits dont j'ai eu l'honneur de lui faire part m'ont mis à même de supporter les dépenses de la guerre, qui m'auraient abîmé, et de me mettre un peu dans mes meubles de manière à pouvoir sans honte recevoir une visite.

En remerciant de nouveau Votre Majesté du fond de mon cœur de tout ce qu'elle daigne me dire de flatteur et d'encourageant, je la prie très-humblement d'agréer l'inaltérable dévouement et le profond respect avec lesquels je suis, etc.

18/30 avril 1813.

Sire,

La lettre que Votre Majesté a daigné m'adresser le 20 janvier m'est parvenue le 30 mars ; c'est une célérité remarquable dans les circonstances actuelles, et l'on dirait que l'influence de la victoire commence à se faire sentir de tous côtés et à briser toutes les entraves. Je ne saurais trop remercier Votre Majesté des expressions pleines de bonté qu'elle veut bien m'adresser ; ce sont de ces choses auxquelles je suis infiniment

sensible et qui sont le prix le plus doux des services, quoiqu'ils n'en dépendent nullement. La situation des ministres en ce moment est étrange. Sa Majesté Impériale a quitté sa capitale depuis longtemps, pour la plus glorieuse des causes, et elle a laissé ici son chancelier qui n'a guère d'autre occupation que celle de nous donner d'excellents dîners. Il paraît que Sa Majesté Impériale s'obstine à ne pas l'employer, sans pouvoir le congédier, et que lui, de son côté, s'obstine à demeurer inactif sans vouloir demander sa démission. En attendant, Sa Majesté fait ses affaires et celles de l'Europe sans ministres et n'ayant autour d'elle que des subalternes et quelques jeunes gens sans signature. Jamais on n'a vu rien d'aussi curieux, et jamais prince n'a fait une si superbe figure. Je n'ai plus à apprendre à Votre Majesté la libération de tout le nord de l'Allemagne; la Pologne est entièrement conquise; un gouvernement russe siége à Varsovie; la Prusse est libre, et son roi, qui a fait cause commune avec l'Empereur, règne tranquillement dans sa capitale. L'Empereur a eu la délicatesse de ne point l'accompagner à Berlin, pour n'avoir pas l'air de le réinstaller; mais les deux souverains se sont vus à Breslau. Il y avait dans cette ville le ministre de France, M. de Saint-Marsan, qui avait tranquillement suivi le Roi à Breslau, celui de Bavière et celui de Wurtemberg. Il y eut une grande illumination. Ces pauvres ministres ne pouvaient absolument être de la fête. Le peuple se mit à casser leurs fenêtres, à l'anglaise, et même il voulait arracher M. de Saint-Marsan de chez lui, comme le principal des trois; et je ne sais pas trop ce qui serait

arrivé si le Roi et l'Empereur n'avaient été ses sauveurs. Il était extrêmement considéré à Berlin et fort aimé du Roi, pour qui il avait tous les égards possibles. On m'assure qu'il est conservé comme otage, jusqu'à ce que la légation prussienne à Paris soit de retour. Tous les bords de la Baltique sont nettoyés; Hambourg, Lubeck et Brême ont repris leur ancienne existence politique; les Russes n'ont pas même voulu entrer dans la première ville avant que le Sénat fût rétabli, et ils n'ont voulu traiter qu'avec lui; les clefs de Hambourg ont été apportées ici, et bientôt nous arriveront celles de Dresde. Quelle époque, sire, et qui l'aurait prévue il y a un an? Le roi de Saxe avait d'abord exhorté son peuple à demeurer fidèle à la France, et puis il s'était retiré. Là-dessus on l'a beaucoup déchiré; mais en examinant sa conduite de près, je ne crois pas qu'on y trouve rien qui blesse le caractère de cet excellent prince. Bonaparte l'avait distingué parmi tous les souverains, autant qu'il est en son pouvoir de distinguer; je sais plusieurs détails sur ce point, et il est remarquable surtout qu'il dîna chez lui et avec lui sans aucune précaution, à la terrible époque de 1807, tandis qu'à Tilsit il ne voulut point prendre le thé chez l'empereur de Russie. Il avait pris l'Électeur les armes à la main, il pouvait le détruire; au lieu de cela, il l'a agrandi. Ce prince, d'ailleurs, croyait lui devoir tout par l'article 1er du traité qui accordait l'égalité à la religion catholique dans ses États, et il regardera Napoléon comme un instrument dur, mais utile, de la Providence; comme un bistouri qui fait crier, mais qui guérit; en conséquence, il a cru devoir se

retirer et laisser faire les autres. Les gens exaspérés croient qu'on ne peut rien devoir à un scélérat ; ils se trompent ; si un meurtrier m'avait sauvé la vie, la justice serait bien maîtresse de venir le saisir chez moi, mais je ne le livrerais point volontairement. Pour la même raison, je ne crois pas que le roi de Saxe ait tort. Au reste, sire, l'absence n'a duré qu'un moment : les Russes ont traité avec les États, et le premier article a été, d'un commun acord, le rappel du souverain. Il y a là maintenant 62,000 hommes, tant Russes que Prussiens. L'Autriche ne s'est pas décidée publiquement, mais elle sert la cause commune sous le manteau ; si cependant les alliés venaient à perdre une bataille, je ne répondrais de rien. Elle a fait ce qu'elle a pu pour obtenir la neutralité et pour faire adopter une médiation, mais l'empereur Alexandre s'y est opposé sagement. Votre Majesté pourrait-elle croire que dans ce moment encore l'Autriche tremblait d'être envahie par le pays de Salzbourg ? Rien n'est plus vrai cependant. On écrit de l'armée russe : *Nous irons boucher ce trou ;* Votre Majesté voit qu'on a bon courage. L'armée qui a occupé Hambourg est commandée par le comte de Walmoden, petit-fils naturel de Georges II, et précédemment au service de l'Autriche. Il a sous lui trois commandants remarquables : MM. le baron de Donneberg, ancien compagnon du duc de Brunswick-Oëls dans sa mémorable invasion ; M. de Tettenborn, Autrichien, et M. de Czernicheff, Russe. Mon frère est quartier-maître général de cette armée qui, suivant les apparences, est destinée à de grandes aventures, car je

crois qu'incessamment elle entrera en Hollande. Elle est à la solde de l'Angleterre. Sa Majesté le roi de Prusse a institué dans cette occasion un nouvel ordre de *la Croix de fer ;* il y a une proclamation qui annonce cette nouvelle décoration, en disant que les fidèles n'auront pas d'autres récompenses, et que celle-là leur annoncera l'époque de leur délivrance : l'idée d'un nouvel ordre pour la restauration d'une monarchie ne me paraît pas une idée fausse, et je désirerais de tout mon cœur que Votre Majesté fût bientôt dans le cas d'y réfléchir. Mais pour que cette décoration vaille tout ce qu'elle peut valoir, il faut peut-être plus de précautions que Sa Majesté prussienne ne le croit. Quoi qu'il en soit, le prince Repnin, qui a été gouverneur provisoire de Berlin et qui est ici dans ce moment, nous a déjà apporté *la croix de fer.*

Votre Majesté voit, par le détail où je suis entré, que je n'ai pas été dans le cas de m'acquitter de la commission dont elle m'avait chargé au sujet de la lettre qu'elle m'a adressée pour Sa Majesté Impériale; mais j'ai songé à tirer parti des circonstances. Le duc de Serra-Capriola n'était pas moins en peine que moi, à cause de l'état extraordinaire des choses et du mur de séparation qui s'est élevé entre l'Empereur et le chancelier de l'Empire. Un jour, j'en parlai au comte de Romanzoff, mais il me dit qu'il était fort inutile de faire des démarches auprès de Sa Majesté Impériale, qui ferait de son propre mouvement tout ce qui dépendait d'elle en faveur des princes ses amis ; ce n'était pas du tout mon compte. Aussi, après y avoir mûrement ré-

fléchi, j'ai cru, sire, pouvoir et devoir même adresser la lettre de Votre Majesté à Sa Majesté Impériale par une voie qui m'est connue, et j'y ai joint le mémoire dont Votre Majesté trouvera ci-joint une copie faite par une main parfaitement sûre. Il est court, mais *succoso* autant que la chose a dépendu de moi, et je prie Votre Majesté d'y remarquer l'épithète *héréditaire* que j'y ai placée non sans de bonnes raisons. Comme le duc fait toujours cause commune avec moi et qu'il ne nomme jamais sa cour sans parler de celle de Sardaigne, je n'ai pas cru devoir lui cacher la démarche que j'ai faite; il l'a fort approuvée et s'est déterminé à faire comme moi, mais sans le moindre signe d'aucun accord entre nous. Votre Majesté verra que, dans mon mémoire, je n'ai pas dit un mot de mon idée vénitienne, car je n'ai pas voulu la faire naître ou du moins la rappeler sans savoir ce qu'elle en pense. Je vois de grandes difficultés de l'ancien côté. Asseoir la capitale serait la plus grande si les espérances de Votre Majesté se réalisaient. Que si elle n'avait plus la Savoie, ou pour mieux dire les Alpes, je ne vois pas trop quelle sûreté lui donnerait la possession de Gênes, et moins encore quelle sûreté cette possession donnerait au reste de l'Italie. Je crois bien qu'il aurait fallu mettre en avant l'alternative; j'en ai été dissuadé par le même principe de défiance qui s'était emparé de moi, et qui n'était pas à beaucoup près tout à fait amorti. Ce que Votre Majesté daigne m'apprendre au sujet d'un repentir de quatre ans et d'un mémoire qui en était la preuve, montre à merveille combien ma manière de voir

était juste : si je m'étais mêlé de parler des affaires de Votre Majesté, et en particulier de sa position à l'égard de la maison d'Autriche, sans avoir connaissance de cette pièce, j'aurais pu me rendre extrêmement ridicule ; car les grandes cours savent tout. Un ministre traité pendant dix ans comme je l'ai été, sans une seule ligne paternelle, sans une seule notice sur les vues, les projets, les intentions de son maître, etc., doit nécessairement perdre la parole, comme les enfants élevés trop rigoureusement. C'est ce qui est arrivé, et c'est ce qui m'a engagé à répéter si souvent à Votre Majesté l'instante prière de se choisir un autre ministre. La grande affaire de l'année dernière a manqué par la même raison, au grand détriment de Votre Majesté et de moi, car ma fortune était faite, et ayant l'honneur d'approcher souvent le maître ou ses confidents les plus intimes, elle peut bien penser comment je me serais servi de cette circonstance pour ses affaires ; mais je n'eus pas donné mon consentement que je fus tourmenté d'inquiétudes terribles. « Rien de ce que j'imagine ne réussit. Le Roi va me prendre pour un ministre » russe, il croira que je me tourne du côté de la fortune, et que j'ai peur de mourir pauvre à sa » suite, » etc., etc. Ce furent mes pensées, sire, mais aucune ne m'inquiéta autant que la suivante qui me vint la dernière, je ne sais comment : « Quand même le » Roi me désapprouverait, je ne jouis pas de sa confiance » à beaucoup près assez pour qu'il me le dise : il sera » retenu par la politique à l'égard de Sa Majesté Impé» riale ; je recevrai une phrase de bureau et je resterai

» sur les épines. » Au milieu de ces pensées, je reçois la lettre où Votre Majesté me fait écrire par une main subalterne : *Sa Majesté approuve tout ce que vous avez fait,* sans une seule syllabe de plus ; je laisse Votre Majesté juger si je pensai que j'avais fort bien deviné, et si je m'applaudis d'avoir rompu l'accord par mes scrupules ! La véritable approbation a bien un autre style, et je perdrais vingt fortunes l'une après l'autre plutôt que de laisser entrer dans l'esprit de Votre Majesté le moindre soupçon fondé que je pense à l'abandonner, à moins qu'elle ne me renvoie elle-même, ce que j'ai été le premier à provoquer pour le bien de son service. Maintenant je reçois coup sur coup deux lettres de Votre Majesté extrêmement encourageantes et toutes pleines de bonté ; je ne saurais trop l'en remercier, et je me flatte qu'elles seront l'aurore d'un jour tout nouveau pour moi. Il m'était bien pénible, sire, de vivre dans un état où je ne pouvais pas réellement servir Votre Majesté, et où les efforts mêmes que je faisais pour me rendre agréable tournaient contre moi. J'espère que ces souffrances sont finies.

Je suis extrêmement curieux de savoir si Sa Majesté Impériale répondra directement ou indirectement quelque chose à mon mémoire. On ne saurait se dissimuler que dans la politique c'est l'intérêt qui mène tout; et le chancelier ne se gêne pas, lorsqu'il parle même de la Sicile (et à plus forte raison de nous), pour faire sentir que nous ne pouvons rien. Aussi j'ai tourné tant que je l'ai pu mon mémoire du côté de l'utilité au moins future, j'ai très-peu appuyé la plume sur l'Autriche, mais je ne

pouvais dire moins. Il resterait à savoir si la nouvelle générosité dont Votre Majesté me fait l'honneur de me parler ne tient point à l'espoir de succéder à son auguste maison; mais je ne veux point creuser les probabilités. Donnez-nous un garçon, sire, et moquez-vous de toutes les spéculations: ce sera un machiavélisme très-chrétien. Jusqu'à présent l'Autriche n'a pas parlé clair, mais on est fort content d'elle; il y a sur ce point des lettres décisives. Il ne me paraît pas possible que l'aveuglement fût porté au point de laisser échapper une telle occasion de ressusciter les souverainetés.

La dernière affaire qui a eu lieu près de Lunebourg mérite une grande attention. Les Français, commandés par le général Morand, l'un de leurs plus anciens et de leurs meilleurs généraux, avaient été obligés de quitter Hambourg. Après l'occupation de cette dernière ville par les Russes, Morand ayant appelé à lui les troupes françaises qui se trouvaient à Brême, avait cru pouvoir à son tour revenir sur Hambourg avec 3,000 hommes d'infanterie et 5 ou 600 chevaux; mais il fut attaqué et détruit non loin de Lunebourg par un corps composé seulement d'un bataillon russe, d'un bataillon prussien et de quelques Cosaques. Mille ont perdu la vie et tout le reste a été pris avec 16 pièces de canon. On a remarqué qu'il y avait du côté des Français une *cohorte* si maltraitée, que c'était ce qui s'appelle être saigné à blanc; elle a jeté les armes. Morand a fait ce qu'il a pu; il est blessé, et même mortellement à ce qu'on dit. Les Prussiens ont fait merveille et les Saxons, de leur côté, se sont défendus avec la plus brave obstination. Quel être que l'homme!

Demain, selon les apparences, ils se battront dans nos rangs ; car le roi de Saxe, honteusement trompé par Napoléon, est déjà entré en conversation avec nous. A son passage par Dresde, Napoléon l'avait assuré qu'il n'aurait (lui, roi de Saxe) rien à redouter du tout de la Russie, qu'il y aurait d'ailleurs une armée de 100,000 hommes sur la frontière de la Saxe, et que toutes les provinces, villes et possessions de Sa Majesté seraient parfaitement respectées. Davoust, de son côté, avait fait un accord solennel *et signé* par lequel il s'engageait, dans toutes les suppositions, à conserver le beau pont de dix-sept arches jeté sur l'Elbe ; et en se retirant il en a fait sauter trois. Cet article tenait extrêmement au cœur du souverain. Trompé sur tous les points, il se rangera tranquillement, suivant les apparences, sous le grand drapeau européen. D'ailleurs la nation s'est déjà élancée de son propre mouvement. Nous voyons des choses étranges : après avoir renversé des États malgré les souverains, des peuples ravisés et exaspérés pourraient bien faire précisément le contraire, dans les pays où la crainte pourrait empêcher les souverains de se prêter à l'impulsion générale. Mon frère, qui voit les choses de près, nous mande qu'il ne peut plus douter du succès depuis qu'il voit l'esprit public et l'enthousiasme allemands : chacun court aux armes, chacun s'empresse de fournir aux dépenses nécessaires : l'université de Kœnigsberg a fait une adresse à ses sœurs dans laquelle elle dit qu'il ne sagit plus de science dans ce moment, qu'il faut fermer les livres et monter à cheval : c'est ce que tous les jeunes gens ont fait. Maintenant,

sire, il s'agit de crier à l'Italie, à l'Espagne et à l'Allemagne : *Exemplum enim dedi vobis ut quemadmodum ego feci, ita et vos faciatis;* c'est ce que le Portugal disait sous Philippe II, avec bien moins de raison. Je suis bien sûr que Votre Majesté, de concert avec l'Autriche, n'oubliera rien pour mettre l'Italie en mouvement ; mais je la conjure de ne pas se laisser cogner, autant que la chose sera possible, et pas même par l'amitié, qui trompe sans le vouloir dans ces sortes de cas, car elle meurt, et l'indifférence lui succède ; celle-ci plante ses limites, et tout est dit.

Nous avons ici depuis plusieurs jours le jeune Charles de Saint-Marsan, fils aîné du marquis. Celui-ci ayant rendu je ne sais quel service à la grande-duchesse Marie (duchesse de Weimar), l'Impératrice-mère, sensible à ce procédé, a fait expédier au jeune homme prisonnier de guerre la permission de venir dans la capitale. D'abord en arrivant il est venu me voir ; je lui ai rendu sa visite, et même je l'ai prié à dîner avec une belle-sœur, car le résultat de la grande affaire manquée pour moi et pour Votre Majesté a été du moins que son ministre possède quelques assiettes, après dix ans. Je lui ai offert mes services, même de l'argent s'il en voulait; mais il n'a besoin de rien. Il compte passer un mois ici, après quoi il ira rejoindre son père, comme on le lui a permis. Il a de vingt-deux à vingt-quatre ans, et fort bon ton ; mais quelle pitié, sire ! il a perdu sept doigts, sa main droite n'a plus que le pouce, et la gauche, les troisième et quatrième doigts. S'il avait eu les conseils du dernier paysan russe, ce malheur ne lui serait pas

arrivé ; mais ses hommes lui ont dit qu'il fallait exposer ses mains à la plus grande chaleur qu'il pourrait supporter ; tout de suite les doigts sont tombés en gangrène. Mon fils a eu le pied droit gelé dans la même expédition ; s'il avait été aussi mal conseillé ou s'il n'avait pas été instruit, il aurait perdu le pied, mais il s'est conduit selon les règles connues ; il n'a cependant point encore recouvré le tact, et je crois qu'il souffrira dans la saison chaude qui s'approche.

Votre Majesté frémira sans doute en lisant l'état suivant tiré de la *Gazette de la Cour*.

État des cadavres d'hommes et de chevaux brûlés ou enterrés dans les cinq gouvernements qui ont été le théâtre de la guerre, en suite de l'ordre émané de Sa Majesté Impériale, le 27 janvier dernier.

Gouvernements de	Cadavres d'hommes.	Cadavres de chevaux.
Kalouga.	1,027	4,349
Moscou	49,754	27,849
Smolensk	71,735	51,430
Minsk	18,797	2,746
Vilna	72,203	9,405
Restent à Minsk (sur les bords seuls de la Bérésina) . . .	30,106	
TOTAL	243,622	95,779

Il faut ajouter à ce total le nombre énorme des cadavres déjà brûlés ou enterrés avant l'ordre du 27 janvier. Il est impossible de faire correctement la part des Russes et des Français ; quelques officiers m'ont dit qu'on porterait la chose à l'extrême en y mettant les

Russes pour un tiers ; je crois en effet que c'est trop, puisque les Français sont morts en grande partie de faim et de froid. Les cadavres brûlés l'ont été, à ce qu'on m'assure, dans les fours à briques, aucune autre manière n'ayant été praticable.

Que Votre Majesté me permette d'insister nouvellement sur la haute importance, vu l'énorme distance où je suis d'elle, de tenir un registre des numéros de mes lettres. M. le chevalier de Rossi me dit bien que *si quelques-unes ne sont pas arrivées en Sardaigne, il faut qu'elles aient été interceptées ;* mais je ne voudrais rien de conditionnel, et le premier ordre précis de Votre Majesté lèvera tous les doutes. Avant de partir l'année dernière pour Polock, j'eus soin de rendre compte à M. le chevalier de Rossi, dans une très-longue dépêche, d'une conversation qui ne pouvait qu'intéresser Votre Majesté au plus haut degré. Cette dépêche du 27 avril (9 mai) portait le n° 21 ; elle était dûment collée, avec double adresse, suivant ma coutume ; je la laissai en partant à M. le duc de Serra-Capriola, pour être enfermée dans celle qu'il adressait à sa souveraine. Depuis une année, sire, mes instances sont vaines pour savoir si cette dépêche n° 21 est parvenue. Je sais bien qu'à la distance où nous sommes on ne peut répondre à chaque article ; mais il est des dépêches qui sont bien dignes d'un simple récépissé. Si cette lettre a été lue, je suis forcé de permettre à mes soupçons de s'élever très-haut, ce qui me fatigue excessivement l'imagination. J'ai de fortes raisons de croire que cette dépêche a été brûlée en Allemagne, *dans* et *avec* un paquet

du duc qui s'en allait à Vienne entre les mains du ministre napolitain, pour s'acheminer par Constantinople.

Pendant que j'avais l'honneur de tracer ces lignes à Votre Majesté, nous avons appris que le général Morand était mort de ses blessures le 5/17 avril, et que le comte de Wittgenstein, poursuivant sa belle carrière, avait battu près de Magdebourg celui qu'on appelle le *vice-roi d'Italie*, le 25 mars (7 avril). Certainement le moment est fort beau; c'est ce qu'on peut dire en général; mais l'issue demeure toujours hors de la portée de toute vue humaine. Ce serait un grand point d'exterminer l'usurpateur, mais il faut bien se rappeler qu'à sa mort finira seulement la *révolution négative;* alors la *positive* commencera, et je souhaite que nous en soyons témoins; quand je dis *commencera*, je m'exprime mal, sire, car elle a déjà bien visiblement commencé. Mais je doute que Votre Majesté soit placée de manière à s'apercevoir de certaines choses, vu la difficulté des communications. Les princes auront beaucoup à faire, avec l'esprit général tel qu'il est devenu; mais Dieu, qui prépare des choses immenses, saura probablement s'en tirer. Il ne me reste qu'à renouveler à Votre Majesté l'assurance, etc.

---

19 avril (1er mai) 1813.

Je crois inutile de m'appesantir sur les nouvelles militaires, puisqu'il m'est impossible de prévenir les

gazettes, et que Votre Majesté, en jetant les yeux sur une carte géographique, en saura autant que nous. Le général Carat Saint-Cyr, commandant à Hambourg, a été destitué, et ses biens ont été confisqués, parce qu'il a cédé trop aisément cette place. Davoust a voulu se jeter de nouveau sur Hambourg, tandis que le vice-roi, parti de Magdebourg, marchait de son côté sur Berlin; ni l'un ni l'autre n'a été heureux. L'avant-garde de Davoust, commandée par Morand, a été battue et le général a été tué; alors Davoust, qui était à Brême, a marché lui-même sur Lunebourg, et le corps russe, très-inférieur en forces, a repassé l'Elbe. Les Français ont fait fusiller à Lunebourg deux particuliers qui avaient marqué en faveur des Russes; d'autres, dit-on, allaient aussi périr, mais le général Donneberg ayant menacé, par une proclamation officielle, de représailles sévères, les exécutions ont cessé. On ne sait dans ce moment où est Davoust. Le vice-roi, repoussé, comme j'ai eu l'honneur de le dire, s'est retiré sur Halberstadt. La duchesse de Weimar, grande-duchesse de Russie, a quitté sa résidence et s'est retirée en Bohême; elle n'a pas voulu se trouver sur la route des Français, et c'est parfaitement bien fait à elle. Lorsque Napoléon apprit la défection de la Prusse, il dit, à ce qu'on rapporte : *C'est donc une guerre à mort!* — A mort *pour lui*, c'est ce qui est probable; mais pour l'empereur de Russie, nullement. Il paraît que les forces françaises se rapprochent du Rhin, pour s'y joindre à celles que Napoléon transportera lui-même au delà de ce fleuve. Les Russes, pendant cette retraite,

ont certainement obtenu des avantages, mais point du tout décisifs ; toutes les forteresses sont encore aux Français, excepté la citadelle ou plutôt le couvent fortifié de Creustochoff, qui vient de se rendre aux armes russes avec une garnison de 900 Polonais. Les plus grands succès dépendent de l'Autriche ; mais quoiqu'on en écrive merveilles du quartier général, et que des lettres russes écrites de Vienne même disent que *cette puissance, par son repos, fait plus de mal à la France que si elle agissait,* quoique l'enthousiasme pour les Russes soit extrême à Vienne, et que toutes les belles dames portent un Cosaque en bague, cependant, sire, je crois qu'il est défendu à un homme sage d'être tranquille. L'Autriche n'a point tiré l'épée, voilà le fait. Je crois bien que nos succès l'amusent, qu'elle est bien aise d'en imposer à la France, et toute prête surtout à reprendre ses provinces sans les avoir conquises ; tout cela va sans dire. Mais si nous venions à éprouver des revers, ce qui est très-possible tant qu'elle n'a pas déclaré la guerre, elle pourrait se tourner contre nous pour obtenir sa grâce, et elle le ferait infailliblement. Je ne serai donc jamais tranquille jusqu'à ce que l'Autriche ait agi tête levée. Mais en faisant toutes les suppositions favorables, supposons que Napoléon abandonne toute l'Allemagne et même l'Italie, et qu'il se retire avec toutes ses forces derrière ses citadelles ; il ne lui restera *que* la puissance de Louis XIV, augmentée à peu près d'un cinquième. Alors, que fera-t-on ? Entrera-t-on en France? *La difficulté*, comme le disait l'un des illustres ancêtres de Votre Majesté,

n'est pas d'entrer en France; elle consiste à en sortir. Se retirera-t-on? Tout de suite Napoléon recommencera à menacer ses voisins. Ce n'est donc pas, sire, à beaucoup près une chose finie, ni même aussi avancée qu'on le croit. J'en reviens toujours à ma phrase éternelle : tout dépend des Français. Il faut trouver les fonds, la patience et l'accord nécessaires pour entretenir des forces immenses sur leurs frontières; les forcer eux-mêmes à demeurer en armes, en continuant à leur couper toutes les voies par terre et par mer; traiter en même temps avec eux et leur montrer dans la paix la fin de cette tyrannie; *il peut se faire* que, dans un moment d'impatience, ils le jettent à terre. — Point d'autre espoir.

Lorsque nous nous brouillâmes avec l'Angleterre, on établit ici sur les marchandises étrangères un tarif entièrement dirigé contre la Grande-Bretagne, et qui, suivant la règle assez ignorée malheureusement, n'était pas moins contraire à la puissance *prohibante;* le tout était l'ouvrage de quelques hommes qui voulaient s'enrichir et qui ont parfaitement réussi. La paix faite, le tarif devait tomber de lui-même, mais point du tout; il a continué et continue. Chacun dit : pourquoi ? et personne ne peut répondre; en attendant, nous manquons des objets les plus essentiels, et nommément nous ne savons plus comment nous habiller. Je soupçonne que, malgré les apparences, nous sommes médiocrement bien avec l'Angleterre. L'ambassadeur, lord Catheart, est un homme fort médiocre et nullement fait pour sa place; on ne le trouve pas même au niveau de sa qua-

lité, car il ne sait pas recevoir et il a les bras pendants dans le monde. Il était accompagné ici en arrivant de ses deux fils, personnages muets dans la pièce, de trois jeunes gens subalternes, et de lord Walpole, jeune homme qu'on a envoyé imprudemment et sans aucun préparatif à Vienne, où il n'a pu tenir. Lorsque l'Empereur partit, lord Catheart croyait partir avec lui; mais il paraît (sans que j'aie pu le savoir bien certainement) qu'il fut repoussé; un mois environ après il partit enfin, accompagné seulement de ses fils. Au moment où j'écris, le principal secrétaire, M. Weary, part pour aller le joindre au quartier général, et tout le reste s'en retourne en Angleterre, de manière que l'hôtel d'Angleterre est fermé. Qu'est-ce que fait lord Catheart au quartier général? C'est ce que je ne saurais pas trop dire à Votre Majesté; je ne vois pas qu'il y jouisse d'un grand crédit, et qui sait même si cet ambassadeur n'est pas tel que l'Angleterre le veut dans ce moment? Pour le savoir, il faudrait être un ministre plus appuyé et plus influent que je ne le suis. Votre Majesté a connaissance sans doute du sarcasme terrible lancé par lord Wesellcy dans la Chambre des pairs contre la légation anglaise à Pétersbourg : «Qu'avons-nous fait pour cette nation? Nous lui avons envoyé quelques fusils, et ensuite lord Catheart et lord Walpole; ce qui montre bien l'envie que nous avons de perfectionner les Russes dans l'art militaire et dans la sagesse.» Voilà où nous en sommes, sire. Je soupçonne que les deux cabinets ne sont pas à beaucoup près parfaitement contents l'un de l'autre : l'un voudrait de l'argent sans doute, l'autre dit

qu'il n'en a point. En attendant, le tarif nous accable.

Je donnerai cours au premier jour à la demande des fusils. Il faut à cette époque choisir le moment.

Je renouvelle en finissant mes instantes prières à Votre Majesté pour qu'elle ait la bonté d'examiner bien attentivement dans sa profonde sagesse tout ce que j'ai eu l'honneur de lui dire sur ma situation dans ce pays. Tant que je serai étranger à toutes ses affaires et à tous ses projets; que j'en serai instruit par des étrangers et même par des dames; que je ne pourrai ouvrir la bouche sans me faire dire : *ah! vous ne saviez pas!* et qu'en un mot, par une suite de circonstances désagréables, on aura droit de me regarder comme un homme en défaveur, loin d'être utile à Votre Majesté, je lui nuirai. Du reste, je ne lui parle absolument que pour elle, car on ne peut avoir d'ambition à mon âge; je n'ai jamais cru à l'avenir, je ne m'en soucie nullement, et les prétentions assez modérées que j'ai pu avoir en commençant ma carrière diplomatique ayant été trompées, je ne pense plus qu'à jouir tranquillement de la bienveillance dont on m'honore ici et à consacrer le reste de mes jours à Votre Majesté, sans me livrer à la moindre chimère.

---

21 avril / 3 mai.

Je viens d'être témoin, sire, d'un spectacle qui pourrait bien être annoncé comme l'étaient jadis les jeux

séculaires : *accourez tous, et venez voir ce que vous n'avez jamais vu et ce que vous ne verrez jamais.* 1,200 Espagnols enrôlés de force en Espagne, traînés en Russie, déserteurs des troupes françaises, arrivés nus, affamés et gelés ; reçus, réchauffés, habillés, protégés, casernés par ordre de l'empereur de Russie, prêtant serment, dans les plaines de Czarko-Celo, à leur souverain Ferdinand VII, prisonnier en France, et sur le point d'être embarqués sur des vaisseaux anglais pour aller le servir en Espagne. J'espère que ce tableau paraîtra assez piquant à Votre Majesté. Le chevalier Bardaxi-Azara, ministre d'Espagne, a présidé hier à cette cérémonie, pour laquelle il a choisi le 12 mai, jour anniversaire de l'horrible scène de Madrid : il n'avait invité dans les formes que le prince Gortchakoff, ministre des guerres, et le duc de Serra-Capriola, comme ministre de famille ; mais il m'a invité indirectement, en disant à une table où j'étais : *Je n'invite pas, mais ceux qui viendront me feront grand plaisir.* Sur le derrière un peu enfoncé d'un bâtiment appartenant à la couronne, on avait pratiqué un autel surmonté du portrait assez ressemblant, à ce que disent les juges, de Ferdinand VII ; on dit la messe ; les troupes étaient rangées en fer à cheval devant l'autel et en pleine campagne ; les personnes invitées étaient placées entre ces troupes et l'autel ; les nombreux spectateurs étaient répandus sur les ailes. Le ministre d'Espagne prononça un discours très-chaud où il rappela les crimes de *l'infâme Napoléon ;* il demanda aux soldats le serment de fidélité A LA CONSTITUTION ET AU ROI ; il célébra le prix

inestimable de *la liberté civile, le bien le plus précieux dont l'homme puisse jouir sur la terre.* Tout cela fut couvert d'applaudissements, au grand plaisir, je n'en doute pas, des ombres *républicaines* d'Anne, d'Élisabeth et de Paul Ier, qui voltigent sur ces palais. Pendant ce temps, sire, l'empereur de Russie, de concert avec Sa Majesté Prussienne, déclare, dans sa proclamation du 13/25 mars, *qu'ils ne combattent que pour l'honneur* ET POUR LA LIBERTÉ DE L'HOMME. Si jamais ce singulier sujet retombe sous ma plume, j'aurai l'honneur de présenter quelques réflexions à Votre Majesté ; aujourd'hui je m'en tiens aux faits. Aux cris trois fois répétés de : *Vive le roi Ferdinand VII !* on ne pouvait retenir ses larmes. D'autres souverains partagèrent le même honneur, et je fus profondément flatté lorsque le ministre d'Espagne nomma Votre Majesté après les princes de la famille ; mille cris répondirent au sien de la meilleure grâce du monde. D'abord après, grand dîner dans un appartement du palais et toasts à l'anglaise : Ferdinand VII, Naples, Russie et Votre Majesté encore. J'ai beaucoup remercié le ministre, en l'assurant que j'aurais l'honneur de vous en faire part. Il est entièrement porté pour Votre Majesté, mais le monde que nous avons connu il y a trente ou quarante ans n'existe plus.

Così si vuole
Dove si può tutto ciò che si vuole.

Saint-Pétersbourg, 24 avril /6 mars 1813.

Monsieur le chevalier,

M. de L... de C..., saisi par la conscription et mené jusqu'à Moscou, s'est servi de ses blessures pour se cacher à Moscou et a laissé partir les Français sans lui ; il a su depuis intéresser M. le comte Rostopchin, le plus soupçonneux et le plus sévère des hommes, au point que ce dernier lui a donné de l'argent pour se rendre dans la capitale, l'a adressé au gouverneur et l'a muni d'une lettre pour moi, où il me dit en propres termes, que M. de L... ne pouvant être considéré comme prisonnier de guerre, il me le recommande pour être reconnu sujet de Sa Majesté ; j'ai répondu que je n'aurais point osé demander cette grâce, mais que, le gouverneur l'accordant de lui-même, il n'y avait pas de difficulté de ma part. Je déposai cependant le passe-port entre les mains du gouverneur général, pour qu'il le donnât s'il le jugeait à propos, ce qui a été fait. L'Empereur a tout approuvé, et a mis le jeune homme à ma disposition. Il a demandé d'entrer au service de Sa Majesté comme sujet du roi, sur le pied de tous les autres ; il est deux fois sujet, comme vous le savez, puisqu'il est Sarde et Piémontais ; il se conduit fort bien ici, et peut-être que Sa Majesté l'agréera ; mais le grade fera une difficulté. Nous verrons.

Par son mémoire il demande deux choses, comme vous verrez. Sa Majesté fera ses réflexions sur le titre : il y en a déjà beaucoup ici ; nous sommes tous comtes ;

mais ce sont des contes tant qu'on n'a ni terres ni pain. J'admire la bizarrerie des choses : le ministre de Sa Majesté et son frère sont titrés par force, sans qu'il y ait eu moyen de faire autrement; moi, je voulais arriver sans titre, et je voudrais de tout mon cœur n'en point avoir; j'ai vu mon frère presque malade lorsque son titre passa de lui-même, et qu'il se vit forcé d'agir comme il l'a fait à cause surtout de son mariage. D'autres, au contraire, avec moins de moyens encore que nous, attachent une grande importance à ces titres. Chacun a son goût.

Dites, je vous prie, à Sa Majesté que M. le duc m'a fait confidence de son mémoire, ce que j'ai amené en lui lisant le mien, parce que je n'y ai vu aucun inconvénient. Le sien est plus *large;* il embrasse toute l'Italie, montre la convenance de ne donner à la grande maison que les États vénitiens, et divise le reste en trois portions : deux séculières et une ecclésiastique. Le mien *cogne* davantage, parce qu'il ne touche qu'un point; mais l'un et l'autre s'accordent parfaitement.

Le pauvre M. Michaud cadet a eu le bras droit emporté devant Thorn. Il est marié à Odessa; il a un enfant et sa femme est enceinte; cette maison sera grandement protégée, mais le bras est loin.

Nous recevons depuis deux jours les meilleures nouvelles de l'Autriche. Le prince Schwarzenberg est retourné à Paris, mais c'est pour y porter des propositions inadmissibles. La cession de l'Allemagne et de l'Italie, voilà ce qui paraît certain. Tout irait bien, mais voici un imbroglio qui pourrait faire beaucoup de mal :

la Suède a déclaré la guerre au Danemarck; elle veut la Norwége; l'Empereur s'est engagé à la faire changer de maître; comment se tirera-t-il de là? Ah! fatale Finlande! Ce contre-temps me chagrine infiniment.

Les troupes ne pouvant plus vivre, au pied de la lettre, l'Empereur vient d'ordonner le payement en numéraire; mais c'est encore un secret. Ce petit article forme une augmentation de 58 millions de roubles annuelle : où les prendra-t-on? On ne sait pas trop; l'augmentation effrénée des armées sans proportion avec les revenus des États est un mal européen qui ne peut plus être guéri par la raison. Aucun prince n'a tort, car quel est celui qui pourrait commencer la diminution sans se compromettre? Le mal ne peut donc être guéri que par une révolution générale qui mettra tous les princes *à la fois* dans l'impossibilité de continuer ce luxe destructeur. Mais alors ce sera, suivant le proverbe sublime de mon pays, *brûler une savate pour ne plus sentir le fumier :* où est le profit? Cependant la *savate* est inévitable, parce que l'homme européen, le fils de Japhet (*audax Japeti genus*), veut changer *même sans profit.* C'est pourquoi toute bonne politique doit tendre à l'en dégoûter. Sem est bon homme : pourvu qu'il ait une pipe, un sopha et deux ou trois femmes, il se tient assez tranquille; mais Japhet est un terrible polisson!

Sur cela, monsieur le chevalier, je vous quitte pour aujourd'hui, car je ne puis plus tenir la plume.

Saint-Pétersbourg, 3/15 mai 1813.

Ça ira, monsieur le chevalier. Thorn est tombé le 6/18 d'avril, Brême est pris et les Russes ont passé le Weser. A Brême, Vandamme, avant de partir, a fait fusiller 25 personnes; cette jolie expédition a été précédée d'une proclamation où il dit *qu'il est juste par caractère, mais terrible par circonstance et par devoir*. Cela fait horreur; mais combien Napoléon gâte encore ses affaires par ces exécutions! L'année 1813 sera aussi miraculeuse que la précédente, car je ne pense pas que personne puisse seulement se douter de ce qui arrivera. Quand on aura ôté l'Allemagne et même l'Italie à Napoléon, il sera encore le plus puissant monarque de l'Europe. En dernière analyse, tout dépend des Français. Si trente millions de fous veulent le défendre, qui le renversera? Mais il y a des moyens à prendre pour tâcher de les impatienter. Sa Majesté vous informera de la fête qui a eu lieu à Czarko-Celo, et de ce qu'elle a eu d'obligeant pour elle-même : on a beaucoup de bonté pour nous ici, car j'étais le seul ministre étranger (la famille exceptée) invité là. Peu de moments avant de partir, le ministre de Suède me dit à la cour, où le *Te Deum* de Thorn nous avait réunis : *Je vois qu'il n'y a que les ministres catholiques invités à cette fête*. Je lui dis, ce qui était vrai, « que le catholicisme n'entrait pour rien dans cette affaire. » Cependant je ne voudrais pas répondre que le ministre d'Espagne (le chevalier Bardaxi-Azara) n'ait point déplu au corps. Jamais je ne jouis d'aucune distinction de

ce genre sans faire un retour amer sur la maison de nos maîtres, qui est pendue à un fil. Ah! si l'on pouvait remettre cette petite indiscrète sur le tour et lui ajouter ce qui lui manque! Qui sait à présent s'il y a encore de l'espoir? L'idée de changer de domination me choque au delà de toute expression. Que j'aurais voulu, mon cher chevalier, vous avoir hier auprès de moi à Czarko-Celo! Vous auriez entendu le ministre espagnol demander le serment A LA CONSTITUTION ET AU ROI, dire aux soldats *qu'ils avaient conquis la liberté civile, le plus grand des biens dont l'homme puisse jouir sur la terre,* et tout cela couvert de mille cris de *hurrah!* par ces mêmes hommes dont les grands-pères eussent été knoutés à mort s'ils avaient lu un livre où ces mots fussent écrits. Pendant ce temps, Alexandre Ier proclame au milieu de la Germanie qu'il combat pour *l'honneur et la liberté de l'homme.* Ces proclamations sont bien plus terribles que celles des généraux qui proclamaient, il y a quinze ou vingt ans, la *guerre aux trônes*, car de celles-là, la probité se défiait. C'est donc une affaire finie, le monde est changé; mais y gagnera-t-il? C'est un grand problème. Ce qui me paraît n'en être point un, c'est que s'il doit y gagner, ce sera à nos dépens, et que c'est nous, pauvres diables, qui faisons les frais d'un festin que les autres mangeront. Supposons que les secousses, qui seront encore grandes et douloureuses, jettent à la fin la société dans une situation meilleure que ce que nous aurons vu de nos jours, qu'importe à nous sexagénaires? J'écrirai donc dans mon testament : *Je lègue à mon très-cher fils l'espérance, qui est une très-bonne chose*

quand on manque de soupe. — A buon prò si faccia!

Le tableau de vos affaires sardes est toujours devant mes yeux. Comment se tirer de là? Le commerce des grains sera toujours la pierre d'achoppement de tous les gouvernements. Aucun ne peut se persuader que plus il s'en mêle et plus mal vont les choses : c'est cependant une proposition démontrable. Je ne vois pas que les Anglais fassent rien pour nous. Tenez-moi toujours au fait de ce triste état de choses. Je me mets bien à votre place. Mon Dieu ! que vous devez souffrir !

---

29 juillet (10 août) 1813.

Monsieur le chevalier,

J'ai reçu votre lettre du 29 mars dernier, par laquelle vous me faites part de la permission obtenue de Sa Majesté par M. le chevalier B. de venir servir dans l'armée russe. Les lettres que j'ai reçues de lui de Londres le 22 juin, et de Gottenbourg le 18 juillet, contiennent une variante remarquable, car il s'y exprime comme un agent politique *destiné par Sa Majesté à solliciter toujours la protection de Sa Majesté Impériale.* Il me dit que ses ordres portent qu'il doit s'entendre avec moi ; il me demande mon amitié et mon assistance, et il espère que NOUS réussirons, etc. Je n'ai pas, à vous parler franchement, beaucoup de foi dans le pluriel des pronoms ; mais d'ailleurs, je vous avoue avec la même franchise que ce voyage me paraît entrepris

sans réflexion et sans aucune connaissance du temps, des choses et des hommes. M. le chevalier de B. se lance sans précaution préliminaire et s'expose à être renvoyé de la frontière, car les ordres sont si sévères dans ce moment que les princes eux-mêmes de France et d'Angleterre n'ont pu pénétrer auprès de l'Empereur. Je pouvais (mais je ne pouvais pas) le laisser aller : dans la minute même où j'ai été averti, j'ai fait toutes les démarches requises pour lui éviter ce désagrément. Qui sait cependant ce qui arrivera? L'Empereur déteste par-dessus toute chose toute résidence auprès de lui; si la politique ou les égards lui forcent la main, tant pis pour le résident; l'Empereur est le premier prince du monde pour annuler un homme sans paraître y toucher. M. le chevalier de B. me dit avec une assurance parfaite : *dès que je serai arrivé au quartier général,* etc. Mon Dieu, monsieur le chevalier, quelle inconcevable ignorance de l'état des choses! Imaginez donc que le chancelier même n'a pas le droit de donner ici *à un Russe* un passe-port pour le quartier général. Il ne faut pas d'ailleurs entreprendre des voyages de cette importance sans que l'article des finances soit parfaitement réglé avant tout : eh bien, M. de B. n'avait déjà plus d'argent à Londres, où il me dit que M. le chevalier d'Agliè *a pris sur lui* de lui fournir *sur le subside* de quoi faire la traversée par mer. Mais sur la côte il n'aura plus rien; et sans me dire où il débarquera, il me demande 400 ducats de Hollande dans la ville la plus proche du quartier général, *pour commencer à se mettre un peu en équipage;* mais si *pour*

commencer un peu il faut 400 ducats, il en faudra 1,000 au moins pour continuer. Et comment sait-il que j'ai de l'argent? Il n'y en a point du tout jusqu'au milieu du mois prochain. C'est encore ici où je pourrais faire une belle malice impunément; mais loin de me permettre cette mièvrerie, dès qu'il sera arrivé (si on le laisse passer), je lui ferai toucher les 400 ducats sur mon propre crédit, ne voulant pas qu'un homme envoyé ou avoué par Sa Majesté fasse une figure indécente en arrivant. Vous noterez, monsieur le chevalier, que les deux lettres où M. le chevalier de B. me fait cette exposition de ses finances et de son équipage, ont été remises par lui, l'une à Londres entre les mains mêmes de M. le comte de Liéven, qui l'a envoyée ici au chancelier, et l'autre à la poste de Gottenbourg ; de manière que toutes les deux ont été copiées avant que de m'arriver, et l'on n'aura pas manqué d'écrire d'avance à Sa Majesté Impériale qu'elle allait voir arriver un grand personnage de Sardaigne qui n'a ni habit ni chemises. Si Sa Majesté a préparé les voies par quelques lettres particulières où elle aura annoncé la mission de M. le chevalier de B., alors naissent d'autres difficultés que j'ai eu l'honneur d'exposer directement à Sa Majesté; mais dans le cas contraire, je puis vous assurer, monsieur le chevalier, qu'il y a beaucoup de danger, rien n'étant plus contraire au caractère de Sa Majesté Impériale que l'envoi direct d'un agent auprès de lui. Tout le monde sait d'ailleurs que la légation sarde est payée ici par le subside qui n'a pas commencé hier. Si vous saviez de quelle délicatesse j'ai besoin, *ne fortè*

offendam ad lapidem pedem meum! Nous sommes nombreux ici, nous coûtons beaucoup à l'Empereur, on nous jalouse; je crois en vérité qu'il ne faudrait rien toucher à l'état des choses, à moins d'un changement de ministre: sur ceci je n'aurais rien à dire; tout sujet et surtout tout ministre est tenu de souhaiter que son maître soit mieux servi.

Obtenez-moi, je vous prie, sans le moindre délai, un ordre clair et précis sur l'argent que je dois donner à M. le chevalier de B., sans quoi je ne pourrai aller en avant, et il tombera. Suivant ce qu'il me dit, j'étais chargé par une lettre qui s'est perdue *de le fournir d'argent à mesure qu'il en aurait besoin.* Je n'y vois point de difficultés, pourvu que ses besoins ne s'étendent pas au delà de 72,000 roubles, moins 23,000 livres de Piémont.

— M. le chevalier de B., ne venant point à Saint-Pétersbourg comme il le croyait, m'a fait passer avec sa lettre de Gottenbourg, et *par la poste* conséquemment, la lettre de Sa Majesté la Reine pour Sa Majesté l'Impératrice régnante, et une autre lettre de Son Altesse Impériale et Royale l'archiduc Ferdinand pour Sa Majesté l'Impératrice douairière. J'ignore si elles contiennent des secrets, et j'ignore jusqu'à quel point certains sceaux et certaines adresses sont respectés; mais je ne m'y fierais nullement. Sur-le-champ je les ai fait passer à leur haute destination.

J'ai l'honneur d'être, etc.

6/18 septembra 1813.

Sire,

Le comte de Kwostof supplie Votre Majesté de vouloir bien se souvenir de ce qu'il lui a demandé pour son fils. Il m'a adressé à ce sujet une note. Pour ne gêner aucunement Votre Majesté, j'ai dit qu'elle se déterminait difficilement à conférer des grâces de ce genre dans ce moment; cependant mon avis particulier, que je soumets humblement à Votre Majesté, est bien que la grâce est tout à fait accordable. Le comte de Kwostof est beau-frère du ministre des guerres chez qui il me donne accès, et il me sert de toutes ses forces auprès de lui pour les nombreuses affaires qui intéressent les sujets de Votre Majesté; il me sert aussi auprès d'un autre ministre; il m'appelle constamment mon cher compatriote, et dans le nobiliaire de Saint-Pétersbourg il est inscrit Sardinskii Graf (comte *Sardinien.*) Il est fort habile dans la langue russe, et même poëte; il est de l'Académie russe, etc. Il vient de composer une ode sur la destruction de l'armée française en 1812, à laquelle il attache un tel prix qu'il a jugé à propos de l'adresser à Votre Majesté, à Sa Majesté le roi des Deux-Siciles, au prince-régent d'Angleterre, et enfin aux *Cortès.* Il avait grande envie que sa pièce fût accompagnée d'une traduction française, et il a été ravi de l'offre que je lui ai faite de m'en charger, sous la simple condition d'un secret rigoureux, car il y a beaucoup d'insultes dans sa pièce, et un ministre ne doit jamais insulter par écrit qui que ce soit, même les gens les plus *insultables.* Voici qui

amusera Votre Majesté : le bon comte Kwostof me semblait par-ci par-là n'avoir pas des idées bien claires ; je lui ai expliqué sans façon ce qu'il voulait dire. A la XVIe strophe, il avait écrit *tzaré Lombardski, Sitsiliiski* (princes ou tzars de Lombardie et de Sicile), ce qui m'a paru maigre et faux ; je lui ai proposé : *princes qui régnez sur les riches campagnes du Piémont et des Deux-Siciles*, ce qu'il a fort approuvé ; je n'ai donc pas douté qu'il n'eût changé le texte : point du tout, sire, il a imprimé son texte tel qu'il était avec ma traduction en regard ; de manière qu'un Russe m'a dit : « Mais quelle idée a eue le traducteur de mettre *Piémont* au lieu de Lombardie ? » J'ai répondu négligemment : « Ce sera quelque jeune homme qui ne sait pas trop ce qu'il écrit. » Au fond, Kwostof voulait bien dire *Piémont*. Personne ne m'a soupçonné, parce que les Russes n'ont fait aucune attention à cela. Votre Majesté sera peut-être surprise que j'aie pu traduire cette pièce sans savoir le russe : rien de plus facile, sire, au moyen du latin ; il suffit d'avoir une traduction fidèle et simple dans cette langue, c'est assez pour celui qui a quelque tact et quelque connaissance générale des langues ; le russe et le latin se traduisent fort bien mutuellellement ; il en est de même, à l'égard de ces ceux langues, du sanscrit, langue sacrée des Indous, morte depuis plus de 2,000 ans ; ces trois langues qui ne se sont jamais touchées sont donc sœurs, et comme on ne peut être sœurs sans avoir une mère commune, Votre Majesté voit à quelle prodigieuse distance on se trouve porté. Je suis, etc.

P. S. Les courriers se succèdent et ne cessent d'apporter de meilleures nouvelles. L'armée française est absolument dissoute. Le nombre des prisonniers se monte déjà à 40,000, sans les troupes qui ont passé aux Russes, et parmi lesquelles on compte dix régiments polonais. On continue d'affirmer la mort d'Augereau et la prise de Murat; Arrighi (duc de Padoue), parent de Napoléon, est certainement pris. — J'ai l'honneur d'adresser ci-jointe à Votre Majesté la médaille qui a été frappée ici en mémoire de la fameuse campagne de 1812, et que tout militaire qui a fait cette campagne doit porter avec un ruban bleu-céleste, sans aucune distinction depuis le maréchal jusqu'au soldat : d'un côté on voit l'emblème de la Providence, avec l'inscription : 1812 *goda* (l'an 1812), de l'autre on lit la devise mise à la mode par Paul Ier : *Ne name, ne name a imeni tvoemou; Non nobis, non nobis, sed nomini tuo;* elle est écrite en lettres de bronze doré sur le fronton du palais Saint-Michel, qu'il habita quarante jours. — L'Angleterre a pris de l'ombrage sur l'envoi du prince K. à Cagliari; le comte de Romanzoff l'a dit en confidence à K. et lui à moi. Avis au lecteur sur les dispositions de monseigneur Jean Bull. — J'imagine que M. le chevalier d'Agliè aura fait parvenir à la cour les caricatures faites à Londres sur le prince Kuslowski; celle de la longitude et de la latitude est délicieuse. M. Potemkin est, à ce que tout le monde me dit ici, un homme de mérite sur qui on peut compter, mais il est, dit-on encore, désespéré d'aller en Sardaigne. — Au moment de fermer ce paquet : une lettre écrite à côté de l'Empereur dit

expressément: *Il ne paraît pas que pour détruire entièrement Napoléon on puisse éviter une nouvelle bataille générale.*—Une bataille générale! après celle de Leipsik! Dans ce cas Napoléon est décidément sorcier; je ne comprends ni lui ni ceux qui lui obéissent. — Sa Majesté ayant eu l'extrême bonté de s'informer de ma famille, j'ajoute ici pour répondre à cette bonté que mon fils s'est encore trouvé à cette bataille de Leipsik sans être touché, et que mon frère (aujourd'hui général) retenu par une fièvre obstinée dans un village de Silésie, n'a pu y assister.

Saint-Pétersbourg, 6/18 septembre 1813.

Monsieur le chevalier,

Les affaires ont pris une tournure telle que nous pouvions la désirer. Il serait inutile de vous parler du manifeste de l'Autriche et de la reprise des hostilités, inutile encore de vous parler des victoires remportées en Bohême et en Saxe; tout cela sera vieux pour vous, monsieur le chevalier, lorsque cette lettre vous parviendra. Ces trois victoires ont coûté aux Français au delà de 200 pièces de canon, et celle de Tœplitz du 17/29 août dernier en a valu seule 66, outre 80 caissons, etc. Le nombre des prisonniers est immense, et parmi eux se trouve l'exécrable général Vandamme, célèbre fusilleur de Brême. On l'a fait partir sans délai

pour Moscou. Comme sa réputation l'accompagne, Dieu le préserve d'être livré au peuple.

Vous aurez trouvé le manifeste de l'Autriche extrêmement doux ; l'Empereur a cru même devoir protester à la fin *qu'il n'y met aucune aigreur personnelle.* Il a cependant été totalement gagné par l'empereur de Russie, au point de lui avoir dit (ceci passe pour certain) : *Sire, je remets entre vos mains ma personne, mon armée et mes États.* Il y a longtemps qu'il n'a pas été donné à un prince de faire une aussi belle figure que celle que l'empereur Alexandre fait dans ce moment ; elle est d'ailleurs extrêmement bizarre par l'éloignement de son chancelier, qui est toujours ici, protestant qu'il ne fait rien, qu'il ne sait rien, et qu'il ne cesse de demander sa démission qu'on lui refuse avec la même constance. L'Empereur n'a auprès de lui qu'un jeune homme, M. le comte de Nesselrode, qui commence sa carrière diplomatique, et qui d'ailleurs est Livonien, ce que les Russes appellent *étranger;* car les Russes veulent bien conquérir sans relâche, mais ils veulent aussi que les peuples conquis demeurent de simples ilotes, ce qui est tout à fait juste et raisonnable.

Comme il me paraissait que l'Autriche ne pouvait guère être de mauvaise foi tant qu'il ne s'agissait que du renversement de la Confédération du Rhin, j'ai toujours conservé au milieu des clameurs publiques, tant dans mes écrits que dans mes discours, une modération dont je ne me repens pas ; mais dès qu'il s'agira de l'Italie, c'est une autre affaire. Je souhaite que Sa Majesté soit parfaitement tranquille du côté de l'Autriche.

Dirigez sur ce point toutes vos négociations, car de ce côté je vous cacherais en vain que jamais je n'ai pu obtenir ce que je désirais ; on accueille mes notes, on m'approuve en général, mais jamais rien d'écrit et d'explicite sur les vues de Sa Majesté Impériale à l'égard de Sa Majesté et de l'Italie. Je sais très-bien ce qu'a dit le chancelier, que dans la lutte actuelle *toutes ces puissances étaient inutiles;* c'est pourquoi j'ai beaucoup appuyé dans ma dernière note, que j'ai transmise, sur tout ce qui peut combattre ce beau raisonnement ; mais l'Empereur a été toujours inébranlable à ne s'engager à rien, ce qui ne prouve pas du tout que si les choses tournent bien, il ne se prête volontiers aux intérêts du Roi, quoique toujours d'une manière subordonnée aux vues des grandes puissances. L'Angleterre nous traitera de même. Le mot d'*amitié* n'a guère en politique plus de sens que celui de *justice*, si l'on excepte quelques cas particuliers de connaissance personnelle, comme nous le voyons actuellement entre l'empereur Alexandre et le roi de Prusse. Tout se réduisant donc à peu près à l'intérêt, je n'ai rien négligé pour montrer à cette puissance l'influence que nous pouvons lui donner en Italie; je ne sais ce qu'elle en croira. Quant à l'Autriche, c'est à vous de voir, monsieur le chevalier (car, pour moi, je je suis trop loin), si réellement la *maison* est animée des sentiments qu'elle a fait déclarer à Sa Majesté ; si ces sentiments sont indépendants de toute vue ultérieure ; si enfin le *cabinet*, suivant ma distinction favorite, ne se moquera point de la maison. Enfin, il faut vigoureusement travailler de ce côté, et pro-

mettre même ce qu'on voudra sans beaucoup de difficulté, car l'état qui suivra celui-ci n'aura rien de stable, mais tout prince rétabli le sera pour toujours, si la France ne change pas. Quant à cette puissance, je ne crois pas trop que, si Napoléon tombe, elle prenne tout de suite l'assiette qui lui convient. Entre Olivier Cromwel et Charles II, il y a Richard Cromwel. Il faut bien étudier la France; voir jusqu'à quel point l'Autriche a pu se laisser séduire par l'espoir de la donner au fils d'une demoiselle de son sang; voir ce que cette supposition ordonne; avoir l'œil ouvert sur le pouvoir intermédiaire qui pourrait s'établir dans ce beau pays, et le parti qu'on en pourrait tirer subitement si le cas se présentait, car nos systèmes d'entre deux eaux ne valent rien dans ces sortes de cas. — De ce côté-ci, je ne vois rien de nouveau à tenter.

L'Empereur avait très-sagement appelé à lui d'Amérique le célèbre général Moreau, qui à la fin s'était décidé, et sa présence jointe à celle du prince héréditaire de Suède (bon pour le moment) et à celle du général Jomini, le plus grand des tacticiens français, qui vient de passer à nous avec tous ses plans, tout cela, dis-je, menaçait étrangement Bonaparte, lorsque, par le plus grand des malheurs, Moreau a eu les deux pieds emportés à Tœplitz par un boulet, *à côté de l'Empereur* (ce qu'on assure sans flatterie, à ce qu'il paraît). Voilà un grand malheur. On raconte que le général ne mourra point; il lui reste une tête et deux bras, cependant c'est beaucoup moins qu'il ne faudrait. Les Français en triompheront. Ce commencement si triste m'a beaucoup

affligé. Le général Moreau n'avait point voulu accepter de titre ni d'uniforme russe. Quant à Jomini (qu'on dit Piémontais, mais que je crois Suisse), il a le grade de lieutenant général, avec 24,000 roubles d'appointement; pour juger son action sous le rapport de la morale et de l'honneur, il faudrait connaître exactement le motif qui l'a déterminé.

Il y a dans l'armée française plusieurs signes de dissolution, et jamais nous n'avons vu un plus beau moment; mais toujours il faut s'attendre à de nouveaux miracles dont nous n'avons pas la plus légère idée. Jamais Napoléon n'a été plus grand militaire que dans la manière dont il s'est tiré de la catastrophe de 1812, mais cela même tournera contre lui, car son parti lui reprochera de n'avoir pas profité des moments d'étourdissement et d'admiration qui ont suivi les batailles de Lutzen et de Bautzen pour conclure une paix honorable. Son conseil de guerre était d'avis postérieurement qu'il se retirât ou se retranchât sur le Mein; lui-même avait adhéré à cet avis, puis tout à coup, par un de ces accès d'humeur, d'orgueil ou de colère qui l'agitent sans cesse, il a changé d'avis et s'est obstiné sur l'Elbe : vous voyez les suites. Ou je suis fort trompé, ou les Français s'impatienteront. Encore une fois, il faut bien les regarder.

Les sujets du Roi prisonniers dans ce pays m'ont causé beaucoup de peines, beaucoup d'embarras, et même beaucoup de dépenses. Il me faudrait dix feuilles de papier pour vous raconter cela. Le jeune marquis I. de C., âgé de vingt-deux ans, pour se soustraire aux ennuis d'une insupportable captivité, a prêté serment à

l'Empereur, ensuite d'une proposition générale faite de sa part. Je ne sais pas trop si ces sortes de serments sont bons, surtout faits par des enfants de famille, sans l'autorité paternelle; du moins je ne doute pas que tout souverain bien conseillé ne cassât de pareils engagements, à la première réquisition ou de ceux qui les ont pris, ou des pères, ou des souverains naturels, ou de tous ensemble. Mais ce n'est pas de quoi il s'agit à présent. Le jeune I. a été fait prisonnier à Stettin; amené à pied à Novogorod, à pied encore de Novogorod à Pétersbourg, il était sur le point de repartir de même pour Novogorod avec d'autres soldats, couché à terre avec eux et traité à peu près comme un galérien. Instruit à temps, je me suis jeté tout au travers, je me suis pris aux cheveux avec toutes les puissances, enfin j'ai obtenu qu'on me laisserait ici ce jeune homme, que j'ai tout de suite mis en avant pour être placé au service de l'Empereur.

Il y a aussi en Russie des Piémontais devenus officiers français et qui n'ont point changé de parti; à leur sujet, j'ai professé hautement la doctrine « que je ne » croyais point qu'aucun gentilhomme piémontais pût » sentir et penser autrement que moi; que tout ce qu'ils » pouvaient donc avoir fait en apparence de contraire à » cette manière de voir n'était, à mes yeux, que l'ouvrage » de la force et que je le tenais pour nul et non avenu, » de manière que je n'avais aucun ressentiment contre » personne. »

M. de C., qui est ici, s'est montré excessivement sensible à cette conduite. Il vient me voir, mais rarement

et avec le tact nécessaire ; je ne vais point chez lui et je ne l'ai présenté nulle part. Il vit avec des Français de la première distinction, qui sont dans la même position que lui. Il y a ici deux ou trois maisons qui reçoivent les Français ; ils en profitent, et comme cette nation s'enflamme pour rien, il leur a plu de me tenir compte de ma modération à l'égard des Piémontais, au point que l'un d'eux a fait des vers en mon honneur ; mais je les ai supprimés. Ce qu'il y a de bon, c'est que je profite de cette *haute faveur* pour leur dire certaines duretés que d'autres ne leur disent pas. Au reste, monsieur le chevalier, il faudrait être bien aveugle pour ne pas apercevoir dans ces messieurs non pas seulement une parfaite accoutumance au régime actuel, mais un véritable sentiment d'admiration pour Napoléon et une véritable crainte de retour. Un Piémontais m'a dit, dans un moment de confiance : « Nous sommes compromis ; on se souvient comment les Autrichiens nous traitèrent pendant le moment où ils furent maîtres. — Qu'est-ce donc que vous dites, lui ai-je répondu ; est-ce que vous croyez que le Roi, qui est un père, traite ses enfants comme ils ont été traités par des étrangers ? Il récompensera tous les services et oubliera toutes les offenses ; il ne croira d'ailleurs à aucune offense, excepté les crimes, » etc., etc.

Personne peut-être n'a été plus à même que moi de faire des observations directes ou indirectes sur l'esprit français. Jamais je n'ai pu découvrir un seul signe de révolte contre Bonaparte. « *Il est trop ambitieux* (ou *ambitionnaire,* comme disait un soldat) ; s'il veut

que nous nous battions, *il faut bien qu'il nous nourrisse.* » Voilà ce que j'ai pu connaître de plus fort; mais jamais un mot ni un geste contre sa souveraineté. L'impression que cet homme fait sur les esprits est inconcevable. En sortant de Moscou, il dit aux soldats, de la manière la plus paternelle : *Soldats! j'ai besoin de votre sang; je suis votre souverain, vous ne pouvez pas me le refuser. — Vive l'Empereur! vive l'Empereur!* Et l'on battait des mains. Plus loin on disait: «*Qu'a-t-il dit? qu'a-t-il dit?* » Et à mesure que la charmante apostrophe circulait, les régiments battaient des mains en criant : *Vive l'Empereur!* I., qui était présent, m'a fait peur à moi-même en me disant : « *Lorsque je le voyais passer devant le front, mon cœur battait comme lorsqu'on a couru de toutes ses forces, et mon front se couvrait de sueur, quoiqu'il fît très-froid.* » Plus d'une fois le même jeune homme aura folâtré devant les batteries.

C'est une singulière chose, monsieur le chevalier, que la politique! Dans la théorie comme dans la pratique, ce qui paraît démontré est presque toujours ce qui est faux. Si jamais il n'y avait eu de gouvernement, celui qui opinerait pour la monarchie héréditaire contre l'élective passerait pour un fou; néanmoins le premier gouvernement est le plus stable, comme le plus naturel à l'homme, et l'autre est le plus mauvais. La pratique est tout aussi trompeuse. L'émigration paraissait, dans le principe, et le signe le moins équivoque de la fidélité et le plus grand moyen de salut pour le souverain; cependant elle lui a porté le coup

le plus sensible, en créant contre lui dans l'intérieur une opposition formidable qui n'existerait pas si personne n'avait remué. Si la maison de Bourbon doit périr (*quod Deus avertat!*) elle périra par cette arme.

Je pense que le chevalier d'Agliè vous aura transmis la dernière déclaration du roi de France et vous aura appris qu'elle n'avait point été faite librement. Ces mêmes ministres qui ont dit si solennellement : *nous n'en savons rien,* ont cependant forcé la main au Roi et lui ont arraché cette déclaration qui n'est pas selon son cœur. Le comte de Blacas, qui était ici chargé des affaires de son maître et qui est auprès de lui dans ce moment, me presse beaucoup pour travailler à une nouvelle déclaration, mais j'y répugne extrêmement. Ce qu'il y a de plaisant, c'est que nous sommes *deux amis brouillés à mort* à propos du Concordat et de tout ce qui y tient. Je ne sais comment nous sommes entrés en discussion ; mais dans une suite de lettres assez longues, qui ne me paraissent pas destinées à lui seul, j'ai tâché d'établir solidement :

Que le gouvernement de l'Église catholique est, et doit être, et ne peut être que monarchique ;

Que c'est très-mal fait de faire envisager ce gouvernement comme despotique, ainsi qu'on l'a fait déjà avec tout autant de mauvaise foi à l'égard de la monarchie temporelle, qui n'est nullement despotique parce qu'elle est absolue ;

Que les souverainetés peuvent être différemment constituées, mais que toutes, par leur nature, sont absolues et ne peuvent être jugées par aucun pouvoir,

puisque ce pouvoir serait souverain et que la question recommencerait;

Que le Pape est souverain dans le *royaume spirituel,* comme le souverain est pape dans l'*église temporelle;*

Que le devoir de tout honnête homme est d'instruire la souveraineté avec une consciencieuse franchise pendant qu'elle délibère, et de lui obéir ensuite quand elle a pris son parti, et même lorsqu'elle se trompe, car il n'est pas toujours fort aisé de savoir si elle se trompe, et d'ailleurs qui la juge la tue;

Que si elle veut agir sans conseil et violer les lois, c'est son affaire à elle, et qu'il y a d'assez beaux exemples de ce qui en résulte; mais que toujours il y aura moins d'inconvénient dans l'obéissance que dans la révolte;

Qu'un bon conseiller doit donc toujours parler aux peuples des *droits* des souverains, et aux souverains de la *force* des peuples; en d'autres termes, qu'il faut prêcher sans cesse aux peuples les bienfaits de l'autorité, et aux rois les bienfaits de la liberté;

Que les évêques opposants qui ont rêvé que l'Église catholique peut être dans un salon de Londres sont précisément des *constituants* de 1790; que ceux-ci, qu'on a tant détestés, n'étaient pas plus coupables lorsqu'ils en appelaient aux lois fondamentales, qui sont les *canons temporels,* que ne le sont les évêques opposants qui en appellent aux canons, lesquels sont les *lois fondamentales ecclésiastiques;*

Que l'Église catholique ne peut être gouvernée par

un concile, pas plus qu'une monarchie par un sénat ou par des états généraux;

Que les conciles sont les *parlements religieux*, comme les parlements sont les *conciles politiques;*

Que si le pape refuse son assentiment à une décision même unanime d'un concile, elle devient nulle *ipso facto*, comme un bill passé dans les deux Chambres et sans opposition deviendra nul au moment même où le Roi prononcera les mots célèbres : *Le Roi avisera;* que si le concile s'obstinait dans le premier cas, il y aurait *révolte religieuse*, et que le souverain pontife aurait droit d'*exterminer* le concile par une bulle, comme dans le second cas, lorsqu'il y aurait *schisme politique*, le Roi aurait le droit d'*excommunier* le parlement avec de la poudre et des boulets;

Que c'est donc non pas une *erreur*, mais une *bêtise*, de soutenir que le concile est au-dessus du pape, puisqu'il n'y a point de concile universel sans pape, pas plus qu'il n'y a de parlement sans roi dans une monarchie, etc., etc.

Je vous rapporte très-succinctement ce qu'on appelle les *summa capita*. Peut-être que cette correspondance amuserait Sa Majesté, surtout ce que j'ai dit pour établir à l'évidence que l'Église n'est et ne peut être qu'une monarchie. Mais tout ce que j'écris s'envole sans laisser de traces; j'en suis fâché moi-même, car je ne crois pas cette discussion tout à fait dépourvue d'intérêt, et j'aurais bien voulu garder tout cela dans mes recueils.

Vous voyez, monsieur le chevalier, qu'ayant pris

parti pour le Concordat, *même mauvais,* et regardant les évêques qui ont refusé leurs démissions comme d'inexcusables désobéissants, je dois paraître moi-même un peu schismatique à la cour de France; vous voyez cependant aussi que l'on y conserve toujours un peu de bonté pour moi, puisqu'on me demande mes idées sur une pièce importante ; mais je persiste à croire la chose impossible. Ces sortes de pièces ne peuvent être écrites qu'à côté de celui qu'elles intéressent.

Nous avons lu dans la gazette officielle de Berlin l'article suivant, bientôt copié dans celle de Saint-Pétersbourg : « Berlin, 7 août. — Parmi les personnes de marque arrivées dans cette résidence, se trouve le ministre du roi de Sardaigne, chevalier B., etc., etc. » — Un numéro suivant a dit « que M. le chevalier B., lieutenant général au service de Sa Majesté le roi de Sardaigne, était parti pour le quartier général. » Quel quartier général? Je l'ignore. Dès lors, pas le mot de lui ni d'autres sur son compte; j'ai demandé à M. le chancelier s'il avait quelques nouvelles de lui; il m'a répondu que non, mais en riant un peu; je n'ai pas jugé à propos de le presser. En attendant que cette énigme s'explique, mes fonctions se borneront à peu près à dîner chez le chancelier.

Je n'ai, du reste, parlé de M. le chevalier B. à personne, et lorsqu'il m'écrira, je ne lui témoignerai ni soupçon, ni crainte, ni mécontentement. Ne pouvant savoir où il est, j'ai écrit à mon fils de se tenir attentif et de lui faire savoir, au moment même où il pourra le voir ou lui écrire, « qu'il est le maître de tirer sur moi

pour 400 ducats, et que j'y ferai honneur sur mon crédit, n'ayant dans ce moment aucun argent du Roi à ma disposition. »

Il ne dépend pas de moi de prendre d'autres précautions, car je ne puis avoir de l'argent jusqu'au milieu d'octobre. Je mettrai certainement dans cette affaire tout le sang-froid imaginable ; mais Sa Majesté ne peut ignorer qu'il y a des circonstances qui compromettent les hommes par elles-mêmes et malgré eux. Un homme de distinction, officier général, venant résider dans le même pays, et bientôt, à ce qu'il m'écrit, dans la même ville où il a résidé comme ministre, à côté d'un autre ministre, et avec une mission présumée et avouée, un tel ordre de choses, dis-je, est quelque chose de si monstrueux, qu'aucune suite ne pourra, j'espère, vous surprendre. En considérant ce voyage de bien près, j'ai peine à croire qu'il soit le fruit d'un raisonnement antérieur, qu'il ait été imaginé purement et simplement pour le service de Sa Majesté ; la chose se présente au contraire comme si la Sardaigne voulait se débarrasser du chevalier B., ou comme s'il voulait, lui, se débarrasser de la Sardaigne. IL PÈSE OU ON LUI PÈSE ; je puis me tromper, mais c'est l'idée qui se présente à moi. Dans la première supposition, je ne pourrais guère vous féliciter sur le parti que vous avez pris ; c'est un très-digne homme, et même, à ce qu'on m'a dit, ce qu'on appelle *un bon enfant* — très-bel éloge, selon moi ; — cependant vous savez quelque chose de sa vivacité (pour parler très-poliment). Si nous venions à nous contrepointer, vous ne l'apprendriez que par les gazettes.

Il ne m'a point écrit de Berlin, je ne sais pourquoi, et je ne sais pas mieux pourquoi il y a passé, contrairement à ce qu'il m'avait écrit de Londres et de Gottembourg; peut-être a-t-il trouvé les empêchements qu'on aurait pu prévoir, et qu'il n'a pas tenu à moi d'écarter, car j'ai agi dans cette occasion avec toute la bonne foi et la chaleur possibles. J'espère que tout ira bien et que cet atome d'affaire sera emporté paisiblement dans le tourbillon général; j'ai dû cependant vous avertir sur la carte que vous jouez.

Je suis, etc.

P. S. Moreau est mort. C'est un grand chagrin pour l'Empereur, et il faut convenir que l'événement se présente sous le jour le plus triste; cependant, en examinant la chose de bien près, on se sent porté à suspendre son jugement : qui sait ce qu'il y avait dans ce cœur? La machine va son train.

Vandamme, présenté à l'Empereur, a fait provision d'impudence pour lui dire : « Sire, il est malheureux d'être vaincu et plus malheureux encore d'être fait prisonnier; mais c'est une consolation de tomber entre les mains d'un souverain généreux. — L'Empereur a répondu : Vous pouvez en effet compter sur ma générosité, Vous serez mis dans un endroit où vous aurez toute sorte de liberté, excepté celle de faire du mal à qui que ce soit. » — Il ne va pas loin, dit-on; on le mène seulement à dix-sept cents verstes au-delà d'Irkoutsk; en marchant bien, il arrivera dans quatre mois On conte de lui des choses abominables, mais le voilà bien. On

dit encore que lorsqu'il mettait le pied dans sa voiture, un officier westphalien, qui a passé de notre côté, s'est approché de lui et lui a dit : « Mon général, n'auriez-vous pas de commissions pour Bremen ? »

---

24 avril/6 mai 1814.

Sire,

Un ancien officier de Votre Majesté écrivait le 18 janvier de Chambéry en Champagne à un parent au service de la Russie : « Nous sommes dans une ignorance com- » plète sur le sort de la Savoie. Le baron de Zeigmeister, » général autrichien qui commande ici, s'est intitulé » dans le premier ordre affiché : *commandant un corps » de troupes alliées dans le département du Mont-Blanc;* » il n'a pas parlé de la *Savoie*, moins encore du *roi de » Sardaigne;* faites-moi donc l'amitié de me dire deux » choses de fait qui doivent être connues de tout le » monde : Sa Majesté Victor-Emmanuel, roi de Sar- » daigne, est-il au nombre des princes coalisés? Y a-t-il » un corps sarde dans les armées alliés ? Cette con- » naissance est importante pour moi. » — Un oncle écrit à son neveu sous la même date : *Je t'avertis que tu as quatre cousins germains vis-à-vis de toi.* Des enfants, sire, enlevés de force et avant le temps.

Dans une lettre écrite de Genève par une dame savoyarde, le 2 mars, je trouve les détails suivants qui méritent d'être connus de Votre Majesté : « Sur la

» proclamation du comte de Sonnaz, tous les officiers » du Léman (mon mari étant du nombre) ont repris » leur uniforme et la cocarde bleue; mais bientôt l'en- » nemi s'est avancé sur Chambéry, et l'assemblée » générale des militaires a été dissoute, les Autrichiens » s'étant tout de suite repliés sur Genève, commandés » par le comte de Bubna. Les Français ne sont pas assez » forts pour faire le siége de cette ville, mais le géné- » ral Dessaix, de Thonon, qui les commande, a pro- » clamé que *toute cocarde bleue qui serait saisie serait* » *fusillée sur-le-champ;* et M. de Bubna, dont la nom- » breuse garnison pèse horriblement sur cette ville, a » donné ordre à nos militaires et à deux cents hommes » de réserves qu'ils avaient faites, de joindre le maré- » chal de Bellegarde en Piémont!!! J'ai donc vu par- » tir hier mon pauvre mari à huit heures du soir et par » un temps affreux, *emportant son porte-manteau sur ses* » *épaules*, et sans paie, et me voilà à Genève avec mes » trois filles, mon mari étant avec les alliés et mon fils » avec les Français; car on vient aussi de me l'enlever » de force, avant l'âge, pour la garde d'honneur; depuis » près de trois mois je n'ai pas ouï parler de lui. Il n'est » pas besoin de vous dire que cette prise et reprise de » la Savoie achève de nous ruiner, et que ceux qui » étaient déjà malheureux sont réduits à la dernière » extrémité. » Votre Majesté voit de quelle manière ses sujets ont été traités : *rassemblez-vous, prenez la cocarde bleue;* puis, au premier mouvement de l'ennemi, *allez rejoindre Bellegarde en Piémont.* Le maréchal de Bellegarde en Piémont! Votre Majesté sait

ce qu'il en est. Mais surtout *point de paie. Allez.* C'est toujours la même délicatesse. Je ne crois pas, sire, qu'il soit possible d'imaginer un état plus horrible que celui de la Savoie pendant ce balancement de deux mois. Heureusement le procès du genre humain contre un monstre a été jugé définitivement à Paris; cependant, sire, il aura des résultats qui doivent être pris en grande considération par Votre Majesté. L'Autriche a obtenu des choses si prodigieuses et si contraires au bien général, qu'il faut absolument croire ou que les nouvelles sont fausses ou qu'elles n'annoncent qu'une comédie ; Parme et Plaisance donnés à l'auguste compagne de Bonaparte, c'est beaucoup sans doute et l'on ne ferait pas davantage pour sa propre femme; toutefois, en admettant la convenance et même la nécessité de donner une consolation si marquante à une si respectable infortunée, il est cependant vrai que Votre Majesté n'avait nullement besoin de cette nouvelle muraille élevée sur ses frontières. Mais rien n'égale les six millions de *rente* accordés à Bonaparte ; ajoutons ceux qu'il a pris et mis à couvert : il est bien plus riche que la plupart des maisons royales d'Europe ; avec ses richesses il peut acheter et remuer tous les scélérats de l'univers. Pourquoi d'ailleurs l'île d'Elbe, au lieu de celle de Botany-Bay, qui est sensiblement plus grande et plus commode? Il peut y avoir, il paraît même certain qu'il y a du mystère dans tout cela ; s'il n'y en a pas, il y a beaucoup d'imprudence ; Bonaparte n'est pas un homme qu'il faille laisser dans une petite île au centre de l'Europe, avec des millions à sa

disposition. Quoi qu'il en soit, sire, j'ai l'honneur de rapporter fidèlement à Votre Majesté l'état des choses au moment où j'ai l'honneur de lui écrire, avec la certitude qu'il aura complétement changé lorsque ma lettre lui parviendra. Je suis porté à croire d'ailleurs que le silence des généraux autrichiens, en arrivant en Savoie, à l'égard des droits de Votre Majesté, n'était qu'une mesure de prudence, et qu'ils changeront de langage dès que les choses prendront une tournure décidée ; car pourquoi mettraient-ils en problème les droits de Votre Majesté sur la Savoie ?

L'Empereur fait le voyage d'Angleterre. Quel voyage, sire, et quel triomphe ! L'Impératrice est partie pour Paris, à ce qu'on m'assure ; peut-être ira-t-elle aussi en Angleterre ; on assure encore que cette auguste compagnie retournera en France pour le sacre. Sûrement il sera beaucoup question de l'Italie en Angleterre ; jusqu'à présent je n'ai pas entendu un mot ni observé un mouvement relatif à Votre Majesté : à chaque instant je m'attendais que l'Empereur aurait dépêché quelqu'un en Sardaigne ; je suis inconsolable que nous n'ayons personne auprès de lui, mais il faut bien se garder de forcer. Maintenant Votre Majesté doit tourner les yeux vers son auguste beau-frère et lui envoyer incessamment un homme marqué au fer rouge, s'il est nécessaire, mais tel qu'il le faut. J'ignore si c'est à Sa Majesté Très-Chrétienne qu'on veut réserver le plaisir de rendre les États de Votre Majesté. Voilà le roi de France jeté dans les épines d'une constitution ; si son auguste beau-frère est bien conseillé et bien servi, il

pourra peut-être les éviter; c'est ce que je désire de tout mon cœur.

Je suis, etc.

Saint-Pétersbourg, 28 avril/10 mai 1814.

Sire,

De nouveaux retards, qui arrêtent le courrier, me permettent de continuer.

Nous avons vu la nouvelle Constitution proposée à Sa Majesté le roi de France, et qu'il devra *jurer* avant de remonter sur son trône. C'est, à mon avis, un monstre d'impuissance, d'indécence et d'ignorance, de manière que si le Roi refusait de signer, il ne m'étonnerait point; il paraît cependant, d'après les actes de son auguste frère et d'après quelques autres faits, qu'il croira devoir signer; c'est un nouveau danger pour Votre Majesté. Le parti piémontais est très-fort dans le Sénat, et il me paraît sûr qu'il fera les plus grands efforts pour que le Piémont ne soit rendu à son ancien maître, comme l'a été la France, qu'après que le souverain aura signé un acte constitutif. Si l'on se plaint de l'ancien gouvernement, Votre Majesté sera mal défendue; car certaines puissances, telles que l'Angleterre, par exemple, ne demandent pas mieux que de faire des constitutions, comme elle l'a prouvé d'une manière assez lumineuse en Sicile; d'autres, sans avouer aussi publiquement les mêmes principes, y tiennent néanmoins secrètement;

d'autres enfin laisseront faire, car nous ne sommes défendus dans ce moment par aucune opinion.

Pour attaquer le gouvernement de Votre Majesté, on s'y prendra de deux manières, l'une de droit et l'autre de fait. On dira que ce gouvernement est purement arbitraire, sans aucune loi fondamentale ; on produira l'édit du roi Charles-Emmanuel, frère de Votre Majesté, qui abolit la noblesse, *en dérogeant à toutes les lois contraires, même aux lois fondamentales ;* on dira : « Jamais on n'a voulu convenir dans ce gouvernement » qu'il y eût des lois fondamentales, et lorsqu'on est » forcé d'en convenir, le souverain s'attribue le droit » d'y déroger ; c'est dire tout à la fois qu'il y en a et » qu'il n'y en a pas ; » — enfin on citera la clause *durant notre bon plaisir,* apposée dans les commissions des grands magistrats, et qui exclut toute liberté, suivant les théories modernes. Venant ensuite aux faits, on articulera comme un grand fait notoire l'invasion du gouvernement militaire dans l'ordre civil ; on racontera mille anecdotes à l'appui de cette assertion ; et comme tous nos voisins Lombards, Génois, Suisses, Genevois et Français étaient tournés contre nous, sous ce point de vue, de la manière la plus terrible, nous serons très-fortement et très-dangereusement attaqués.

Voici de quelle manière, sire, les hommes chargés de votre confiance doivent se défendre. Ils seront chargés dans leurs instructions écrites ou verbales, de représenter :

1° Que ce mot de *constitution* n'est qu'un mot ; que

le peuple le mieux *constitué* est celui qui est le mieux *gouverné*, et qu'à cet égard notre gouvernement ne redoutait aucun parallèle; que les États de Votre Majesté, quoique d'une force respectable, n'exigeaient pas cependant les mêmes lois fondamentales que des monarchies telles que l'Angleterre et la France, parce que l'inspection plus immédiate n'excédait pas les forces d'un homme;

2° Qu'il est faux qu'il n'y eût pas de lois fondamentales parmi nous, puisque le Roi se reconnaissait et se reconnaît encore dans l'impuissance de changer, par exemple, l'ordre de la succession;

3° Que l'édit de Sa Majesté Charles-Emmanuel ne signifie rien, ayant été fait sous le couteau, en pleine révolution, dans un moment où il était impossible de peser les termes et où le souverain n'avait notoirement plus de liberté;

4° Que la véritable constitution d'un Etat est le caractère de la maison régnante et celui de la nation, et que l'un et l'autre donnaient, d'après l'expérience la plus invariable, pleine assurance à tout le monde;

5° Que la clause *durant notre bon plaisir* ne servait qu'à assurer l'autorité du Roi, sans blesser les droits légitimes de personne; qu'il n'y avait pas de pays dans le monde où chacun fût plus sûr de son état; que jamais le Roi n'ôtait une place à un honnête homme que pour lui en donner une meilleure; qu'en Angleterre même, où l'on se croit passablement libre, les commissions des magistrats ont porté jusqu'au règne

actuel la clause *durante nostro bene placito*, et que ce fut seulement dans le bill de la première année de Georges III qu'on y substitua l'autre clause *quamdiù se bene gesserit*, et que les appointements furent rendus perpétuels;

6° Que non-seulement les charges étaient *par le fait* inamovibles chez Votre Majesté, mais, de plus, *héréditaires* encore *par le fait*, vu qu'il n'y avait pas d'exemple que le fils, ayant le mérite nécessaire, ne fût pas employé dans la carrière de son père, si l'un et l'autre le désiraient;

7° Qu'il y a des abus partout; et si quelques fredaines militaires ont eu lieu çà et là, elles n'ont jamais été connues ni approuvées.

Ceci est l'article délicat, et j'aurai l'honneur de proposer à Votre Majesté deux maximes infaillibles à cet égard : La première est que dans une opinion universelle il y a toujours quelque chose de vrai, et qu'ainsi l'opinion de votre peuple étant d'accord sur ce point avec celle de tous les peuples voisins, c'est une marque infaillible que le vaisseau avait de ce côté une voie d'eau tout à fait digne d'être recherchée et bouchée par le sage capitaine.

La seconde maxime est que la cour étant et devant être militaire, il y a toujours chez elle une force cachée qui tend à augmenter le pouvoir militaire, puisque ce pouvoir est le sien, et à cacher ou à masquer tous les abus de ce genre qui pourraient venir à la connaissance du souverain : et en effet, je pourrais apprendre à Votre Majesté mille choses dans le genre dont il s'a-

git, dont elle ne s'est jamais doutée, et qui la frapperaient d'étonnement.

D'où il suit que le souverain doit se mêler lui-même à ses enfants, s'informer de leurs souffrances directement ou par des yeux non suspects, et y mettre ordre. C'est ce qu'il est à désirer que Votre Majesté fasse d'elle-même, sans violence et sans capitulation, et je n'oublierai rien de mon côté pour qu'il en soit ainsi. Mais si par hasard vous étiez obligé de plier, sire, et que vous fussiez amené à donner à vos sujets une *grande charte,* alors il y aurait encore de sérieuses précautions à prendre : non-seulement il faudrait négocier avec les princes qui n'auraient pas cru devoir ou pouvoir éviter ces embarras à Votre Majesté, mais il faudrait aussi négocier avec les menaces de l'autre côté, et les tranquilliser par l'intérêt et par la raison. La séduction immense que peut exercer un souverain habile (ce qui est un bien) n'a pas besoin d'être décrite ; la grâce et les grâces peuvent tout. Personne ne peut rien apprendre à Votre Majesté sur ce point.

Quant à la partie du raisonnement, les agents de Votre Majesté feront observer que l'opinion vulgaire attache un prix immense à des choses qui n'ont qu'une valeur apparente. Le droit de s'imposer, par exemple, est peu de chose, car les nations les plus imposées sont précisément les nations libres ; tout prince sait bien que l'impôt a des bornes et qu'il ne faut pas nourrir les jets d'eau avant d'avoir arrosé les prés, etc., etc. Il en est de même du pouvoir législatif : *le prince,* dit-on, *fait seul les lois ;* c'est encore un mot. Le prince

ne fait pas plus les lois qu'il ne fait les grands chemins; ce sont les magistrats, les *gens de loi* qui font les lois; le nom du Roi n'y est que comme il doit y être, et parce qu'il est la source et le principe de tout. Les lois de notre pays n'étaient-elles pas excellentes? Un Roi peut-il avoir quelque intérêt à faire une mauvaise loi? Et si ce malheur arrivait, pourrait-il être durable? Pourquoi et comment? Etc., etc.

Si Votre Majesté pouvait écarter ces deux articles, elle aurait déjà beaucoup gagné; et s'il fallait absolument écrire une loi sur les autres, alors il faudrait éviter (ce qui ne me paraît pas extrêmement difficile) toute disposition positive. On peut, ce me semble, faire comprendre à la plus mauvaise tête que tout ce qui rabaisse l'autorité royale est contraire aux intérêts bien entendus du peuple; qu'il faut donc éviter autant que possible de dire à cette autorité : « Vous ne pourrez pas faire ceci ou cela, » surtout si elle n'a jamais érigé l'abus en droit, ce que l'homme le plus effronté n'oserait pas soutenir à notre égard. Supposons donc qu'on voulût se mettre en garde contre l'autorité militaire; il faudrait dire non point : *Il est défendu à tous gouverneurs et autres officiers militaires*, etc., mais bien, d'une manière toute différente :

Sa Majesté, en renouvelant en faveur de ses chers sujets la disposition de ses anciennes lois, veut et entend qu'aucun d'eux ne puisse être distrait de ses juges naturels, ni puni autrement qu'en conformité de ses royales constitutions, mande et commande expressément à tous les grands officiers civils et militaires de l'informer

des moindres abus qui pourraient avoir lieu dans ce genre, etc.

En ces sortes de choses, sire, la manière fait beaucoup. Je souhaite de tout mon cœur que Votre Majesté échappe à ces embarras; mais, voyant arriver l'orage sans apercevoir d'abri, mon zèle pour elle me dicte ces réflexions.

Je la prie de nouveau de bien prendre garde aux hommes dont elle se servira. Si malheureusement celui qui se montrera n'a pas le génie et l'instruction nécessaires, opposé à des hommes hardis, effrontés même, aigris par la Révolution et pleins également de science et d'orgueil, ils l'écraseront, sire, ils l'anéantiront; il ne fera honneur ni à lui-même, ni à son maître, ni à sa nation. Je sens bien que dans ce moment Votre Majesté trouvera difficilement sous sa main ce qui lui convient; mais quand même elle ne serait point encore sur le continent au moment où cette lettre lui parviendra, rien n'empêcherait, ce me semble, qu'elle jetât déjà les yeux hors de l'île; en vertu du changement miraculeux qui vient de s'opérer dans le monde, je ne doute pas qu'une foule de gentilshommes de terre ferme ne s'empressent de servir Votre Majesté dans cette circonstance délicate.

Ce que je demande de nouveau instamment à Votre Majesté, c'est de ne penser à moi pour rien. Je me suis parfaitement jugé dans le principe. Ma maison, étant nouvelle, aurait besoin de plus d'illustration. D'ailleurs, sire, j'ai du tact, de l'expérience et la connaissance d'une foule de choses qui ne parviennent jamais aux

princes; j'ai dit invariablement : *je ne puis ni* supporter *ni* souffrir *mon titre; daignez donc me débarrasser de ce titre ou l'assurer de quelque manière qui sorte de la ligne commune.* Ce qui me paraissait un jeu de la puissance royale a paru une chose impossible à Votre Majesté; je fais plier mes idées, comme de raison, mais je me retire modestement. Il n'y a rien que j'aie étudié dans l'univers autant que son auguste maison : j'ai cru voir clairement que, depuis cinquante ou soixante ans, elle emploie les hommes tels que la Providence les lui présente, mais qu'elle ne juge plus à propos d'en faire; cependant, sire, dans les grandes occasions, il y a bien peu d'hommes qui n'aient besoin de quelque supplément ou d'illustration, ou de fortune, ou de faveur, ou d'instruction, etc. Je dis naïvement mes pensées à Votre Majesté, et puisque j'ai pris ce mouvement, j'ajouterai ceci, qui ne m'a pas paru moins certain : c'est que Votre Majesté, à cette effroyable époque, croyait peu à elle-même et point du tout à son auguste beau-frère; autrement elle aurait agi d'une manière bien différente ici et ailleurs. La Providence a détrompé Votre Majesté d'une manière bien douce et bien heureuse pour tout le monde; il faut donc penser à la cour de France. Si l'empereur de Russie avait dû séjourner à Paris, Votre Majesté, en se hâtant d'envoyer un homme à Sa Majesté Très-Chrétienne, aurait trouvé le moyen, par contre-coup, de placer quelqu'un auprès de Sa Majesté Impériale; mais le temps nous manque, et tout a manqué dès le principe; plus de hardiesse pendant l'orage aurait produit un ordre de choses tout différent. Le bon-

heur dont je jouis d'être vu avec bonté dans cette nouvelle cour et d'être même intimement lié avec l'homme de confiance de Sa Majesté Louis XVIII, me mettra à même, j'ose l'espérer, de n'être pas parfaitement inutile à Votre Majesté, même sans changer de place ; ainsi, dès qu'on sera à Paris, je commencerai ma correspondance.

Je n'ai plus rien à dire à Votre Majesté sur le chevalier de B., dont je n'ai plus entendu parler. Je la prie seulement, la supplie et la conjure de nouveau de ne pas se tromper sur la cause du mécontentement que j'ai montré. Un officier se présente comme officier, j'en ai l'assurance la plus expresse ; et pendant que j'écris pour lui, que je le vante, que je m'emploie avec la meilleure foi pour aplanir toutes les difficultés devant lui, il montre des pleins pouvoirs que j'ignore ; il y a de quoi expirer, sire. Mais quant à la chose même, je n'ai rien à dire ; loin de me mettre en avant, je me retire, je me défie de moi. Je suis triste, dégoûté, découragé. Je ne demande que de revoir ma famille et de vivre avec elle. Il n'a tenu qu'à moi d'être un grand personnage ; j'ai sacrifié une fortune brillante et assurée à la crainte de faire croire ou soupçonner à Votre Majesté que j'étais capable de lui préférer quelque chose ; j'ai peut-être mal fait, mais si ce sentiment a quelque prix auprès de Votre Majesté, je la prie en grâce de me laisser terminer ma carrière ici, où j'ai tant d'amis, et puisque Dieu m'a condamné à réussir partout, excepté à la cour de Turin, que j'aie l'honneur au moins de la servir de loin, afin d'accorder ses goûts avec ma tendresse.

Sire, je ne prends point pour devise : *Dico ego opera*

mea Regi ; ce sont mes pensées que je lui dis, mes pensées les plus secrètes. Si j'en vois une dans mon cœur que je soupçonne de pouvoir déplaire à Votre Majesté, je me hâte sur-le-champ de la lui faire connaître ; en effet, sire, tant qu'elle demeure cachée, je me dis à moi-même : *Qui sait ce que déciderait le Roi, s'il connaissait cette pensée?* Alors je ne crois pas être en sûreté de conscience ; mais dès que je l'ai fait connaître, je suis tranquille ; le Roi en jugera.

En renouvelant à Votre Majesté mes ardentes félicitations pour un ordre de choses si nouveau, si heureux, si peu attendu, je la prie d'agréer, etc.

J'ai toujours évité, sire, de parler à Votre Majesté des affaires d'Italie, parce qu'elle est plus à portée que moi de les voir. Le général Balachoff s'est rendu en Italie de la part de Sa Majesté Impériale ; il a passé le 22 avril (nouveau style) à Inspruck; où allait-il? qu'avait-il à dire? C'est ce que j'ignore. Les égards envers Murat et ses prétentions sont un des scandales de ce siècle ; mais son beau-frère étant tombé, jamais je ne croirai qu'il puisse tenir; c'est comme si l'on voulait attacher un tableau à une muraille renversée. Ce siècle fait mal au cœur; heureusement Dieu se moque de lui, et les affaires vont toutes seules. Les relations particulières de Votre Majesté exigent cependant, dans ce moment, une dextérité digne d'elle et des précautions particulières

contre toute espèce de contre-coup; car, encore une fois, on ne peut rien ajouter au mécontentement dont j'ai eu l'honneur de parler plusieurs fois à Votre Majesté. Il faut se rappeler aussi qu'en pensant à elle, on regarde plus loin. Je ne doute pas que notre position ne soit une des raisons qui m'ont privé d'une audience. Sa Majesté Impériale a craint une conversation *italique*. On me laisse dire tout ce que je veux en faveur du Roi, mais de réponse directe et écrite, il n'y a pas moyen d'en avoir. M. le duc de Serra-Capriola n'est pas plus heureux que moi. Le cabinet d'Autriche ayant exigé, comme condition stricte de son adhésion, que Sa Majesté Impériale ne se mêlerait aucunement de l'Italie, elle tient parole; mais, à la fin, nous verrons quelque chose. Ce qu'on appelle en style familier *le vent du bureau* me paraît favorable à Votre Majesté. Il semble que les regards se tournent pour elle du côté de Gênes; mais quelques-uns disent : *en échange de la Savoie*, ce qui serait injuste et déraisonnable; chacun voit aussi la difficulté d'amalgamer ces divers peuples et de choisir une capitale. Quelque chose, sire, dépend de nos calculs, mais pour beaucoup et presque pour tout, les événements nous commanderont. Voyons d'abord l'effet de la chute de Bonaparte en Italie, et réfléchissons sur tout ce que le monde a gagné depuis deux mois; apprenons ainsi à attendre plus tranquillement le reste des événements.

Je mets de nouveau mon profond respect, etc.

Saint-Pétersbourg, 17/29 mai.

Sire,

J'ai appris avec une joie inexprimable, par les papiers publics, l'arrivée de Votre Majesté sur le continent, et je sais de plus que mon fils a l'honneur de s'avancer au-devant d'elle avec M. le général Michaud et le chevelier de Launay, ce qui me comble de joie.

Ne sachant si mes précédentes lettres sont parvenues à Votre Majesté, je suis forcé de répéter bien des choses. Il a paru un certain moment qu'elle allait être jetée dans les épines d'une Constitution ; tout de suite je tâchai de parer le coup à Paris, par une note qui parviendra tôt ou tard à Votre Majesté ; et dans deux dépêches sous le couvert de Sa Majesté la reine des Deux-Siciles, j'ai eu l'honneur de vous présenter, sire, les réflexions qui me paraissaient utiles pour se tirer de cet embarras. Maintenant, il me paraît que la crainte était idéale, vu la manière dont la restitution des États de Votre Majesté a eu lieu ; j'espère que mes précautions et ma bonne volonté n'auront pas déplu à Votre Majesté ; qui sait d'ailleurs tout ce qui peut arriver dans ce siècle constitutionnel ! On n'est pas ici sans danger et sans crainte. Sa Majesté Impériale aime beaucoup les idées de ce genre, et beaucoup de gens l'animent à les suivre ; je souhaite qu'il n'en résulte aucun mal.

J'ai eu l'honneur de manifester à Votre Majesté l'extrême envie que j'avais de demeurer ici. J'ai souffert, sire, pendant douze ans, tout ce que l'homme peut

souffrir ; rien surtout ne peut rendre à deux de mes enfants ces années perdues pour eux : maintenant, sire que deviendrais-je si je quittais cette mission ? Mes biens sont confisqués; quand je les récupérerais, ce serait peu, car je suis fils d'un cadet de famille jadis très-peu fortuné ; je me verrais, au pied de la lettre, précipité. Ici, je jouirai en paix de l'aisance que Votre Majesté se doit à elle-même, et je ne la fatiguerai nullement, puisqu'il faudrait également qu'elle en payât un autre.

Il est bien vrai, sire, que j'ai souvent conçu la triste idée que je ne lui étais point agréable, et que même mon abaissement dans ce pays entrait dans ses plans politiques. S'il en est ainsi, je me soumets, comme je me suis toujours soumis, sans murmurer. Je ne lui demande qu'une lettre de recommandation à Sa Majesté Impériale, que la bonté de Votre Majesté ne me refusera pas sans doute dans une aussi triste circonstance ; car je l'ai servie aussi fidèlement que péniblement, et tout étant contre moi. j'ai évité le ridicule, à ce qu'elle apprendra, j'espère, de tout côté, et surtout par les Piémontais qui ont résidé ici.

J'ai conseillé aux sujets de Votre Majesté qui sont militaires ici de ne pas montrer trop de précipitation à quitter ce service. de peur d'offenser un grand prince qui a eu tant de bontés pour nous pendant l'orage, et de s'adresser plutôt à Votre Majesté, afin d'être demandés par elle, ce qui sera beaucoup plus beau. M. le chevalier Rayberti, le seul qui appartienne à l'ordre civil, est aussi celui que tous les motifs imaginables pressent le plus de retourner dans sa patrie ; il était, au moment

de nos malheurs, avocat général au Sénat de Nice ; il semble que tout le rappelle là ; Votre Majesté ne trouvera pas sous sa main, dans l'ordre de la magistrature, de plus honnête homme et de jurisconsulte plus solide ; qu'elle me permette donc de le lui recommander instamment, d'autant plus qu'il souffre beaucoup ici, malgré sa réputation et ses honorables places.

J'ai fait l'impossible, sire, pour Gênes, et j'ai gardé un silence religieux sur toute autre supposition. Si, dans tout ce que j'ai écrit, je n'ai pas toujours et parfaitement rencontré toutes les idées de Votre Majesté, elle me rendra justice à cet égard, car je marchais tout seul. Il n'y a encore rien de fixe sur elle; mais Votre Majesté voit de reste tous les éléments d'une guerre future rendue absolument nécessaire par l'envahissement total de l'Italie. Nous verrons, sire, si un congrès à venir pourra prévenir ces maux. Je vois Votre Majesté nouvellement serrée entre deux limites inébranlables : y aura-t-il une consolation sur la mer? Les gens même beaucoup mieux instruits que moi n'ont pu rien découvrir encore. En général, l'Angleterre paraît incliner fort vers l'Autriche.

Cette dépêche sera portée par M. le chevalier de C., fait prisonnier en Russie, et venu seul à Saint-Pétersbourg sur la demande que j'en fis à Sa Majesté Impériale, je lui donnerai peut-être un passe-port de courrier. Je l'ai traité comme tout autre Piémontais, puisqu'il ne doit plus y avoir qu'une famille, sans aucune mémoire du passé; il a grande envie d'entrer au service de Votre Majesté.

On attend Sa Majesté Impériale pour le 25 du mois prochain. Le Sénat lui a décerné le titre de *Béni-du-Ciel*, et trois députés sont allés lui porter cette détermination : le prince Alexandre Kurakin, le comte Alexandre Soltykoff et le général Alexandre Tormasoff (trois Alexandre); on a décidé aussi un grand monument sur la place d'Isaac et une coupe d'or de la valeur de 60,000 roubles. L'Empereur pourrait bien refuser le tout.

Dans l'attente la plus impatiente des premiers ordres de Votre Majesté datés de Turin, il ne me reste qu'à lui renouveler l'hommage du plus profond respect, etc.

Saint-Pétersbourg, 18/30 juin 1814.

Monsieur le comte,

J'ai reçu avec un extrême plaisir la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 23 mai dernier. Elle m'annonce enfin cette résurrection tant désirée, qui paraissait douteuse ou impossible à tant d'hommes, et dont personne au moins n'aurait osé fixer la date, parmi ceux qui, comme moi, la croyaient infaillible. J'envie bien sincèrement le bonheur de mon fils, qui a l'honneur de voir Sa Majesté et de la féliciter sur son retour. Je ne suis point étonné de l'enthousiasme manifesté par la nation, qui ressuscite avec son maître; le Piémont doit se trouver heureux sous tous les rapports.

Je ne saurais trop remercier Votre Excellence des choses flatteuses qu'elle m'adresse personnellement. J'ai fait ce que j'ai pu pendant douze ans, mais constamment avec mille entraves...

Que pourrais-je vous dire, monsieur le comte, sûr le traité de Paris du 30 mai dernier? Je le lis, je le relis, et je crois à peine savoir lire. Le sort de ma malheureuse Savoie est terrible, et s'il était permis, dans ces sortes de cas, de penser aux malheurs particuliers, je vous parlerais du mien. Qui m'eût dit, monsieur le comte, que la grande restauration confirmerait ma perte, en me rendant également étranger à la France, à la Savoie et au Piémont? C'est cependant ce qui est arrivé.

Particulièrement connu du roi de France, ayant travaillé pour lui plus d'une fois, intime ami de son intime ami, par quelle inconcevable fatalité n'ai-je pu, dans cet état de choses, dire un mot ni écrire une ligne pour mon maître? Dieu veuille que le chevalier B. ne m'ait pas coupé la parole, que je ne lui aie pas rendu la pareille, et que notre nullité respective n'ait pas élevé des obstacles. Ah!...

Je ne doute pas que Sa Majesté n'ait souri de la peine que j'ai pr se de lui griffonner de si longs détails dans une supposition dont il n'a point été question; mais je devais raisonner et agir suivant les apparences et suivant l'opinion qui m'environnait. D'ailleurs, il faut penser à tout

Et loin dans le présent regarder l'avenir.

Vous ne sauriez croire, monsieur le comte, combien je crains mon siècle.

Ce que le traité du 30 mai contient est une énigme ou un forfait. Malheureuse Savoie! quelle finale!

Je vous prie de vouloir bien supplier très-humblement Sa Majesté de daigner interposer son autorité, afin que le duel épistolaire qui s'est établi entre le chevalier B. et moi n'ait plus de suite. Outre que je ne puis, dans les règles de l'honneur, combattre avec des armes inégales, je n'avais pas d'ailleurs le moindre grief contre lui, avant la dernière lettre qu'il m'a décochée du haut de son ministère, et dont je dois même le remercier dans un sens, puisqu'elle m'apprend des choses utiles. Du reste, je ne lui en veux pas plus qu'à un fusil qui m'aurait blessé; j'aime et je respecte la main qui me l'a dirigé, soit qu'elle ait su ou qu'elle n'ait pas su que le coup porterait sur moi. Quant au fusil, Dieu le conserve et le remonte. Je ne hais que la haine.

Je suis avec respect, etc.

Saint-Pétersbourg, 4/16 juillet 1814.

Sire,

Je n'ai aucun moyen de peindre à Votre Majesté ce que m'a fait éprouver le sort de la Savoie; je craignais du côté de la Suisse, car elle ne peut pas ignorer que

son auguste père, au moment de nos grands malheurs, chargea le baron Vignet des Etoles, son ministre à Berne, d'offrir la Savoie pour en faire un nouveau canton ; je dois même avoir quelque part une copie de la note officielle parmi mes immenses papiers. Mais je ne croyais pas que le roi de France eût des vues sur ce pays ; ses idées morales sont très-contraires à ces sortes d'acquisitions. Il y a dans le traité, il y a dans son discours des clauses absolument révolutionnaires ; il se sert de ses ennemis avec beaucoup de talent, c'est la grande règle après les révolutions. Il y a du Talleyrand dans tout ce qui se fait : un tel homme à côté du roi de France est un étrange spectacle, mais il paraît clair qu'il a rendu de grands services à la bonne cause ; le Roi se sera donc servi du gentilhomme et du ministre en laissant l'évêque au jugement de Dieu. Jamais la profonde politique ne fera autrement. Ne sachant rien, sire, de la position de Votre Majesté à l'égard de son auguste beau-frère, il se présente à mon esprit une foule d'idées que je ne me permets point d'exposer.

J'ai pâli de crainte en voyant que la proclamation du maréchal de Bellegarde enveloppait Novarre et Alexandrie ; depuis, j'ai vu d'autres pièces rassurantes, cependant je ne suis pas tranquille. Notre position entre les deux puissances me semble plus délicate que jamais. Je ne crois pas que les méthodes antiques vaillent rien ici. Pauvre Savoie, sire ! comme cet antique héritage est traité ! Au moins si elle n'était pas divisée, en pleurant son ancien maître elle aurait la consolation de conserver son intrégrité ; mais cette division

de l'indivisible est insupportable. Que fera cette poignée de malheureux pressés sur les Alpes et obligés d'aller demander justice au delà des monts, dans une langue étrangère? C'est bien malheureux et de toute manière. Pourquoi ne pas nous laisser comme nous étions? Ceux qui consacrent la prescription de trente ans dans leurs tribunaux devraient bien respecter celle de huit siècles dans leurs traités.

Quant à moi, sire, je m'étais systématiquement et pour toujours séparé de ma patrie, et ce système s'est encore renforcé chez moi. Tout homme appartenant à un pays détaché ne doit plus se montrer; déjà, en 1793, on nous disait jusque dans l'antichambre de Votre Majesté : *Qui vous a priés de sortir?* etc.; maintenant ce serait bien autre chose. Il n'y a rien là, sire, qui doive étonner ou exciter le ressentiment; c'est la nature humaine telle qu'elle a été toujours et partout.

Peut-être que j'aurais fait une chose agréable à Votre Majesté en suivant la carrière brillante qui s'ouvrait devant moi en 1812; mais laissé toujours, et sur tous les points, sans instructions, sire, je crus devoir écouter l'honneur et l'attachement. Il est possible que j'embarrasse dans ce moment, mais j'en suis parfaitement innocent. Je suis bien fâché aussi de l'ennui qu'aura donné à Votre Majesté cette affaire de M. le chevalier de B. Elle trouvera ci-jointes des copies de la lettre qu'il m'a écrite en dernier lieu et de ma réponse ; les expressions : *Fautif est répréhensible comme ministre*, sont un outrage au premier chef, absolument intolérable : en m'accusant ridiculement d'arrêter la barque, il me fait bien

voir ce qu'il pensait de ses fonctions. Je suis inconsolable qu'il ait livré à la poste ce désagréable secret de famille : il m'a forcé de le repousser par la même voie, car je ne veux pas être dupe. Comment a-t-il pu commettre cette faute, lui qui a résidé ici, lui qui sait qu'on ouvre et qu'on copie toutes les lettres des ministres, lui qui a été renvoyé brusquement pour une lettre saisie de cette manière? Votre Majesté ne peut se dispenser de recruter le régiment de ses fidèles, afin que la confiance ne porte pas toujours sur des faibles objets qui ne sont pas du tout à la hauteur des affaires.

Je suis, etc.

Saint-Pétersbourg, 6/18 juillet 1814.

Monsieur le comte,

De Paris on me demande pourquoi je ne suis pas venu à Paris; qu'est-ce donc que cela veut dire? Je me croirais, en vérité, je ne dis pas imprudent, mais criminel, de quitter mon poste sans un mot de Sa Majesté ou sans un signe de l'Empereur de Russie. Je crains d'ailleurs que les suites de la mission du chevalier B. ne se soient pas présentées à l'esprit du Roi dans toute leur étendue ; j'ai été annulé devant l'opinion publique ; je prie Votre Excellence d'examiner la chose de près : elle se convaincra de cette vérité incontestable. Il m'écrit que je suis répréhensible comme ministre, que j'en-

trave le service du Roi, et que j'arrête ses bons procédés à l'égard d'un collègue ; après cela, il n'y a plus de milieu, monsieur le comte : il est insensé ou ministre. Tant que je ne serai pas éclairé officiellement sur cette inévitable alternative, j'aurai moi-même perdu l'esprit. Si j'allais me faire demander : « qu'est-ce donc que vous venez faire ici ? » Une telle honte fait pâlir ; plutôt la mort. Ce chapitre me paraît épuisé en peu de lignes. L'épouvantable malheur de la Savoie exigerait des volumes ; mais ce n'est point ici le lieu de les écrire. Le Roi doit être inébranlable sur la Savoie : point de renonciation, surtout point de commissaires ; désaveu de sa part pour les limites posées à cet égard. N'êtes-vous pas les maîtres? Au reste, cette propriété reviendra infailliblement.

Je ne finirai point sans observer à Votre Excellence qu'on se tromperait infiniment, si l'on croyait que Louis XVIII est remonté sur le trône de ses ancêtres. Il est seulement remonté sur le trône de Bonaparte, et c'est déjà un grand bonheur pour l'humanité : mais nous sommes bien loin du repos. La révolution fut d'abord démocratique, puis oligarchique, puis tyrannique : aujourd'hui, elle est royale, mais toujours elle va son train. L'art du prince est de régner sur elle et de l'étouffer doucement *en l'embrassant ;* la contredire de front ou l'insulter serait s'exposer à la ranimer et à se perdre du même coup.

Prenez garde à l'esprit italien, il est né de la révolution et jouera bientôt une grande tragédie. Notre système timide, neutre, suspensif, tâtonnant, est mortel dans cet

état de choses. Que le Roi se fasse chef des Italiens, que dans tout emploi civil et militaire et de la Cour même, il emploie indifféremment des révolutionnaires, même à notre préjudice. Ceci est essentiel, vital, capital. Les expressions me manquent; mais voici mon dernier mot: si nous demeurons ou devenons un obstacle, *requiem æternam*, etc. En vous disant tout ceci, monsieur le comte, à la décharge de ma conscience et plein de considération pour ceux qui pourraient penser autrement, j'espère ne pouvoir déplaire à personne; on ne manque à aucune tête en se servant modestement de la sienne.

Nous attendions Sa Majesté Impériale à la fin de ce mois, et peut-être dans l'autre; un courrier arrivé avant hier nous apprend subitement que nous le verrons sous huit ou dix jours; il ne s'arrête ni à Vienne ni à Berlin. Le Congrès est renvoyé. M. le duc de Serra-Capriola, appelé à ce Congrès par son maître, et sur le point de partir, suspendra probablement son voyage; mais je n'ai pu le voir encore depuis l'arrivée de cette nouvelle.

On prépare à Sa Majesté Impériale, comme vous pouvez bien l'imaginer, une réception digne de son illustration naturelle et acquise: arcs de triomphe, illuminations, bals, etc. Je rendrai compte de tout cela. On lui présentera le pain et le sel (cérémonie russe) dans deux vases d'or du prix de 60,000 roubles.

Je suis fort curieux de voir quelles idées nous arriveront dans cette foule de jeunes têtes qui rentrent en Russie. L'intérieur de l'empire donnera, comme vous l'imaginez assez, des occupations immenses à Sa Majesté Impériale, car, pendant une si longue absence,

les affaires se sont extrêmement accumulées. Tout voyage des princes, surtout des grands princes, est fatal aux peuples, à cause du mal qui en résulte intérieurement et à cause des dépenses énormes qui se font au dehors. Ici, la cause grande, importante, sacrée, immortelle ne change rien du tout à l'effet, qui est toujours le même. Sa Majesté Impériale aura certainement de très-grandes affaires.

A Moscou, on rebâtit beaucoup, mais ce sont les marchands seulement, autant que je puis en juger ; je ne vois pas que la noblesse ait fait encore de ce côté un effort général. La restauration de cette ville dans son premier état me semble toujours problématique.

Une grande question intérieure tient tous les esprits suspendus, c'est celle du tarif des marchandises étrangères. Ces marchandises sont prohibées sous le prétexte rebattu de favoriser les manufactures russes et d'empêcher l'argent de sortir. Le motif est spécieux, mais faux et funeste. Le public, qui souffre, accuse un ministre d'être l'auteur de cette mesure. Mais celui-ci, par son caractère, serait peu propre à résister à l'opinion publique, s'il était seul ; il est clair que son obstination tient à la persuasion de Sa Majesté Impériale, qui, elle-même, tient à ce système, au point qu'elle a renouvelé le tarif des prohibitions avant de partir pour l'Angleterre. Ce qu'il y a d'étonnant, c'est que les effets de cette mesure (la dépréciation des marchandises russes, la baisse du change, le mécontentement général, les fortunes scandaleuses de quelques fripons, etc.) ne suffisent pas pour montrer la vérité. L'Empereur a d'excellentes inten-

tions ; tôt ou tard il sera détrompé. Il y a bien longtemps, monsieur le comte, que j'ai découvert la vérité cachée sous le masque du paradoxe. *Il est impossible qu'une nation achète plus qu'elle ne vend.* Que dirait Votre Excellence à celui qui lui soutiendrait qu'un homme peut perdre chaque jour deux onces de sang par la transpiration insensible et n'en acquérir qu'une par la nutritivité ? Elle hausserait les épaules en disant : *il n'a donc plus de sang depuis longtemps!* C'est cependant la même sottise de part et d'autre. Mais ce n'est pas ici le lieu de disserter.

Je suis, etc.

P. S. On nous avait annoncé l'Empereur sous huit à dix jours ; dans ce moment (8/19, midi) on nous assure qu'il arrive aujourd'hui et que déjà il est auprès de sa maman à Paulowsky. Quel retour, monsieur le comte, et quel triomphe! Je jouis de son bonheur comme d'un bien personnel. En mettant le pied dans ce pays, j'ai été invinciblement attaché à sa personne ; à présent il n'y a plus de mérite à lui rendre justice, mais je m'applaudis de n'avoir jamais varié. Je ne crois pas qu'aucun souverain puisse se vanter d'une année aussi belle que celle qui vient de s'écouler, et j'espère de plus que dans une année ou deux on trouvera celle-là encore plus belle ; un jour j'aurai l'honneur de vous dire pourquoi. Maintenant nous allons le voir manœuvrer dans l'ordre civil ; on lui prête de grands projets de changement, surtout à l'égard de l'affranchissement des serfs, mais je le croirai quand je

le verrai. Sur certains points de ce genre il peut se tromper, mais c'est surtout à cause des erreurs qui sont autour de lui. Les Russes ont voulu prendre la science d'assaut : il n'y a pas moyen ; c'est une fort honnête femme qui ne se laisse pas brusquer ; il faut lui faire la cour, filer l'amour et l'épouser à la fin. Il y a ici des demi-connaissances perfides ; l'esprit naturel des Russes et le bon sens natif agiraient beaucoup mieux que cette science estropiée. J'en veux toujours à Pierre Ier, qui a jeté cette nation dans une fausse route. Rien n'excite mon attention comme les projets de réforme, surtout dans l'état des hommes. Une de mes grandes curiosités serait de savoir comment quarante barbus des provinces, qui ne sauraient que le russe, mèneraient l'État en gouvernant avec l'Empereur ; malheureusement ce *panorama* est impossible. Ce qu'il y a de sûr, c'est que ceux qui n'ont étudié la Russie que dans les livres ne la connaissent pas du tout ; elle possède une certaine intelligence que j'irais étudier dans les provinces si je savais la langue. Cette intelligence est grande ; j'ai vu un négociant anglais du premier ordre admirer hautement le talent que le Russe *naturel* déploie dans les affaires. Le premier ordre est visiblement affaibli, et il vaudrait la peine d'en rechercher la cause. On n'a guère publié sur cette nation que de plates louanges au dedans et d'indignes libelles au dehors. Pour moi, monsieur le comte, je me suis attaché à elle ; en douze ans personne ne m'y a fait de mal, et j'y ai trouvé beaucoup d'agrément. On parle beaucoup des *abus énormes,* mais c'est que la nation est *énorme ;* pour les nations comme pour les

individus, le libertinage est nécessairement proportionné à la force. Il est juste aussi de mettre dans l'autre bassin de la balance l'énorme bienfaisance qui agit ici en public et en particulier. Je sens, pour mon compte, qu'insensiblement je suis devenu tant soit peu *énorme,* ce qui me console en partie de la vente de ma maison en Savoie, car je sens que je serais difficilement entré par la porte.

L'absence de Sa Majesté Impériale était un terrible veuvage pour la diplomatie. Il est inutile de dire à Votre Excellence que je ne négligerai rien de ce qui concerne ma tâche.

De nouvelles lettres reçues de Turin dans ce moment m'expriment le même étonnement douloureux que j'ai éprouvé en voyant le sort de la Savoie.

Saint-Pétersbourg, 17/29 juillet 1814.

Monsieur le comte,

Sa Majesté Impériale, après une longue et glorieuse absence, arriva lundi dernier 13/25 à sept heures du matin. Elle surprit tout le monde, suivant ses intentions, arriva sans bruit, sans accompagnement, descendit à la cathédrale de Cazan où elle fit ses prières, et s'en alla dans son palais, comme si elle était arrivée de Paulowsky ou de Peterhoff. J'ai eu l'honneur de vous mander qu'on faisait des préparatifs immenses.

Non-seulement ils sont demeurés inutiles, mais l'Empereur les a annulés assez sévèrement. Une lettre de sa main, très-élégamment écrite, à ce que disent les bons juges, rendait le gouverneur de Saint-Pétersbourg, M. le général de Wiannitinoff, *personnellement responsable* de tout ce qui pourrait se faire dans ce genre ; il est permis de voir dans cette tournure une légère pointe d'humeur. On s'est donc hâté de détruire une foule de charpentes préparées pour l'illumination. En général, l'Empereur, qui est la simplicité même, est fort contraire à tous les honneurs extraordinaires rendus directement à sa personne ; il n'aime pas être mis, comme on dit, *en face de lui-même*. Quant à ces sortes d'honneurs qui n'exigent pas sa présence, je crois qu'il laissera toujours faire volontiers ; mais il ne veut rien de forcé, et qui s'aviserait de s'en étonner ? Je ne sais cependant si on l'a assez senti. Vous avez résidé ici, monsieur le comte : vous y aurez observé à loisir un caractère sur lequel les meilleurs amis de la Russie doivent passer condamnation : l'autorité russe, lorsqu'elle agit sur les hommes, appuie un peu trop la main, de manière qu'on ne s'en tire guère sans douleur ou sans meurtrissure. Or, il est arrivé, si je ne me trompe, que dans la manière dont on a levé les sommes nécessaires pour faire face à toutes les magnificences projetées, le maître n'aura pas vu cette spontanéité qui fait tout le charme de ces sortes de contributions ; sa délicate fierté s'en sera offensée et l'aura porté à tout refuser. Il peut se faire qu'il y ait d'autres raisons, mais je crois vous faire connaître la principale, qui n'a point empêché cependant qu'on ait

illuminé la ville trois jours de suite avec assez de magnificence libre.

Le lendemain de l'arrivée de Sa Majesté Impériale il y a eu un fort beau *Te Deum* à l'église de Casan, dont Votre Excellence ne connaît que l'emplacement. L'Empereur y a assisté avec Sa Majesté l'Impératrice-Mère, le grand-duc Constantin et la grande-duchesse Anne. L'Empereur n'a point été trouvé changé du tout, il est seulement un peu hâlé, mais cette couleur militaire lui sied fort bien.

Sa Majesté Impériale, comme vous l'avez appris, ne s'est arrêtée ni à Vienne, ni à Berlin; elle semble même avoir évité, autant que possible, toutes les grandes villes... Voilà le Congrès de Vienne renvoyé. Le duc de Serra-Capriola, prêt à monter en voiture, suspend en conséquence son départ.

M. le général Michaud est sur le point d'arriver (si déjà il n'est point arrivé); je sais déjà que dans sa route il ne lui a pas été possible de remettre la lettre dont Sa Majesté l'avait chargé pour l'Empereur; c'est ici qu'elle a été ou qu'elle sera rendue.

J'attends avec un extrême empressement que Votre Excellence ait la bonté de me rassurer sur le principal objet de mes précédentes lettres : plus j'examine la chose et plus je me persuade que je me serais donné le tort le plus grave si je m'étais permis sans ordre un mouvement vers Paris. Si je me trompe, j'avoue à Votre Excellence que je n'y vois goutte, car cela me paraît évident.

Il y a quelque temps, j'envoyai à Turin un mémoire

concernant M. de C., qui est ici dans l'état le plus déplorable; le mémoire était adressé à M. le marquis de Saint-Marsan, que j'avais vu dans les papiers publics *gouverneur provisoire de Turin;* sans doute, monsieur le comte, cette pièce sera passée à Votre Excellence. Un gentilhomme de notre pays arrive mourant de faim, de froid, de mauvais traitements; traîné à pied de Stettin à Novogorod, de Novogorod à Saint-Pétersbourg, sur le point d'être ramené de la même manière dans la première ville, couché à terre avec des soldats, etc., il se recommande à moi; je fais l'impossible; je l'habille, je le nourris; comme il avait prêté serment à Sa Majesté pour se tirer de ce martyre, je fais mes efforts pour le faire placer à son service; il est reçu, je fais son équipage, et ensuite on m'écrit de Turin : « *Que » le père est mort, qu'il a laissé une hoirie embarrassée, » et que les frères ne peuvent que demeurer purement » passifs dans cette affaire.* » Ceci, monsieur le comte, est un véritable coupe-gorge. La retraite des Français en 1812 ne ressemble à rien et sort de toutes les règles ordinaires. Je le demande à Votre Excellence, que devais-je faire? Fallait-il laisser mourir de misère un sujet noble de Sa Majesté? Dans de telles occasions, il ne s'agit point *d'obligation légale,* mais *d'obligation naturelle;* le père, la mère, le frère, le fils, etc., sont *obligés* comme tels. J'ose croire, monsieur le comte, que Sa Majesté m'indemniserait plutôt elle-même que de souffrir que je demeure dupe des sentiments qui m'ont conduit dans cette occasion. Le jeune homme possède une tête un peu légère, il a des dettes; je lui ai passé

jusqu'à présent une petite somme pour son entretien strict, ma modeste table lui a été ouverte jusqu'ici, etc.; mais tout a un terme, et si je ne reçois pas incessamment un envoi de fonds de Turin, il est perdu d'état et même d'honneur. Votre Excellence doit avertir la famille; je vous prie en grâce, monsieur le comte, de vouloir bien mettre quelque empressement dans une affaire dont l'issue, si elle était vaine pour moi, défendrait à un ministre la bienfaisance et la protection à l'égard des sujets de son maître.

Je viens d'apprendre qu'il n'y a pas d'ordre relatif à l'arc de triomphe *esquissé* en bois et en plâtre sur la route de Peterhoff et non loin de la porte de la ville. Tel qu'il est, il a coûté 60,000 roubles; mais de savoir s'il sera exécuté en granit, comme on le croyait, c'est une autre question: cela me paraîtrait fort peu d'accord avec les principes de l'Empereur, qui pourrait fort bien, avec l'argent destiné à ce monument, marier des filles ou raccommoder des jambes. Au reste, monsieur le comte, l'idée russe de célébrer et d'immortaliser l'année merveilleuse est une idée très-saine et très-noble; une quantité de cœurs droits et de véritables bons Russes souffriront de se voir gênés dans les démonstrations qu'ils auraient voulu donner. Ainsi va le monde; une main lourde ou infidèle suffit souvent pour gâter une affaire toute belle et bonne de sa nature.

Il semble qu'un orage gronde sur l'Autriche. On n'a pas vu de bonne part qu'elle se soit emparée de tout en attendant le Congrès. Voilà derechef Sa Majesté étouffée entre deux montagnes. On m'assure que 60,000

Autrichiens sont encore chez nous : triste protection ! Si la guerre éclatait contre l'Autriche, il faudrait lui tourner le dos franchement. Les circonstances dictent sans doute à chaque nation sa politique particulière, et le système des temporisations nous a été justement recommandé ; néanmoins, dans cet état de choses, notre repos pourrait être éternel. Depuis le retour du roi Louis XVIII à Paris, le comte de Blacas ne m'a plus écrit, quoique je lui aie adressé plusieurs lettres ; je me rappelle l'avoir vu jadis fort piqué contre nous ; enfin, je suis dans la plus grande inquiétude.

Le Sénat, la noblesse et le synode avaient délibéré de donner à Sa Majesté Impériale le surnom de *Béni-de-Dieu*, et ils lui avaient envoyé une députation de quatre personnes pour lui porter cette délibération. Les députés étaient le prince Alexandre Kurakin, le comte Alexandre Soltykoff, le général Alexandre Tormasoff ; le quatrième m'échappe dans ce moment, mais tous les quatre se nommaient *Alexandre*. A des hommes élevés dans nos idées, il peut paraître étonnant de ne pas voir un évêque dans cette députation ; c'est un des points sur lesquels nos idées divergent le plus des leurs. Le prince Kurakin est demeuré malade à Berlin ; les autres députés ont atteint Sa Majesté Impériale à Leipsick. C'est bien là qu'il méritait de recevoir les titres les plus honorables ; mais il a refusé par un écrit plein de raison et d'élévation, qui n'est point traduit encore. On reproche à l'épithète *Béni-de-Dieu* de n'être point traduisible dans les autres langues de l'Europe, et en effet, c'est un inconvénient ; mais, quoi qu'il en soit, on a sagement agi

de part et d'autre : la nation devait à son maître cette preuve solennelle de respect et d'admiration, et le maître a bien fait de renvoyer la chose à la postérité, qui lui rendra bonne justice; en attendant, rien ne nous empêche de l'appeler comme nous voudrons.

Je suis avec, etc.

Saint-Pétersbourg, 19/31 juillet 1814.

Monsieur le comte,

J'ai toujours dit hautement que les souverains n'ont jamais contracté aucune obligation envers ceux de leurs sujets qui ont perdu leurs biens en fuyant leur patrie. Les rois ne nous ont point priés de sortir; ils ne nous ont point défendu de rentrer. Je suis sorti des États du Roi pour me contenter moi-même, et je me garde bien de m'estimer plus que ceux qui ont fait autrement; j'ai horreur même de cette fatuité. Tout est dit sur ce chapitre. Mais que les rois nous punissent de cette perte et nous traitent plus mal que si nous avions retenu nos biens, c'est ce que je ne conçois pas trop.

Ma position d'ailleurs ne ressemble à aucune autre. C'est contre ma volonté la plus expresse que je suis ici; j'ai résisté pendant longtemps, jusqu'à l'impertinence inclusivement, et jusqu'à la désobéissance exclusivement; un ministre de dure mémoire me força de quitter un poste où je me tenais tranquille, *et refusa de me faire connaître mes appointements*, pour m'ôter la faculté de délibérer; quand je fus dans ses mains, il me dit :

Partez avec cette somme ; les frais de postes sont à votre charge ; il fallut bien partir. L'homme qui a perdu ses biens n'a plus de volonté, il n'existe pas même; une confiscation générale ne m'avait pas laissé une cuillère à café.

Forcer un homme irréprochable à quitter un emploi et à se jeter sans examen et même les yeux bandés dans la route la plus périlleuse, le séparer de sa femme sans limites ni explications (car personne ne pouvait deviner le miracle qui a borné le sacrifice à douze ans *seulement*), priver ses enfants de l'éducation paternelle, et lui de ses dernières ressources...., ce sont là des choses, monsieur le comte, qui pourraient donner lieu à des questions que certaines gens appelleraient *philosophiques*, mais que j'appelle, moi, *insolentes ;* je ne me permettrai rien dans ce genre. Mais ce que je puis assurer en toute confiance, c'est qu'il n'y a pas d'exemple qu'un autre homme ait été soumis par sa cour à rien d'aussi sévère. Cherchez vous-même, monsieur le comte, je m'en rapporte à Votre Excellence.

Cette lettre est bien longue pour un tel sujet. Hélas ! si j'avais de la fortune, elle n'aurait qu'une ligne. Tout se réduit cependant à une théorie bien courte : Tout ministre voyage et s'établit aux frais de son maître, excepté le comte de Maistre. Et pourquoi cette distinction ? Parce qu'il a perdu ses biens.

J'appelle de cette puissante logique aux sentiments magnanimes, à la conscience royale de Sa Majesté ; et je prie la vôtre, monsieur le comte, de vouloir bien être dans cette occasion le premier ministre de la sienne.

Je suis avec respect, etc.

P.-S. En attendant que j'aie l'honneur de répondre séparément à la lettre qui accompagnait la vôtre, j'observe ici qu'on peut être fort tranquille sur la crainte manifestée aux mots : *les intentions favorables de l'Autriche exigent des ménagements.* Employez, je vous en supplie, quelque phrase téméraire tirée de l'une de mes notes ; il ne faut pas que Sa Majesté soit trop pliante. Je crains que nous ne perdions la Sardaigne en gagnant Gênes. Le roi de France a nommé le traité du 30 mai une paix pour la canaille : *verissimo !*

Du reste, je persiste à croire que le roi de France ne veut pas la Savoie. Je crois pouvoir déjà complimenter Sa Majesté sur l'acquisition de Gênes ; cela étant, je ne vois pas que le reste présente rien de sinistre, vu ma croyance sur le précédent article. Toutes les conquêtes des Autrichiens ont des suites funestes ; mais aujourd'hui que le Congrès est fixé, il serait inutile d'anticiper sur bien des objets. Tout paraît tranquille en Europe ; mais, dans le fait, tout est violent.

Je me crois enfin parfaitement sûr d'une audience particulière ; c'est ici un très-rare bonheur et c'est un point capital. On a calomnié le Roi ; l'Empereur lui-même a dit : Je suis bien mécontent de ce qui se fait là, on ne tient pas compte du peuple. J'ai déjà repoussé cela de bouche, mais vous verrez l'écrit. Il ne faut parler ni trop haut ni trop bas. Laissez-moi faire : le Roi ne risque rien et ne doit *céder* qu'à l'extrémité ; il pourrait, d'autre part, sans avoir l'air de céder, faire quelques pas en avant. Laissez-les faire en Savoie : n'acceptons et n'approuvons rien.

C'est un immense avantage que l'empereur de Russie soit venu ici avant le Congrès : nous pouvons nous faire entendre. L'orage grossit toujours sur l'Autriche ; les ministres des cours ont les yeux ouverts sur nous. J'ai entendu dire par un gentilhomme italien : « Il n'y a pour l'Italie que le roi de Sardaigne ; » et j'ai entendu reprocher à Sa Majesté, dans la diplomatie, de laisser passer l'occasion. (Je dis ce qu'on dit, non ce que je crois). Il faut avoir l'œil bien ouvert et prendre garde à l'ennemi des grands coups, lequel s'appelle Frère *Vedremo*. Caressez l'esprit italien. L'esprit autrichien est un monstre ; on le reconnaît, mais trop tard. Je compte encore sur Alexandre pour le tuer. Les difficultés sont grandes.

11/23 août.

A la hâte. — Le mécontentement envers l'Autriche augmente chaque jour. L'armée est au complet sur les frontières. On rit assez haut du Congrès. Un grand danger nous menace ; l'Autriche nous entraînera et nous perdra. La neutralité nous apporterait ruine et déshonneur. J'ignore ce que veut et ce que peut le chevalier Azara pour maintenir la liberté du Roi. Je demande comme préliminaire la remise provisionnelle de Gênes. Sa Majesté pourrait occuper Gênes *brevi manu*.

FIN DU PREMIER VOLUME

TABLE DES MATIÈRES

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU PREMIER VOLUME

Paris. — Imprimerie A. Wittershiem, rue Montmorency, 8.



